

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

JOURNAL OFFICIEL

LOIS ET DÉCRETS



Vendredi 22 août 2025/N° 194

SOMMAIRE ANALYTIQUE

Décrets, arrêtés, circulaires

textes généraux

ministère de la justice

- 1 Arrêté du 14 août 2025 portant ouverture au titre de l'année 2026 de l'examen professionnel pour l'accès au grade de directeur pénitentiaire d'insertion et de probation hors classe
- 2 Arrêté du 18 août 2025 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2025 aux fonctionnaires bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés au ministère de la justice pour l'accès au corps de secrétaire administratif de classe normale

ministère de l'intérieur

- 3 Arrêté du 18 août 2025 autorisant au titre de l'année 2026 l'ouverture de concours pour le recrutement d'officiers de police de la police nationale
- 4 Arrêté du 18 août 2025 autorisant au titre de l'année 2026 l'ouverture de concours pour le recrutement de commissaires de police de la police nationale
- 5 Arrêté du 20 août 2025 tirant les conséquences de réorganisations intervenant au sein de la gendarmerie nationale

ministère du travail, de la santé, des solidarités et des familles

- 6 Arrêté du 7 août 2025 définissant les conditions de déclaration des préparations hospitalières prévues à l'article L. 5121-1 (2°) du code de la santé publique

- 7 [Arrêté du 18 août 2025](#) portant renouvellement d'inscription et modification des conditions d'inscription de l'endoprothèse périphérique à élution de principe actif (évérolimus) XIENCE PRIME BTK de la société ABBOTT MEDICAL France inscrite au titre III de la liste des produits et prestations remboursables prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale
- 8 [Arrêté du 19 août 2025](#) portant inscription des moniteurs cardiaques implantables LUX-DX et LUX-DX II+ de la société BOSTON SCIENTIFIC au titre III de la liste des produits et prestations remboursables prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale
- 9 [Arrêté du 19 août 2025](#) pris en application de l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et modifiant l'arrêté du 2 mars 2005 fixant la liste des produits et prestations mentionnés à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation
- 10 [Arrêté du 20 août 2025](#) portant inscription du cathéter guide à ballonnet BOBBY de la société MICROVENTION EUROPE (France) au titre I de la liste des produits de santé financés au titre des prestations d'hospitalisation prévue à l'article L. 165-11 du code de la sécurité sociale
- 11 [Arrêté du 20 août 2025](#) portant renouvellement d'inscription du cathéter de thrombo-aspiration REACT de la société MEDTRONIC France SAS au titre I de la liste des produits de santé financés au titre des prestations d'hospitalisation prévue à l'article L. 165-11 du code de la sécurité sociale
- 12 [Décision du 5 mars 2025](#) portant enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles et au répertoire spécifique
- 13 [Décision du 18 août 2025](#) fixant les prix d'une spécialité pharmaceutique remboursable aux assurés sociaux

ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique

- 14 [Décret n° 2025-834 du 21 août 2025](#) relatif à la prolongation du délai de suspension du recouvrement et du paiement des cotisations et contributions sociales à Mayotte
- 15 [Arrêté du 14 août 2025](#) fixant le nombre de postes offerts à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration de l'Etat au sein du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique au titre de l'année 2026
- 16 [Arrêté du 18 août 2025](#) modifiant l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie
- 17 [Arrêté du 18 août 2025](#) portant création et modification de fiches d'opérations standardisées du dispositif des certificats d'économies d'énergie
- 18 [Arrêté du 20 août 2025](#) portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier
- 19 [Arrêté du 20 août 2025](#) portant déclaration d'utilité publique, au bénéfice de la société Réseau de transport d'électricité (RTE), des travaux de raccordement au réseau public de transport d'électricité du poste électrique de la cimenterie de Lumbres (62) exploitée par EQIOM

ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation

- 20 [Arrêté du 14 août 2025](#) portant suppression d'une régie d'avances auprès du service d'Etat de l'aviation civile aux îles Wallis et Futuna (budget annexe) de la direction des services de la navigation aérienne, échelon central
- 21 [Arrêté du 18 août 2025](#) modifiant l'arrêté du 23 octobre 2023 relatif au contrôle technique des véhicules motorisés à deux ou trois roues et quadricycles à moteur
- 22 [Arrêté du 20 août 2025](#) portant suspension des dépôts de demande d'actualisation de périmètre prévue par l'article 5 de l'arrêté du 21 décembre 2022 relatif à la mission d'accompagnement du service public de la performance énergétique de l'habitat
- 23 [Arrêté du 20 août 2025](#) autorisant au titre de l'année 2025 l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne
- 24 [Arrêté du 21 août 2025](#) portant délégation de signature (cabinet du ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports)

ministère de l'Europe et des affaires étrangères

- 25 [Décret n° 2025-835 du 21 août 2025](#) portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Union internationale des télécommunications relatif au programme « Jeunes experts associés » (ensemble une annexe), signé à Genève le 16 janvier 2025
- 26 [Arrêté du 19 août 2025](#) fixant la liste des bureaux de vote ouverts pour l'élection partielle d'un député à l'Assemblée nationale (5^e circonscription des Français établis hors de France)

ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche

- 27 [Arrêté du 19 août 2025](#) fixant au titre de l'année 2026 le nombre de postes offerts à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'ingénieur des travaux publics de l'Etat
- 28 [Arrêté du 19 août 2025](#) autorisant au titre de l'année 2025 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'assistant principal de service social des administrations de l'Etat et fixant le nombre de postes offerts à cet examen

ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

- 29 [Arrêté du 14 août 2025](#) relatif à l'avenant n° 13 modifiant l'avenant n° 10 à l'accord interprofessionnel triennal 2023-2025 portant sur la mise en place d'un outil de régulation pour les vins sous AOC Côtes du Rhône et Côtes du Rhône Villages rouge
- 30 [Arrêté du 19 août 2025](#) autorisant au titre de l'année 2026 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au corps des secrétaires administratifs relevant du ministre chargé de l'agriculture
- 31 [Arrêté du 19 août 2025](#) fixant le nombre de places offertes au titre de l'année 2026 aux examens professionnels pour l'avancement aux grades de secrétaire administratif de classe supérieure et de secrétaire administratif de classe exceptionnelle relevant du ministre chargé de l'agriculture
- 32 [Arrêté du 20 août 2025](#) relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée (AOP) « Piment d'Espelette » ou « Piment d'Espelette - Ezpeletako Biperra »
- 33 [Arrêté du 21 août 2025](#) fixant le pourcentage d'écart à la valeur cible pour la convergence interne des droits à paiement de base en 2025

ministère de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification

- 34 [Décret n° 2025-836 du 20 août 2025](#) portant diverses mesures de déconcentration en matière de ressources humaines
- 35 [Arrêté du 20 août 2025](#) portant déconcentration des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat au sens de l'article 15 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
- 36 [Arrêté du 20 août 2025](#) portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents contractuels exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles

ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative

- 37 [Arrêté du 7 août 2025](#) portant création de la mention « activités de glisse aérotractée et disciplines associées » du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité « éducateur sportif »
- 38 [Arrêté du 11 août 2025](#) fixant la liste des substances et méthodes dont la détention est interdite en application de l'article L. 232-26 du code du sport

mesures nominatives

Premier ministre

- 39 Décret du 13 août 2025 portant recul de limite d'âge (Cour des comptes) - M. MOUSSON (Olivier)
- 40 Décret du 14 août 2025 portant recul de limite d'âge (Cour des comptes) - M. TERSEN (Denis)
- 41 Décret du 18 août 2025 portant recul de limite d'âge (Cour des comptes) - M. ANTOINE (Dominique)
- 42 Décret du 21 août 2025 portant recul de limite d'âge (Cour des comptes) - M. COLIN (Christian)
- 43 Arrêté du 7 août 2025 portant admission à la retraite (administrateurs de l'Etat)
- 44 Arrêté du 20 août 2025 portant réintégration et admission à la retraite (chambres régionales des comptes)
- 45 Arrêté du 21 août 2025 portant nomination au conseil prévu à l'article L. 4139-15-1 du code de la défense

ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

- 46 Décret du 19 août 2025 portant nomination et affectation (enseignement supérieur)
- 47 Décret du 21 août 2025 portant radiation (enseignement supérieur)

ministère de la justice

- 48 Décret du 19 août 2025 portant nomination (magistrature)
- 49 Décret du 21 août 2025 portant nomination (magistrature)
- 50 Arrêté du 12 août 2025 portant admission à la retraite (magistrature)
- 51 Arrêté du 12 août 2025 portant admission à la retraite (magistrature)
- 52 Arrêté du 12 août 2025 portant cessation de fonctions (magistrature)
- 53 Arrêté du 18 août 2025 relatif à une société civile professionnelle (officiers publics ou ministériels)
- 54 Arrêté du 18 août 2025 portant nomination d'une notaire associée (officiers publics ou ministériels)
- 55 Arrêté du 19 août 2025 relatif à la composition du jury des concours de recrutement direct dans le corps des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel au titre de l'année 2026
- 56 Arrêté du 20 août 2025 portant réintégration et affectation (tribunaux administratifs et cours administratives d'appel)
- 57 Arrêté du 20 août 2025 fixant la liste des rapporteurs pouvant être désignés par le président du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche statuant en matière disciplinaire (tribunaux administratifs et cours administratives d'appel)

ministère de l'intérieur

- 58 Arrêté du 20 août 2025 portant nomination (directions départementales interministérielles)

ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique

- 59 Arrêté du 31 juillet 2025 portant nomination à la Commission supérieure du numérique et des postes

ministère des armées

- 60 Arrêté du 18 août 2025 portant admission à la retraite (ingénieurs civils de la défense)
- 61 Liste du 20 août 2025 modifiant la liste du 31 juillet 2025 des candidats admis par ordre de mérite au concours pour l'admission d'élèves officiers de carrière à l'école de santé des armées en qualité d'élève praticien au titre de l'année 2025

ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation

- 62 Arrêté du 14 août 2025 mettant fin aux fonctions d'une régisseuse d'avances auprès du service de l'Etat de l'aviation civile aux îles Wallis et Futuna (budget annexe) de la direction des services de la navigation aérienne, échelon central

ministère de l'Europe et des affaires étrangères

- 63 Arrêté du 19 août 2025 portant cessation et nomination au cabinet du ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de la francophonie et des partenariats internationaux
- 64 Arrêté du 19 août 2025 portant nomination au cabinet du ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de la francophonie et des partenariats internationaux
- 65 Arrêté du 21 août 2025 portant nomination (administration centrale)

ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

- 66 Arrêté du 8 août 2025 portant admission à la retraite (ingénieurs généraux des ponts, des eaux et des forêts)
- 67 Arrêté du 11 août 2025 portant nomination du président et du vice-président de la commission thématique interfilières « agricole et agro-alimentaire internationale » de FranceAgriMer

Naturalisations et réintégrations

- 68 Décret du 19 août 2025 portant naturalisation, réintégration, mention d'enfants mineurs bénéficiant de l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents et francisation de noms et de prénoms

En application de l'article L. 221-14, et des articles R. 221-15 et R. 221-16 pris après avis de la CNIL, du code des relations entre le public et l'administration, les actes individuels relatifs à l'état et à la nationalité des personnes ne peuvent être publiés au Journal officiel de la République française, que dans des conditions garantissant qu'ils ne font pas l'objet d'une indexation par des moteurs de recherche. Les actes concernés sont accessibles sur le site Légifrance en "Accès protégé"

Avis et communications

avis de concours et de vacance d'emplois

ministère de la justice

- 69 Avis relatif au recrutement d'un travailleur handicapé par la voie contractuelle dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat au ministère de la justice au titre de l'année 2025

ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

- 70 Avis relatif à l'ouverture au titre de l'année 2026 d'un examen professionnel d'accès au corps des secrétaires administratifs relevant du ministre chargé de l'agriculture

avis divers

ministère de la justice

- 71 Avis relatif à la composition du Tribunal des conflits

**ministère du travail, de la santé,
des solidarités et des familles**

- 72 [Avis](#) relatif aux prix de spécialités pharmaceutiques
- 73 [Avis](#) relatif à la tarification des moniteurs cardiaques implantables LUX-DX et LUX-DX II+ visés à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale

**ministère de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle et numérique**

- 74 [Avis](#) relatif à l'ouverture d'une procédure d'enquête publique sur la demande d'homologation d'un cahier des charges pour l'indication géographique « Tournerie et tabletterie du massif du Jura »

**ministère de la transition écologique, de la biodiversité,
de la forêt, de la mer et de la pêche**

- 75 [Avis n° 4](#) relatif à la réouverture de certains quotas et/ou sous-quotas de pêche pour l'année 2025

Annonces

- 76 [Demandes de changement de nom \(textes 76 à 90\)](#)

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté du 14 août 2025 portant ouverture au titre de l'année 2026 de l'examen professionnel pour l'accès au grade de directeur pénitentiaire d'insertion et de probation hors classe

NOR : JUSK2522527A

Le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2010-1640 du 23 décembre 2010 modifié portant statut particulier du corps des directeurs pénitentiaires d'insertion et de probation ;

Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap, notamment les articles 2 et 3 ;

Vu le décret n° 2024-759 du 7 juillet 2024 fixant les conditions de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2011 fixant l'organisation de l'examen professionnel pour l'accès au grade de directeur pénitentiaire d'insertion et de probation hors classe ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2024 fixant les conditions et les modalités de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Est autorisée, au titre de l'année 2026, l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade de directeur pénitentiaire d'insertion et de probation hors classe.

L'examen professionnel pour l'accès au grade de directeur pénitentiaire d'insertion et de probation hors classe est ouvert aux directeurs pénitentiaires d'insertion et de probation de classe normale remplissant les conditions fixées à l'article 13 du décret du 23 décembre 2010 susvisé.

Art. 2. – Le nombre total des postes offerts au titre de l'année 2026 à l'examen professionnel mentionné à l'article 1^{er} fera l'objet d'un arrêté ultérieur du garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 3. – Les registres d'inscription sont ouverts du lundi 25 août 2025 jusqu'au vendredi 10 octobre 2025, à 23 h 59, heure de Paris.

Les inscriptions s'effectuent par voie électronique sur le site Apnet de l'administration pénitentiaire.

En cas d'impossibilité de s'inscrire par voie électronique, les candidats conservent la possibilité d'obtenir le dossier imprimé établi à cette fin jusqu'au vendredi 10 octobre 2025 en écrivant à l'adresse suivante : ministère de la justice, direction de l'administration pénitentiaire, sous-direction des ressources humaines et des relations sociales, bureau RH1, section du recrutement, examen professionnel DPIP HC 2026, 13, place Vendôme, 75042 Paris Cedex 01.

La date de fin de saisie des inscriptions sur le site Apnet est fixée au vendredi 10 octobre 2025, à 23 h 59, heure de Paris, date de clôture des inscriptions.

La date de retour des dossiers par voie postale est fixée au vendredi 10 octobre 2025, date de clôture des inscriptions, le cachet de la poste faisant foi. Tout dossier papier parvenant dans une enveloppe portant un cachet de la poste, postérieur au vendredi 10 octobre 2025 ou parvenant après cette date dans une enveloppe ne portant aucun cachet de la poste ou par tout autre mode d'envoi non postal (courriel, télécopie), sera refusé.

Art. 4. – Conformément aux dispositions du décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 susvisé, les candidats en situation de handicap sollicitant un aménagement d'épreuve doivent transmettre au service organisateur, au plus tard le vendredi 17 octobre 2025, par voie dématérialisée à l'adresse exapro.dap@justice.gouv.fr, un certificat médical établi par un médecin agréé. Le certificat médical, qui doit avoir été établi moins de six mois avant le déroulement des épreuves, précise la nature des aides humaines et techniques ainsi que des aménagements nécessaires pour permettre aux candidats, compte tenu de la nature et de la durée des épreuves, de composer dans des conditions compatibles avec leur situation.

Art. 5. – En vue de l'épreuve orale d'admission, les candidats doivent adresser leur dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle à la section du recrutement du bureau RH1, au plus tard le vendredi 31 octobre 2025, en version dématérialisée, au format pdf, à l'adresse exapro.dap@justice.gouv.fr

Dans les cas où ils ne pourraient le transmettre par voie électronique, les candidats conservent la possibilité d'envoyer leur dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle à la section du recrutement du bureau RH1, jusqu'au vendredi 31 octobre 2025, le cachet de la poste faisant foi, en le retournant par courrier à l'adresse suivante : ministère de la justice, direction de l'administration pénitentiaire, sous-direction des ressources humaines et des relations sociales, bureau RH1, section du recrutement, examen professionnel DPIP HC 2026, 13, place Vendôme, 75042 Paris Cedex 01.

Tout dossier incomplet ou envoyé hors délai sera refusé.

Art. 6. – L'épreuve orale d'admission aura lieu à partir du lundi 24 novembre 2025.

Les résultats des épreuves d'admission de cet examen pourront être consultés à partir du vendredi 12 décembre 2025 sur le site intranet de la direction de l'administration pénitentiaire à l'adresse suivante : <http://intranet.justice.gouv.fr/site/apnet/> rubrique « Liens pratiques » puis « Recrutement/concours ».

Aucun résultat ne sera communiqué par téléphone ou par voie électronique.

Art. 7. – Pour passer l'épreuve orale d'admission, les candidats résidant dans l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution du 4 octobre 1958 (Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, îles Wallis et Futuna, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie) ou à l'étranger, en situation de handicap, en état de grossesse ou dont l'état de santé le nécessite peuvent bénéficier, à leur demande, de la visioconférence, dans les conditions prévues par l'arrêté du 8 juillet 2024 susvisé.

Leur demande, accompagnée des justificatifs, doit être adressée au service recrutement, par voie dématérialisée à l'adresse exapro.dap@justice.gouv.fr, au plus tard le vendredi 17 octobre 2025.

Art. 8. – La composition du jury fera l'objet d'un arrêté ultérieur du garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 9. – Le directeur de l'administration pénitentiaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 14 août 2025.

Pour le ministre et par délégation :

*L'adjointe au sous-directeur
des ressources humaines
et des relations sociales,*

M. DEBBOUN

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté du 18 août 2025 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2025 aux fonctionnaires bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés au ministère de la justice pour l'accès au corps de secrétaire administratif de classe normale

NOR : JUST2522336A

Le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 93 ;

Vu le décret n° 2010-302 du 19 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'État et à certains corps analogues relevant du décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2020-569 du 13 mai 2020 fixant pour une période limitée les modalités dérogatoires d'accès par la voie du détachement à un corps ou cadre d'emplois de niveau supérieur ou de catégorie supérieure instituées en faveur des fonctionnaires bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Le nombre d'emplois offerts, au titre de l'année 2025, aux fonctionnaires bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés pour l'accès au corps de secrétaire administratif de classe normale du ministère de la justice, est fixé à 1 selon les modalités prévues par le décret du 13 mai 2020 susvisé.

Art. 2. – Les informations relatives au poste offert et à la composition de la commission de sélection des candidats aptes à accéder au corps susmentionné par la voie du détachement seront consultables sur le site dédié aux recrutements du ministère de la justice : <https://lajusticerecrute.fr/metiers/recrutement-des-fonctionnaires-en-situation-de-handicap-0>

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 18 août 2025.

Pour le ministre et par délégation :

*La cheffe du bureau attractivité,
recrutement et fidélisation,*

S. CHASSAT

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 18 août 2025 autorisant au titre de l'année 2026 l'ouverture de concours pour le recrutement d'officiers de police de la police nationale

NOR : INTC2523225A

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 modifié portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu le décret n° 2003-532 du 18 juin 2003 relatif à l'établissement et à l'utilisation des listes complémentaires d'admission aux concours d'accès aux corps de la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2004-1105 du 19 octobre 2004 modifié relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2005-716 du 29 juin 2005 modifié portant statut particulier du corps de commandement de la police nationale ;

Vu le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences des diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap ;

Vu le décret n° 2022-1465 du 24 novembre 2022 relatif aux conditions de santé particulières exigées pour l'exercice des fonctions relevant des corps de fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2005 modifié portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2007 fixant les équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique subordonnée à la possession de diplômes ou titres sanctionnant un niveau d'études déterminé relevant d'une formation générale ou de plusieurs spécialités de formation ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 2012 modifié relatif aux épreuves d'exercices physiques des concours pour le recrutement des commissaires de police, officiers de police et gardiens de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 25 novembre 2022 modifié relatif à l'appréciation des conditions de santé particulières exigées pour l'exercice des fonctions relevant des corps de fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 2023 fixant les règles d'organisation générale, la nature et le programme des épreuves des concours pour le recrutement des officiers de police de la police nationale,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Est autorisée, au titre de l'année 2026, l'ouverture de trois concours distincts pour le recrutement d'officiers de police de la police nationale :

1° Un concours externe ;

2° Un premier concours interne ;

3° Un second concours interne.

Art. 2. – L'ouverture des inscriptions est fixée au lundi 25 août 2025.

Les candidats devront s'inscrire directement en ligne sur le site internet du recrutement de la police nationale, « www.police-nationale.interieur.gouv.fr/nous-rejoindre ». La date limite de validation des formulaires d'inscription est fixée au lundi 20 octobre 2025, à 18 heures (heure de Paris).

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus soit en consultant le site internet du recrutement de la police nationale, « www.police-nationale.interieur.gouv.fr/nous-rejoindre », ou le site intranet de l'Académie de police, soit en contactant la division des concours et des examens à Clermont-Ferrand, ou les directions zonales au recrutement et à la formation de l'Est, d'Ile-de-France, du Nord, de l'Ouest, du Sud, du Sud-Est, du Sud-Ouest, les directions territoriales au recrutement et à la formation d'Antilles-Guyane, Réunion-Mayotte et Nouvelle-Calédonie, Polynésie française.

Les candidats inscrits dans les délais reçoivent par courrier postal ou par voie électronique une convocation nominative indiquant la date, l'heure et le lieu des épreuves ainsi que les différentes consignes relatives au bon déroulement de ce recrutement.

Les candidats n'ayant pas reçu leur convocation au plus tard dix jours francs avant la date de la première épreuve du concours doivent se rapprocher sans délai de la division des concours et des examens à Clermont-Ferrand ou du bureau du recrutement du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur ou du secrétariat général pour l'administration de la police dont ils dépendent géographiquement.

Le défaut de réception des convocations ne pourra engager la responsabilité du service organisateur.

Les candidats en situation de handicap sollicitant un aménagement d'épreuves doivent transmettre au service organisateur un certificat médical, établi par un médecin agréé, au plus tard trois semaines avant le déroulement des épreuves, soit le vendredi 12 décembre 2025. Le certificat médical, qui doit avoir été établi moins de six mois avant le déroulement des épreuves, précise la nature des aides humaines et techniques ainsi que des aménagements nécessaires pour permettre aux candidats, compte tenu de la nature et la durée des épreuves, de composer dans des conditions compatibles avec leur situation.

Art. 3. – Les épreuves d'admissibilité des concours externe et premier concours interne auront lieu les 6, 7 et 8 janvier 2026.

En raison du décalage horaire, les épreuves d'admissibilité auront lieu :

1° En Polynésie française les 6, 7 et 8 janvier 2026, avec mise en loge à partir du 5 janvier 2026 ;

2° En Nouvelle-Calédonie les 7, 8 et 9 janvier 2026, avec mise en loge à partir du 6 janvier 2026.

Les épreuves d'admissibilité du second concours interne auront lieu le 6 janvier 2026.

En raison du décalage horaire, les épreuves d'admissibilité auront lieu :

1° En Polynésie française le 6 janvier 2026 avec une mise en loge à partir du 5 janvier 2026 ;

2° En Nouvelle-Calédonie le 7 janvier 2026 avec une mise en loge à partir du 6 janvier 2026.

Art. 4. – La composition des jurys fera l'objet d'un arrêté ultérieur du ministre de l'intérieur.

Art. 5. – Le nombre total de postes offerts fera l'objet d'un arrêté ministériel ultérieur, qui précisera la répartition des postes entre les concours externes, premier concours interne et second concours interne.

Art. 6. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 18 août 2025.

Pour le ministre et par délégation :

*Le sous-directeur du recrutement
et des établissements de formation,*

E. BOISARD

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 18 août 2025 autorisant au titre de l'année 2026 l'ouverture de concours pour le recrutement de commissaires de police de la police nationale

NOR : INTC2523231A

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu l'ordonnance n° 2021-238 du 3 mars 2021 modifiée favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 modifié portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu le décret n° 2003-532 du 18 juin 2003 relatif à l'établissement et à l'utilisation des listes complémentaires d'admission aux concours d'accès aux corps de la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2004-1105 du 19 octobre 2004 modifié relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2005-939 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier du corps de conception et de direction de la police nationale ;

Vu le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences des diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap ;

Vu le décret n° 2021-239 du 3 mars 2021 modifié instituant les modalités d'accès à certaines écoles de service public et relatif aux cycles de formation y préparant, notamment son article 25 ;

Vu le décret n° 2022-1465 du 24 novembre 2022 relatif aux conditions de santé particulières exigées pour l'exercice des fonctions relevant des corps de fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2005 modifié portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2007 fixant les équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique subordonnés à la possession de diplômes ou titres sanctionnant un niveau d'études déterminé relevant d'une formation générale ou de plusieurs spécialités de formation ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 2012 modifié relatif aux épreuves d'exercices physiques des concours pour le recrutement des commissaires de police, officiers de police et gardiens de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2021 modifié fixant la liste des préparations ouvrant droit à l'inscription aux concours externes spéciaux d'accès à certaines écoles de service public prévue à l'article 25 du décret n° 2021-239 du 3 mars 2021 instituant des modalités d'accès à certaines écoles de service public et relatif aux cycles de formation y préparant ;

Vu l'arrêté du 25 novembre 2022 relatif à l'appréciation des conditions de santé particulières exigées pour l'exercice des fonctions relevant des corps de fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2023 modifié fixant les règles d'organisation générale, la nature et le programme des concours pour le recrutement de commissaires de police de la police nationale,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Est autorisée, au titre de l'année 2026, l'ouverture de quatre concours distincts pour le recrutement de commissaires de police de la police nationale :

1° Un concours externe ;

- 2° Un concours externe spécial (« concours Talents ») ;
- 3° Un premier concours interne ;
- 4° Un second concours interne.

Art. 2. – L'ouverture des inscriptions est fixée au lundi 25 août 2025.

Les candidats devront s'inscrire directement en ligne sur le site internet du recrutement de la police nationale, « www.police-nationale.interieur.gouv.fr/nous-rejoindre ». La date limite de validation des formulaires d'inscription est fixée au lundi 20 octobre 2025, à 18 heures (heure de Paris).

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus soit en consultant le site internet du recrutement de la police nationale, « www.police-nationale.interieur.gouv.fr/nous-rejoindre », ainsi que le site intranet de l'Académie de police, soit en contactant la division des concours et des examens à Clermont-Ferrand, ou les directions zonales chargées du recrutement et à la formation de la police nationale de l'Est, de Paris - Ile-de-France, du Nord, de l'Ouest, du Sud, du Sud-Est, du Sud-Ouest et les services territoriaux chargés du recrutement et de la formation de la police nationale d'Antilles-Guyane, Réunion-Mayotte et Nouvelle-Calédonie - Polynésie française.

En application de l'article 25 du décret du 3 mars 2021 susvisé, le premier concours spécial (« concours Talents ») est ouvert aux candidats qui, à la date de la clôture des inscriptions, ou qui dans les quatre années civiles précédant l'année au cours de laquelle le concours est ouvert, ont suivi une préparation inscrite sur la liste fixée par arrêté du 24 mars 2021 susvisé, organisée après une procédure de sélection par un établissement assurant la formation de fonctionnaires ou un établissement public d'enseignement supérieur, et qui remplissaient pendant cette préparation les conditions de ressources fixées pour l'attribution d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux. Ils doivent également être titulaires d'un des diplômes exigés pour l'admission au concours externe d'entrée à l'Ecole nationale supérieure de la police ou justifier d'un diplôme, d'un titre de formation ou d'une expérience professionnelle satisfaisant aux conditions fixées par le décret du 13 février 2007 susvisé.

Les candidats inscrits dans les délais reçoivent, par courrier postal ou par voie électronique, une convocation nominative indiquant la date, l'heure et le lieu des épreuves ainsi que les différentes consignes relatives au bon déroulement de ce recrutement.

Les candidats n'ayant pas reçu leur convocation au plus tard dix jours francs avant la date de la première épreuve du concours doivent se rapprocher sans délai de la division des concours et examens à Clermont-Ferrand ou du bureau du recrutement du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur ou du secrétariat général pour l'administration de la police dont ils dépendent géographiquement.

Le défaut de réception des convocations ne pourra engager la responsabilité du service organisateur.

Les candidats demandant un aménagement d'épreuves doivent transmettre un certificat médical, établi par un médecin agréé, au plus tard trois semaines avant le déroulement des épreuves, soit avant le mardi 23 décembre 2025.

Art. 3. – Les épreuves d'admissibilité des concours externes et du premier concours interne auront lieu les 19, 20 et 21 janvier 2026.

En raison du décalage horaire, les épreuves d'admissibilité auront lieu :

1° Les 19, 20 et 21 janvier 2026 avec une mise en loge à partir du 18 janvier 2026 dans le centre de Polynésie française ;

2° Les 20, 21 et 22 janvier 2026 avec une mise en loge à partir du 19 janvier 2026 dans le centre de Nouvelle-Calédonie.

Les épreuves d'admissibilité du second concours interne auront lieu les 21 et 22 janvier 2026.

En raison du décalage horaire, les épreuves d'admissibilité auront lieu : les 22 et 23 janvier 2026 avec une mise en loge entre les épreuves dans le centre de Nouvelle-Calédonie,

Art. 4. – La composition des jurys fera l'objet d'un arrêté ultérieur du ministre de l'intérieur.

Art. 5. – Le nombre total de postes offerts sera fixé par un arrêté ministériel ultérieur précisant la répartition des postes entre les concours externes et internes.

Art. 6. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 18 août 2025.

Pour le ministre et par délégation :
*Le sous-directeur du recrutement
et des établissements de formation,*
E. BOISARD

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 20 août 2025 tirant les conséquences de réorganisations intervenant au sein de la gendarmerie nationale

NOR : INTJ2523588A

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 fixant pour la gendarmerie nationale la composition et l'organisation de la commission prévue à l'article L. 4136-3 du code de la défense ;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoir du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2024 relatif aux chaînes de notation et aux niveaux de fusionnement des sous-officiers et volontaires de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2024 relatif aux chaînes de notation et aux niveaux de fusionnement des officiers de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2024 relatif à la notation des officiers généraux de la gendarmerie nationale ;

Vu l'arrêté du 25 juillet 2025 relatif à l'unité nationale de police judiciaire de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Dans toutes les dispositions réglementaires figurant en annexe I du présent arrêté, les mots : « du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale » sont remplacés par les mots : « de l'unité nationale de police judiciaire de la gendarmerie nationale ».

Art. 2. – Jusqu'au 31 décembre 2025, sans préjudice des dispositions relatives aux arrêtés du 19 décembre 2024 susvisés, les chaînes de notation applicables aux sous-officiers de la gendarmerie nationale, aux volontaires des armées en service au sein de la gendarmerie nationale, aux officiers de la gendarmerie nationale, ainsi qu'aux officiers généraux de la gendarmerie nationale employés au sein de l'unité nationale de police judiciaire de la gendarmerie nationale, sont définies au I de l'annexe II du présent arrêté.

Les chaînes de fusionnement applicables aux sous-officiers de la gendarmerie nationale, aux volontaires des armées en service au sein de la gendarmerie nationale et aux officiers de la gendarmerie nationale, sont définies au II de l'annexe II du présent arrêté.

Art. 3. – Dans toutes les dispositions réglementaires figurant en annexe III du présent arrêté, les mots : « le commandant de la gendarmerie dans le cyberspace », « commandement de la gendarmerie dans le cyberspace » et « – les sous-officiers de gendarmerie servant au commandement de la gendarmerie dans le cyberspace ; », sont supprimés.

Art. 4. – Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} septembre 2025 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 20 août 2025.

Pour le ministre et par délégation :
*Le sous-directeur de la politique
des ressources humaines,*
F.-X. MARTIN

	SOG cadre général du grade de gendarme à maréchal des logis-chef GAV		SOG cadre général du grade d'adjudant à major SOG spécialiste		CSTAGN	
Affectation	1 ^{er} niveau	Notateur juridique	1 ^{er} niveau	Notateur juridique	1 ^{er} niveau	Notateur juridique
Militaires directement affectés auprès du commandant de l'UNPJGN	-	C2 de l'UNPJGN	-	C2 de l'UNPJGN	-	C2 de l'UNPJGN
Militaires affectés au sein des bureaux ou sections de l'UNPJGN	-	Chef de bureau ou de section	-	Chef de bureau ou de section	-	Chef de bureau ou de section
Militaires directement affectés auprès du chef d'une division	-	Chef de division	-	Chef de division	-	Chef de division
Militaires affectés au sein d'une division	-	Chef du bureau ou chef de département	-	Chef du bureau ou chef de département	-	Chef du bureau ou chef de département
Unité nationale d'investigation (UNI)						

Affectation	SOG cadre général du grade de gendarme à maréchal des logis-chef GAV		SOG cadre général du grade d'adjudant à major SOG spécialiste		CSTAGN	
	1 ^{er} niveau	Notateur juridique	1 ^{er} niveau	Notateur juridique	1 ^{er} niveau	Notateur juridique
Militaires directement affectés auprès du chef de l'unité nationale d'investigation (UNI)	-	Chef de l'UNI	-	Chef de l'UNI	-	Chef de l'UNI
Militaires affectés au sein d'un groupe de l'UNI	Chef de groupe	Chef de l'UNI	Chef de groupe	Chef de l'UNI	Chef de groupe	Chef de l'UNI
Unité nationale cyber (UNC)						
Militaires directement affectés auprès du chef de l'unité nationale cyber (UNC)	-	Chef de l'UNC	-	Chef de l'UNC	-	Chef de l'UNC
Militaires affectés au sein d'une division	-	Chef de division	-	Chef de division	-	Chef de division
Service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale (SCRCGN) Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN)						
Militaires directement affectés auprès du commandant du SCRCGN ou du directeur de l'IRCGN	-	Commandant du SCRCGN ou directeur de l'IRCGN	-	Commandant du SCRCGN ou directeur de l'IRCGN	-	Commandant du SCRCGN ou directeur de l'IRCGN
Militaires affectés au sein d'une division, d'un service, de l'unité d'investigations et d'identification (UII), au sein du SCRCGN ou de l'IRCGN	-	Chef de division / chef de service / chef de l'UII	-	Chef de division / chef de service / chef de l'UII	-	Chef de division / chef de service / chef de l'UII
Offices centraux						
Militaires directement affectés auprès d'un chef d'office central gendarmerie (OCLTI, OCLDI, OCLAESP, OCLCH)	Chef de division et chef de GOS	Chef d'office central	Chef de division et chef de GOS	Chef d'office central	Chef de division et chef de GOS	Chef d'office central
Militaires affectés ou rattachés à une division, à l'exception des militaires affectés au sein d'un détachement d'une division	Chef de division	Chef d'office central	Chef de division	Chef d'office central	Chef de division	Chef d'office central
Militaires affectés au sein d'un détachement	Chef de détachement	Chef d'office central	Chef de détachement	Chef d'office central	Chef de détachement	Chef d'office central

2. Officiers de la gendarmerie nationale

AFFECTATION	1 ^{er} NIVEAU	NOTATEUR JURIDIQUE
Officiers directement affectés auprès du commandant de l'UNPJGN (C2 UNPJ – OAC UNPJ – CM UNPJ – chefs de division- commandants des unités rattachées à l'UNPJGN)	-	Commandant de l'UNPJGN
Officiers, chefs des bureaux ou sections rattachés directement à l'UNPJGN	-	C2 de l'UNPJGN
Officier des bureaux et sections rattachés directement à l'UNPJGN	-	Chef de bureau ou section
Officiers affectés au sein d'une division à l'exception des chefs de division	-	Chef de division

AFFECTATION	1 ^{er} NIVEAU	NOTATEUR JURIDIQUE
Unité nationale d'investigation (UNI)		
Officiers affectés à l'UNI	-	Chef de l'UNI
Unité nationale cyber (UNC)		
Officiers directement affectés auprès du chef de l'unité nationale cyber (UNC)	-	Chef de l'UNC
Officiers rattachés ou affectés au sein d'une division	-	Chef de division
Service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale (SCRCGN) Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN)		
Officiers directement affectés auprès du commandant du SCRCGN ou du directeur de l'IRCGN	-	Commandant du SCRCGN ou directeur de l'IRCGN
Officiers affectés au sein d'une division, d'un service, de l'unité d'investigations et d'identification (UII), au sein du SCRCGN ou de l'IRCGN	-	Chef de division / chef de service / chef de l'UII
Offices centraux		
Officiers affectés au sein d'un office central gendarmerie, à l'exception du chef de l'office (OCLTI, OCLDI, OCLAES, OCLCH)	-	Chef d'office central

3. Officiers généraux de la gendarmerie nationale

AFFECTATION	NOTATEUR JURIDIQUE
Commandant de l'unité nationale de police judiciaire	Major général de la gendarmerie nationale
Commandant en second de l'UNPJGN, commandant du service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale, directeur de l'institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale, commandant de l'unité nationale cyber, commandant d'un office central gendarmerie (OCLTI, OCLDI, OCLAES, OCLCH)	Commandant de l'UNPJGN

II. – Chaînes de fusionnement s'appliquant aux militaires servant au sein de l'unité nationale de police judiciaire de la gendarmerie nationale

1. Sous-officiers de la gendarmerie et volontaires des armées en service au sein de la gendarmerie nationale

	SOG- Gendarme candidat AVP - GAV		SOG Adjudant – Adjudant-chef				CSTAGN	
Affectation	Fusionneur 1 ^{er} niveau	Fusionneur dernier niveau	Cadre général		Spécialistes		Fusionneur 1 ^{er} niveau	Fusionneur dernier niveau
			Fusionneur 1 ^{er} niveau	Fusionneur dernier niveau	Fusionneur 1 ^{er} niveau	Fusionneur dernier niveau		
Militaires affectés au sein du SCRCGN, de l'IRCGN, de l'UNI, de l'UNC ou des offices centraux gendarmerie (OCLTI, OCLDI, OCLAES, OCLCH)	Commandant du SCRCGN / directeur de l'IRCGN / chef de l'UNI / chef de l'UNC / Chef d'office central	Commandant en second de l'UNPJGN	Commandant du SCRCGN / directeur de l'IRCGN / chef de l'UNI / chef de l'UNC / Chef d'office central	Commandant en second de l'UNPJGN	Commandant du SCRCGN / directeur de l'IRCGN / chef de l'UNI / chef de l'UNC / Chef d'office central	Commandant de l'UNPJGN	Commandant du SCRCGN / directeur de l'IRCGN / chef de l'UNI / chef de l'UNC / Chef d'office central	Commandant de l'UNPJGN
Autres militaires affectés à l'UNPJGN	-	Commandant en second de l'UNPJGN	-	Commandant en second de l'UNPJGN	-	Commandant de l'UNPJGN	-	Commandant de l'UNPJGN

2. Officiers de la gendarmerie nationale

AFFECTATION	FUSIONNEUR 1 ^{er} NIVEAU	FUSIONNEUR DERNIER NIVEAU
Officiers affectés au sein du SCRCGN, de l'IRCGN, de l'UNI, de l'UNC ou des offices centraux gendarmerie (OCLTI, OCLDI, OCLAESP, OCLCH)	Commandant du SCRCGN / directeur de l'IRCGN / chef de l'UNI / chef de l'UNC / Chef d'office central	Commandant de l'UNPJGN
Autres officiers affectés à l'UNPJGN	-	Commandant de l'UNPJGN

ANNEXE III

LISTE DES DISPOSITIONS DONT LES RÉFÉRENCES AU COMMANDEMENT
DE LA GENDARMERIE DANS LE CYBERESPACE SONT SUPPRIMÉES

Arrêté du 4 août 2010 fixant pour la gendarmerie nationale la composition et l'organisation de la commission prévue à l'article L. 4136-3 du code de la défense	Tableau du 3 de l'annexe III.
Arrêté du 5 avril 2012 relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte	Le F du III de l'annexe.
Arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoir du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale	Article 1 ^{er}
	Article 2
	Article 3
	Article 4
	Article 5
	Article 6
	Article 7
	Article 9
	Article 12
	Article 15-1
	Article 15-2
	Article 15-3

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ, DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES

Arrêté du 7 août 2025 définissant les conditions de déclaration des préparations hospitalières prévues à l'article L. 5121-1 (2°) du code de la santé publique

NOR : TSSP2523012A

La ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles,

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 5121-1 (2°), L. 5126-1, L. 5126-2, R. 5126-9 (3°) et R. 5126-22,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Le pharmacien assurant la gérance de la pharmacie à usage intérieur d'un établissement de santé ou d'un groupement de tels établissements mentionnés aux articles L. 5126-1 et L. 5126-2 du code de la santé publique et réalisant des préparations hospitalières pour son propre compte ou pour le compte d'autres pharmacies à usage intérieur, le pharmacien responsable de l'établissement pharmaceutique géré par un établissement public de santé ainsi que le pharmacien responsable d'un établissement pharmaceutique réalisant des préparations hospitalières pour le compte de pharmacies à usage intérieur déclarent à l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé toute nouvelle préparation hospitalière réalisée.

On entend par nouvelle préparation hospitalière, au sens des dispositions du présent arrêté, toute préparation hospitalière, telle que définie à l'article L. 5121-1 (2°) du code de la santé publique, qui présente une substance active, une association de substances actives ou une forme pharmaceutique différentes de celles des préparations ayant fait l'objet d'une déclaration par le même déclarant.

Art. 2. – La déclaration d'une préparation hospitalière au sens des dispositions du présent arrêté, comporte l'identification du déclarant, des renseignements généraux relatifs à la préparation (notamment dénomination, forme pharmaceutique, voie d'administration de la préparation et code ATC), des informations (notamment la justification de l'utilisation et la population ciblée) ainsi que des données pharmaceutiques (notamment la composition qualitative et quantitative en substance active et excipient et le conditionnement primaire).

Art. 3. – Cette déclaration est réalisée dans le délai d'un mois qui suit la réalisation de la préparation considérée en utilisant le service de télédéclaration mis à disposition sur le site internet de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Art. 4. – Le nombre de préparations hospitalières réalisées sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année, est télédéclaré au plus tard le 31 janvier de l'année suivante.

Art. 5. – Par dérogation aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté, les pharmaciens mentionnés à l'article 1^{er} disposent de six mois à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la République française du présent arrêté pour déclarer l'ensemble des préparations hospitalières réalisées.

Art. 6. – Par dérogation aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté, les pharmaciens mentionnés à l'article 1^{er} disposent de six mois à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la République française du présent arrêté pour déclarer l'ensemble des préparations hospitalières réalisées en sous-traitance pour le compte d'une pharmacie à usage intérieur.

Art. 7. – Le directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé peut demander aux pharmaciens mentionnés à l'article 1^{er} toute information complémentaire qu'il juge nécessaire concernant une ou des préparations hospitalières déclarées.

Art. 8. – L'arrêté du 29 mars 2011 définissant les conditions de déclaration des préparations hospitalières prévues à l'article L. 5121-1 (2°) du code de la santé publique est abrogé.

Art. 9. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 7 août 2025.

Pour la ministre et par délégation :
La directrice générale adjointe de la santé,
S. SAUNERON

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ,
DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES

Arrêté du 18 août 2025 portant renouvellement d’inscription et modification des conditions d’inscription de l’endoprothèse périphérique à élution de principe actif (évérolimus) XIENCE PRIME BTK de la société ABBOTT MEDICAL France inscrite au titre III de la liste des produits et prestations remboursables prévue à l’article L. 165-1 du code de la sécurité sociale

NOR : TSSS2523464A

La ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles et le ministre de l’économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,
Vu le code de la santé publique ;
Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 165-1 à L. 165-5 et R. 165-1 à R. 165-28 ;
Vu l’avis de la Commission nationale d’évaluation des dispositifs médicaux et des technologies de santé du 3 décembre 2024,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Au titre III de la liste des produits et prestations remboursables, chapitre 1^{er}, section 1, sous-section 2, paragraphe 4, dans la rubrique « D. – Endoprothèses artérielles des lésions de l’artère poplitée, des artères sous-poplitées et fémoro-poplitées », dans la rubrique « Société ABBOTT MEDICAL France (ABBOTT) », la nomenclature du code 3119210 relatif à XIENCE PRIME BTK est remplacée comme suit :

CODE	NOMENCLATURE
3119210	<p>Endoprothèse périphérique, stent lib évérolimus, Abbott, XIENCE PRIME BTK Endoprothèse artérielle périphérique à libération d’évérolimus XIENCE PRIME BTK de la société Abbott MEDICAL France.</p> <p>DESCRIPTION</p> <p>Le système d’endoprothèse périphérique XIENCE PRIME BTK se compose des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">– une endoprothèse nue métallique « MULTI-LINK 8 » en alliage cobalt-chrome (L605) avec une épaisseur de maille de 81µm. L’endoprothèse est recouverte d’un revêtement de principe actif/polymère (matrice) :<ul style="list-style-type: none">– la matrice polymérique non érodable à base de polymère fluoré,– le principe actif contenu dans la matrice, l’évérolimus à la concentration de 100 µg/cm2 libéré progressivement (80 % sur 28 jours) dans le vaisseau où il est implanté.– un cathéter d’insertion du stent avec ballon de dilatation. <p>INDICATIONS PRISES EN CHARGE</p> <p>Traitement de l’artériopathie oblitérante des membres inférieurs, au stade ischémie critique, imputable à des lésions (≤ 40 mm) artérielles sous poplitées avec un diamètre de vaisseau de référence ≥ 2,25 mm et ≤ 4,25 mm, après échec de l’angioplastie par ballonnet.</p> <p>MODALITES DE PRESCRIPTION ET D’UTILISATION</p> <p>L’implantation de l’endoprothèse périphérique à élution de principe actif doit être réalisée selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">– la décision d’implantation doit se faire dans le cadre d’une concertation multidisciplinaire ;– l’équipe vasculaire multidisciplinaire doit fonder le choix du type de revascularisation sur une évaluation individuelle de la balance bénéfice/risque de l’intervention ;– le site de l’établissement de santé où est réalisé l’acte d’implantation de l’endoprothèse :<ul style="list-style-type: none">– doit être autorisé pour l’activité de soins mentionnée au 2° de l’article R. 6122-25 du code de la santé publique, « Chirurgie », pour la modalité « chirurgie pratiquée chez des patients adultes » et la pratique thérapeutique spécifique « chirurgie vasculaire et endovasculaire » mentionnée au 5° du II de l’article R. 6123-202 du code de la santé publique. » ;– doit être autorisé pour l’activité de soins mentionnée au 21° de l’article R. 6122-25 du code de la santé publique, « Activité de radiologie interventionnelle » ;– doit disposer, d’une salle d’intervention protégée disposant d’un moyen de guidage par imagerie et permettant la pratique d’une intervention radioguidée et d’un acte chirurgical en simultané, en succession ou par conversion. <p>IRM compatibilité</p> <p>Selon la notice du marquage CE, le dispositif implantable XIENCE PRIME BTK est IRM compatible sous conditions.</p> <p>REFERENCES PRISES EN CHARGE</p> <ul style="list-style-type: none">– diamètre 2,25 mm : 1012645-08, 1012645-12, 1012645-15, 1012645-18, 1012645-23, 1012645-28 ;– diamètre 2,5 mm : 1012646-08, 1012646-12, 1012646-15, 1012646-18, 1012646-23, 1012646-28, 1012646-33, 1012646-38 ;– diamètre 2,75 mm : 1012647-08, 1012647-12, 1012647-15, 1012647-18, 1012647-23, 1012647-28, 1012647-33, 1012647-38 ;– diamètre 3 mm : 1012648-08, 1012648-12, 1012648-15, 1012648-18, 1012648-23, 1012648-28, 1012648-33, 1012648-38 ;– diamètre 3,5 mm : 1012649-08, 1012649-12, 1012649-15, 1012649-18, 1012649-23, 1012649-28, 1012649-33, 1012649-38 ;– diamètre 4 mm : 1012650-08, 1012650-12, 1012650-15, 1012650-18, 1012650-23, 1012650-28, 1012650-33, 1012650-38. <p>Date de fin de prise en charge : 1^{er} décembre 2029.</p>

Art. 2. – Le présent arrêté prend effet à compter du treizième jour suivant la date de sa publication au *Journal officiel* de la République française.

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 18 août 2025.

*La ministre du travail, de la santé,
des solidarités et des familles,*
Pour la ministre et par délégation :

*La sous-directrice
du financement
du système de soins,*

C. DELPECH

*Le ministre de l'économie, des finances,
et de la souveraineté industrielle et numérique,*

Pour le ministre et par délégation :

*La sous-directrice
du financement
du système de soins,*

C. DELPECH

*La sous-directrice de la politique
des produits de santé et de la qualité
des pratiques et des soins,*

E. COHN

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ,
DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES

Arrêté du 19 août 2025 portant inscription des moniteurs cardiaques implantables LUX-DX et LUX-DX II+ de la société BOSTON SCIENTIFIC au titre III de la liste des produits et prestations remboursables prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale

NOR : TSSS2523485A

La ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles et le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,
Vu le code de la santé publique ;
Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 165-1 à L. 165-5 et R. 165-1 à R. 165-28 ;
Vu les deux avis de la Commission nationale d'évaluation des dispositifs médicaux et des technologies de santé du 28 janvier 2025 et du 25 février 2025,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Au titre III de la liste des produits et prestations remboursables, chapitre 4, section 6 « Moniteurs ECG implantables », la rubrique et les produits suivants sont ajoutés :

CODE	NOMENCLATURE
	Société BOSTON SCIENTIFIC (BOSTON)
	<p>LUX DX et LUX DX II+ DESCRIPTION</p> <p>Les systèmes LUX-DX et LUX-DX II+ se composent de plusieurs éléments :</p> <ul style="list-style-type: none">– Les moniteurs cardiaques LUX-DX et LUX-DX II+ <p>Les moniteurs cardiaques implantables LUX-DX et LUX-DX II+ sont des dispositifs programmables qui surveillent en continu l'activité cardiaque d'un patient ainsi que d'autres paramètres physiologiques. Ils détectent et enregistrent automatiquement les arythmies du patient. Ils peuvent également être activés par le patient pour enregistrer le rythme cardiaque au cours d'épisodes symptomatiques.</p> <p>Le dispositif, sans sonde, est implanté sous la peau au niveau du thorax. Deux électrodes placées sur le boîtier du dispositif détectent continuellement l'ECG sous-cutané du patient. Il peut être implanté pendant plusieurs mois ou plusieurs années (longévité de 3 ans).</p> <p>Les principales caractéristiques techniques de LUX-DX et LUX-DX II+ sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">– Volume : 1,2 cm³– Poids : 3 g– dimensions H x L x P : 44,8 mm x 7,2 mm x 4,0 mm– mémoire stockage : 60 min (30 min en activation par le patient + 30 min en détection automatique). <ul style="list-style-type: none">– L'application patient myLUX <p>La principale fonctionnalité de l'application patient myLUX est d'activer le MCI implanté du patient, et d'assurer la transmission des données entre le moniteur LUX-DX ou LUX-DX II+ et le serveur LATITUDE Clarity. L'application myLUX assure également d'autres fonctionnalités permettant aux patients d'interagir avec le système et de rester connectés.</p> <p>INDICATIONS PRISES EN CHARGE</p> <ul style="list-style-type: none">– Diagnostic étiologique des syncopes inexpliquées récidivantes après une évaluation initiale clinique (anamnèse - examen physique dont la mesure de la pression artérielle couchée et debout - ECG 12 dérivations), selon les conditions suivantes :<ul style="list-style-type: none">– pour des patients n'ayant pas de facteur de haut risque de mort subite nécessitant une hospitalisation (existence d'une cardiopathie structurale ou d'une coronaropathie, anomalies cliniques ou ECG suggérant une syncope rythmique, morbidités importantes notamment anémie sévère et perturbations électrolytiques) et avec une forte probabilité de récurrence pendant la durée de vie du dispositif ;– pour des patients à haut risque de mort subite quand le bilan complet initial incluant une exploration électrophysiologique n'a permis ni le diagnostic, ni l'initiation d'un traitement ;– pour des patients chez lesquels la cause réflexe de la syncope est probable ou certaine, avec épisodes fréquents et traumatiques pour lesquels sont discutés la pose d'un stimulateur cardiaque si une bradycardie sévère est enregistrée.– Diagnostic étiologique des accidents ischémiques cérébraux (chez les patients non contre-indiqués à un traitement préventif secondaire par anticoagulation efficace ou à l'occlusion de l'appendice auriculaire gauche), sans qu'une source cardio-embolique ou un trouble de coagulation n'ait pu être mis en évidence et lorsque les bilans suivants n'ont pas révélé d'étiologie :<ul style="list-style-type: none">– bilan vasculaire des artères intracrâniennes (IRM et angioIRM ou TDM et angioTDM) et extracrâniennes (échodoppler, angioscanner ou angio-IRM des troncs supra-aortiques) ;– bilan cardiaque : ECG 12 dérivations, monitoring ECG à la phase aigüe au minimum de 24 heures, échographie transthoracique et transoesophagienne (en l'absence de contre-indication) ou scanner cardiaque et holter de 24h ;– bilan biologique à la recherche de troubles de la coagulation et/ou de l'hémostase (patients âgés de moins de 55 ans). <p>Tous ces critères doivent être vérifiés par une équipe multidisciplinaire <i>ad hoc</i> impliquant un neurologue neuro-vasculaire et un rythmologue.</p>

CODE	NOMENCLATURE
	Société BOSTON SCIENTIFIC (BOSTON)
	<p>Les moniteurs cardiaques LUX-DX et LUX-DX II+ ne sont pas indiqués chez les patients appareillés d'un stimulateur cardiaque avec sonde auriculaire et dont la programmation est adaptée à la détection de la fibrillation atriale.</p> <p>MODALITÉS DE PRESCRIPTION ET D'UTILISATION</p> <p>L'implantation du moniteur cardiaque LUX-DX ou LUX-DX II+ doit être réalisée sous anesthésie locale en milieu hospitalier, en salle de cathétérisme, au bloc opératoire ou dans une salle réservée aux soins comme la pose de pansements ou la réalisation de petits gestes de chirurgie ou interventionnels. La prise en charge ne peut concerner qu'un seul dispositif LUX-DX ou LUX-DX II+ par patient. Celle-ci est associée à un assistant patient.</p> <p>Pour le diagnostic étiologique des accidents ischémiques cérébraux, la sélection des patients éligibles à la pose de LUX-DX ou LUX-DX II+ doit être réalisée par une équipe multidisciplinaire <i>ad hoc</i> impliquant un neurologue neuro-vasculaire et un rythmologue.</p> <p>IRM compatibilité</p> <p>Selon le manuel technique « IMAGEREADY MR Conditional ICM System » fourni par le laboratoire BOSTON SCIENTIFIC, les dispositifs implantables LUX-DX et LUX-DX II+ sont IRM compatibles sous conditions.</p>
3439937	<p>Moniteur ECG implantable, BOSTON, LUX-DX.</p> <p>Moniteur cardiaque implantable LUX-DX de la société BOSTON SCIENTIFIC.</p> <p>RÉFÉRENCE PRISE EN CHARGE</p> <p>Moniteur cardiaque implantable LUX-DX et ses accessoires : M301.</p> <p>Date de fin de prise en charge : 1^{er} septembre 2030.</p>
3411790	<p>Moniteur ECG implantable, BOSTON, LUX-DX II+.</p> <p>Moniteur cardiaque implantable LUX-DX II+ de la société BOSTON SCIENTIFIC.</p> <p>RÉFÉRENCE PRISE EN CHARGE</p> <p>Moniteur cardiaque implantable LUX-DX II+ et ses accessoires : M312.</p> <p>Date de fin de prise en charge : 1^{er} septembre 2030.</p>

Art. 2. – Le présent arrêté prend effet à compter du treizième jour suivant la date de sa publication au *Journal officiel* de la République française.

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 19 août 2025.

*La ministre du travail, de la santé,
des solidarités et des familles,*

Pour la ministre et par délégation :

*La sous-directrice
du financement
du système de soins,*

C. DELPECH

*Le ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle et numérique,*

Pour le ministre et par délégation :

*La sous-directrice
du financement
du système de soins,*

C. DELPECH

*L'adjoint à la sous-directrice de la politique
des produits de santé et de la qualité
des pratiques et des soins,*

C.-E. BARTHELEMY

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ,
DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES

Arrêté du 19 août 2025 pris en application de l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et modifiant l'arrêté du 2 mars 2005 fixant la liste des produits et prestations mentionnés à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation

NOR : TSSS2523491A

La ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles et le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,

Vu le code de la santé publique ;
Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-7 et L. 165-1 à L. 165-7 ;
Vu l'arrêté du 2 mars 2005 modifié pris en application de l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et fixant la liste des produits et prestations mentionnés à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – A l'annexe de l'arrêté du 2 mars 2005 susvisé, les codes suivants sont ajoutés :

Référence dans la LPP	Code	Libellé
Titre III, chapitre 4, section 6	3439937, 3411790	Moniteurs ECG implantables

Art. 2. – Le présent arrêté prend effet à compter du treizième jour suivant la date de sa publication au *Journal officiel* de la République française.

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 19 août 2025.

La ministre du travail, de la santé,
des solidarités et des familles,
Pour la ministre et par délégation :

La sous-directrice
du financement
du système de soins,
C. DELPECH

Le ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle et numérique,
Pour le ministre et par délégation :

La sous-directrice
du financement
du système de soins,
C. DELPECH

La cheffe du pôle
Recherche et accès à l'innovation,
J. LAGRAVE

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ,
DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES

Arrêté du 20 août 2025 portant inscription du cathéter guide à ballonnet BOBBY de la société MICROVENTION EUROPE (France) au titre I de la liste des produits de santé financés au titre des prestations d’hospitalisation prévue à l’article L. 165-11 du code de la sécurité sociale

NOR : TSSP2523637A

La ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles et le ministre de l’économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,
Vu le code de la santé publique ;
Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 165-11 et R. 165-49 à R. 165-62 ;
Vu l’avis de la Commission nationale d’évaluation des dispositifs médicaux et des technologies de santé (CNEDiMTS) en date du 17 juin 2025,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Au titre I de la liste des produits de santé financés au titre des prestations d’hospitalisation, chapitre 6, section 1 « Cathéters guides à ballonnet », est ajoutée la rubrique suivante :

« Société MICROVENTION EUROPE (France) :

RÉFÉRENCE	NOMENCLATURE				
CAB-004	BOBBY , Cathéter-guide à ballonnet				
	DESCRIPTION Le cathéter guide à ballonnet BOBBY est un cathéter coaxial, à renforcement tressé en acier inoxydable à rigidité variable et à double lumière. Le ballonnet est fait de polyuréthane élastomère et comporte un système de purge d’air distal pour évacuer l’air de la lumière de gonflage avant utilisation.				
	INDICATIONS DE PRISE EN CHARGE Prise en charge des AVC ischémiques à la phase aiguë au moyen d’un dispositif de thrombectomie mécanique (stent retriever ou thromboaspiration) dans les indications retenues.				
	MODALITÉS DE PRESCRIPTION ET D’UTILISATION La thrombectomie mécanique doit être effectué dans un établissement de santé autorisé pour l’activité interventionnelle sous imagerie médicale en neuroradiologie.				
	RÉFÉRENCE PRISE EN CHARGE				
	Référence	Libellé	Longueur (cm)	Diamètre interne (mm)	Diamètre externe (mm)
	BOB-895	Cathéter guide à ballonnet BOBBY	95 cm	2,21	2,92
Date de fin d’inscription : 17 juin 2030					

».

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.
Fait le 20 août 2025.

La ministre du travail, de la santé,
des solidarités et des familles,
Pour la ministre et par délégation :

L’adjoint à la sous-directrice de la politique
des produits de santé et de la qualité
des pratiques et des soins,
C.-E. BARTHELEMY

La sous-directrice
du financement
du système de soins,
C. DELPECH

*La cheffe du pôle
Recherche et accès à l'innovation,*
J. LAGRAVE

*Le ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle et numérique,*

Pour le ministre et par délégation :

*La sous-directrice
du financement
du système de soins,*
C. DELPECH

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ, DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES

Arrêté du 20 août 2025 portant renouvellement d'inscription du cathéter de thrombo-aspiration REACT de la société MEDTRONIC France SAS au titre I de la liste des produits de santé financés au titre des prestations d'hospitalisation prévue à l'article L. 165-11 du code de la sécurité sociale

NOR : TSSP2523638A

La ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles et le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 165-11 et R. 165-49 à R. 165-62 ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'évaluation des dispositifs médicaux et des technologies de santé (CNEDiMTS) en date du 6 mai 2025,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Au titre I de la liste des produits de santé financés au titre des prestations d'hospitalisation, chapitre 6, section 3 « Dispositifs de thrombo-aspiration », à la rubrique « Société MEDTRONIC France », pour le code STA001 :

a) Le paragraphe « INDICATION PRISE EN CHARGE » est remplacé comme suit :

« INDICATION PRISE EN CHARGE

« Prise en charge des patients ayant un AVC ischémique à la phase aiguë, en rapport avec une occlusion proximale d'une artère intracrânienne de gros calibre, visible à l'imagerie dans un délai de 6 heures après le début des symptômes.

« Le cathéter de thrombo-aspiration REACT est prévu pour être utilisé en association avec la thrombolyse intraveineuse (IV) initiée.

« Il peut aussi être utilisé en technique de recours après échec d'un traitement par thrombolyse IV ou seul, en cas de contre-indication à la thrombolyse IV. » ;

b) Le paragraphe « MODALITÉS DE PRESCRIPTION ET D'UTILISATION » est remplacé comme suit :

« MODALITÉS DE PRESCRIPTION ET D'UTILISATION

« L'acte d'implantation doit être effectué par un spécialiste justifiant d'une expérience et d'une formation dans la pratique d'actes interventionnels en neuroradiologie dans un établissement de santé autorisé pour l'activité interventionnelle sous imagerie médicale en neuroradiologie. » ;

c) La date de fin d'inscription est portée au 6 mai 2030.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 20 août 2025.

*La ministre du travail, de la santé,
des solidarités et des familles,*

Pour la ministre et par délégation :

*L'adjoint à la sous-directrice de la politique
des produits de santé et de la qualité
des pratiques et des soins,*

C.-E. BARTHELEMY

*La cheffe du pôle
Recherche et accès à l'innovation,*

J. LAGRAVE

*La sous-directrice
du financement
du système de soins,*

C. DELPECH

*Le ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle et numérique,*

Pour le ministre et par délégation :

*La sous-directrice
du financement
du système de soins,*

C. DELPECH

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ, DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES

Décision du 5 mars 2025 portant enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles et au répertoire spécifique

NOR : TSSD2506768S

Le directeur général de France compétences,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 6113-1, L. 6113-5, L. 6113-6, R. 6113-12 et D. 6113-18 et suivants ;

Vu l'arrêté du 4 janvier 2019 fixant les informations permettant l'enregistrement d'une certification professionnelle ou d'une certification ou habilitation dans les répertoires nationaux au titre des procédures prévues aux articles L. 6113-5 et L. 6113-6 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2019 fixant les critères associés aux niveaux de qualifications du cadre national des certifications professionnelles ;

Vu l'avis de la commission de France compétences en charge de la certification professionnelle en date du 30 janvier 2025,

Décide :

Art. 1^{er}. – Les certifications professionnelles énumérées ci-après sont enregistrées dans le répertoire national des certifications professionnelles pour une durée indiquée, avec mention du niveau de qualification et du code de la nomenclature des spécialités de formation :

Intitulé de la certification	Organisme(s) certificateur(s)	Durée	Niveau de qualification
Analyste en stratégie internationale	INSTITUT RELATIONS INT STRATEGIQUES	5 ans	7
Architecte d'intérieur - designer	INSTITUT DE DEVELOPPEMENT DES ARTS APPLIQUES - Institut d'architecture et de design (IDEA) - LISAA	5 ans	7
Architecte d'intérieur - designer d'espace	REGESSE	5 ans	7
Directeur artistique en stratégie et design de marque	ECOLE.INTUIT-LAB	3 ans	7
Directeur de projets informatiques	ASSOCIATION SUP DE VINCI (CFA LEONARD DE VINCI)	3 ans	7
Editeur multisupport	EDINOVO FORMATION	5 ans	7
Expert en architectures sécurisées des systèmes d'information	ASSOCIATION SUP DE VINCI (CFA LEONARD DE VINCI)	3 ans	7
Expert en développement et déploiement de solutions numériques sécurisées	ASSOCIATION SUP DE VINCI (CFA LEONARD DE VINCI)	3 ans	7
Expert en ingénierie de données massives et intelligence artificielle	ASSOCIATION SUP DE VINCI (CFA LEONARD DE VINCI)	3 ans	7
Expert en stratégie financière	CENTRE ETUDES EUROPEEN RHONE ALPES - CTRE ETUDES FORMATION ALPES SAVOIE - MBA INSTITUTE - ADEFI FORMATION - CENTRE D'ETUDES EUROPEEN DU SUD OUEST - CENTRE D'ETUDES EUROPEEN OUEST - CENTRE D'ETUDES EUROPEEN MEDITERRANEE	5 ans	7
Expert en systèmes d'information	PARTNER FORMATION	5 ans	7
Manager de projet web digital	SCIENCES-U LILLE	3 ans	7
Manager en ingénierie et droit de l'environnement	INSTITUT SUPERIEUR DE L'ENVIRONNEMENT	3 ans	7

Intitulé de la certification	Organisme(s) certificateur(s)	Durée	Niveau de qualification
Manager en stratégie et développement de projet digital	SUPDEWEB PARIS - MEDIASCHOOL GROUP	5 ans	7
Chargé de développement commercial	CTRE EUR EXAMENS FEDERATION EUR ECOLES	3 ans	6
Chef de projets en solutions blockchain	CFA INSTA - CENTRE DE FORMATION INNOVATION EN SYSTEME D'INFORMATION	3 ans	6
Coordinateur d'ingénierie de formation	UNION NAT RURALE EDUCATION PROMOTION - INSTITUT NATIONAL DE FORMATION ET D'APPLICATION DU CENTRE DE CULTURE OUVRIERE - INFA	3 ans	6
CQP Responsable de conseillers techniques en élevage	OCAPIAT - Commission paritaire nationale interbranche de l'emploi et de la formation professionnelle de la coopération agricole (CPNIEFP de la coopération agricole)	5 ans	6
Graphiste concepteur	AFIP	3 ans	6
Journaliste plurimédia	MEDIASCHOOL PARIS - LEARNING MANAGEMENT DEVELOPPEMENT	5 ans	6
Modéliste créateur en bureau d'études	A.I.C.P.	5 ans	6
Négociateur-conseil en patrimoine immobilier et financier	SCIENCES-U LYON	5 ans	6
Ostéopathe animalier	ESSORPLUS	3 ans	6
Photographe vidéaste	GOBELINS-CCI PARIS ILE DE FRANCE	5 ans	6
Styliste modéliste	MODE ESTAH	5 ans	6
Assistant bibliothécaire : médiations numériques et culturelles	UNIVERSITE GRENOBLE ALPES	3 ans	5
Assistant biomédical en ingénierie hospitalière	UNIVERSITE DE TECHNOLOGIE DE COMPIEGNE (UTC)	3 ans	5
Chef pâtissier	INSTITUT FRANCAIS DE FORMATION EN PATISserie	3 ans	5
CQP Styliste modéliste chaussure	FEDERATION FRANCAISE DE LA CHAUSSURE - Commission paritaire nationale de l'emploi et la formation professionnelle (CPNEFP) de l'industrie de la chaussure	5 ans	5
Agent privé de protection de personnes	GROUPE 9 ACADEMY	3 ans	4
CQP Nivoculteur qualifié	SCES NOUVEAUX AUX TELEPHERIQUES FRANCE - CPNEFP Branche de remontées mécaniques et domaines skiables	3 ans	4
Auxiliaire de bibliothèque	ASSOCIATION DES BIBLIOTHECAIRES DE FRANCE	2 ans	3
CQP Chauffeur laitier	ASS TRANSFORMATION LAITIERE FRANCAISE - Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la Transformation laitière	5 ans	3
Ebéniste (CTM)	CMA FRANCE	3 ans	3
Opérateur de production	GIP FORMATION ET CERTIFICATION POUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE	3 ans	3

Art. 2. – Les certifications et habilitations ci-dessous énumérées sont enregistrées au répertoire spécifique avec mention du code de la nomenclature des spécialités de formation et pour la durée indiquée :

Intitulé de la certification	Organisme(s) certificateur(s)	Durée
Appliquer les techniques de prothèse onguulaire	LS	3 ans
Assister un soin médico-esthétique	BYBLOSS	2 ans
CCP Conduite d'une séance de découverte, d'initiation et d'apprentissage des activités de canoë kayak et sports de pagaie en eau vive	ORGANISME CERTIFICATEUR DE LA BRANCHE DU SPORT OC SPORT - CPNEF Sport	3 ans
CCP Conduite d'une séance de découverte, d'initiation et d'apprentissage des acti-	ORGANISME CERTIFICATEUR DE LA BRANCHE DU SPORT OC SPORT - CPNEF Sport	3 ans

Intitulé de la certification	Organisme(s) certificateur(s)	Durée
vités de canoé kayak et sports de pagaie en mer		
CCP Gérer les combustibles et matériaux de substitution dans l'industrie cimentière	FRANCE CIMENT - CPNEFP de l'industrie cimentière	5 ans
CCP Pilotage de salle centrale dans l'industrie cimentière	FRANCE CIMENT - CPNEFP de l'industrie cimentière	5 ans
Certificat d'aptitude à conduire en sécurité (CACES) Recommandation 482 catégorie B1: engins d'extraction à déplacement séquentiel	INSTITUT NATIONAL RECHERCHE SECURITE	5 ans
Certificat d'aptitude à conduire en sécurité (CACES) Recommandation 482 catégorie B2: engins de sondage/forage à déplacement séquentiel	INSTITUT NATIONAL RECHERCHE SECURITE	5 ans
Certificat d'aptitude à conduire en sécurité (CACES) Recommandation 482 catégorie B3: engins rail-route à déplacement séquentiel	INSTITUT NATIONAL RECHERCHE SECURITE	5 ans
Certificat d'aptitude à conduire en sécurité (CACES) Recommandation 482 catégorie C1: engins de chargement à déplacement alternatif	INSTITUT NATIONAL RECHERCHE SECURITE	5 ans
Certificat d'aptitude à conduire en sécurité (CACES) Recommandation 482 catégorie C2: engins de réglage à déplacement alternatif	INSTITUT NATIONAL RECHERCHE SECURITE	5 ans
Certificat d'aptitude à conduire en sécurité (CACES) Recommandation 482 catégorie C3: engins de nivellement à déplacement alternatif	INSTITUT NATIONAL RECHERCHE SECURITE	5 ans
Certificat d'aptitude à conduire en sécurité (CACES) Recommandation 482 catégorie D: engins de compactage	INSTITUT NATIONAL RECHERCHE SECURITE	5 ans
Certificat d'aptitude à conduire en sécurité (CACES) Recommandation 482 catégorie E: engins de transport	INSTITUT NATIONAL RECHERCHE SECURITE	5 ans
Certificat d'aptitude à conduire en sécurité (CACES) Recommandation 482 catégorie F: chariots de manutention tout-terrain	INSTITUT NATIONAL RECHERCHE SECURITE	5 ans
Certificat d'aptitude à conduire en sécurité (CACES) Recommandation 482 catégorie G: conduite hors production des engins	INSTITUT NATIONAL RECHERCHE SECURITE	5 ans
Certificat d'aptitude à conduire en sécurité (CACES) Recommandation 482 catégories A: engins compacts	INSTITUT NATIONAL RECHERCHE SECURITE	5 ans
Certification en langue française Le Robert	S E J E R	5 ans
Conception, animation et évaluation d'une action de formation	ISFORM	2 ans
Concevoir et adapter un accompagnement multisensoriel auprès d'une personne en situation de handicap	SOMOBA FORMATIONS	3 ans
Concevoir et animer des séances d'exercices de gymnastique faciale	NATHALIE DENDURA	2 ans
Conduire des projets de transformation et d'innovation par une approche prospective	INSTITUT DES FUTURS SOUHAITABLES (IFS)	5 ans
Conduire un projet de création de micro-entreprise	CREACTIFS	2 ans

Intitulé de la certification	Organisme(s) certificateur(s)	Durée
Conduire un projet de création d'entreprise	CREACTIFS	3 ans
Coordonner le parcours de soins dentaires et gérer les relations avec les organismes complémentaires	EVOLUSANTE	2 ans
Enseigner le yoga	PURA VIDA FORMATIONS	2 ans
Evaluer la qualité des activités et des prestations délivrées par les établissements et services sociaux et médico-sociaux	ENSEIS - ETABLISSEMENT DU RHONE - COLLEGE COOPERATIF PROVENCE- ALPES-MEDITERRANEE - Le CRFMS - Centre régional de Formation aux métiers du social - Erasme	3 ans
Individualiser les exercices d'entraînement à partir des préférences motrices des athlètes	AXEL	3 ans
Intégrer des missions managériales dans sa fonction	BI'COM	3 ans
Introduire l'intelligence artificielle pour optimiser l'activité et certaines tâches au sein d'une organisation, dans le respect des réglementations en vigueur	SKEMA BUSINESS SCHOOL	5 ans
Linux - Utiliser le système	EDITIONS ENI	5 ans
Maîtriser le coréen en situation professionnelle	MADAME INSEON KIM	5 ans
Mettre en application les spécificités d'une alimentation saine et durable en restauration collective	CERTIFICATIONS ET SERVICES - TOURISME HOTELLERIE RESTAURATION LOISIRS (CERTIDEV) - CPNEFP de la restauration collective	2 ans
Mettre en œuvre un management agile auprès de ses équipes	IFPNL	3 ans
Optimiser la commercialisation et la communication de services sportifs sur Internet et sur les réseaux sociaux	SATTVA YOGA SHALA	3 ans
Optimiser un serveur Linux sous architecture X86	ORNESS	3 ans
Organiser une campagne de financement participatif de dons ou de préventes	ULULE	3 ans
Proposer une offre de cuisine végétale	L'ATELIER DES CHEFS	3 ans
Réaliser des achats de produits d'occasion	EASY FORMATION	2 ans
Réaliser des piscines et des bassins naturels de type lagon	LAGOON DISTRIBUTION CORPORATION	2 ans
Réaliser des poses d'extension de cils	SOFIA CHETBOUN	2 ans
Réaliser un maquillage professionnel sophistiqué ou événementiel	ASCOR COMMUNICATION	2 ans
Repérage de l'amiante dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou à la mise en œuvre d'une activité	EXACAP	3 ans
Réussir son installation en tant qu'infirmier libéral	POLE FORMATION SANTE	5 ans
Sécuriser un parcours professionnel par le bilan de compétences	MY TEAM	2 ans
Techniques d'éducation et de modification comportementale canines	ANIM'HEUREUX	3 ans
Techniques de profilage pour optimiser la performance sportive	SPORT PERFORMANCE FORMATION	3 ans

Art. 3. – La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 5 mars 2025.

S. LARDY

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ,
DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES

Décision du 18 août 2025 fixant les prix d’une spécialité pharmaceutique
remboursable aux assurés sociaux

NOR : TSSS2523105S

Le comité économique des produits de santé,
Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-16-4, L. 162-17-4 et R. 163-11 ;
Vu le code général des impôts, notamment son article 281 *octies* ;
Vu l’arrêté du 4 août 1987 modifié relatif aux prix et aux marges des médicaments remboursables ;
Vu le projet de convention notifié à la société ROCHE SA ;
Vu les échanges entre le CEPS et la société ROCHE SA ;
Vu la décision du comité économique des produits de santé lors de sa séance du 12 juin 2025 ;
Considérant l’absence d’accord conventionnel avec la société ROCHE SA sur les prix de la spécialité pharmaceutique visée ci-dessous ;
Considérant qu’en application de l’article L. 162-16-4 susvisé, le prix de vente au public des médicaments remboursables par l’assurance maladie est fixé par convention conclue entre la société concernée et le comité économique des produits de santé ou, à défaut, par décision du comité,

Décide :

Art. 1^{er}. – Les prix de la spécialité pharmaceutique visée ci-dessous sont applicables à compter du 1^{er} septembre 2025 :

N° CIP	Présentation	PFHT	PPTC
34009 302 625 9 7	VABYSMO 120 mg/ml (faricimab), solution injectable, 0,24 ml en flacon verre (B/1) + 1 aiguille (laboratoires ROCHE)	326,66 €	375,13 €

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.
Fait le 18 août 2025.

Pour le comité économique des produits de santé :
La présidente,
V. BEAUMEUNIER

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Décret n° 2025-834 du 21 août 2025 relatif à la prolongation du délai de suspension du recouvrement et du paiement des cotisations et contributions sociales à Mayotte

NOR : ECOS2518665D

Publics concernés : *affiliés et allocataires de la caisse de sécurité sociale de Mayotte, employeurs et travailleurs indépendants mentionnés au II de l'article 28-1 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et autonomie, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte et à l'article 23-5 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte, travailleurs indépendants relevant des secteurs agricole et maritime exerçant une activité sur le territoire du département de Mayotte, caisse de sécurité sociale de Mayotte.*

Objet : *le texte prolonge la période de suspension des obligations de paiement des cotisations et contributions sociales, de sursis aux poursuites et de suspension des délais s'appliquant à la réalisation des actes en matière de recouvrement, de contrôle et de contentieux prévue par l'article 29 de la loi n° 2025-176 du 24 février 2025 d'urgence pour Mayotte, ainsi que la période de suspension de recouvrement des indus prévus à l'article 32 de cette même loi.*

Entrée en vigueur : *le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

Application : *le décret est pris pour l'application des articles 29 et 32 de la loi n° 2025-176 du 24 février 2025 d'urgence pour Mayotte.*

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,

Vu la loi n° 2025-176 du 24 février 2025 d'urgence pour Mayotte, notamment ses articles 29 et 32 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale en date du 27 juin 2025 ;

Vu l'avis du conseil central d'administration de la Mutualité sociale agricole en date du 24 juin 2025 ;

Vu l'avis de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 1^{er} juillet 2025 ;

Vu l'avis de la Caisse nationale de l'assurance maladie en date du 1^{er} juillet 2025 ;

Vu l'avis de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie en date du 30 juin 2025 ;

Vu l'avis de la Caisse nationale d'assurance vieillesse en date du 2 juillet 2025 ;

Vu la saisine du conseil départemental de Mayotte en date du 26 juin 2025,

Décrète :

Art. 1^{er}. – Compte tenu de la persistance de difficultés économiques induites par les événements climatiques survenus depuis le 13 décembre 2024, la suspension des obligations de paiement des cotisations et contributions sociales, le sursis aux poursuites pour le règlement des cotisations et contributions sociales dues et la suspension des délais s'appliquant à la réalisation des actes en matière de recouvrement, de contrôle et de contentieux mentionnée au I de l'article 29 de la loi n° 2025-176 du 24 février 2025 d'urgence pour Mayotte sont prolongés jusqu'au 30 septembre 2025 pour les employeurs. Les pénalités et les majorations de retard ne sont pas applicables au titre de la même période.

La prolongation prévue au premier alinéa est applicable jusqu'au 31 décembre 2025 pour les travailleurs indépendants mentionnés au II de l'article 28-1 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et autonomie, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte et à l'article 23-5 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte, ainsi que les travailleurs indépendants relevant des secteurs agricole et maritime. Les pénalités et les majorations de retard ne sont pas applicables au titre de la même période.

Les employeurs et les travailleurs indépendants sont considérés à jour de leurs obligations de paiement des cotisations et contributions sociales pour la période concernée par la suspension, sous réserve du respect de leurs obligations déclaratives.

Art. 2. – Compte tenu de l'évolution des conditions matérielles locales, la suspension des actions en recouvrement des prestations sociales indues mentionnée au I de l'article 32 de la loi susmentionnée est prolongée jusqu'au 30 septembre 2025.

Art. 3. – Le ministre d'État, ministre des outre-mer, la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, chargée du travail et de l'emploi, et la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 21 août 2025.

FRANÇOIS BAYROU

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle et numérique,*
ÉRIC LOMBARD

*Le ministre d'État,
ministre des outre-mer,*
MANUEL VALLS

*La ministre du travail, de la santé,
des solidarités et des familles,*
CATHERINE VAUTRIN

*La ministre de l'agriculture,
et de la souveraineté alimentaire,*
ANNIE GENEVARD

*La ministre auprès de la ministre du travail,
de la santé, des solidarités et des familles,
chargée du travail et de l'emploi,*
ASTRID PANOSYAN-BOUVET

*La ministre auprès du ministre de l'économie,
des finances et de la souveraineté industrielle
et numérique, chargée des comptes publics,*
AMÉLIE DE MONTCHALIN

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Arrêté du 14 août 2025 fixant le nombre de postes offerts à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration de l'Etat au sein du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique au titre de l'année 2026

NOR : ECOP2523367A

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2004-1105 du 19 octobre 2004 modifié relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 modifié portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat, notamment son article 19 ;

Vu le décret n° 2013-876 du 30 septembre 2013 relatif à l'intégration de seize corps ministériels dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat et à l'ouverture de recrutements réservés dans ce corps ;

Vu l'arrêté du 30 septembre 2013 modifié fixant les règles relatives à la nature et à l'organisation générale de l'examen professionnel pour l'avancement au grade d'attaché principal d'administration de l'Etat ainsi que la composition et le fonctionnement des jurys ;

Vu l'arrêté du 9 mai 2025 autorisant, au titre de l'année 2026, l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration de l'Etat au sein du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Le nombre de postes offerts à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration de l'Etat au sein du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique ouvert au titre de l'année 2026 par l'arrêté du 9 mai 2025 susvisé est fixé à 39.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 14 août 2025.

Pour le ministre et par délégation :

*L'attaché principal d'administration de l'Etat,
adjoint à la cheffe du bureau des personnels
de catégories A, B et C,*

J. DENIS

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

**Arrêté du 18 août 2025 modifiant l'arrêté du 29 décembre 2014
relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie**

NOR : ECOR2522126A

Publics concernés : demandeurs de certificats d'économies d'énergie et bénéficiaires dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.

Objet : le présent arrêté supprime les bonifications applicables aux fiches d'opérations standardisées BAR-TH-150 « Pompe à chaleur collective à absorption de type air/eau ou eau/eau », BAT-TH-140 « Pompe à chaleur à absorption de type air/eau ou eau/eau » et BAT-TH-141 « Pompe à chaleur à moteur gaz de type air/eau » à compter du 1^{er} septembre 2025. De plus, les bonifications applicables aux fiches BAR-TH-113 « Chaudière biomasse individuelle » et BAR-TH-112 « Appareil indépendant de chauffage au bois » sont ajustées et exprimées en fonction d'un coefficient multiplicateur, et il n'est plus exigé de montant minimal d'incitations financières pour ces mêmes fiches.

Entrée en vigueur : les bonifications applicables aux fiches BAR-TH-150 « Pompe à chaleur collective à absorption de type air/eau ou eau/eau », BAT-TH-140 « Pompe à chaleur à absorption de type air/eau ou eau/eau » et BAT-TH-141 « Pompe à chaleur à moteur gaz de type air/eau » sont supprimées à compter du 1^{er} septembre 2025. Les bonifications relatives aux fiches BAR-TH-113 « Chaudière biomasse individuelle » et BAR-TH-112 « Appareil indépendant de chauffage au bois » sont modifiées à compter du 1^{er} janvier 2026.

Application : le présent arrêté modifie l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie.

Le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie,

Vu le code de l'énergie, notamment ses articles L. 221-8 et R. 221-18 ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2014 modifié relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'énergie du 24 juillet 2025 ;

Vu les observations formulées lors de la consultation du public réalisée du 21 juillet 2025 au 10 août 2025, en application de l'article L. 123-19-1 du code de l'environnement,

Arrête :

Art. 1^{er}. – L'arrêté du 29 décembre 2014 susvisé est ainsi modifié :

I. – Le second alinéa de l'article 3-3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les pondérations prévues aux articles 3-4 à 6 ne s'appliquent pas aux contributions aux programmes définis à l'article L. 221-7 du code de l'énergie. »

II. – Le premier alinéa du I de l'article 3-4 est remplacé par les dispositions suivantes :

« I. – Nonobstant toute disposition contraire des chartes figurant en annexes VIII et XII, sont bonifiées les opérations visées au III relevant des fiches BAT-TH-113 "Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau", BAT-TH-127 "Raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur", BAT-TH-157 "Chaudière collective biomasse", BAR-TH-137 "Raccordement d'un bâtiment résidentiel à un réseau de chaleur", BAR-TH-165 "Chaudière biomasse collective" et BAR-TH-166 "Pompe à chaleur collective de type air/eau ou eau/eau" engagées jusqu'au 31 décembre 2025 et achevées au plus tard le 31 décembre 2027 ainsi que des fiches BAR-TH-150 "Pompe à chaleur collective à absorption de type air/eau ou eau/eau", BAT-TH-140 "Pompe à chaleur à absorption de type air/eau ou eau/eau" et BAT-TH-141 "Pompe à chaleur à moteur gaz de type air/eau" engagées jusqu'au 31 août 2025 et achevées au plus tard le 31 août 2026. Ces bonifications ne concernent que les opérations pour lesquelles le demandeur est signataire de l'une des chartes d'engagement "Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires" figurant en annexes VIII et XII, et lorsque le rôle actif et incitatif prévu à l'article R. 221-22 du code de l'énergie est conforme à ces chartes. »

III. – L'article 3-6 est modifié comme suit :

1° Le I est remplacé par les dispositions suivantes :

« I. – Sont bonifiées les opérations mentionnées au III engagées, nonobstant toute disposition contraire des chartes figurant en annexes V, V-2, V-3 et V-4, jusqu'au 31 décembre 2025 et achevées au plus tard le 31 décembre 2026, et les opérations mentionnées au IV *bis* engagées, nonobstant toute disposition contraire des mêmes chartes, jusqu'au 31 décembre 2030 et achevées au plus tard le 31 décembre 2031, pour lesquelles le demandeur est signataire de l'une des chartes susmentionnées, et lorsque le rôle actif et incitatif prévu à l'article R. 221-22 du code de l'énergie est conforme à ces chartes.

« Seule la charte figurant en annexe V-4 peut être signée. » ;

2° Au III, les mots : « de la fiche d'opération standardisée BAR-TH-113 "Chaudière biomasse individuelle", » du 1° et le 4° sont supprimés ;

3° Les 3°, 5°, 6° du III et le III *bis* sont supprimés ;

4° Le IV est remplacé par les dispositions suivantes :

« IV. – La dépose de l'équipement existant est mentionnée sur la preuve de réalisation de l'opération en indiquant l'énergie de chauffage (charbon, fioul, gaz ou électricité) et le type d'équipement déposé. » ;

5° Après le IV, est inséré un IV *bis* ainsi rédigé :

« IV *bis*. – Le volume total de certificats d'économies d'énergie délivrés est égal :

« 1° Au montant de certificats déterminé par la fiche d'opération standardisée BAR-TH-112 "Appareil indépendant de chauffage au bois" et quelle que soit la zone climatique dès lors que l'appareil vient en remplacement d'un équipement de chauffage fonctionnant principalement au charbon, multiplié par un coefficient :

« a) 5 pour les actions au bénéfice des ménages modestes mentionnés au II *ter* de l'article 3-1 ;

« b) 4 pour les actions au bénéfice des autres ménages ;

« 2° Au montant de certificats déterminé par la fiche d'opération standardisée BAR-TH-113 "Chaudière biomasse individuelle" et quelle que soit la zone climatique dès lors que l'équipement installé vient en remplacement d'une chaudière individuelle au charbon, au fioul ou au gaz, multiplié par un coefficient 5.

« Les montants minimaux d'incitations financières mentionnés dans les chartes figurant en annexes V, V-2, V-3 et V-4 pour les opérations relatives aux fiches BAR-TH-112 et BAR-TH-113 ne sont pas applicables. »

IV. – Les articles 3-4-1, 3-6-1, 3-7, 3-7-1, 3-7-2, 3-7-4, 3-7-5 et 6-1 sont abrogés.

V. – L'article 4 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. – Le volume des certificats d'économies d'énergie délivrés pour les actions réalisées dans les zones non interconnectées au réseau métropolitain continental de transport d'électricité est multiplié par 2. »

VI. – L'article 7 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 7. – Les bonifications prévues aux articles 3-4 à 6 ne sont pas cumulables entre elles. »

Art. 2. – Les dispositions des 2° et 5° du III de l'article 1^{er} entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026 et s'appliquent aux opérations engagées à compter de cette date.

Art. 3. – Les bonifications en vigueur au 31 décembre 2025 prévues à l'article 3-6 de l'arrêté du 29 décembre 2014 susvisé pour la fiche d'opération standardisée BAR-TH-113 « Chaudière biomasse individuelle » s'appliquent aux opérations incluses dans une liste transmise, au plus tard le 15 janvier 2026, par le demandeur de certificats au ministre chargé de l'énergie, suivant un modèle établi par la direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) et mis à disposition sur le site internet du ministère.

Art. 4. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 18 août 2025.

Pour le ministre et par délégation :
L'adjoint à la directrice générale de l'énergie
et du climat,
H. VANLAER

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Arrêté du 18 août 2025 portant création et modification de fiches d'opérations standardisées du dispositif des certificats d'économies d'énergie

NOR : ECOR2522127A

Publics concernés : bénéficiaires et demandeurs dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.

Objet : le présent arrêté crée, modifie et supprime des fiches d'opérations standardisées, et crée le référentiel de contrôle de la fiche TRA-EQ-131.

Entrée en vigueur : les fiches d'opérations standardisées BAR-TH-150, BAR-TH-167, BAT-TH-140 et BAT-TH-141 sont supprimées à compter du 1^{er} septembre 2025. La nouvelle fiche TRA-EQ-131 est applicable aux opérations engagées à compter du 1^{er} septembre 2025. Les révisions de fiches sont applicables aux opérations engagées à compter du 1^{er} septembre 2025 pour les fiches AGRI-EQ-112, AGRI-TH-117 et TRA-EQ-130 et à compter du 1^{er} novembre 2025 pour les fiches BAR-SE-109, BAR-TH-148, BAR-TH-158, IND-UT-139 et TRA-EQ-129.

Application : le présent arrêté est pris en application des articles L. 221-9, R. 221-14, R. 221-16 et R. 221-31 du code de l'énergie. Il modifie l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie et l'arrêté du 28 septembre 2021 relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.

Le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie,

Vu le code de l'énergie, notamment ses articles L. 221-9, R. 221-14, R. 221-16 et R. 221-31 ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 2014 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2014 modifié relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie ;

Vu l'arrêté du 28 septembre 2021 modifié relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'énergie du 24 juillet 2025 ;

Vu les observations formulées lors de la consultation du public réalisée du 21 juillet 2025 au 10 août 2025, en application de l'article L. 123-19-1 du code de l'environnement,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Les fiches d'opérations standardisées portant les références BAR-TH-150, BAR-TH-167, BAT-TH-140 et BAT-TH-141 sont, à compter du 1^{er} septembre 2025, supprimées des annexes de l'arrêté du 22 décembre 2014 susvisé.

Art. 2. – La fiche d'opération standardisée figurant en annexe A au présent arrêté est ajoutée à l'annexe 6 de l'arrêté du 22 décembre 2014 susvisé.

Art. 3. – Les fiches d'opérations standardisées figurant en annexe B au présent arrêté remplacent, à compter du 1^{er} septembre 2025, les fiches portant les mêmes références figurant en annexe 1 à l'arrêté du 22 décembre 2014 susvisé.

Les fiches d'opérations standardisées figurant en annexe C au présent arrêté remplacent, à compter du 1^{er} novembre 2025, les fiches portant les mêmes références figurant en annexe 2 à l'arrêté du 22 décembre 2014 susvisé.

La fiche d'opération standardisée figurant en annexe D au présent arrêté remplace, à compter du 1^{er} novembre 2025, la fiche portant la même référence figurant en annexe 4 à l'arrêté du 22 décembre 2014 susvisé.

La fiche d'opération standardisée figurant en annexe E au présent arrêté remplace, à compter du 1^{er} novembre 2025, la fiche portant la même référence figurant en annexe 6 à l'arrêté du 22 décembre 2014 susvisé.

La fiche d'opération standardisée figurant en annexe F au présent arrêté remplace, à compter du 1^{er} septembre 2025, la fiche portant la même référence figurant en annexe 6 à l'arrêté du 22 décembre 2014 susvisé.

Art. 4. – Le VI de l'article 3-7-3 de l'arrêté du 29 décembre 2014 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« VI. – Pour les opérations d'achat ou de location de véhicules neufs relevant de la fiche d'opération standardisée TRA-EQ-129 "Achat ou location d'un véhicule lourd électrique neuf de transport de marchandises ou issu d'une opération de retrofit électrique", le volume total de certificats d'économies d'énergie délivrés est multiplié :

- « 1^o Pour la catégorie des camions porteurs > 3,5 tonnes et < 4,25 tonnes, par quatre ;
- « 2^o Pour la catégorie des camions porteurs ≥ 4,25 tonnes et < 7,5 tonnes, par quatre ;
- « 3^o Pour la catégorie des camions porteurs ≥ 7,5 tonnes et ≤ 12 tonnes, par trois ;
- « 4^o Pour la catégorie des camions porteurs > 12 tonnes et < 19 tonnes, par cinq ;
- « 5^o Pour la catégorie des camions porteurs ≥ 19 tonnes et < 26 tonnes, par cinq ;
- « 6^o Pour la catégorie des camions porteurs ≥ 26 tonnes et des tracteurs routiers, par quatre ;
- « 7^o Pour la catégorie des bennes à ordures ménagères, par quatre.

« Pour les opérations d'achat ou de location de véhicules issus d'une opération de retrofit électrique relevant de la fiche d'opération standardisée TRA-EQ-129 "Achat ou location d'un véhicule lourd électrique neuf de transport de marchandises ou issu d'une opération de retrofit électrique", le volume total de certificats d'économies d'énergie délivrés est multiplié par quatre. »

Art. 5. – Le point 7 de la partie AX.I de l'annexe III de l'arrêté du 28 septembre 2021 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« 7. L'un au moins des véhicules achetés ou loués par le bénéficiaire ne correspond pas aux informations fournies par le demandeur de certificats (numéro d'immatriculation ; numéro d'identification ; type variante version ; type d'acquisition : achat ou location ; type de véhicule : L6e-B, L7e-C) ; à cette fin, le bénéficiaire met à disposition de l'organisme d'inspection une copie du certificat d'immatriculation de chaque véhicule ; ».

Art. 6. – L'arrêté du 28 septembre 2021 susvisé est ainsi modifié :

I. – Il est ajouté la ligne suivante au tableau de l'annexe II :

«

TRA-EQ-131	75 %	Par contact	A compter du 1 ^{er} septembre 2025
------------	------	-------------	---

» ;

II. – La partie BA en annexe G au présent arrêté est ajoutée à l'annexe III.

Art. 7. – Les dispositions de l'article 4 sont applicables aux opérations engagées à compter du 1^{er} novembre 2025.

Les dispositions de l'article 5 sont applicables aux opérations engagées à compter du 1^{er} septembre 2025.

Art. 8. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 18 août 2025.

Pour le ministre et par délégation :
*L'adjoint à la directrice générale
de l'énergie et du climat,*
H. VANLAER

ANNEXES

ANNEXE A

CERTIFICATS D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Opération n° TRA-EQ-131

Achat ou location longue durée de vélos-cargos à assistance électrique neufs

1. Secteur d'application

Transport de marchandises, fournitures et outils dans tous les secteurs d'activités.

2. Dénomination

Acquisition ou location longue durée, par une personne morale ou physique disposant d'un numéro SIREN depuis plus de trois mois, de vélos-cargos (encore dénommés cargos-cycles) à assistance électrique neufs.

La présente fiche s'applique aux opérations engagées avant le 1^{er} août 2030.

3. Conditions pour la délivrance de certificats

Un vélo-cargo à assistance électrique est un cycle à pédalage assisté au sens de la catégorie 6.11 de l'article R. 311-1 du code de la route, dont le cadre est spécifiquement conçu par le fabricant pour permettre le transport de marchandises, fournitures et outils et disposant, à cette fin, d'une caisse ou d'une plateforme à l'arrière ou à l'avant du conducteur. Il est inscrit au fichier national unique des cycles identifiés prévu par l'article L. 1271-3 du code des transports. La capacité de la batterie du vélo-cargo est supérieure ou égale à 400 Wh.

Le vélo-cargo est certifié conforme à la norme EN 15194 et à au moins une des normes suivantes, ou normes équivalentes en vigueur, pour un poids total maximal supérieur ou égal à 175 kg (charge transportée et conducteur compris) :

- NF R30-050 ;
- DIN 79010 ;
- EN 17860.

Le vélo-cargo est également certifié conforme aux directives 2006/42/CE, 2011/65/UE, 2014/30/UE et 2023/1542/UE.

La présente fiche concerne l'achat ou la location de vélos-cargos, neufs, achetés ou loués par une personne morale ou physique disposant d'un numéro SIREN depuis plus de 3 mois. Le bénéficiaire ne peut acheter ou louer un nombre de vélos-cargos supérieur à son effectif déclaré sur son dernier exercice clos, ou document équivalent permettant de justifier son effectif, sur la durée de vie conventionnelle définie dans la présente fiche. Dans le cas d'une personne morale de droit public ou association ne pouvant produire de liasse fiscale ou document équivalent, le bénéficiaire ne peut acheter ou louer un nombre de vélos-cargos supérieur à son effectif salarié ou bénévole attesté sur l'honneur par le responsable légal, dans la limite de 15 vélos-cargos, sur la durée de vie conventionnelle définie dans la présente fiche.

Dans le cas d'une location, la durée du contrat de location est au minimum de vingt-quatre mois, hors reconduction tacite.

La preuve de la réalisation de l'opération mentionne l'achat ou la location longue durée d'un ou plusieurs vélos-cargos neufs ainsi que l'identifiant unique FNUCI correspondant au marquage du ou des vélos-cargos.

Les documents justificatifs spécifiques à l'opération sont les suivants :

- le certificat d'identification du cycle au nom de l'acquéreur (ou du loueur en cas de location longue durée) au sens de l'article 3 de l'arrêté du 29 décembre 2020 relatif à l'identification des cycles ;
- la déclaration de conformité CE du fabricant attestant la conformité à la norme EN 15194, à la norme NF R30-050, DIN 79010 ou EN 17860, ainsi qu'aux directives 2006/42/CE, 2011/65/UE, 2014/30/UE et 2023/1542/UE ;
- le rapport de tests de conformité aux normes, rédigé en français ou anglais, démontrant que le poids total maximal du vélo-cargo est supérieur ou égal à 175 kg (charge transportée et conducteur compris) ;
- la documentation technique du vélo-cargo incluant : photo contractuelle du modèle, désignation du modèle, capacité de la batterie, cadre (matière), longueur, largeur, hauteur, poids total autorisé en charge, roues (dimensions), freins (caractéristiques ou référence) ;
- la liasse fiscale du dernier exercice clos à la date d'engagement de l'opération, ou document équivalent permettant de justifier l'effectif, ou une attestation sur l'honneur signée par le responsable légal mentionnant les effectifs rapportés en équivalent temps plein dans le cas d'une personne morale de droit public ou association ne pouvant produire de liasse fiscale ;
- l'extrait K ou Kbis, ou extrait RNE, ou document équivalent permettant d'attester de la date de création de l'entité bénéficiaire ;

- une photo de chaque vélo-cargo acheté ou loué apparaissant entièrement ainsi qu’une photo faisant apparaître l’identifiant unique FNUCI correspondant au marquage du vélo-cargo ;
- la feuille récapitulative, disponible sur le site internet du ministère chargé de l’énergie, mentionnant les caractéristiques des vélos-cargos achetés ou loués.

4. Durée de vie conventionnelle

6 ans.

5. Montant de certificats en kWh cumac

Montant en kWh cumac		Nombre de vélos-cargos (*)
83 000	X	N

(*) Le nombre de vélos-cargos valorisables au titre de la présente fiche (N) est inférieur ou égal à l’effectif salarié déclaré sur le dernier exercice clos, ou document équivalent permettant de justifier l’effectif, ou inférieur ou égal à 15 dans les autres cas.

Annexe 1 à la fiche d’opération standardisée TRA-EQ-131, définissant le contenu de la partie A de l’attestation sur l’honneur

A/ TRA-EQ-131 (v. A73.2) : Acquisition ou location longue durée de vélos-cargos à assistance électrique neufs.

- * Date d’engagement de l’opération (ex : date d’acceptation du devis ou de la commande) :/...../.....
- * Date de la preuve de réalisation de l’opération (ex : date de la facture) :/...../.....
- * Référence de la preuve de réalisation (ex : facture) :

* L’opération consiste en :

- ☐ Achat de vélo-cargo à assistance électrique neuf
- ☐ Location longue durée d’un vélo-cargo à assistance électrique neuf

Dans le cas d’une location, la durée de celle-ci est supérieure ou égale à vingt-quatre mois : ☐ OUI ☐ NON

* Le nombre de vélos-cargos achetés ou loués est inférieur ou égal à l’effectif déclaré sur le dernier exercice clos, ou document équivalent permettant de justifier l’effectif, sur la durée de vie conventionnelle définie dans la présente fiche, ou dans le cas d’une personne morale de droit public ou association ne pouvant produire de liasse fiscale ou document équivalent, le nombre de vélos-cargos achetés ou loués est inférieur ou égal à l’effectif salarié ou bénévole attesté sur l’honneur par le responsable légal, dans la limite de 15 vélos-cargos :

☐ OUI ☐ NON

Nota. – Ce nombre comprend les vélos-cargos déjà valorisés dans le cadre d’autres opérations relatives à la fiche TRA-EQ-131 sur la durée de vie conventionnelle définie dans la présente fiche.

* Effectif déclaré sur le dernier exercice clos, ou document équivalent permettant de justifier l’effectif, ou attesté sur l’honneur :

Caractéristiques du cycle :

- * Le cycle est un cycle à pédalage assisté : ☐ Oui ☐ Non
- * Le cycle a un poids total maximal supérieur ou égal à 175 kg (charge transportée et conducteur compris) : ☐ Oui ☐ Non
- * Le certificat de conformité mentionne que le cycle à pédalage assisté est conforme à la norme NF R30-050, DIN 79010 ou EN 17860 : ☐ Oui ☐ Non
- * Le certificat de conformité mentionne que le cycle à pédalage assisté est conforme à la norme NF EN 15194 : ☐ Oui ☐ Non
- * Le certificat de conformité mentionne que le cycle à pédalage assisté est conforme aux directives 2006/42/CE, 2011/65/UE, 2014/30/UE et 2023/1542/UE : ☐ Oui ☐ Non

Dans le cas d’une déclaration par vélo-cargo :

* L’identifiant du vélo-cargo enregistré au fichier national unique des cycles identifiés (FNUCI) est :

— — — — —

Nota. – Les identifiants apposés sur les cycles sont composés de dix caractères alphanumériques.

A ne remplir que si les marque et modèle du cycle à pédalage assisté ne sont pas mentionnés sur la preuve de réalisation de l’opération :

- * Marque :
- * Modèle :

Dans le cas d’une déclaration groupée :

L’ensemble des vélos-cargos, objet de l’opération, est détaillé dans la feuille de calcul jointe à la présente attestation.

* Le nombre de vélos-cargos neufs achetés ou loués dans le cadre de la présente opération s’élève à :

*Annexe 2 à la fiche d’opération standardisée TRA-EQ-131,
définissant le modèle de tableau récapitulatif des opérations d’économies d’énergie*

PERSONNES MORALES

RAISON sociale du demandeur	SIREN du demandeur	RÉFÉRENCE EMMY de la demande	RÉFÉRENCE interne de l’opération	Code NAF du bénéficiaire de l’opération	ADRESSE de l’opération	CODE postal sans Cedex	VILLE

Suite du tableau

RAISON sociale du bénéficiaire de l’opération	SIREN	ADRESSE du siège social du bénéficiaire de l’opération	CODE postal sans Cedex	VILLE	VOLUME CEE « hors précarité énergétique » (kWh cumac)	VOLUME CEE « précarité énergétique » (kWh cumac)

Suite du tableau

RÉFÉRENCE de la fiche d’opération standardisée	DATE d’engagement de l’opération	DATE d’achèvement de l’opération	NATURE de la bonification	SIREN du professionnel	RAISON sociale du professionnel	SIREN du sous-traitant	RAISON sociale du sous-traitant

Suite du tableau

NATURE du rôle actif et incitatif	SIREN de l’organisme de contrôle	RAISON sociale de l’organisme de contrôle	SIRET de l’entreprise ayant réalisé l’opération	Numéro de téléphone du bénéficiaire	Adresse de courriel du bénéficiaire

Suite et fin du tableau

Montant du rôle actif et incitatif (€)	Commentaires	Raison sociale du mandataire assurant le rôle actif et incitatif	Numéro SIREN du mandataire assurant le rôle actif et incitatif	Numéro d’enregistrement au fichier national unique des cycles identifiés (FNUCI)

ANNEXE B

CERTIFICATS D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Opération n° AGRI-TH-117

Système de déshumidification thermodynamique fixe pour serres chauffées

1. Secteur d'application

Agriculture : serres maraîchères, neuves ou existantes.

2. Dénomination

Mise en place d'un système de déshumidification thermodynamique fixe pour gérer l'hygrométrie dans une ou plusieurs serres maraîchères chauffées.

Une serre est considérée comme chauffée lorsque sa température de consigne minimale pour le chauffage est supérieure à 12 °C sur la période de culture.

La présente fiche s'applique aux opérations engagées avant le 1^{er} septembre 2030.

3. Conditions pour la délivrance de certificats

La mise en place est réalisée par un professionnel.

Le système de déshumidification thermodynamique peut être composé d'une ou plusieurs unités de déshumidification fixes. En particulier, la mise en place d'unités de déshumidification montées sur roulettes n'est pas éligible.

Le système de déshumidification est piloté *via* un ordinateur climatique.

Le système de déshumidification peut être installé à l'intérieur ou à l'extérieur de la serre chauffée et peut être connecté ou non à des gaines aérauliques.

Les unités de déshumidification installées sont reliées exclusivement au réseau public de distribution d'électricité.

Chaque unité de déshumidification installée respecte les conditions suivantes à 20 °C et 80 % d'humidité relative (Hr) :

- capacité de déshumidification (C) : $C > 9 \text{ L/h}$;
- performance (R) définie comme le rapport entre la capacité de déshumidification, exprimée en L/h, et la puissance électrique absorbée exprimée en kW : $R > 2 \text{ L/kWh}$.

Les caractéristiques de chaque modèle ou référence d'unité de déshumidification installée sont attestées par un rapport d'essai établi par un laboratoire certifié par l'ILAC (*International Laboratory Accreditation Cooperation*) dont fait partie l'organisme français COFRAC et l'organisme européen EA (*European accreditation*) selon la norme ISO 17025. Ce rapport indique la marque ainsi que le modèle ou la référence de l'unité de déshumidification et ses caractéristiques à 20 °C et 80 % (Hr) : capacité de déshumidification (C) exprimée en L/h et puissance électrique absorbée exprimée en kW. Ce rapport inclut une photo de chaque unité de déshumidification et de sa plaque signalétique.

Au sens de la présente fiche, un bloc de serre est un volume délimité par des parois de serre.

Pour chaque bloc de serre chauffée, la capacité de déshumidification pour 1 000 m² de serre chauffée (D) du système de déshumidification installé est supérieure à 9 L/h à 20 °C et 80 % (Hr).

Chaque bloc de serre est équipé d'au moins une unité de déshumidification permettant le respect des conditions susmentionnées propres aux grandeurs R, C et D.

La mise en place d'un système de déshumidification thermodynamique fait l'objet d'une étude préalable de dimensionnement, datée et signée par le professionnel ou par un bureau d'études. Cette étude comporte les coordonnées du professionnel ou du bureau d'études (adresse de courriel, numéro de téléphone) ainsi que, le cas échéant, leur numéro SIREN.

Cette étude identifie les besoins de déshumidification nécessaires pour garantir une déshumidification performante et la maîtrise des consommations d'énergie. Elle comporte, pour chaque bloc de serre chauffée, le nombre d'unités de déshumidification, ainsi que le plan d'implantation de chaque unité. Elle justifie, pour chaque bloc de serre chauffée et chaque modèle ou référence d'unité de déshumidification, le respect des conditions susmentionnées propres aux grandeurs R, C et D. Elle mentionne, pour chaque bloc de serre chauffée, la température de consigne en période de culture avec des relevés mensuels de température, ou, à défaut, toute pièce justificative permettant de vérifier cette température de consigne.

La preuve de réalisation de l'opération mentionne :

- la mise en place d'un système de déshumidification thermodynamique fixe, avec les marques, ainsi que les modèles ou références concernés et, pour chaque modèle ou référence, le nombre d'unités de déshumidification installées ;
- la surface, exprimée en mètre carré, de chaque bloc de serre chauffée ;

- pour chaque bloc de serre chauffée, la capacité de déshumidification pour 1 000 m² de serre chauffée (D) du système de déshumidification installé à 20 °C et 80 % (Hr).

Les documents justificatifs spécifiques à l'opération sont les suivants :

- l'étude de dimensionnement susmentionnée ; et
- le rapport d'essai susmentionné de chaque modèle ou référence d'unité de déshumidification installée.

4. Durée de vie conventionnelle

17 ans.

5. Montant de certificats en kWh cumac

Montant du gain en kWh cumac par m ²		Surface de serre équipée (m ²)
710	X	S

Annexe 1 à la fiche d'opération standardisée AGRI-TH-117, définissant le contenu de la partie A de l'attestation sur l'honneur

A/ AGRI-TH-117 (v. A73.3) : Mise en place d'un système de déshumidification thermodynamique pour gérer l'hygrométrie dans les serres maraîchères.

- * Date d'engagement de l'opération (ex : date d'acceptation du devis) :
- * Date de preuve de réalisation de l'opération (ex : date de la facture) :
- * Référence de la facture :
- * Nom du site des travaux :
- * Adresse des travaux :
- Complément d'adresse :
- * Code postal :
- * Ville :
- * Serres maraîchères : ☐ OUI ☐ NON
- * Nombre de blocs de serre chauffée concernés par l'opération :

Nota. – Un bloc de serre est un volume délimité par des parois de serre.

- * Le système de déshumidification thermodynamique est fixe et est piloté *via* un ordinateur climatique : ☐ OUI ☐ NON
- * La température de consigne minimale pour le chauffage est supérieure à 12 °C sur la période de culture : ☐ OUI ☐ NON

L'ensemble des éléments ci-dessous sont à reproduire et renseigner pour chaque bloc de serre chauffée équipé dans le cadre de l'opération.

- * Numéro du bloc de serre chauffée (numéro attribué par le bénéficiaire) :
- * Surface du bloc de serre chauffée considéré (m²) :
- * Nombre d'unités de déshumidification installées pour le bloc de serre chauffée considéré :
- * Caractéristiques des unités de déshumidification installées pour le bloc de serre chauffée considéré :

	Modèle/Référence 1	Modèle/Référence 2
Marque et modèle/référence		
Numéros de série (<i>noter tous les numéros de série des unités de déshumidification installées pour un même modèle/référence</i>)		
C (L/h) par unité de déshumidification		
Puissance électrique P (kW) par unité de déshumidification		
Performance R (L/kWh) par unité de déshumidification		
Nombre d'unités de déshumidification par référence/modèle		
Capacité totale (L/h) des unités de déshumidification du même modèle / référence		
Capacité totale du système C _r (L/h) pour le bloc de serre chauffée considéré		
D (L/h) pour 1 000 m ²		

Dans le tableau ci-dessus :

- C est la capacité de déshumidification exprimée en litres/heure à 20 °C et 80 % d’humidité relative (Hr). $C > 9 \text{ L/h}$;
- P est la puissance électrique consommée exprimée en kW à 20 °C et 80 % d’humidité relative (Hr) ;
- R est le rapport C/P exprimé en litres/kWh à 20 °C et 80 % d’humidité relative (Hr). $R > 2 \text{ L/kWh}$;
- C_T est la capacité totale du système, c’est-à-dire la somme des capacités C des unités de déshumidification du même modèle/référence ;
- D est la capacité totale du système C_T ramenée à une surface de 1 000 m². $D > 9 \text{ L/h}$.

Il convient d’ajouter autant de colonnes au tableau ci-dessus que de modèles/références d’unités de déshumidification aux caractéristiques identiques.

- * Coordonnées de l’entité ayant établi l’étude de dimensionnement préalable :
- * Raison sociale :
- * Numéro SIREN :
- * Référence de l’étude de dimensionnement :
- * Date de l’étude de dimensionnement préalable :/...../.....
- * Adresse de courriel :
- * Numéro de téléphone :

CERTIFICATS D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Opération n° AGRI-EQ-112

Double paroi gonflable sur serres maraîchères ou horticoles

1. Secteur d'application

Agriculture : serres maraîchères et horticoles, neuves ou existantes.

2. Dénomination

Mise en place, au-dessus des cultures ainsi que, le cas échéant, sur les parois verticales d'une serre chauffée, d'une couverture multicouche en plastique neuve avec un système de gonflage.

Une serre est considérée comme chauffée lorsque sa température de consigne minimale pour le chauffage est supérieure à 12 °C sur la période de culture.

L'installation d'une double paroi gonflable réalisée uniquement sur les parois verticales de la serre est exclue.

La présente fiche n'est pas cumulable avec la fiche d'opération standardisée AGRI-EQ-108.

La présente fiche s'applique aux opérations engagées avant le 1^{er} septembre 2030.

3. Conditions pour la délivrance de certificats

La mise en place est réalisée par un professionnel.

Le dispositif est piloté automatiquement.

La preuve de la réalisation de l'opération mentionne la mise en place d'une couverture multicouche en plastique neuve avec un système de gonflage.

A défaut, la preuve de réalisation de l'opération mentionne la mise en place d'un équipement avec ses marque et référence et elle est complétée par un document issu du fabricant indiquant que l'équipement de marque et référence installé est une couverture multicouche en plastique neuve avec un système de gonflage.

4. Durée de vie conventionnelle

5 ans.

5. Montant de certificats en kWh cumac

Le volume de certificats d'économies d'énergie est déterminé comme suit :

Type de serres	Montant en kWh cumac par m ² de serre équipée		Surface de la serre équipée (m ²)
Serres maraîchères	410	X	S
Serres horticoles	290		

**Annexe 1 à la fiche d'opération standardisée AGRI-EQ-112,
définissant le contenu de la partie A de l'attestation sur l'honneur**

A/ AGRI-EQ-112 (v. A73.3) : Mise en place, au-dessus des cultures ainsi que, le cas échéant, sur les parois verticales d'une serre chauffée, d'une couverture multicouche en plastique neuve avec un système de gonflage.

* Date d'engagement de l'opération (ex : date d'acceptation du devis) :

* Date de preuve de réalisation de l'opération (ex : date de la facture) :

* Référence de la facture :

* Nom du site des travaux :

* Adresse des travaux :

Complément d'adresse :

* Code postal :

* Ville :

* Type de serres chauffées équipées :

☐ serres maraîchères

☐ serres horticoles

* La température de consigne minimale pour le chauffage est supérieure à 12 °C sur la période de culture :

☐ Oui ☐ Non

* Le dispositif est installé au-dessus des cultures ainsi que, le cas échéant, sur les parois verticales d'une serre chauffée :

☐ Oui ☐ Non

Surface équipée de serres chauffées :

* Surface de serres maraîchères équipée (m²) :

* Surface de serres horticoles équipée (m²) :

* Le dispositif est piloté automatiquement : ☐ Oui ☐ Non

Caractéristiques de la couverture multicouche en plastique avec un système de gonflage :

A ne remplir que si les marque et référence de la couverture ne sont pas mentionnées sur la preuve de réalisation de l'opération :

* Marque :

* Référence :

ANNEXE C

CERTIFICATS D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Opération n° BAR-SE-109

Désembouage d'un réseau hydraulique de chauffage collectif en France métropolitaine

1. Secteur d'application

Bâtiments résidentiels collectifs existants en France métropolitaine.

2. Dénomination

Désembouage de l'ensemble du système de distribution par boucle d'eau d'une installation de chauffage collectif alimentée par une chaudière utilisant un combustible fossile ou alimentée par un réseau de chaleur.

La présente fiche s'applique aux opérations engagées avant le 1^{er} novembre 2030.

3. Conditions pour la délivrance de certificats

La mise en place est réalisée par un professionnel.

Le professionnel ayant réalisé l'opération est titulaire d'une qualification ou d'une certification couvrant l'entretien, la maintenance ou l'exploitation d'installations de chauffage hydrauliques ou de réseaux de chaleur délivrée par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation ou disposant d'un agrément tel que défini à l'article R. 125-40 du code de la construction et de l'habitation, ou d'un signe de qualité équivalent. La liste exhaustive des qualifications ou certifications répondant à ces exigences est publiée sur le site du ministère chargé de l'énergie.

Le désembouage comporte les étapes successives suivantes :

- a) Injection d'un réactif désembouant et circulation selon le dosage et le temps de contact préconisés, avec l'utilisation d'une pompe de désembouage (général puis réseau par réseau ; dans les deux sens de circulation) ;
- b) Rinçage des circuits à l'eau claire (général puis réseau par réseau) ;
- c) Vérification du filtre (ou pot à boues) existant et/ou installation d'un ou plusieurs filtre(s) sur le ou les circuits de retour au générateur, ainsi que l'injection d'un réactif inhibiteur au dosage préconisé.

La preuve de la réalisation de l'opération mentionne le désembouage d'un réseau hydraulique de chauffage collectif et le nombre de logements concernés par l'opération et précise si le système de chauffage est alimenté par une chaudière hors condensation, une chaudière à condensation ou un réseau de chaleur. Il mentionne également, le cas échéant, le nombre et l'emplacement des filtres installés.

Les documents justificatifs spécifiques à l'opération sont les suivants :

- a) Un document établi, daté et signé par le professionnel réalisant l'opération, mentionnant :
 - l'adresse du bâtiment concerné par l'opération ;
 - le fait que l'opération concerne le désembouage du système de distribution par boucle d'eau d'une installation collective de chauffage et le nombre de logements concernés ;
 - le descriptif des étapes de l'opération de désembouage, conformément à la présente fiche ;
 - le type d'installation de chauffage (chaudière hors condensation, chaudière à condensation, réseau de chaleur) et sa puissance nominale ;
 - le nombre d'émetteurs désemboués ;
 - la nature du réseau (cuivre, acier, multicouche, matériaux de synthèse) ;
 - le volume d'eau total du circuit ;
 - le réactif désembouant et le réactif inhibiteur utilisés.
- b) La décision de qualification ou de certification du professionnel.

4. Durée de vie conventionnelle

12 ans.

5. Montant de certificats en kWh cumac

Zone climatique	Montant en kWh cumac par logement, pour une installation alimentée par une chaudière hors condensation	Montant en kWh cumac par logement, pour une installation alimentée par une chaudière à condensation ou un réseau de chaleur
H1	12 600	4 200
H2	12 100	3 900

X

Nombre de logements
N

H3	8 900	2 800	
----	-------	-------	--

**Annexe 1 à la fiche d'opération standardisée BAR-SE-109,
définissant le contenu de la partie A de l'attestation sur l'honneur**

A/ BAR-SE-109 (v. A73.3) : Désembouage de l'ensemble du système de distribution par boucle d'eau d'une installation de chauffage collectif alimentée par une chaudière utilisant un combustible fossile ou alimentée par un réseau de chaleur.

* Date d'engagement de l'opération (ex : date d'acceptation du devis) :/...../.....

* Date de preuve de réalisation de l'opération (ex : date de la facture) :/...../.....

* Référence de la facture :

* Pour les personnes morales : nom du site des travaux ou nom de la copropriété :

* Adresse des travaux :

Complément d'adresse :

* Code postal :

* Ville :

* Bâtiment existant depuis plus de deux ans à la date d'engagement de l'opération : ☐ OUI ☐ NON

* L'opération concerne une installation de chauffage collectif : ☐ OUI ☐ NON

* L'installation de chauffage collectif est alimentée par (cocher une seule case) :

☐ une chaudière hors condensation ☐ une chaudière à condensation ☐ un réseau de chaleur

* Nombre de logements concernés par l'opération :

* Les étapes suivantes ont été réalisées (cocher les cases concernées) :

☐ Injection d'un réactif désembouant et circulation selon le dosage et le temps de contact préconisés, avec l'utilisation d'une pompe de désembouage (général puis réseau par réseau ; dans les deux sens de circulation)

☐ Rinçage des circuits à l'eau claire (général puis réseau par réseau)

☐ Vérification du filtre (ou pot à boues) existant et/ou installation d'un filtre sur le ou les circuits de retour au générateur, ainsi que l'injection d'un réactif inhibiteur au dosage préconisé

Le professionnel ayant réalisé l'opération est titulaire d'une qualification ou d'une certification couvrant l'entretien, la maintenance ou l'exploitation d'installations de chauffage hydrauliques ou de réseaux de chaleur délivrée par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation ou disposant d'un agrément tel que défini à l'article R. 125-40 du code de la construction et de l'habitation, ou d'un signe de qualité équivalent. La liste exhaustive des qualifications ou certifications répondant à ces exigences est publiée sur le site du ministère chargé de l'énergie.

Identité du professionnel titulaire du signe de qualité ayant réalisé l'opération, s'il n'est pas le signataire de cette attestation (sous-traitant par exemple) :

* Nom :

* Prénom :

* Raison sociale :

* N° SIRET : _ _ _ _ _

CERTIFICATS D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Opération n° BAR-TH-148

Chauffe-eau thermodynamique à accumulation

1. Secteur d'application

Bâtiments résidentiels existants.

2. Dénomination

Mise en place d'un chauffe-eau thermodynamique individuel à accumulation.

La présente fiche s'applique aux opérations engagées avant le 1^{er} novembre 2030.

3. Conditions pour la délivrance de certificats

La mise en place est réalisée par un professionnel.

Le professionnel réalisant l'opération est titulaire d'un signe de qualité répondant aux mêmes exigences que celles prévues à l'article 2 du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 *quater* du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts et des textes pris pour son application. Ce signe de qualité correspond à des travaux relevant du 6° du I de l'article 1^{er} du décret précité.

L'efficacité énergétique pour le chauffage de l'eau, définie selon le règlement délégué (UE) n° 814/2013 de la Commission du 2 août 2013 portant application de la directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux chauffe-eau et aux ballons d'eau chaude, correspond à un profil de soutirage déclaré M, L ou XL et est supérieure ou égale à :

Profil de soutirage	M	L	XL
Efficacité énergétique	95 %	100 %	110 %

La preuve de réalisation de l'opération mentionne la mise en place d'un chauffe-eau thermodynamique à accumulation et l'efficacité énergétique pour le chauffage de l'eau de l'équipement installé selon le règlement délégué (UE) n° 814/2013 susmentionné pour le profil de soutirage déclaré.

A défaut, la preuve de réalisation de l'opération mentionne la mise en place d'un équipement avec ses marque et référence et elle est complétée par un document issu du fabricant indiquant que l'équipement de marque et référence installé est un chauffe-eau thermodynamique à accumulation. Ce document précise l'efficacité énergétique pour le chauffage de l'eau de l'équipement installé selon le règlement délégué (UE) n° 814/2013 susmentionné pour le profil de soutirage déclaré.

Le document justificatif spécifique à l'opération est la décision de qualification ou de certification du professionnel délivrée selon les mêmes exigences que celles prévues à l'article 2 du décret susvisé.

4. Durée de vie conventionnelle

17 ans.

5. Montant de certificats en kWh cumac

Type de logement	Montant unitaire en kWh cumac
Maison individuelle	14 700
Appartement	11 800

**Annexe 1 à la fiche d'opération standardisée BAR-TH-148,
définissant le contenu de la partie A de l'attestation sur l'honneur**

A/ BAR-TH-148 (v. A73.3) : Mise en place d'un chauffe-eau thermodynamique individuel à accumulation.

- * Date d'engagement de l'opération (ex : date d'acceptation du devis) :
- * Date de preuve de réalisation de l'opération (ex : date de la facture) :
- * Référence de la facture :
- * Nom du site des travaux (pour les personnes morales) :
- * Adresse des travaux :
- Complément d'adresse :
- * Code postal :

- * Ville :
- * Bâtiment résidentiel existant depuis plus de 2 ans à la date d'engagement de l'opération : ☐ OUI ☐ NON
- * Type de logement : ☐ Maison individuelle ☐ Appartement

Caractéristiques du chauffe-eau thermodynamique :

- * Profil de soutirage déclaré (M, L, XL) :
- * Efficacité énergétique pour le chauffage de l'eau, pour le profil de soutirage déclaré (en %) :

Nota. – L'efficacité énergétique pour le chauffage de l'eau, définie par règlement délégué (UE) n° 814/2013 de la Commission du 2 août 2013 portant application de la directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux chauffe-eau et aux ballons d'eau chaude, correspond à un profil de soutirage déclaré M, L ou XL et est supérieure ou égale à :

Profil de soutirage	M	L	XL
Efficacité énergétique	95 %	100 %	110 %

A ne remplir que si les marque et référence du chauffe-eau thermodynamique ne sont pas mentionnées sur la preuve de réalisation de l'opération :

- * Marque :
- * Référence :

Le professionnel ayant réalisé l'opération est titulaire d'un signe de qualité répondant aux mêmes exigences que celles prévues à l'article 2 du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 *quater* du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts et des textes pris pour son application. Ce signe de qualité correspond à des travaux relevant du 6° du I de l'article 1^{er} du décret précité.

Identité du professionnel titulaire du signe de qualité ayant réalisé l'opération, s'il n'est pas le signataire de cette attestation (sous-traitance par exemple) :

- * Nom :
- * Prénom :
- * Raison sociale :
- * N° SIRET : _ _ _ _ _

CERTIFICATS D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Opération n° BAR-TH-158

Émetteur électrique à régulation électronique à fonctions avancées

1. Secteur d'application

Bâtiments résidentiels existants.

2. Dénomination

Mise en place d'un émetteur électrique fixe, de type rayonnant ou radiateur, possédant une régulation électronique à fonctions avancées.

La présente fiche n'est pas cumulable avec la fiche d'opération standardisée BAR-TH-173.

La présente fiche s'applique aux opérations engagées jusqu'au 1^{er} novembre 2030.

3. Conditions pour la délivrance de certificats

La mise en place est réalisée par un professionnel.

Le professionnel réalisant l'opération est titulaire d'un signe de qualité conforme aux exigences prévues à l'article 2 du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 *quater* du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts et des textes pris pour son application. Ce signe de qualité correspond à des travaux relevant du 7° du I de l'article 1^{er} du décret précité.

L'émetteur électrique à régulation électronique possède les fonctions avancées comportant des moyens de :

- contrôle électronique de la température de la pièce et programmeur hebdomadaire ;
- contrôle de la température de la pièce avec détecteur de fenêtre ouverte ;
- contrôle à distance ;
- contrôle adaptatif de l'activation ;
- fonctionnalité d'auto-apprentissage ;
- indication de surconsommation par information visuelle du consommateur ayant au minima 3 niveaux de consommation basée sur la température de consigne ;
- détection automatique d'absence par réduction d'allure et passage progressif jusqu'à un mode de consommation réduite ;
- qualité de régulation avec une dérive inférieure à 1 K et une amplitude inférieure à 0.3 K ;
- réduction de la variation spatiale en chauffage : la variation spatiale de l'émetteur en mode chauffage est inférieure ou égale à 0,2 K selon la méthode de calcul TH-C-E ex.

Un émetteur électrique possédant une certification NF Electricité-performance catégorie 3* oeil et justifiant d'une efficacité énergétique saisonnière en mode actif à 100 % calculé selon le règlement (EU) n° 2024/1103 de la commission du 18 avril 2024 est réputé satisfaire ces exigences.

La preuve de la réalisation de l'opération mentionne la mise en place d'un ou plusieurs émetteurs électrique(s) fixe(s) à régulation électronique à fonctions avancées, la quantité installée et les caractéristiques des équipements (amplitude et dérive de la régulation, contrôle électronique de la température de la pièce et programmeur hebdomadaire, contrôle de la température de la pièce avec détecteur de fenêtre ouverte, détection automatique d'absence, indication de consommation, option contrôle à distance, adaptatif de l'activation, fonctionnalité d'auto-apprentissage).

A défaut, la preuve de réalisation de l'opération mentionne la mise en place d'un ou plusieurs équipements fixes avec leur marque et référence, et la quantité installée. Elle est complétée par un document issu du fabricant ou d'un organisme établi dans l'espace économique européen et accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17065 par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord européen multilatéral pertinent pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation attestant de ces caractéristiques.

Ce document indique que l'équipement de marque et référence mise en place est un émetteur électrique à régulation électronique à fonctions avancées et précise ses caractéristiques (amplitude et dérive de la régulation, contrôle électronique de la température de la pièce et programmeur hebdomadaire, contrôle de la température de la pièce avec détecteur de fenêtre ouverte, détection automatique d'absence, indication de consommation, option contrôle à distance, adaptatif de l'activation, fonctionnalité d'auto-apprentissage).

En cas de mention d'une date de validité, ce document est considéré comme valable jusqu'à un an après sa date de fin de validité.

Le document justificatif spécifique à l'opération est la décision de qualification ou de certification du professionnel délivrée selon les mêmes exigences que celles prévues à l'article 2 du décret susvisé.

4. Durée de vie conventionnelle

16 ans.

5. Montant de certificats en kWh cumac

Zone climatique	Montant en kWh cumac par émetteur électrique installé		X	Nombre d'émetteurs électriques installés
	Type de logement			
	Maison individuelle	Appartement		
H1	1 800	1 500	X	N
H2	1 500	1 200		
H3	1 100	900		

**Annexe 1 à la fiche d'opération standardisée BAR-TH-158,
définissant le contenu de la partie A de l'attestation sur l'honneur**

A/ BAR-TH-158 (v. A73.3) : Mise en place d'un émetteur électrique fixe, de type rayonnant ou radiateur, possédant une régulation électronique à fonctions avancées

- * Date d'engagement de l'opération (ex : date d'acceptation du devis) :/...../.....
- * Date de preuve de réalisation de l'opération (ex : date de la facture) :/...../.....
- * Référence de la facture :
- * Pour les personnes morales : nom du site des travaux ou nom de la copropriété :
- * Adresse des travaux :
- Complément d'adresse :
- * Code postal :
- * Ville :
- * Bâtiment résidentiel existant depuis plus de 2 ans à la date d'engagement de l'opération : ☐ OUI ☐ NON
- * Type de logements :
 - ☐ Maison individuelle
 - ☐ Appartement
- * Nombre d'émetteurs électriques installés :
- * L'émetteur électrique à régulation électronique possède les fonctions avancées comportant des moyens de :
 - contrôle électronique de la température de la pièce et programmeur hebdomadaire : ☐ OUI ☐ NON
 - contrôle de la température de la pièce avec détecteur de fenêtre ouverte : ☐ OUI ☐ NON
 - contrôle à distance : ☐ OUI ☐ NON
 - contrôle adaptatif de l'activation : ☐ OUI ☐ NON
 - fonctionnalité d'auto- apprentissage : ☐ OUI ☐ NON
 - indication de surconsommation par information visuelle du consommateur ayant *a minima* 3 niveaux de consommation basée sur la température de consigne : ☐ OUI ☐ NON
 - détection automatique d'absence par réduction d'allure et passage progressif à un mode de consommation réduite : ☐ OUI ☐ NON
 - qualité de régulation avec une dérive inférieure à 1 K et une amplitude inférieure à 0.3 K : ☐ OUI ☐ NON
 - réduction de la variation spatiale en chauffage : la variation spatiale de l'émetteur en mode chauffage est inférieure ou égale à 0,2 K selon la méthode de calcul TH-C-E ex : ☐ OUI ☐ NON

A ne remplir que si les marque et référence des équipements ne sont pas mentionnées sur la preuve de réalisation de l'opération :

Marque des équipements installés	Référence des équipements installés	Nombre d'équipements installés	Puissance unitaire électrique en W

(Il convient d'ajouter autant de lignes au tableau que d'équipements aux caractéristiques strictement identiques.)

Le professionnel réalisant l'opération est titulaire d'un signe de qualité conforme aux exigences prévues à l'article 2 du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 *quater* du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 *quater* U du code général des impôts et des textes pris pour son application. Ce signe de qualité correspond à des travaux relevant du 7° du I de l'article 1^{er} du décret précité.

Identité du professionnel titulaire du signe de qualité ayant réalisé l'opération, s'il n'est pas le signataire de cette attestation (sous-traitant par exemple) :

- * Nom :
- * Prénom :
- * Raison sociale :
- * N° SIRET :

ANNEXE D
CERTIFICATS D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Opération n° IND-UT-139

Système de stockage de chaleur fatale

1. Secteur d'application

Industrie.

2. Dénomination

Mise en place d'un système de stockage de chaleur fatale afin de couvrir un besoin de chaleur sur le site. Le système de stockage est fixe et connecté au réseau de distribution de chaleur.

La chaleur fatale est une chaleur générée par une installation qui n'en constitue pas une des finalités premières, et qui n'est pas récupérée. Dans le cadre de la présente fiche, est considérée comme chaleur fatale un effluent liquide ou gazeux, répondant à la définition précédente et ayant une température supérieure à 25 °C.

La chaleur fatale est générée par le site industriel concerné par l'opération.

La chaleur fatale annuelle valorisée est inférieure ou égale à 16 GWh/an.

La présente fiche n'est pas cumulable avec les fiches IND-UT-103, IND-UT-118, IND-UT-137 et IND-UT-138.

La présente fiche s'applique aux opérations engagées avant le 1^{er} septembre 2030.

3. Conditions pour la délivrance de certificats

La mise en place est réalisée par un professionnel.

Au sens de la présente fiche, un système de stockage de chaleur fatale désigne une ou plusieurs batteries thermiques, montées en parallèle ou en série, ainsi que le ou les systèmes de récupération et de distribution de chaleur associés.

La mise en place du système de stockage fait l'objet d'une étude préalable de dimensionnement établie, datée et signée par le professionnel ou un bureau d'étude. Cette étude vise à évaluer les économies d'énergie attendues *via* la chaleur valorisée au regard de la source de chaleur fatale et des besoins de chaleur mais également à justifier la cohérence entre la récupération de chaleur et les besoins de chaud en présentant les calculs et hypothèses de calcul.

L'étude de dimensionnement est à réaliser sur deux années représentatives. Pour les sites existants ne disposant pas de données historiques sur deux ans, et sous réserve de justification de l'indisponibilité de ces données, l'étude de dimensionnement s'appuie sur une période représentative du fonctionnement du site supérieure ou égale à deux mois. La représentativité de la durée choisie est justifiée. Pour le neuf, une simulation thermique peut être utilisée.

L'étude de dimensionnement comporte les éléments suivants :

I. – Identification de l'opération :

- a) Raison sociale et adresse du bénéficiaire ;
- b) Adresse du chantier si différente de l'adresse du bénéficiaire.

II. – Description des caractéristiques techniques des flux suivants :

II.1. – Chaleur fatale :

a) Indication de la nature de la chaleur fatale récupérable et récupérée (buées de séchage, fumées de fours ou de chaudières, condenseurs froids, autres effluents ou fluides caloporteurs) ;

b) Evaluation de la quantité de chaleur fatale récupérée par l'opération, température et courbe de charge correspondant à la disponibilité de la chaleur fatale récupérable (en y soustrayant l'éventuelle chaleur fatale déjà récupérée avant l'opération) sur une année représentative ; si les sources de chaleur fatale sont multiples, alors la courbe de charge correspondant à la disponibilité de la chaleur fatale récupérable est la somme des courbes individuelles de chaque source et la température de la chaleur fatale est la moyenne des températures de chaque source pondérée par le volume associé ;

c) Description des équipements existants avant l'étude de dimensionnement permettant déjà une récupération de chaleur provenant de la source concernée par l'opération et ceux qui sont mis en place dans le cadre de l'opération.

II.2. – Besoin de chaleur :

a) Indication de la nature des besoins de chaleur à couvrir pour les usages : procédés industriels, eau chaude sanitaire et/ou chauffage des locaux ;

b) Evaluation de la quantité de chaleur nécessaire pour couvrir les besoins identifiés, température et courbe de charge correspondant sur une année représentative ; si les besoins en chaleur identifiés sont multiples, alors la courbe de charge correspondante est la somme des courbes individuelles de chaque besoin ;

c) Justification du besoin de stockage par rapport à une autre forme de valorisation de la chaleur fatale :

- i. Justification de la non-simultanéité dans le temps de la source de chaleur fatale et du besoin ;

ii. Justification de l'adaptation de la puissance disponible à la puissance nécessaire au besoin.

II.3. – Dimensionnement du système de stockage :

La présente partie présente la justification argumentée du bon dimensionnement du système de stockage au regard des besoins à couvrir et de la chaleur valorisable. Elle précise notamment :

- a) La capacité maximale, C, de stockage de chaleur du système (en kWh) ;
- b) La puissance nominale de charge (kW) ;
- c) La puissance moyenne de charge (kW) sur une année représentative ;
- d) La puissance nominale de décharge (kW) ;
- e) La puissance moyenne de décharge (kW) sur une année représentative ;
- f) Le taux d'utilisation moyen t du système (%) sur une année représentative (le taux d'utilisation moyen du système est le rapport entre l'énergie thermique libérée en moyenne à chaque cycle par le système et la capacité maximale de stockage de chaleur du système, sur une année représentative) ; un cycle correspond à une phase de charge et une phase de décharge, partielles ou complètes, du système de stockage ;
- g) η , le rendement du système de stockage proposé (en %). Ce rendement prend en compte les conditions d'utilisation prévisionnelles du système de stockage (temps de charge et de décharge et taux d'utilisation) et les pertes de distribution de la chaleur ;
- h) Le nombre annuel, N_c , de cycles équivalents à 100 % de la capacité maximale du système de stockage, effectués sur une année représentative ;
- i) La description du système de stockage accompagnée d'un schéma simplifié de l'installation ; ce schéma fait apparaître au minimum la solution de stockage, les éventuelles pompes de distribution et ventilateurs, la ou les source(s) de chaleur fatale, le (ou les) besoin(s) alimentés, le circuit de distribution et les puissances, températures des différents réseaux ; la description des équipements précise les équipements existants avant la mise en place du système de stockage et ceux qui sont mis en place dans le cadre de l'opération ;
- j) Une évaluation de la chaleur fatale annuelle valorisée au moyen du système de stockage, selon la formule suivante : $\eta \times C \times N_c$;
- k) Une évaluation de l'impact économique de l'opération sur la facture énergétique du bénéficiaire.

Le système de stockage installé est tel que :

- la capacité maximale de stockage de chaleur du système installé est supérieure ou égale à celle issue de l'étude de dimensionnement ;
- le nombre annuel N_c de cycles équivalents à 100 % de la capacité maximale du système installé est supérieur ou égal au nombre N_c issu de l'étude de dimensionnement ;
- le rendement du système installé est supérieur ou égal au rendement issu de l'étude de dimensionnement.

Dans le cas où le site industriel nécessiterait l'installation de plusieurs systèmes de stockage, la présente fiche peut être utilisée à plusieurs reprises.

Les instruments de mesure suivants sont installés :

- pour mesurer la quantité de chaleur récupérée : un dispositif de mesure d'énergie thermique en amont du système de stockage ;
- pour mesurer la consommation d'énergie des éventuels auxiliaires ;
- pour mesurer la quantité de chaleur libérée : un dispositif de mesure d'énergie thermique en aval du système de stockage situé à l'amont immédiat du besoin, c'est-à-dire prenant en compte les pertes de distribution de la chaleur.

Les mesures sont enregistrées et conservées par le bénéficiaire pendant neuf ans à compter de la date d'achèvement de l'opération. Le bénéficiaire s'engage à transmettre ses mesures à des fins de traitements statistiques et de contrôle.

La preuve de réalisation de l'opération mentionne la mise en place d'un système de stockage de chaleur, sa capacité maximale de stockage de chaleur (en kWh), son nombre annuel de cycles d'utilisation équivalents à 100 % de la capacité maximale et son rendement (en %).

A défaut, la preuve de réalisation de l'opération mentionne la mise en place d'un système de stockage de chaleur et elle est accompagnée d'un document issu du fabricant mentionnant la capacité maximale de stockage de chaleur du système (en kWh), son nombre annuel de cycles d'utilisation équivalents à 100 % de la capacité maximale du système de stockage et son rendement (en %).

4. Durée de vie conventionnelle

20 ans.

5. Montant de certificats en kWh cumac

Le volume de certificats d'économies d'énergie est déterminé comme suit :

$14,134 \times \eta \times C \times N_c$
--

η , C et Nc sont des paramètres dont les valeurs sont indiquées dans l'étude de dimensionnement :

- η est le rendement du système de stockage (en %) ;
- C est la capacité maximale de stockage de chaleur du système (en kWh) ;
- Nc est le nombre annuel de cycles équivalents à 100 % de la capacité maximale du système de stockage, effectués sur une année représentative.

**Annexe 1 à la fiche d'opération standardisée IND-UT-139,
définissant le contenu de la partie A de l'attestation sur l'honneur**

A/. IND-UT-139 (v. A73.2) : Mise en place d'un système de stockage de chaleur fatale afin de couvrir un besoin de chaleur sur le site. Le système de stockage est fixe et connecté au réseau de distribution de chaleur.

- * Date d'engagement de l'opération (ex : date d'acceptation du devis) :
- * Date de preuve de réalisation de l'opération (ex : date de la facture) :
- * Référence de la facture :
- * Nom du site des travaux :
- * Adresse des travaux :
- Complément d'adresse :
- * Code postal :
- * Ville :

* La chaleur fatale valorisée dans le cadre de l'opération n'était pas déjà récupérée antérieurement à l'opération :

☐ OUI ☐ NON

* Le système de stockage de chaleur fatale installé est fixe : ☐ OUI ☐ NON

* Le système installé stocke uniquement de la chaleur fatale : ☐ OUI ☐ NON

Nota. – La chaleur fatale est une chaleur générée par une installation qui n'en constitue pas une des finalités premières, et qui n'est pas récupérée. Dans le cadre de la présente fiche, est considérée comme chaleur fatale un effluent liquide ou gazeux, répondant à la définition précédente et ayant une température supérieure à 25 °C.

- * Puissance de chaleur fatale disponible : kW
- * Puissance de chaleur nécessaire au besoin : kW
- * Capacité maximale de stockage de chaleur mentionnée dans l'étude de dimensionnement (C) : kWh
- * Capacité maximale de stockage de chaleur du système installé : kWh
- * Nombre annuel de cycles d'utilisation équivalents à 100 % de la capacité maximale de stockage, mentionné dans l'étude de dimensionnement :
- * Nombre annuel de cycles d'utilisation équivalents à 100 % de la capacité maximale de stockage, effectués sur une année représentative (Nc), du système installé :
- * Rendement du système mentionné dans l'étude de dimensionnement : %
- * Rendement du système installé : %
- * Installation des instruments de mesure (dispositifs de mesure d'énergie thermique en amont et en aval du système de stockage) : ☐ OUI ☐ NON
- * Le bénéficiaire s'engage à conserver pendant neuf ans à compter de la date d'achèvement de l'opération et mettre à disposition de l'administration les mesures issues des instruments de mesure susmentionnés : ☐ OUI ☐ NON

Coordonnées de l'entité ayant établi l'étude de dimensionnement préalable :

- * Raison sociale :
- * Numéro SIREN :
- * Référence de l'étude de dimensionnement :
- * Date de l'étude de dimensionnement : / /

Caractéristiques du système de stockage (à ne remplir que si ces caractéristiques ne sont pas mentionnées sur la preuve de réalisation de l'opération) :

- * Marque(s) :
- * Référence(s) :

Rappel : La présente fiche n'est pas cumulable avec les fiches IND-UT-103, IND-UT-118, IND-UT-137, IND-UT-138.

ANNEXE E

CERTIFICATS D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Opération n° TRA-EQ-129

Achat ou location d'un véhicule lourd électrique neuf de transport de marchandises ou issu d'une opération de retrofit électrique**1. Secteur d'application**

Transport de marchandises par des véhicules lourds électriques neufs ou issus d'une opération de retrofit électrique, de catégorie N2 et N3 (au sens de l'article R. 311-1 du code de la route), hormis les véhicules de catégories N2 bénéficiant de la dérogation de poids prévue au IV de l'article R. 312-4 du code de la route, d'un poids total autorisé en charge inférieur ou égal à 3,5 tonnes.

2. Dénomination

Achat ou location longue durée de véhicules lourds électriques neufs de transport de marchandises, ou réalisation d'une opération de retrofit électrique sur des véhicules lourds de transport de marchandises.

La présente fiche n'est pas cumulable avec la fiche d'opération standardisée TRA-EQ-115.

La présente fiche s'applique aux opérations engagées avant le 1^{er} janvier 2030.

3. Conditions pour la délivrance de certificats

La présente opération concerne :

a) L'achat ou la location d'un ou plusieurs véhicules lourds électriques neufs de catégorie N2 ou N3 au sens de l'article R. 311-1 du code de la route ; ou

b) La réalisation d'une opération de retrofit électrique, c'est-à-dire d'une transformation de véhicule à motorisation thermique en motorisation électrique selon les conditions prévues par l'arrêté du 13 mars 2020 relatif au retrofit, d'un ou plusieurs véhicules lourds de catégorie N2 ou N3 au sens de l'article R. 311-1 du code de la route.

Sont exclus les véhicules de catégorie N2 bénéficiant de la dérogation de poids, prévue au IV de l'article R. 312-4 du code de la route, d'un poids total autorisé en charge inférieur ou égal à 3,5 tonnes.

Les véhicules concernés sont destinés au transport de marchandises et peuvent être des camions porteurs, des tracteurs routiers ou des bennes à ordures ménagères.

Est considéré dans la présente fiche comme étant un véhicule électrique ou véhicule issu d'une opération de retrofit électrique un véhicule qui utilise l'électricité comme source exclusive d'énergie.

Dans le cas d'une location, la durée du contrat de location est au minimum de soixante mois, hors reconduction tacite.

Le bénéficiaire est une collectivité locale, un groupement de collectivités locales ou un de leurs établissements publics ou une autre personne morale.

Un véhicule précédemment affecté à la démonstration par un concessionnaire ou un agent de marque, au sens de l'arrêté du 9 février 2009 relatif aux modalités d'immatriculation des véhicules, est éligible à la présente fiche si l'achat ou la prise en location intervient dans un délai compris entre trois et douze mois suivant sa première immatriculation.

Le véhicule acquis ne peut être revendu à une personne morale ayant son activité principale en dehors du territoire national sur la durée de vie conventionnelle définie dans la présente fiche.

Ne sont pas éligibles les véhicules dont l'achat ou la location a fait l'objet d'une contractualisation avec l'ADEME dans le cadre du programme E-TRANS ou des appels à projets « Ecosystème des véhicules lourds électriques » de 2022 et 2023.

Les véhicules sont répartis selon les types suivants :

Catégorie de véhicule au sens de l'article R. 311-1 du code de la route (*)	Type de véhicule
N2	Camion porteur > 3,5 tonnes et < 4,25 tonnes
N2	Camion porteur ≥ 4,25 tonnes et < 7,5 tonnes
N2	Camion porteur ≥ 7,5 tonnes et ≤ 12 tonnes
N3	Camion porteur > 12 tonnes et < 19 tonnes
N3	Camion porteur ≥ 19 tonnes et < 26 tonnes
N3	Camion porteur ≥ 26 tonnes et tracteur routier
N2 et N3	Benne à ordures ménagères

(*) Sont exclus les véhicules bénéficiant de la dérogation de poids prévue au IV de l'article R. 312-4 du code de la route

La preuve de la réalisation de l'opération mentionne :

a) Le cas échéant, l'achat ou la location :

- de camions porteurs neufs, leur numéro d'immatriculation et leur nombre par type susmentionné de véhicules ou par poids total autorisé en charge ;
- de tracteurs routiers neufs, leur numéro d'immatriculation et leur nombre par type susmentionné de véhicules ou par poids total autorisé en charge ;
- de bennes à ordures ménagères neufs, leur numéro d'immatriculation et leur nombre ;

b) Le cas échéant, une opération de retrofit électrique :

- de camions porteurs, leur numéro d'immatriculation et leur nombre par type susmentionné de véhicules ou par poids total autorisé en charge ;
- de tracteurs routiers, leur numéro d'immatriculation et leur nombre par type susmentionné de véhicules ou par poids total autorisé en charge ;
- de bennes à ordures ménagères, leur numéro d'immatriculation et leur nombre.

Elle identifie les véhicules précédemment affectés à la démonstration, le cas échéant.

S'agissant des bennes à ordures ménagères, il est également mentionné si ces véhicules sont destinés à desservir des communes appartenant à une agglomération de plus de 250 000 habitants (ces communes sont mentionnées dans l'annexe I de l'arrêté du 22 décembre 2021 établissant les listes d'agglomérations de plus de 100 000, 150 000 et 250 000 habitants conformément à l'article R. 221-2 du code de l'environnement et à l'article L. 2213-4-1 du code général des collectivités territoriales).

Les documents justificatifs spécifiques à l'opération sont les suivants :

- la copie du certificat provisoire ou définitif d'immatriculation définitive des véhicules achetés ou loués ou des véhicules ayant fait l'objet d'une opération de retrofit électrique. Pour les véhicules de catégorie N2, le certificat ne doit pas comporter la mention de la dérogation de poids de l'article R. 312-4 du code de la route et d'un poids total autorisé en charge inférieur ou égal à 3,5 tonnes ;
- pour les véhicules ayant fait l'objet d'une opération de retrofit électrique, l'attestation de transformation, telle que définie par l'annexe II de l'arrêté du 13 mars 2020, et le certificat d'immatriculation définitive précédant l'opération de retrofit ;
- pour les véhicules précédemment affectés à la démonstration, le premier certificat d'immatriculation et le récépissé de fin de démonstration ;
- la feuille récapitulative, disponible sur le site internet du ministère chargé de l'énergie, mentionnant les caractéristiques des véhicules achetés ou loués ou issus d'une opération de retrofit électrique.

4. Durée de vie conventionnelle

La durée de vie conventionnelle est de :

- 12 ans pour les véhicules lourds neufs ;
- 9 ans pour les véhicules lourds issus d'une opération de retrofit électrique.

5. Montant de certificats en kWh cumac

Pour les opérations d'achat ou de location de véhicules lourds neufs, le montant de certificats d'économie d'énergie s'établit comme suit :

Catégorie de véhicule	Montant en kWh cumac par véhicule	X	Nombre de véhicules
Camion porteur > 3,5 tonnes et < 4,25 tonnes	222 300		N
Camion porteur ≥ 4,25 tonnes et < 7,5 tonnes	433 100		
Camion porteur ≥ 7,5 tonnes et ≤ 12 tonnes	671 500		
Camion porteur > 12 tonnes et < 19 tonnes	824 000		
Camion porteur ≥ 19 tonnes et < 26 tonnes	1 015 700		
Camion porteur ≥ 26 tonnes et tracteur routier	1 918 500		
(*) Pour une agglomération ≤ 250 000 habitants			
Benne à ordures ménagères	1 572 900		
(**) Pour une agglomération > 250 000 habitants			
Benne à ordures ménagères	786 500		

Pour les opérations de rétrofit électrique, le montant de certificats d'économie d'énergie s'établit comme suit :

Catégorie de véhicule	Montant en kWh cumac par véhicule	X	Nombre de véhicules
Camion porteur > 3,5 tonnes et < 4,25 tonnes	132 100		N
Camion porteur ≥ 4,25 tonnes et < 7,5 tonnes	257 300		
Camion porteur ≥ 7,5 tonnes et ≤ 12 tonnes	425 600		
Camion porteur > 12 tonnes et < 19 tonnes	522 200		
Camion porteur ≥ 19 tonnes et < 26 tonnes	643 700		
Camion porteur ≥ 26 tonnes et tracteur routier	1 216 000		
(*) Pour une agglomération ≤ 250 000 habitants			
Benne à ordures ménagères	996 900		
(**) Pour une agglomération > 250 000 habitants			
Benne à ordures ménagères	498 500		

(*) Le montant de certificats indiqué concerne les véhicules spéciaux achetés ou loués ou issus d'une opération de rétrofit électrique pour desservir des communes non mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 22 décembre 2021 établissant les listes d'agglomérations de plus de 100 000, 150 000 et 250 000 habitants conformément à l'article R. 221-2 du code de l'environnement et à l'article L. 2213-4-1 du code général des collectivités territoriales.

(**) Les montants de certificats indiqués concernent les véhicules spéciaux achetés ou loués ou issus d'une opération de rétrofit électrique pour desservir des communes mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 22 décembre 2021 établissant les listes d'agglomérations de plus de 100 000, 150 000 et 250 000 habitants conformément à l'article R. 221-2 du code de l'environnement et à l'article L. 2213-4-1 du code général des collectivités territoriales.

**Annexe 1 à la fiche d'opération standardisée TRA-EQ-129,
définissant le contenu de la partie A de l'attestation sur l'honneur**

A/ TRA-EQ-129 (v. A73.3) : Achat ou location d'un véhicule lourd électrique neuf de transport de marchandises ou issu d'une opération de rétrofit électrique.

* Date d'engagement de l'opération (ex : date d'acceptation du devis ou de la commande) :/...../.....

* Date de la preuve de réalisation de l'opération (ex : date de la facture ou du contrat de location) : .../.../....

* Référence de la preuve de réalisation (ex. : numéro de facture ou contrat de location) :

* L'opération consiste en (cocher une seule case) :

☐ l'achat de véhicules neufs

☐ la location de véhicules neufs

☐ le rétrofit électrique de véhicules

* Dans le cas d'une location, la durée de celle-ci, hors reconduction tacite, est supérieure ou égale à soixante mois :

☐ OUI ☐ NON

* L'opération comporte l'achat ou la location d'un ou plusieurs véhicules précédemment affectés à la démonstration :

☐ OUI ☐ NON

* L'opération a bénéficié d'aides dans le cadre du programme CEE E-TRANS ou des appels à projets « Ecosystème des véhicules lourds électriques » de 2022 et 2023 : ☐ OUI ☐ NON

Dans le cas de l'achat ou de la location d'un ou plusieurs véhicules précédemment affectés à la démonstration :

* Le ou les véhicules étaient affectés à la démonstration par un concessionnaire ou un agent de marque : ☐ OUI ☐ NON

* L'achat ou la prise en location est intervenu dans un délai compris entre trois et douze mois suivant sa première immatriculation : ☐ OUI ☐ NON

* Si l'opération concerne l'achat ou la location de bennes à ordures ménagères, celles-ci sont destinées à desservir des communes situées dans une agglomération de plus de 250 000 habitants : ☐ OUI ☐ NON

Nota. – Les communes situées dans une agglomération de plus de 250 000 habitants sont mentionnées dans l'annexe I de l'arrêté du 22 décembre 2021 établissant les listes d'agglomérations de plus de 100 000, 150 000 et 250 000 habitants conformément à l'article R. 221-2 du code de l'environnement et à l'article L. 2213-4-1 du code général des collectivités territoriales.

* Récapitulatif des véhicules achetés ou loués ou issus d’une opération de retrofit électrique :

Type de véhicules	Nombre de véhicules achetés ou loués	Nombre de véhicules issus d’une opération de retrofit électrique
Camion porteur > 3,5 tonnes et < 4,25 tonnes		
Camion porteur ≥ 4,25 tonnes et < 7,5 tonnes		
Camion porteur ≥ 7,5 tonnes et ≤ 12 tonnes		
Camion porteur > 12 tonnes et < 19 tonnes		
Camion porteur ≥ 19 tonnes et < 26 tonnes		
Camion porteur ≥ 26 tonnes et tracteur routier		
(*) Agglomération ≤ 250 000 habitants		
Benne à ordures ménagères		
(**) Agglomération > 250 000 habitants		
Benne à ordures ménagères		

ANNEXE F

CERTIFICATS D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Opération n° TRA-EQ-130

Achat ou location d'un quadricycle électrique neuf

1. Secteur d'application

Transport de voyageurs ou de marchandises par des véhicules électriques neufs de catégorie L7e-C et L6e-B (au sens de l'article R. 311-1 du code de la route).

2. Dénomination

Achat ou location longue durée de quadricycles électriques neufs par des collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, par d'autres personnes morales ou des particuliers.

La présente fiche s'applique aux opérations engagées avant le 1^{er} janvier 2030.

3. Conditions pour la délivrance de certificats

La présente fiche concerne :

- a) L'achat d'un ou plusieurs quadricycles électriques neufs ; ou
- b) La location d'une durée minimale de vingt-quatre mois, hors reconduction tacite, d'un ou plusieurs quadricycles électriques neufs.

Un quadricycle électrique neuf au sens de la présente fiche appartient aux catégories L6e-B et L7e-C mentionnées à l'article R. 311-1 du code de la route.

Est considéré dans la présente fiche comme étant un véhicule électrique un véhicule qui utilise l'électricité comme source exclusive d'énergie.

Le bénéficiaire est une collectivité locale, un groupement de collectivités locales, un de leurs établissements publics, une autre personne morale ou un particulier.

Lorsque le bénéficiaire est une personne physique, le nombre de véhicules valorisables au titre de la présente fiche est inférieur ou égal à 2 véhicules, toutes catégories confondues, par personne physique.

Un véhicule précédemment affecté à la démonstration par un concessionnaire ou un agent de marque, au sens de l'arrêté du 9 février 2009 relatif aux modalités d'immatriculation des véhicules, est éligible à la présente fiche si l'achat ou la prise en location intervient dans un délai compris entre trois et douze mois suivant sa première immatriculation.

Le véhicule acquis ne peut être revendu à une personne physique résidant en dehors du territoire national ou une personne morale ayant son activité principale en dehors du territoire national sur la durée de vie conventionnelle définie dans la présente fiche.

La preuve de la réalisation de l'opération mentionne l'achat ou la location d'un (ou plusieurs) quadricycle(s) électrique(s) neuf(s), ainsi que la catégorie à laquelle appartient chacun des véhicules achetés ou loués (L6e-B ou L7e-C), mentionne le numéro d'immatriculation des véhicules acquis et identifie les véhicules précédemment affectés à la démonstration.

Il est également mentionné si ces véhicules sont achetés ou loués par un particulier, l'Etat ou une collectivité locale (ou groupement de collectivités) ou une autre personne morale.

Les documents justificatifs spécifiques à l'opération sont les suivants :

- la copie du certificat provisoire ou définitif d'immatriculation définitive des véhicules achetés ou loués ;
- pour les véhicules précédemment affectés à la démonstration, le premier certificat d'immatriculation et le récépissé de fin de démonstration ;
- pour un achat groupé : la feuille récapitulative, disponible sur le site internet du ministère chargé de l'énergie, mentionnant les caractéristiques des véhicules achetés ou loués dès lors que plusieurs véhicules sont concernés pour un même bénéficiaire.

4. Durée de vie conventionnelle

12 ans.

5. Montant de certificats en kWh cumac

Catégorie du véhicule	Montant en kWh cumac par véhicule	Nombre de véhicules
<i>Véhicule acheté ou loué par un particulier, un vendeur ou un loueur de véhicules</i>		N
L7e-C	36 400	

X

L6e-B	19 000		
Véhicule acheté ou loué par une collectivité locale ou l'Etat			
L7e-C	86 100		
L6e-B	48 800		
Véhicule acheté ou loué par une autre personne morale			
L7e-C	72 900		
L6e-B	41 300		

**Annexe 1 à la fiche d'opération standardisée TRA-EQ-130,
définissant le contenu de la partie A de l'attestation sur l'honneur**

A/ TRA-EQ-130 (v. A73.3) : Achat ou location d'un quadricycle électrique neuf.

* Date d'engagement de l'opération (ex : date d'acceptation du devis ou de la commande ou du contrat de location) :/...../.....

* Date de la preuve de réalisation de l'opération (ex : date de la facture ou du contrat de location) : .../.../....

* Référence de la preuve de réalisation (ex. : facture ou contrat de location) :

Dans le cas de l'achat ou de la location d'un ou plusieurs véhicules précédemment affectés à la démonstration :

* Le ou les véhicules étaient affectés à la démonstration par un concessionnaire ou un agent de marque : ☐ OUI ☐ NON

* L'achat ou la prise en location est intervenu dans un délai compris entre trois et douze mois suivant sa première immatriculation : ☐ OUI ☐ NON

* Le bénéficiaire est un vendeur ou loueur de véhicules : ☐ OUI ☐ NON

* Code NAF du bénéficiaire si le bénéficiaire est une personne morale :

Dans le cas d'une déclaration par véhicule :

* N° d'immatriculation du véhicule acheté ou loué :

* L'opération consiste en l'achat ou la location d'un véhicule (cocher une seule case) :

☐ L7e-C pour particulier, vendeur ou loueur ☐ L7e-C pour Etat/collectivité locale ☐ L7e-C pour autre personne morale

☐ L6e-B pour particulier, vendeur ou loueur ☐ L6e-B pour Etat/collectivité locale ☐ L6e-B pour autre personne morale

* Dans le cas d'une location, la durée de celle-ci est supérieure ou égale à vingt-quatre mois hors reconduction tacite :

☐ OUI ☐ NON

* N° d'immatriculation du véhicule acquis :

* N° d'identification du véhicule acquis :

* Type Variante Version du véhicule acquis :

Dans le cas d'une déclaration groupée :

L'ensemble des véhicules de la flotte de l'Etat ou collectivité locale ou d'une autre personne morale, objet de la présente opération, est détaillé dans la feuille de calcul jointe à la présente attestation.

* Le nombre de véhicules achetés ou loués dans le cadre de la présente opération s'élève à :

* L'opération consiste en :

☐ l'achat de véhicules neufs ☐ la location de véhicules neufs

* Dans le cas d'une location, la durée de celle-ci est supérieure ou égale à vingt-quatre mois hors reconduction tacite :

☐ OUI ☐ NON

ANNEXE G

BA. Fiche d'opération standardisée TRA-EQ-131 « Achat ou location longue durée de vélos-cargos à assistance électrique neufs » :**Doivent être vérifiés lors des contrôles par contact :**

- la dénomination ou raison sociale de la personne physique ou morale bénéficiaire, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ou du lieu d'exercice de son activité, son numéro SIREN ;
- le bénéficiaire dispose d'un numéro de SIREN depuis plus de trois mois ;
- l'acte d'achat ou de location d'un ou plusieurs vélo-cargos neufs ;
- dans le cas d'une location, la durée du contrat de location est supérieure à 24 mois ;
- le nombre de vélos-cargos achetés ou loués est inférieur ou égal à l'effectif déclaré sur le dernier exercice clos ou document équivalent permettant de justifier l'effectif, sur la durée de vie conventionnelle définie dans la présente fiche, ou dans le cas d'une personne morale de droit public ou association ne pouvant produire de liasse fiscale ou document équivalent, le nombre de vélos-cargos achetés ou loués est inférieur ou égal à l'effectif salarié ou bénévole attesté sur l'honneur par le responsable légal, dans la limite de 15 vélos-cargos ;
- les vélos-cargos neufs, loués ou achetés, possèdent un identifiant FNUCI ;
- les vélos-cargos neufs, loués ou achetés, sont équipés d'une caisse ou d'une plateforme et leur cadre est spécifiquement conçu par le fabricant pour permettre le transport de marchandises, fournitures et outils à l'arrière ou à l'avant du conducteur ;
- les vélos-cargos neufs, loués ou achetés, sont utilisés dans le cadre de transport de marchandises, fournitures ou outils ;
- l'absence de non-qualité manifeste détectée par le bénéficiaire.

Si au moins l'un des points vérifiés lors du contrôle révèle un écart sur un des vélos-cargos, le contrôle est jugé non satisfaisant.

Si au moins l'un des identifiants des vélos-cargos n'est pas inscrit au fichier national unique des cycles identifiés (FNUCI) avec un statut « en service » (information disponible sur apic-asso.com), le contrôle est jugé non satisfaisant.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Arrêté du 20 août 2025 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier

NOR : ECOT2523168A

Par arrêté du ministre d'État, ministre de l'intérieur, et du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique en date du 20 août 2025, vu le code monétaire et financier, et notamment ses articles L. 562-2 et suivants, les fonds et ressources économiques qui appartiennent à, sont possédés, détenus ou contrôlés par M. Emir SAYDOULAEV, né le 30 juin 2004 à Atchkoi-Martan (Fédération de Russie), ainsi que les fonds et ressources économiques qui appartiennent à, sont possédés, détenus ou contrôlés par des personnes morales ou toute autre entité elles-mêmes détenues ou contrôlées par M. Emir SAYDOULAEV ou agissant sciemment pour son compte ou sur instructions de celui-ci, font l'objet d'une mesure de gel des avoirs pour une durée de six mois à compter de la publication du présent extrait au *Journal officiel* de la République française.

La mise à disposition, directe ou indirecte, ou l'utilisation de fonds ou ressources économiques au profit de cette personne et des personnes morales ou de toutes autres entités qu'elle contrôle, détient ou qui agissent sciemment pour son compte ou sur son instruction sont interdites pour une durée de six mois.

Notification des voies et délais de recours

Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois à compter de sa notification :

- par recours gracieux adressé au ministre de l'intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques, place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08 ou au ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, 139, rue de Bercy, 75572 Paris Cedex 12, télédéc 233, liste-nationale@dgtresor.gouv.fr ;
- ou par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Paris, 7, rue de Jouy, 75181 Paris Cedex 04, téléphone : 01-44-59-44-00, télécopie : 01-44-59-46-46, urgences télécopie référés : 01-44-59-44-99, greffe. ta-paris@juradm.fr

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Arrêté du 20 août 2025 portant déclaration d'utilité publique, au bénéfice de la société Réseau de transport d'électricité (RTE), des travaux de raccordement au réseau public de transport d'électricité du poste électrique de la cimenterie de Lumbres (62) exploitée par EQIOM

NOR : ECOR2519927A

Le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie,

Vu le code de l'énergie, notamment ses articles L. 323-3 et suivants et R. 323-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1 à L. 122-3, L. 123-1 à L. 123-19, R. 122-1 à R. 122-14 et R. 123-1 à R. 123-24 ;

Vu l'arrêté du préfet du Pas-de-Calais du 17 décembre 2024 portant ouverture d'une enquête publique conjointe relative à la demande d'exploiter une unité de capture de CO₂, d'instaurer des servitudes d'utilité publique concernant l'utilisation du sol ainsi que l'exécution de travaux soumis au permis de construire et de déclarer d'utilité publique les travaux de raccordement au réseau public d'électricité afférents ;

Vu l'arrêté du préfet du Pas-de-Calais du 29 juillet 2025 portant autorisation environnementale relative à l'exploitation d'une unité modernisée de fabrication de clinker et ciment et d'une unité de capture de CO₂ ;

Vu la demande présentée par Réseau de transport d'électricité en date du 18 juin 2024, en vue de la déclaration d'utilité publique (DUP) des travaux de raccordement au réseau public de transport (poste de Longuenesse) des installations d'EQIOM (62) ;

Vu la consultation des maires et des services intéressés qui s'est déroulée du 28 juin 2024 au 25 septembre 2024 et l'absence d'avis défavorable ;

Vu l'avis délibéré n° 2024-75 de l'Autorité environnementale, adopté le 12 septembre 2024, sur le projet « Cap décarbonation » (59-62) ;

Vu l'avis n° 2024-134 de l'Autorité environnementale, adopté le 13 mars 2025, sur le projet Cap Décarbonation (2° avis) et sur la mise en compatibilité du PLUi de Saint-Omer ;

Vu les conclusions motivées favorables du commissaire enquêteur, formulées le 21 mars 2025, à l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 8 janvier 2025 au 21 février 2025 ;

Vu l'avis favorable du préfet du Pas-de-Calais exprimé par courrier du 6 juin 2025 accompagné du rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'institution de servitudes, les travaux de raccordement au réseau public de transport du poste électrique de la cimenterie de Lumbres (62), consistant à créer une liaison électrique souterraine à 225 000 volts depuis ce poste jusqu'au poste électrique de Longuenesse.

Les travaux sont localisés dans le département du Pas-de-Calais, sur le territoire des communes suivantes :

- Leulinghem ;
- Longuenesse ;
- Lumbres ;
- Saint-Martin-Lez-Tatinghem ;
- Setques ;
- Wisques.

Le tracé général de la ligne électrique souterraine objet du présent arrêté figure en annexe 1 du présent arrêté.

Art. 2. – Sans préjudice de l'autorisation environnementale susvisée, le bénéficiaire met en œuvre les mesures environnementales figurant en annexe 2 du présent arrêté.

Art. 3. – Le présent arrêté et ses annexes pourront être consultés à la préfecture du Pas-de-Calais ainsi que dans les mairies des communes mentionnées à l'article 1^{er}.

Art. 4. – Le préfet du Pas-de-Calais, les maires des communes mentionnées à l’article 1^{er} ainsi que le directeur de l’énergie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 20 août 2025.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice du système électrique
et des énergies renouvelables,*
H. DURAND

ANNEXE 2

MESURES DESTINÉES À ÉVITER OU RÉDUIRE LES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT
ET LA SANTÉ, ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SUIVI

Les mesures suivantes, concernant la liaison électrique souterraine pour raccorder le site industriel d'Eqiom, seront mises en œuvre conformément à l'étude d'impact du projet :

Gestion des déchets :

Le maître d'ouvrage ouvre un registre de suivi du devenir des déchets de chantier et matériaux excédentaires stockés sur la base vie durant le temps des travaux. Ce suivi est réalisé sur la base des bordereaux fournis par les entreprises réalisant les travaux et des conventions éventuellement passées avec les agriculteurs locaux pour les terres excédentaires.

Milieu physique :

- les entreprises travaux ont l'obligation d'appliquer les mesures suivantes :
 - arrosage régulier du chantier en période sèche aux abords des routes, mise en place de bâches sur les camions d'évacuation de terres ;
 - aménagement d'une zone étanche dédiée au stationnement des engins et à leur entretien, ainsi qu'au stockage des produits pouvant avoir un effet nocif ;
 - interdiction du rejet de substances non naturelles ;
 - installations du type sanitaire de chantier indépendantes et étanches ;
 - mise en place d'un plan général de coordination environnementale traitant des actions à mener en cas de pollution accidentelle, accompagné d'une sensibilisation du personnel de chantier ;
 - équipements de kit antipollution ;
- les entreprises travaux devront limiter les effets de tassement et d'altération des sols ;
- des mesures seront mises en place pour réduire le risque d'érosion ;
- des mesures seront mises en place pour éviter les effets du changement climatique et limiter les émissions de gaz à effet de serre ;
- en cas de pollution accidentelle, les sols pollués sont rapidement décapés et évacués vers un centre de traitement adapté, pour éviter la dispersion de la pollution dans l'environnement.

Milieu naturel :

- la création de la liaison sera suivie par un écologue pour préciser la localisation des enjeux en amont du chantier et sur les zones à enjeux pendant la phase chantier ;
- le calendrier de travaux sera adapté pour réduire leur impact sur la faune et la flore, et ainsi limiter le risque de destruction d'individus ou la perturbation des espèces durant les phases clés de leur cycle de vie ;
- un balisage et un piquetage préventifs seront mis en place sur les zones à enjeux écologiques ;
- des mesures seront mises en place pour préserver les zones humides durant les travaux ;
- des dispositifs seront appliqués pour éviter toute dispersion des espèces exotiques envahissantes ;
- des mesures seront mises en place pour préserver les captages d'eau et leurs périmètres de protection ;
- les écoulements d'eau seront préservés ;
- des haies seront replantées pour favoriser la création d'habitats de reproduction de l'avifaune du cortège des milieux boisés et arbustifs ;
- afin de réduire les incidences sur le milieu naturel mais également sur les sols, la voirie existante, les chemins et autres pistes seront privilégiés pour la création d'accès provisoires aux zones de travaux. Les emprises de chantier seront limitées au strict nécessaire.

Milieu humain, patrimoine et paysage :

- un dispositif sera mis en place pour la sécurité des tiers et le bon déroulement du chantier, la sécurité et la signalisation seront assurées conformément à la réglementation en vigueur ;
- les modalités d'intervention suivantes en termes de précautions et d'indemnisations des dommages aux terres agricoles seront respectées :
 - méthode et calendrier de travaux pris en accord avec l'exploitant ;
 - utilisation privilégiée des chemins existants soit pour implanter l'ouvrage, soit comme piste de chantier et utilisation d'engins adaptés ;
 - étude et optimisation des pistes à créer et celles éventuellement à conserver à l'issue des travaux, en concertation avec le monde agricole et les agriculteurs ;
 - réalisation d'un état des lieux avant – après travaux des chemins empruntés ;
 - remise en état des chemins ;
 - intervention si possible en dehors des périodes de traitement des terres, de semis ou de récoltes et des périodes de forte pluviosité ;
 - préservation des accès aux parcelles pour permettre la poursuite des travaux agricoles pendant la durée du chantier ;

- séparation des terres afin de ne pas perturber la production agricole future. Le tri des terres végétales et des terres du sous-sol sera effectué avant les affouillements. La terre arable sera remise en surface lors du comblement de la tranchée ;
- arrêt momentané des travaux en cas d'intempéries exceptionnelles qui seraient de nature à accroître sensiblement l'importance des dégâts. Les différents accords avec la profession agricole garantissent que tout dommage causé sera réparé par RTE.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA DÉCENTRALISATION

Arrêté du 14 août 2025 portant suppression d'une régie d'avances auprès du service d'Etat de l'aviation civile aux îles Wallis et Futuna (budget annexe) de la direction des services de la navigation aérienne, échelon central

NOR : ATDA2522813A

Par arrêté du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation en date du 14 août 2025, il est supprimé une régie d'avances auprès du service d'Etat de l'aviation civile aux îles Wallis et Futuna de la direction des services de la navigation aérienne échelon central, à compter du 1^{er} janvier 2026.

L'arrêté du 8 décembre 2010 portant institution d'une régie d'avances auprès du service d'Etat de l'aviation civile aux îles Wallis et Futuna (budget annexe) de la direction des services de la navigation aérienne, échelon central (NOR : DEVA1033287A) est abrogé à compter du 1^{er} janvier 2026.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA DÉCENTRALISATION

Arrêté du 18 août 2025 modifiant l'arrêté du 23 octobre 2023 relatif au contrôle technique des véhicules motorisés à deux ou trois roues et quadricycles à moteur

NOR : ATDR2519920A

Publics concernés : opérateurs agréés pour le contrôle technique des véhicules motorisés à deux ou trois roues et quadricycles à moteur.

Objet : modifications de certaines dispositions concernant le contrôle technique des véhicules motorisés à deux ou trois roues et quadricycles à moteur. Le présent arrêté comporte des mesures d'actualisation de la réglementation, portant sur la possibilité de contrôler des véhicules dans des territoires isolés, de préciser certains matériels obligatoires dans les centres, de mettre à jour les diplômes permettant l'accès à la profession et clarifiant et simplifiant les conditions de formation des exploitants et de remise à niveau des contrôleurs. Il prévoit par ailleurs des dispositions transitoires pour les formations exploitant.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, à l'exception de l'article 6 et des 3° à 6° de l'article 7 qui entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2026, des articles 4 et 5 qui entrent en vigueur au 1^{er} mars 2026, et du 2° de l'article 7 qui entre en vigueur au 1^{er} juin 2026.

Application : le présent arrêté est un texte autonome.

La ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche et le ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports,

Vu le code de la route, notamment ses articles L. 323-1 et R. 323-1 à R. 323-27 ;

Vu l'arrêté du 23 octobre 2023 relatif au contrôle technique des véhicules motorisés à deux ou trois roues et quadricycles à moteur,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – L'arrêté du 23 octobre 2023 susvisé est modifié conformément aux dispositions des articles 2 à 8 du présent arrêté.

Art. 2. – L'intitulé du titre VI : « DISPOSITIONS TRANSITOIRES (articles 40 à 47) » est remplacé par : « DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DIVERSES (articles 40 à 47) ».

Art. 3. – Au quatrième alinéa de l'article 45, sont ajoutées les phrases suivantes : « Pour les exploitants désignés avant le 1^{er} septembre 2025 et ayant bénéficié de l'exemption de formation initiale, le délai de 6 mois pour réaliser la première formation de maintien de qualification prévue au point E.1 est étendu au 31 décembre 2026. Dans le cas où l'exploitant est également exploitant de centre de contrôle de véhicules légers ou de centre de contrôle de véhicules lourds, à jour de ses qualifications, et qu'il a suivi une formation de maintien de qualification pour la ou les catégories correspondantes au cours de l'année 2025, la durée de la formation de maintien de qualification peut être réduite à 3 heures, même si le délai d'un mois entre ces deux formations, prévu au point E.1, n'est pas respecté. »

Art. 4. – Après l'article 45, est inséré un article 45-1 ainsi rédigé :

« Art. 45-1. – Pour répondre aux besoins des usagers, dans les portions de territoire dont l'accès nécessite l'emploi de moyens de transports spéciaux (bateau, hélicoptère) et dont le nombre de véhicules à contrôler ne permet pas de justifier de l'implantation d'une installation de contrôle économiquement viable, le préfet peut autoriser, à titre dérogatoire, un centre agréé à réaliser les contrôles avec la mise en œuvre de méthodes alternatives, sur avis favorable du ministre chargé des transports.

« Dans ce cas, la portée de la dérogation est mentionnée sur la décision préfectorale d'agrément prévue à l'article 19 du présent arrêté.

« La validité des contrôles techniques effectués dans ces conditions est limitée au territoire considéré et mention particulière en est faite sur le procès-verbal. »

Art. 5. – A la rubrique 13 du point 1.2.1. de l'annexe II, après le quatorzième alinéa :

« En présence d'un compteur kilométrique en miles, "Véhicule équipé d'un compteur en miles. La conversion en km n'est pas effectuée". »,

est inséré l'alinéa suivant :

« Lorsque le contrôle a été réalisé dans les conditions prévues à l'article 45-1 du présent arrêté, Validité du présent contrôle technique limitée exclusivement au territoire suivant : xxxxxx, xxxxxx correspondant au territoire concerné. »

Art. 6. – L'annexe III est ainsi modifiée :

1° Au point A, les mots : « un miroir d'inspection ; » sont remplacés par les mots : « un miroir d'inspection sous véhicule dont les dimensions minimales sont les suivantes : diamètre de 200 mm en cas de miroir circulaire ou 200 × 100 mm en cas de miroir rectangulaire ; »

2° Au point A, après l'alinéa :

« • un miroir d'inspection ; »,

est ajouté l'alinéa suivant :

« • un dispositif bloque pédale ; »

3° Au septième alinéa du point C :

« – un bloque roue adapté aux véhicules à deux roues dont les modalités d'installation garantissent la stabilité du véhicule. »,

est ajoutée la phrase suivante : « Ce dispositif ou un dispositif complémentaire garantit l'immobilisation de la roue avant pour le contrôle du point 2.3 Jeu dans la direction. »

Art. 7. – L'annexe IV est ainsi modifiée :

1° Au quatrième alinéa du point A.2.1, les mots : « diplôme d'expert en automobile ou de véhicules de catégories L, ou technicien expert après-vente motocycles » sont remplacés par les mots : « diplôme d'expert automobile ou brevet de technicien supérieur maintenance des véhicules » ;

2° Le deuxième alinéa du point B.1 :

« Le candidat justifie d'une formation spécialisée complémentaire dans le contrôle technique des véhicules de catégorie L d'une durée d'au moins 33 heures comprenant 5 heures de téléformation maximum et 17 heures de pratique, en centre de formation. »,

est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le candidat justifie d'une formation spécialisée complémentaire dans le contrôle technique des véhicules de catégorie L d'une durée d'au moins 70 heures comprenant 5 heures de téléformation maximum et 28 heures de pratique, en centre de formation. » ;

3° Après le premier alinéa du point D.1, est inséré l'alinéa suivant :

« Cette formation comprend la formation prévue au premier alinéa du C.1.1 pour l'année précédente. Dans le cas où une partie de la formation prévue au premier alinéa du C.1.1 est réalisée en téléformation, celle-ci est réalisée en présentiel dans le cadre de la remise à niveau. » ;

4° Au deuxième alinéa du point D.2, les mots : « si la durée de l'absence d'activité est inférieure à trois ans et d'une durée minimale de 70 heures dans les autres cas » sont supprimés ;

5° Après le deuxième alinéa du point D.2, est inséré l'alinéa suivant :

« Cette formation comprend la formation prévue au premier alinéa du C.1.1 pour l'année précédente. Dans le cas où une partie de la formation prévue au premier alinéa du C.1.1 est réalisée en téléformation, celle-ci est réalisée en présentiel dans le cadre de la remise à niveau. » ;

6° Au dernier alinéa du point D.2, le mot : « cinq » est remplacé par le mot : « quatre » ;

7° Le point E.1 est remplacé par les dispositions suivantes :

« E.1. A défaut de la présentation d'un agrément de contrôleur de véhicules de catégorie L en cours de validité, la personne physique assurant l'exploitation du centre de contrôle (exploitant), désignée à cet effet par le titulaire de l'agrément du centre, justifie d'une formation initiale d'une durée minimale de 35 heures dans un délai maximum de 6 mois à compter de sa désignation.

« Dans le cas où l'exploitant est également exploitant de centre de contrôle de véhicules légers ou de centre de contrôle de véhicules lourds, à jour de ses qualifications, la durée de la formation initiale peut être réduite à 7 heures.

« L'exploitant justifie, par ailleurs, d'une formation de maintien de qualification d'une durée minimale de 14 heures tous les cinq ans, au plus tard avant la fin de la cinquième année qui suit la dernière formation exploitant. Les exploitants ayant bénéficié de l'exemption de formation initiale justifient de cette formation dans un délai de 6 mois après leur désignation.

« Dans le cas où l'exploitant est également exploitant de centre de contrôle de véhicules légers ou de centre de contrôle de véhicules lourds, à jour de ses qualifications, et qu'il a suivi une formation de maintien de qualification

pour la ou les catégories correspondantes depuis moins de 1 mois, la durée de la formation de maintien de qualification peut être réduite à 3 heures.

« Les exigences de connaissances et de compétences d'un exploitant de centre de contrôle technique des véhicules de catégorie L ainsi que les modalités d'évaluation théorique sont définies dans le référentiel de formation approuvé par le ministre en charge des transports et disponible sur le site internet de l'OTC. » ;

8° Le point E.2 est supprimé.

Art. 8. – L'annexe V est ainsi modifiée :

1° Au point 7.3, la phrase : « Si deux audits défavorables se succèdent, le responsable de l'installation transmet les deux rapports d'audit sous quinze jours à la direction régionale agissant pour le compte du ministre chargé des transports dont il dépend. » est supprimée ;

2° Après le premier alinéa du point 7.3, est ajouté l'alinéa :

« En cas d'audit défavorable, le responsable de l'installation ainsi que l'organisme visé aux articles 28 et 29 du présent arrêté l'ayant réalisé, transmettent le rapport d'audit sous quinze jours à la direction régionale agissant pour le compte du ministre chargé des transports dont l'installation dépend. » ;

3° A l'appendice 1, la phrase : « L'impression est de couleur bleu pantone 293, à l'exception des filets supérieurs et inférieurs encadrant la mention "sécurité routière" qui doivent être noirs » est complétée par les mots : « et des inscriptions "CENTRE DE CONTRÔLE TECHNIQUE DES VEHICULES DE CATÉGORIE L" et "Agrément n° 88888888" qui peuvent être noirs ».

Art. 9. – Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le lendemain de sa publication, à l'exception de l'article 6 et des 3° à 6° de l'article 7 qui entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2026, des articles 4 et 5 qui entrent en vigueur au 1^{er} mars 2026, et du 2° de l'article 7 qui entre en vigueur au 1^{er} juin 2026.

Art. 10. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 18 août 2025.

*Le ministre auprès du ministre de l'aménagement
du territoire et de la décentralisation,
chargé des transports,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur adjoint du climat,
de l'efficacité énergétique et de l'air,*

A. DOZIÈRES

*La ministre de la transition écologique, de la biodiversité,
de la forêt, de la mer et de la pêche,*

Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur adjoint du climat,
de l'efficacité énergétique et de l'air,*

A. DOZIÈRES

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA DÉCENTRALISATION

Arrêté du 20 août 2025 portant suspension des dépôts de demande d'actualisation de périmètre prévue par l'article 5 de l'arrêté du 21 décembre 2022 relatif à la mission d'accompagnement du service public de la performance énergétique de l'habitat

NOR : ATDL2523602A

Publics concernés : opérateurs agréés au titre de l'article R. 232-5 du code de l'énergie, Agence nationale de l'habitat.

Objet : le texte vise à prévoir une suspension temporaire des dépôts de demandes d'actualisation de périmètre d'intervention territorial par les opérateurs agréés au titre de l'article R. 232-5 du code de l'énergie (dispositif dit « Mon Accompagnateur Rénov' ») jusqu'au 31 décembre 2025.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication au Journal officiel.

Application : le présent arrêté est un texte autonome.

La ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie, et la ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée du logement,

Vu le code de l'énergie, notamment ses articles L. 222-9, L. 232-1 à L. 232-3 et R. 232-1 à R. 232-9 ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2022 modifié relatif à la mission d'accompagnement du service public de la performance énergétique de l'habitat,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Les dépôts, auprès de l'Agence nationale de l'habitat, de demandes d'actualisation du périmètre d'intervention territorial mentionnées au VIII de l'article 5 de l'arrêté du 21 décembre 2022 sont suspendus jusqu'au 31 décembre 2025.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 20 août 2025.

*La ministre auprès du ministre de l'aménagement
du territoire et de la décentralisation,
chargée du logement,*

Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur de l'habitat,
de l'urbanisme et des paysages,
D. BOTTEGHI*

*La ministre de la transition écologique, de la biodiversité,
de la forêt, de la mer et de la pêche,*

Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur de l'habitat,
de l'urbanisme et des paysages,
D. BOTTEGHI*

*Le ministre auprès du ministre de l'économie,
des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,
chargé de l'industrie et de l'énergie,*

Pour le ministre et par délégation :

*L'adjoint à la directrice du climat,
de l'efficacité énergétique et de l'air,
A. DOZIÈRES*

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA DÉCENTRALISATION

Arrêté du 20 août 2025 autorisant au titre de l'année 2025 l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne

NOR : ATDA2523520A

Le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989 modifiée relative au corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne ;

Vu le décret n° 90-998 du 8 novembre 1990 modifié portant statut du corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne ;

Vu le décret n° 2004-1105 du 19 octobre 2004 modifié relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 16 mai 2008 modifié relatif aux conditions médicales particulières exigées pour l'exercice de fonctions de contrôle dans le cadre de la licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne ;

Vu l'arrêté du 30 mars 2011 modifié fixant la nature, le programme des épreuves et les règles d'organisation générale du concours sur titres pour le recrutement d'ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Est autorisée, au titre de l'année 2025, l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne (ICNA) au ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, direction générale de l'aviation civile.

Art. 2. – Le nombre de places offertes au concours sur titres visé à l'article précédent est fixé à 8.

Art. 3. – L'ouverture des inscriptions est fixée au 27 août 2025.

La clôture des inscriptions est fixée au 2 octobre 2025.

Les épreuves écrites et orales d'admission commenceront à partir du 18 novembre 2025.

Art. 4. – Les modalités d'inscription sont les suivantes :

1. Pour compléter le dossier de candidature

Les candidats téléchargent le dossier de candidature au concours sur titres ICNA sur le site du ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation : <https://www.ecologie.gouv.fr/concours-du-ministere> à la partie concours de l'aviation civile/Aviation civile – ICNA/Concours sur titres des ICNA/Dossier d'inscription au concours sur titres ICNA.

En cas d'impossibilité de télécharger le dossier de candidature, les candidats peuvent établir le dossier de candidature au concours sur titres ICNA selon le modèle prévu en annexe de l'arrêté du 30 mars 2011 modifié fixant la nature, le programme des épreuves et les règles d'organisation générale du concours sur titres pour le recrutement d'ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne.

Les candidats renseignent, signent et transmettent le dossier de candidature accompagné des pièces justificatives exigées dans le dossier susmentionné selon l'une des modalités présentées au point 2 de ce présent article.

2. Pour la transmission du dossier de candidature

La date limite de transmission du dossier de candidature est fixée au plus tard à la date de clôture des inscriptions, soit le 2 octobre 2025. Le dossier de candidature est à transmettre aux services de la direction générale de l'aviation civiles selon l'une des modalités suivantes :

a) Soit par voie dématérialisée :

Les candidats transmettent par courrier électronique le dossier de candidature au concours sur titres ICNA complété et accompagné des pièces justificatives exigées dans le dit dossier à l'adresse électronique suivante : concours-techniques-sg-sdp@aviation-civile.gouv.fr ;

b) Soit par courrier postal :

Les candidats transmettent le dossier de candidature complété et accompagné des pièces justificatives exigées par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse postale suivante : direction générale de l'aviation civile, secrétariat général, sous-direction des compétences et des ressources humaines, bureau du recrutement et de la gestion collective des ressources humaines, division recrutement (SG/SDCRH/GC/DR), 50, rue Henry-Farman, 75720 Paris Cedex 15.

Attention : tout dossier transmis par courrier électronique ou courrier postal après la date de clôture des inscriptions ou parvenant au bureau des recrutements dans une enveloppe portant un cachet de la poste postérieur à la date de clôture des inscriptions ou parvenant après cette date dans une enveloppe ne portant aucun cachet de la poste, sera refusé.

Art. 5. – Ce concours est ouvert uniquement aux candidats titulaires d'une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne assortie d'une qualification de contrôle d'approche ou de contrôle régional et validée par l'apposition d'une mention d'unité, s'ils ont atteint l'âge de 21 ans et s'ils justifient d'un niveau 4 en langue française sur l'échelle d'évaluation des compétences linguistiques du règlement (UE) 2015/340 de la Commission du 20 février 2015, dans des conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'aviation civile.

Art. 6. – La composition du jury et la liste des candidats admis à concourir feront l'objet d'arrêtés du ministre chargé de l'aviation civile.

Art. 7. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 20 août 2025.

Pour le ministre et par délégation :
*Le chef du bureau du recrutement
et de la gestion collective des ressources humaines,*
J. TAVEAU

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA DÉCENTRALISATION

Arrêté du 21 août 2025 portant délégation de signature (cabinet du ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports)

NOR : ATDC2523319A

Le ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports,
Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement ;
Vu le décret du 13 décembre 2024 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le décret du 23 décembre 2024 relatif à la composition du Gouvernement ;
Vu l'arrêté du 13 août 2025 portant nomination au cabinet du ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Délégation permanente est donnée à M. Guillaume CHOMETTE, directeur adjoint du cabinet, à l'effet de signer, au nom du ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports, tous actes, arrêtés, décisions ou conventions, à l'exclusion des décrets, en ce qui concerne les affaires pour lesquelles délégation n'a pas été donnée aux personnes mentionnées à l'article 1^{er} du décret du 27 juillet 2005 susvisé.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 21 août 2025.

PHILIPPE TABAROT

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Décret n° 2025-835 du 21 août 2025 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Union internationale des télécommunications relatif au programme « Jeunes experts associés » (ensemble une annexe), signé à Genève le 16 janvier 2025 (1)

NOR : EAEJ2523397D

Le Président de la République,
Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de l'Europe et des affaires étrangères,
Vu la Constitution, notamment ses articles 52 à 55 ;
Vu le décret n° 53-192 du 14 mars 1953 modifié relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la France,

Décète :

Art. 1^{er}. – L'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Union internationale des télécommunications relatif au programme « Jeunes experts associés », signé à Genève le 16 janvier 2025, sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Art. 2. – Le Premier ministre et le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 21 août 2025.

EMMANUEL MACRON

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
FRANÇOIS BAYROU

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères,
JEAN-NOËL BARROT

(1) Entrée en vigueur : 16 janvier 2025.

ACCORD

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS RELATIF AU PROGRAMME « JEUNES EXPERTS ASSOCIÉS » (ENSEMBLE UNE ANNEXE), SIGNÉ À GENÈVE LE 16 JANVIER 2025

Le présent accord (ci-après dénommé l'« Accord ») entre le Gouvernement de la République française, représenté par le représentant permanent de la France auprès de l'Office des Nations unies à Genève (ci-après dénommé le « Gouvernement »), et l'Union internationale des télécommunications, organisation intergouvernementale et institution spécialisée des Nations unies, représentée par sa secrétaire générale (ci-après dénommée l'« UIT »), concerne le lancement d'un programme « jeunes experts associés » (ci-après dénommé le « Programme JEA » ou le « Programme ») financé par le Gouvernement.

Le Gouvernement et l'UIT peuvent être également dénommés individuellement la « Partie » et collectivement les « Parties ».

Article 1^{er}*Objectifs*

Le Gouvernement finance l'assignation de jeunes experts associés (ci-après dénommés les « JEA ») aux fins des activités de l'UIT, conformément à ce qui suit :

1.1. Le Programme JEA vise à contribuer à l'atteinte des objectifs de l'UIT. En outre, les JEA doivent avoir la possibilité d'acquérir une expérience pratique dans le domaine de la coopération internationale multilatérale sous la supervision de spécialistes, et de contribuer à la promotion et à la mise en œuvre du mandat de l'UIT.

1.2. Le Programme JEA est soumis aux règlements, règles, politiques et procédures de l'UIT en matière de ressources humaines. Les JEA contribuent à la mise en œuvre de programmes de développement et de projets de coopération au développement, comme préparation à de futures fonctions dans le domaine de l'aide au développement.

1.3. Il convient que les postes auxquels sont affectés les JEA offrent des possibilités de développement professionnel et contribuent aux objectifs globaux de l'UIT dans le domaine de la coopération internationale.

1.4. Le Programme JEA intègre une formation structurée pour les JEA, dont les modalités d'apprentissage et de supervision sont fixées avant le début de leur affectation. Les résultats de ces modalités doivent être mesurables et sont contrôlés par le service compétent de l'UIT.

Article 2

Conditions de financement

2.1. Tous les coûts associés à l'affectation des JEA dans le cadre du présent accord sont intégralement pris en charge par le Gouvernement pendant deux (2) ans au maximum.

2.2. Les frais généraux (coûts des activités d'appui) supportés par l'UIT pour la gestion des JEA dans le cadre du présent accord, au taux de 12 % du coût total de chaque affectation de JEA, sont intégralement pris en charge par le Gouvernement.

2.3. L'UIT administre les fonds perçus dans le cadre du présent accord conformément à ses règlements, règles, politiques et procédures. Les fonds sont soumis uniquement aux procédures d'audit interne et externe prévues par le Règlement financier et les Règles financières de l'UIT. Si un rapport d'audit externe de l'UIT, établi conformément à la résolution 94 de la Conférence de plénipotentiaires (Rév. Bucarest, 2022), comporte des observations spécifiques concernant les fonds versés au titre du présent accord, l'UIT communique au Gouvernement une copie des observations pertinentes.

2.4. L'UIT communique au Gouvernement, pour approbation, les coûts estimatifs des nouvelles affectations de JEA couvrant une période de deux (2) ans, avant la prise de fonction des JEA. Les coûts estimatifs sont calculés annuellement et ventilés par catégorie, comme spécifié dans la fiche normalisée d'estimation des coûts fournie à l'annexe I. Au début de la deuxième année d'affectation d'un JEA, des coûts estimatifs révisés sont communiqués au Gouvernement le cas échéant. S'il existe un intérêt mutuel à la prolongation de l'affectation d'un JEA pour une troisième année, cette prolongation est cofinancée à parts égales par les deux Parties.

2.5. Le Gouvernement dépose les montants dus annuellement ou pour toute la durée de l'affectation d'un JEA sur un compte spécifique ouvert par l'UIT aux fins du présent accord.

2.6. Toute révision des coûts éventuellement entraînée par un changement de situation de famille, de rémunération ou d'assurance, ou par des ajustements fonctionnels, conformément aux Statut et Règlement du personnel de l'UIT, est communiquée au Gouvernement mais ne nécessite pas de demandes d'approbation séparées. De tels changements doivent toutefois être mentionnés dans le rapport annuel décrit à l'article 7.1 ci-après.

2.7. L'UIT informe rapidement le Gouvernement de toute modification significative des conditions régissant l'affectation d'un JEA dans le cadre du présent accord. Si l'UIT prévoit qu'une telle modification est susceptible d'entraîner des coûts supplémentaires, elle en informe le Gouvernement, à qui elle demande son approbation avant

de procéder à la modification. Une fois l'approbation donnée, le Gouvernement apporte les fonds supplémentaires requis.

2.8. Conformément à son Règlement financier et à ses Règles financières, l'UIT ouvre un compte spécifiquement destiné à la réception des fonds du Gouvernement et au décaissement par l'UIT des montants visés par le présent accord. À réception de la facture correspondante de l'UIT, il est demandé au Gouvernement de procéder aux virements bancaires sur le fonds susmentionné comme suit (...).

2.9. Tous les dépôts et paiements effectués sur le compte de l'UIT et depuis celui-ci dans une autre monnaie que le dollar des États-Unis le sont sur la base du taux de change opérationnel des Nations unies à la date de la transaction. Ces virements sont effectués dans une monnaie librement convertible.

2.10. L'UIT informe rapidement le Gouvernement de la réception des fonds.

2.11. L'UIT ne contracte pas d'engagements financiers et n'engage aucune dépense aux fins de la mise en œuvre du présent accord tant que ces fonds n'ont pas été reçus du Gouvernement pour financer de tels engagements ou dépenses.

2.12. Si le montant déposé chaque année par le Gouvernement dépasse le montant total dépensé par l'UIT au cours de l'année correspondante, le solde est reporté sur l'année suivante. Ce solde, qui intègre les intérêts et déficits éventuels, est liquidé à l'occasion du virement pour l'année suivante.

2.13. L'UIT utilise les fonds perçus pour financer toutes les dépenses liées à l'affectation des JEA. Ces dépenses concernent exclusivement :

a) Les traitements, prestations et indemnités dus au JEA en vertu de la Lettre de nomination et des Statut et Règlement du personnel de l'UIT ;

b) Les déplacements et les transports à destination et en provenance du lieu d'affectation ainsi que les frais et indemnités afférents pour le JEA et les personnes à sa charge reconnues comme telles par l'UIT ;

c) L'indemnité de déplacement professionnel et de formation, qui peut servir à financer des formations formelles ainsi que des voyages à des fins de formation et d'études. Elle n'est pas utilisée pour faciliter des déplacements à des fins de formation dans le pays d'origine.

Au cours des deux premières années du contrat, chaque JEA dispose d'un budget global annuel d'indemnité de déplacement professionnel et de formation de 3 000 USD, quel que soit son lieu d'affectation. Toute portion non utilisée d'une année du contrat peut être reportée sur l'année suivante. Si le contrat est prolongé pour une troisième année, aucun nouveau budget d'indemnité de déplacement professionnel et de formation n'est mis à disposition.

Les JEA peuvent participer à toute formation autorisée par l'UIT. Les frais entraînés par une telle formation sont inscrits au budget annuel d'indemnité de déplacement professionnel et de formation. L'UIT est seule responsable de l'organisation de telles formations ;

d) Le coût de l'affiliation du JEA et des personnes à sa charge au régime d'assurance-maladie de l'UIT ;

e) Le coût de l'affiliation du JEA au régime d'indemnisation de l'UIT en cas de maladie, d'accident ou de décès imputables à l'exercice de ses fonctions ;

f) Les fonds complémentaires éventuellement réclamés par l'UIT si le solde s'avère insuffisant pour financer les jours de congé annuel accumulés au terme de l'affectation du JEA ;

g) Toute autre dépense engagée conformément aux Statut et Règlement du personnel de l'UIT et aux conditions de nomination du JEA, ou convenue entre l'UIT et le Gouvernement ;

h) Les frais administratifs, soit 12 % du total des coûts estimatifs pour toutes les affectations du JEA, sa nomination et les prolongations ;

i) Les frais d'une réunion d'information organisée pour tous les JEA recrutés sur le plan international, y compris ceux affectés dans des bureaux hors siège.

2.14. En cas d'action, de poursuite, de réclamation, de demande, de perte ou d'engagement de la responsabilité, de quelque nature que ce soit, présenté(e) par une tierce partie à l'encontre de l'UIT sur le fondement ou à raison d'actes ou de manquements de la part d'un JEA affecté à l'UIT conformément au présent accord pendant la durée de son affectation, ou relativement à de tels actes ou manquements, l'UIT et le Gouvernement se consultent sur les moyens pouvant éventuellement être mis en œuvre pour couvrir les dépenses correspondantes, notamment la réaffectation des fonds versés au titre du présent accord.

Article 3

Recrutement et sélection

3.1. La considération dominante dans le recrutement, l'affectation et la fixation des conditions d'emploi des JEA doit être la nécessité de répondre aux besoins spécifiques de l'UIT, notamment la nécessité de lui assurer les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence et d'intégrité.

3.2. Les JEA sont affectés conformément aux demandes spécifiques adressées par l'UIT au Gouvernement.

3.3. Les JEA sont affectés soit au siège de l'UIT, soit à un bureau hors siège de l'UIT, y compris à un bureau régional, dans des lieux d'affectation classés H, A, B ou C selon le classement des lieux d'affectation de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI). Pour des raisons de sécurité, l'UIT ne propose pas d'affectations aux JEA dans des lieux d'affectation classés D ou E.

3.4. Le Gouvernement envoie à l'UIT une lettre officielle mentionnant le nombre de postes qu'il est prêt à financer et la période concernée. L'UIT propose ensuite différentes fiches de postes, à partir desquelles le

Gouvernement effectue sa sélection dans un délai raisonnable. Une fois les fiches de postes choisies, le Gouvernement publie les avis de vacance de postes correspondants par des moyens appropriés, tels que les sites internet du Gouvernement et des ministères, les bulletins des postes vacants, etc. Les fiches de poste et les qualifications minimales exigées doivent figurer dans toutes les annonces.

3.5. Le Gouvernement présélectionne les candidats sur la base des qualifications minimales exigées mentionnées dans la fiche de poste. Au terme de la phase de présélection, l'UIT utilise l'approche de la sélection compétitive, qui comportera des entretiens.

3.6. Les candidats sont sélectionnés par l'UIT au terme d'entretiens d'embauche destinés à apprécier leurs compétences professionnelles et leur niveau linguistique, conformément aux critères du poste. La décision finale relative à la sélection des JEA revient à l'UIT.

3.7. Après avoir pris une décision de sélection, l'UIT communique au Gouvernement une estimation de budget englobant tous les frais associés à l'affectation du JEA.

3.8. Le Gouvernement comme l'UIT s'efforcent de faire en sorte que la procédure de présélection, de sélection, de recrutement et de nomination soit achevée dans les six (6) mois suivant la publication de l'avis de vacance de poste.

Article 4

Nomination et durée

4.1. Après avoir reçu les montants visés à l'article 2 ci-dessus, l'UIT avertit le candidat retenu en lui adressant une proposition de nomination. Une fois que le candidat retenu a accepté la proposition de nomination, il reçoit de l'UIT une lettre de nomination qui précise ses conditions d'emploi et énumère les prestations auxquelles il a droit. Une copie de la lettre de nomination est transmise au Gouvernement.

4.2. Les JEA sont affectés comme membres du personnel de l'UIT de classe P2 (échelon I).

4.3. La durée initiale de l'affectation d'un JEA est d'un (1) an. L'affectation peut être ensuite prolongée d'un (1) an supplémentaire d'un commun accord entre l'UIT, le Gouvernement et le JEA. La prolongation de l'affectation d'un JEA est soumise à la validation, par le Gouvernement, du budget estimatif correspondant à cette prolongation et au fait que le travail du JEA concerné donne satisfaction. Après deux (2) ans et dans le cas d'une prolongation pour une troisième année, les frais de l'affectation pour cette troisième année sont répartis à parts égales entre l'UIT et le Gouvernement.

4.4. Si un JEA démissionne avant la fin de son affectation à l'UIT, cette dernière peut sélectionner un autre candidat pour pourvoir le poste, sous réserve de l'approbation du Gouvernement. La durée d'affectation du nouveau candidat ne saurait excéder le temps restant de l'affectation du JEA précédent.

Article 5

Statut et gestion des JEA

5.1. Pendant la durée de leur affectation à l'UIT, les JEA sont soumis aux Statut et Règlement du personnel de l'UIT, au Code d'éthique de l'UIT et à tout autre règlement, règle, politique ou procédure applicable de l'UIT, comme indiqué dans leur lettre de nomination. Les JEA sont soumis exclusivement aux directives et instructions de la secrétaire générale de l'UIT ou de toute autre personne dûment autorisée à agir pour son compte. Ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autre autorité extérieure à l'UIT, y compris du Gouvernement, dans l'exercice de leurs fonctions.

5.2. L'UIT informe rapidement le Gouvernement de tout changement significatif concernant l'affectation d'un JEA.

5.3. La qualité du travail de chaque JEA est évaluée par l'UIT conformément à ses procédures établies à cette fin. L'UIT rend compte au Gouvernement de la qualité du travail de chaque JEA affecté dans le cadre du présent accord.

5.4. Les JEA ne sont pas affectés à des postes destinés au personnel permanent.

5.5. L'affectation d'un JEA ne constitue pas une promesse ou une perspective d'embauche future au sein de l'UIT.

Article 6

Droits et obligations des JEA

6.1. Les JEA perçoivent un traitement et les prestations et avantages associés conformément aux Statut et Règlement du personnel de l'UIT, ainsi qu'à la classe et à la catégorie du poste occupé.

6.2. Les JEA sont assurés contre les conséquences financières de l'invalidité, de la vieillesse et du décès par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations unies (ci-après dénommée « la Caisse des pensions »), à laquelle ils cotisent. L'affiliation du JEA à la Caisse des pensions est soumise aux règles et règlements de cette dernière.

Article 7

Rapports et correspondance

7.1. L'UIT établit chaque année un rapport sur le nombre de JEA financés par le Gouvernement en envoyant à ce dernier un récapitulatif des affectations pour tous les JEA concernés. Le récapitulatif des affectations mentionne le nom des JEA, leur sexe, leur classe, leur lieu d'affectation ainsi que les dates de début et de fin prévue de leur affectation.

7.2. Le Gouvernement reçoit un état financier final concernant le compte de chaque JEA dans un délai d'un (1) an à compter de la fin de l'affectation du JEA.

7.3. L'UIT informe le Gouvernement sans délai de tout changement pertinent concernant ses Statut et Règlement du personnel, la ou les personnes à contacter et le compte bancaire.

7.4. Toute communication ou information nécessaire dans le cadre du présent accord est envoyée aux adresses suivantes :

Pour l'UIT :

Service du recrutement et des programmes de partenariat

Union internationale des télécommunications

Place des Nations

CH-1211 Genève 20

Suisse

Pour le Gouvernement :

Représentation permanente de la France auprès de l'Office des Nations unies à Genève

Route de Pregny, 36

1292 Pregny-Chambésy

Suisse

Article 8

Entrée en vigueur, modifications et dénonciation

8.1. Le présent accord entre en vigueur à la dernière date de signature par les Parties comme indiqué ci-dessous, et il reste en vigueur jusqu'à sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties.

8.2. Le présent accord peut être modifié au moyen d'une modification écrite signée par les Parties. Toute modification est annexée à l'accord, dont elle fait partie intégrante.

8.3. L'une ou l'autre des Parties peut dénoncer le présent accord à tout moment moyennant un préavis écrit de trois (3) mois adressé à l'autre Partie. La dénonciation n'a aucun effet sur les engagements ou clauses contractuelles conclus par l'UIT avant la réception du préavis de dénonciation du présent accord, sauf accord contraire écrit entre les Parties.

8.4. Après la dénonciation du présent accord, l'UIT conserve les fonds reçus jusqu'au règlement de toutes les dépenses qu'elle a engagées ou de tous les engagements qu'elle a pris en vertu du présent accord.

Article 9

Dispositions finales

9.1. Aucune disposition du présent accord ou le concernant, ni aucune des activités ou résultats qu'il décrit, ne constitue une renonciation explicite ou implicite à un privilège ou immunité de l'UIT.

9.2. Tout désaccord, revendication ou différend imputable ou lié à l'interprétation ou à l'application d'une disposition du présent accord est réglé à l'amiable entre les Parties par la négociation ou par tout autre moyen convenu par écrit d'un commun accord entre les Parties.

9.3. Si une disposition du présent accord est déclarée invalide ou interdite, elle n'est sans effet que dans la limite de cette invalidité ou interdiction et elle n'invalide pas les autres éléments de cette disposition ni les autres dispositions du présent accord.

En foi de quoi, les soussignés représentants des Parties ont signé le présent accord en langues française et anglaise, les deux versions faisant également foi.

Fait à Genève, le 10 janvier 2025.

Pour le Gouvernement :

Lieu et date : Genève, le 15 janvier 2025

JÉRÔME BONNAFONT

Ambassadeur, représentant permanent de la France
auprès de l'Office des Nations unies à Genève

Pour l'UIT :

Lieu et date : Genève, le 16 janvier 2025

DOREEN BOGDAN-MARTIN

Secrétaire générale

ANNEXE

COÛTS ESTIMATIFS

VENTILATION DES COÛTS ESTIMATIFS D'UN CONTRAT
D'UN AN À GENÈVE POUR UN AGENT SANS PERSONNE À CHARGE

(en dollars des Etats-Unis)

Classe		P2-03
Traitement		
Prime de mobilité et de sujétion		XXX
Indemnité de poste	(XXX)	XXX
Caisse des pensions		XXX
Assurance maladie et frais médicaux		XXX
Indemnité pour charges de famille		XXX
Congés (jours de congé accumulés non pris - 30 jours maximum par an)		XXX
Allocations logement		XXX
Prime d'installation		(indemnité journalière de subsistance plus un mois de traitement)
Indemnité pour frais d'études		XXX
Nomination/Rapatriement – trajet Londres/Genève		XXX
Voyage à l'occasion du congé dans les foyers*	(si appliqué XXX)	XXX
Déménagement	XXX kg	XXX
Déplacement en mission	(taux forfaitaire)	XXX
Indemnité de déplacement professionnel – voyage/formation		3000
Divers	(12 % du traitement de base)	XXX
TOTAL		XXX
Frais administratifs	12 %	XXX
TOTAL		XXX

(*) Applicable après 2,5 ans de contrat.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Arrêté du 19 août 2025 fixant la liste des bureaux de vote ouverts pour l'élection partielle d'un député à l'Assemblée nationale (5^e circonscription des Français établis hors de France)

NOR : EAEF2523548A

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères,
Vu le code électoral ;
Vu le décret n° 2016-1924 du 28 décembre 2016 modifié relatif à la tenue de listes électorales consulaires et à l'organisation d'opérations de vote hors de France ;
Vu le décret n° 2025-803 du 11 août 2025 portant convocation des électeurs pour l'élection d'un député à l'Assemblée nationale (5^e circonscription des Français établis hors de France),

Arrête :

Art. 1^{er}. – La liste des bureaux de vote ouverts pour l'élection d'un député dans la cinquième circonscription des Français établis hors de France dans les postes diplomatiques ou consulaires pour l'année 2025 est annexée au présent arrêté.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 19 août 2025.

Pour le ministre et par délégation :
*La directrice des Français à l'étranger
et de l'administration consulaire,*
P. CARMONA

ANNEXE

PAYS	CIRCONSCRIPTION CONSULAIRE	BUREAUX DE VOTE (Nombre)	BUREAUX DE VOTE CENTRALISATEUR
ANDORRE	ANDORRE	Andorre-la-Vieille AMB (1)	Andorre-la-Vieille AMB n° 1
ESPAGNE	BARCELONE	Barcelone LF (4)	Barcelone LF n° 1
		Figueres (1)	
		Gérone (1)	
		Palma LF (1)	
		Saragosse LF (1)	
		Ibiza LF (1)	
		Reus LF (1)	
	MADRID	Madrid LF (4)	Madrid LF n° 1
		Las Palmas LF (1)	
		Tenerife LF (1)	
		Valencia LF (2)	
		Alicante LF (2)	
	BILBAO	Bilbao IF (1)	Bilbao IF n° 1

PAYS	CIRCONSCRIPTION CONSULAIRE	BUREAUX DE VOTE (Nombre)	BUREAUX DE VOTE CENTRALISATEUR
	SEVILLE	Vigo AC (1)	Sevilla LF n° 1
		Séville LF (1)	
		Grenade AC (1)	
		Malaga LF (1)	
MONACO	MONACO	Monaco AMB (2)	Monaco AMB n° 1
PORTUGAL	LISBONNE	Lisbonne LFCL (2)	Lisbonne LFCL n° 1
		Faro Hotel Occidental (1)	
		Porto LFIP (1)	

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITÉ, DE LA FORÊT, DE LA MER ET DE LA PÊCHE

Arrêté du 19 août 2025 fixant au titre de l'année 2026 le nombre de postes offerts à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'ingénieur des travaux publics de l'Etat

NOR : TECK2521688A

La ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2004-1105 du 19 octobre 2004 modifié relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2005-631 du 30 mai 2005 modifié portant statut particulier du corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat, notamment son article 6 (2°) ;

Vu l'arrêté du 3 mai 2011 modifié fixant les modalités de l'examen professionnel et de la formation ouvrant l'accès au corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 22 avril 2025 autorisant au titre de l'année 2026 l'ouverture d'un examen professionnel pour le recrutement d'ingénieurs des travaux publics de l'Etat,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Le nombre de postes offerts à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'ingénieur des travaux publics de l'Etat, au titre de l'année 2026, est fixé à 37.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 19 août 2025.

Pour la ministre et par délégation :

*L'adjointe à la sous-directrice
du recrutement et de la mobilité,*

A. LE NEST

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITÉ, DE LA FORÊT, DE LA MER ET DE LA PÊCHE

Arrêté du 19 août 2025 autorisant au titre de l'année 2025 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'assistant principal de service social des administrations de l'Etat et fixant le nombre de postes offerts à cet examen

NOR : TECK2523076A

La ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2017-1050 du 10 mai 2017 portant dispositions statutaires communes aux corps de catégorie A de la fonction publique de l'Etat à caractère socio-éducatif ;

Vu le décret n° 2017-1051 du 10 mai 2017 portant statut particulier du corps interministériel des assistants de service social des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap ;

Vu le décret n° 2024-759 du 7 juillet 2024 fixant les conditions de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 1^{er} septembre 2021 fixant les modalités d'organisation et l'épreuve de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'assistant principal de service social des administrations de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2024 fixant les conditions et les modalités de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Est autorisée, au titre de l'année 2025, l'ouverture d'un examen professionnel d'accès au grade d'assistant principal de service social des administrations de l'Etat.

Art. 2. – Le nombre total des postes offerts à l'examen professionnel visé à l'article précédent est, au titre de l'année 2025, fixé à 3.

Art. 3. – La date d'ouverture des inscriptions est fixée au lundi 29 septembre 2025 à 12 heures (heure de Paris).

La date de clôture des inscriptions est fixée au vendredi 31 octobre 2025 à 23 h 59 (heure de Paris).

L'épreuve orale se déroulera à partir du lundi 1^{er} décembre 2025.

Art. 4. – En vue de l'épreuve orale d'admission, le dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP) est à remettre pour le vendredi 14 novembre 2025.

Art. 5. – Les demandes d'admission à concourir peuvent revêtir deux formes. Chacune des formes nécessite l'accomplissement de deux formalités distinctes, l'une relative à l'inscription et l'autre à la transmission des pièces justificatives. Aucune demande d'inscription hors-délais ou non conforme aux présentes instructions ne sera prise en compte.

1° Une forme exclusivement dématérialisée :

Sur internet : <https://recrutement.ecologie.gouv.fr/concours/assistante-principale-service-social-administrations-letat-apssae-examen-professionnel> ensuite, cliquez sur l'onglet « Inscription ».

Pour débuter votre inscription, cliquer sur le bouton « Je candidate ».

Pour que votre inscription soit prise en compte, effectuez bien toute la procédure jusqu'à l'obtention de la confirmation d'inscription que vous devez impérativement imprimer et conserver.

Les éventuelles pièces justificatives (états des services et demande d'aménagement spécifique) seront impérativement téléversées sur le site des concours du ministère de la transition écologique au plus tard le vendredi 31 octobre 2025 à 23 h 59 (heure de Paris), à l'adresse suivante : <https://recrutement.ecologie.gouv.fr/concours/assistante-principale-service-social-administrations-letat-apssae-examen-professionnel> ensuite, cliquez sur l'onglet « Inscription » puis, pour compléter votre inscription, cliquez sur le bouton « Je consulte mon dossier d'inscription ».

La date de fin de saisie des inscriptions par internet est fixée au vendredi 31 octobre 2025 à 23 h 59, heure de Paris, date de clôture des inscriptions ;

2° Une forme exclusivement par dossier papier :

Les candidats ne pouvant s'inscrire par internet pourront obtenir un dossier imprimé sur demande écrite. Ce courrier, accompagné d'une enveloppe au format 22,9 × 32,4 cm affranchie au tarif en vigueur correspondant à un poids jusqu'à 100 g et libellée au nom et à l'adresse du candidat, devra être adressé par voie postale au : ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, SG/DRH/D/RM1, 2025-APSSAE-60-ExaPro, Grande Arche Paroi Sud, bureau 14N67, 92055 La Défense Cedex.

Attention : les candidats devront veiller à demander leur dossier d'inscription suffisamment tôt pour tenir compte des délais d'acheminement du courrier afin de respecter la date limite d'inscription fixée au vendredi 31 octobre 2025, le cachet de la poste faisant foi.

Nota. – Les questions liées à cet examen professionnel seront envoyées à l'adresse courriel ci-dessous : concours.apssae-exapro@developpement-durable.gouv.fr

Les candidats qui demandent un aménagement des épreuves doivent fournir un certificat médical établi par un médecin agréé. Le certificat médical, qui doit avoir été établi moins de six mois avant le déroulement des épreuves, précise la nature des aides humaines et techniques ainsi que des aménagements nécessaires pour permettre aux candidats, compte tenu de la nature et de la durée des épreuves, de composer dans des conditions compatibles avec leur situation.

Le certificat médical doit être transmis par le candidat au plus tard le vendredi 7 novembre 2025 à 23 h 59 (heure de Paris) conformément au décret du 4 mai 2020 susvisé.

Art. 6. – Tout candidat résidant dans l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution ou à l'étranger, en situation de handicap, en état de grossesse ou dont l'état de santé le nécessite bénéficie, à sa demande, du recours à la visioconférence pour passer l'épreuve orale dans les conditions prévues par l'arrêté du 8 juillet 2024 susvisé.

Par ailleurs, les candidats en situation de handicap, en état de grossesse ou dont l'état de santé le nécessite, ayant demandé à bénéficier du recours à la visioconférence, devront produire un certificat médical délivré par un médecin agréé par l'administration et comportant la mention de l'aménagement relatif à la visioconférence. Le certificat médical devra être transmis au plus tard le vendredi 7 novembre 2025 à 23 h 59 (heure de Paris).

Art. 7. – La composition du jury fera l'objet d'un arrêté de la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche.

Art. 8. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 19 août 2025.

Pour la ministre et par délégation :
*L'adjointe au sous-directeur
du recrutement et de la mobilité,*
A. LE NEST

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Arrêté du 14 août 2025 relatif à l'avenant n° 13 modifiant l'avenant n° 10 à l'accord interprofessionnel triennal 2023-2025 portant sur la mise en place d'un outil de régulation pour les vins sous AOC Côtes du Rhône et Côtes du Rhône Villages rouge

NOR : AGRT2516369A

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics,

Vu le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 632-1 à L. 632-11, relatifs aux organisations interprofessionnelles agricoles ;

Vu le décret n° 2014-572 du 2 juin 2014 relatif à la reconnaissance des organisations interprofessionnelles ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 1989 relatif à la reconnaissance du Comité interprofessionnel des vins d'appellations d'origine contrôlées Côtes du Rhône et de la Vallée du Rhône ;

Vu l'arrêté du 7 janvier 2000 relatif au changement de dénomination du Comité interprofessionnel des vins d'appellations d'origine contrôlées Côtes du Rhône et Vallée du Rhône qui devient Inter Rhône, interprofession des vins d'appellations d'origine contrôlées « Côtes du Rhône » et « Vallée du Rhône » ;

Vu l'arrêté du 11 juillet 2014 relatif à la reconnaissance en qualité d'organisation interprofessionnelle de l'interprofession des vins d'appellation d'origine contrôlée « Côtes du Rhône » et de la « Vallée du Rhône » (Inter-Rhône) ;

Vu la décision de l'assemblée générale d'Inter Rhône en date du 7 mars 2025,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Les dispositions de l'avenant n° 13 modifiant l'avenant n° 10 à l'accord interprofessionnel triennal 2023-2025, adopté le 7 mars 2025 dans le cadre d'Inter Rhône et relatif à la mise en place d'une réserve pour les vins d'AOC Côtes du Rhône et Côtes du Rhône Villages rouge, sont approuvées et rendues obligatoires jusqu'au 31 décembre 2025 aux opérateurs réalisant une déclaration de revendication concernant ces produits.

Art. 2. – Le lien https://info.agriculture.gouv.fr/boagri/document_administratif-a357938c-bf73-4c5c-9176-43bd74b9f3a9 permettra de consulter l'accord approuvé et rendu obligatoire par le présent arrêté dès qu'il aura été publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire. Il peut également être consulté :

- au ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, bureau du vin et des autres boissons, 3, rue Barbet-de-Jouy, 75349 Paris SP 07 ;
- au siège d'Inter Rhône, 6, rue des Trois-Faucons, 84024 Avignon Cedex 1.

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 14 août 2025.

*La ministre de l'agriculture
et de la souveraineté alimentaire,
Pour la ministre et par délégation :
Le sous-directeur
des filières agroalimentaires,
N. CHEREL*

*Le ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle et numérique,*

Pour le ministre et par délégation :

*La sous-directrice des produits
et marchés agroalimentaires,*

O. CLUZEL

*La ministre auprès du ministre de l'économie,
des finances et de la souveraineté industrielle
et numérique, chargée des comptes publics,*

Pour la ministre et par délégation :

*Le chef du bureau
des contributions indirectes,*

J. COUDRAY

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Arrêté du 19 août 2025 autorisant au titre de l'année 2026 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au corps des secrétaires administratifs relevant du ministre chargé de l'agriculture

NOR : AGRS2518725A

La ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2004-1105 du 19 octobre 2004 modifié relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 modifié portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2010-302 du 19 mars 2010 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues relevant du décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2012-569 du 24 avril 2012 modifié portant statut particulier du corps des secrétaires administratifs relevant du ministre chargé de l'agriculture ;

Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap ;

Vu le décret n° 2024-759 du 7 juillet 2024 fixant les conditions de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 12 novembre 2012 modifié fixant les modalités d'organisation et la nature des épreuves de l'examen professionnel d'accès au corps de secrétaires administratifs relevant du ministre chargé de l'agriculture ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2024 fixant les conditions et les modalités de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Est autorisée, au titre de l'année 2026, l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au corps des secrétaires administratifs relevant du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 2. – Le nombre total de places offertes est fixé à 11.

Art. 3. – Les inscriptions se feront par internet sur le site <https://concours.agriculture.gouv.fr/> du 2 septembre au 2 octobre 2025 à minuit (heure de Paris). La date limite de téléversement des pièces justificatives est fixée au 16 octobre 2025.

Les candidats téléverseront le dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP) dans leur espace candidat, par internet sur le site : <https://concours.agriculture.gouv.fr/>

La date limite d'envoi de ces dossiers est fixée au 16 octobre 2025, dernier délai.

En cas d'impossibilité de s'inscrire par voie électronique, les candidats pourront obtenir un dossier d'inscription sur demande écrite, en recommandé simple, au ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, secrétariat général, service des ressources humaines, SDDPRS, bureau des concours et des examens professionnels, 78, rue de Varenne, 75349 Paris 07 SP.

La date limite de retour des dossiers papier d'inscription est fixée au 2 octobre 2025 (le cachet de la poste faisant foi). Ils devront être renvoyés obligatoirement par voie postale et en recommandé simple à l'adresse mentionnée ci-dessus.

La date limite de retour des pièces justificatives est fixée au 16 octobre 2025, dernier délai, selon les mêmes modalités.

Aucun dossier posté hors délai ne sera pris en compte.

Les candidats devront donc veiller à demander leur dossier d'inscription suffisamment tôt pour tenir compte des délais d'acheminement du courrier.

Art. 4. – La sélection sur dossiers de RAEP pour l’admissibilité se déroulera à Paris à partir du 3 novembre 2025.

La liste des résultats d’admissibilité sera publiée à partir du 10 novembre 2025 sur le site <https://concours.agriculture.gouv.fr/>, rubrique « résultats des concours et examens ».

L’épreuve orale d’admission se déroulera à Paris à partir du 8 décembre 2025.

La liste des résultats d’admission sera publiée à partir du 15 décembre 2025 sur le site <https://concours.agriculture.gouv.fr/>, rubrique « résultats des concours et examens ».

Art. 5. – Conformément au décret du 4 mai 2020 susvisé, les candidats en situation de handicap qui demandent un aménagement de l’épreuve orale doivent fournir un certificat médical établi par un médecin agréé par l’administration. Le certificat médical, qui doit avoir été établi moins de six mois avant le déroulement des épreuves, précise la nature des aides humaines et techniques ainsi que des aménagements nécessaires pour permettre aux candidats, compte tenu de la nature et de la durée de l’épreuve, d’y participer dans des conditions compatibles avec leur situation. Le candidat doit téléverser le certificat médical dans son espace candidat, par internet sur le site <https://concours.agriculture.gouv.fr/>, dès l’inscription et au plus tard 3 semaines avant le déroulement de l’épreuve, soit le 14 novembre 2025.

Art. 6. – Tout candidat résidant dans l’une des collectivités mentionnées à l’article 72-3 de la Constitution ou à l’étranger, en situation de handicap, en état de grossesse ou dont l’état de santé le nécessite, bénéficie, à sa demande, du recours à la visioconférence pour passer l’épreuve orale dans les conditions prévues par l’arrêté du 8 juillet 2024 susvisé.

Sa demande écrite doit être adressée au bureau des concours et des examens professionnels au plus tard le 14 novembre 2025 :

1° Soit par voie électronique, à l’adresse suivante : concours.sg@agriculture.gouv.fr ;

2° Soit par voie postale, à l’adresse suivante : ministère de l’agriculture et de la souveraineté alimentaire, secrétariat général, service des ressources humaines, SDDPRS, bureau des concours et des examens professionnels, 78, rue de Varenne, 75349 Paris 07 SP.

Par ailleurs, les candidats en situation de handicap, en état de grossesse ou dont l’état de santé le nécessite, ayant demandé à bénéficier du recours à la visioconférence, devront produire à la même adresse, dans les meilleurs délais et au plus tard 15 jours avant le début des épreuves orales, soit le 21 novembre 2025, un certificat médical délivré par un médecin agréé par l’administration et comportant la mention de l’aménagement relatif à la visioconférence.

Art. 7. – La composition du jury fera l’objet d’un arrêté de la ministre de l’agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Art. 8. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 19 août 2025.

Pour la ministre et par délégation :
*La sous-directrice du développement professionnel
et des relations sociales,*
V. FARJOT

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Arrêté du 19 août 2025 fixant le nombre de places offertes au titre de l'année 2026 aux examens professionnels pour l'avancement aux grades de secrétaire administratif de classe supérieure et de secrétaire administratif de classe exceptionnelle relevant du ministre chargé de l'agriculture

NOR : AGRS2521932A

La ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2004-1105 du 19 octobre 2004 modifié relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 modifié portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2010-302 du 19 mars 2010 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues, relevant du décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2012-569 du 24 avril 2012 modifié portant statut particulier du corps des secrétaires administratifs relevant du ministre chargé de l'agriculture ;

Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap ;

Vu le décret n° 2022-1209 du 31 août 2022 modifié modifiant les dispositions communes relatives à l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2024-759 du 7 juillet 2024 fixant les conditions de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 12 novembre 2012 fixant les modalités d'organisation et la nature des épreuves des examens professionnels pour l'avancement aux grades de secrétaire administratif de classe supérieure et de secrétaire administratif de classe exceptionnelle relevant du ministre chargé de l'agriculture ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2024 fixant les conditions et les modalités de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2025 autorisant au titre de l'année 2026 l'ouverture d'examens professionnels pour l'avancement aux grades de secrétaire administratif de classe supérieure et de secrétaire administratif de classe exceptionnelle relevant du ministre chargé de l'agriculture,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Le nombre de places offertes aux examens professionnels pour l'avancement aux grades de secrétaire administratif de classe supérieure et de secrétaire administratif de classe exceptionnelle relevant du ministre chargé de l'agriculture organisés, au titre de l'année 2026, se répartit comme suit :

- examen professionnel pour l'avancement au grade de secrétaire administratif de classe supérieure : 44 places ;
- examen professionnel pour l'avancement au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle : 43 places.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 19 août 2025.

Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice du développement professionnel
et des relations sociales,
V. FARJOT

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Arrêté du 20 août 2025 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée (AOP) « Piment d'Espelette » ou « Piment d'Espelette - Ezpeletako Biperra »

NOR : AGRT2523462A

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,

Vu le règlement (CE) n° 1495/2002 de la Commission du 21 août 2002 enregistrant la dénomination au registre des appellations d'origine protégées et des indications géographiques protégées ;

Vu le règlement (UE) n° 2024/1143 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 concernant les indications géographiques relatives au vin, aux boissons spiritueuses et aux produits agricoles, ainsi que les spécialités traditionnelles garanties et les mentions de qualité facultatives pour les produits agricoles ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 1120/2013 de la Commission du 6 novembre 2013 approuvant une modification non mineure du cahier des charges d'une dénomination enregistrée dans le registre des appellations d'origine protégées et des indications géographiques protégées [Piment d'Espelette/Piment d'Espelette-Ezpeletako Biperra (AOP)] ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 642-4 et D. 641-20-2 ;

Sur la proposition de la commission permanente du comité national des appellations d'origine laitières, agroalimentaires et forestières de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) en date du 18 août 2025,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – En raison des conditions climatiques de la campagne 2025, le cahier des charges de l'appellation d'origine protégée « Piment d'Espelette » ou « Piment d'Espelette - Ezpeletako Biperra » est modifié temporairement comme suit :

1° Au chapitre 5 « DESCRIPTION DE LA METHODE D'OBTENTION DU PRODUIT », la disposition suivante :

« Au-delà d'une période maximale d'un mois à compter du début de la plantation de la parcelle et au plus tard au 15 juillet, l'irrigation est interdite. Toutefois, en cas de sécheresse persistante, les services de l'Institut national de l'origine et de la qualité peuvent prévoir des dérogations sur proposition du groupement. »

est complétée par la disposition :

« Compte tenu des conditions climatiques exceptionnelles de l'été 2025, l'irrigation est autorisée du 18 août au 2 octobre 2025 inclus. » ;

2° Au chapitre 9 « EXIGENCES NATIONALES », la disposition suivante :

«

Principaux points à contrôler	Valeur de référence	Méthode de contrôle
Plantation	Irrigation : interdite au-delà d'un mois à compter du début de la plantation de la parcelle et à partir du 15 juillet.	Contrôle documentaire et/ou visuel et/ou mesure

»

est modifiée comme suit :

«

Principaux points à contrôler	Valeur de référence	Méthode de contrôle
Plantation	Irrigation : interdite au-delà d'un mois à compter du début de la plantation de la parcelle et à partir du 15 juillet. Compte tenu des conditions climatiques exceptionnelles de l'été 2025, l'irrigation est autorisée du 18 août au 2 octobre 2025 inclus.	Contrôle documentaire et/ou visuel et/ou mesure

»

».

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 20 août 2025.

*La ministre de l'agriculture
et de la souveraineté alimentaire,*
Pour la ministre et par délégation :
L'adjoint au sous-directeur compétitivité,
A. MARTIN

*Le ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle et numérique,*
Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des produits
et marchés agroalimentaires,*
O. CLUZEL

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Arrêté du 21 août 2025 fixant le pourcentage d'écart à la valeur cible pour la convergence interne des droits à paiement de base en 2025

NOR : AGRT2523152A

La ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,

Vu le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil modifié ;

Vu le code rural et de la pêche maritime,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Le pourcentage d'écart à la valeur cible visé au troisième alinéa de l'article D. 614-95 du code rural et de la pêche maritime, pour le groupe Hexagone est fixé à 20,77 %.

Art. 2. – Le directeur général de la performance économique et environnementale des entreprises et le président-directeur général de l'Agence de services et de paiement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 21 août 2025.

Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur général adjoint de la performance économique
et environnementale des entreprises
et chef du service développement des filières et de l'emploi,*

S. LHERMITTE

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ACTION PUBLIQUE, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SIMPLIFICATION

Décret n° 2025-836 du 20 août 2025 portant diverses mesures de déconcentration en matière de ressources humaines

NOR : APFF2516199D

Publics concernés : agents publics (fonctionnaires et contractuels) exerçant leurs fonctions au sein de l'administration territoriale de l'Etat (ATE).

Objet : le décret déconcentre certains actes de gestion en matière de ressources humaines. Il permet de confier aux autorités déconcentrées de nouveaux actes de gestion courante concernant les agents relevant de l'ATE notamment le renouvellement de détachement, la mise à disposition entrante, la démission et le congé de formation professionnelle.

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Application : le présent décret est un texte autonome.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification,

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L. 411-3 ;

Vu le décret n° 97-330 du 3 avril 1997 portant déconcentration en matière de gestion de personnels relevant du ministre chargé de l'agriculture ;

Vu le décret n° 2006-1780 du 23 décembre 2006 modifié portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels relevant du ministère de l'intérieur ;

Vu le décret n° 2013-1041 du 20 novembre 2013 modifié autorisant le ministre chargé du développement durable à déléguer certains de ses pouvoirs de recrutement et de gestion d'agents placés sous son autorité ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 modifié portant charte de déconcentration, notamment son article 12 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. – Le décret du 3 avril 1997 susvisé est ainsi modifié :

1° A l'article 1^{er} :

a) Les mots : « les pouvoirs de gestion » sont remplacés par les mots : « tout ou partie des pouvoirs de recrutement et de gestion » ;

b) Après les mots : « fonctionnaires titulaires et stagiaires », sont insérés les mots : « et les agents contractuels » ;

c) Les mots : « des services déconcentrés » sont remplacés par les mots : « affectés dans les services déconcentrés » ;

2° A l'article 2 :

a) Au premier alinéa du I, la mention « I. – » est supprimée ;

b) Le II est abrogé ;

3° L'article 3 est abrogé.

Art. 2. – Le décret du 23 décembre 2006 susvisé est ainsi modifié :

1° Le 1° et le 2° du I de l'article 2 sont complétés par les mots : « et les agents recrutés en qualité de travailleurs handicapés de catégorie A, B et C » ;

2° Au 4° du I de l'article 3 :

a) Après les mots : « à la mise à disposition », sont insérés les mots : « , à l'exception de la signature de la convention de mise à disposition par l'administration d'accueil » ;

b) Sont ajoutés les mots : « et à l'exception du renouvellement de détachement prévu au 3° de l'article 16 du même décret » ;

3° Au deuxième alinéa de l'article 4, les mots : « à l'article 25 du décret du 28 mai 1982 susvisé » sont remplacés par les mots : « aux articles R. 263-2 à R. 263-5 du code général de la fonction publique » ;

4° Au premier alinéa des II et III de l'article 4-1 et au premier alinéa des II et III de l'article 4-2, les mots : « par dérogation au premier alinéa de l'article 3 du décret du 28 mai 1982 susvisé, » sont supprimés.

Art. 3. – Le décret du 20 novembre 2013 susvisé est ainsi modifié :

1° Au I de l'article 2 :

a) Les mots : « ou des commissions consultatives paritaires, ni sur les décisions relatives : » sont remplacés par les mots : « ni sur les décisions mentionnées aux articles L. 123-8 et L. 124-4 du code général de la fonction publique. » ;

b) Les 1° à 10° sont abrogés ;

2° Au premier alinéa de l'article 3, les mots : « et des décisions de mise à disposition, sauf celles prévues au deuxième alinéa de l'article 1^{er} du décret du 16 septembre 1985 susvisé, à l'article 105 de la loi du 13 août 2004 susvisée et à l'article 7 de la loi du 26 octobre 2009 susvisée » sont remplacés par les mots : « et des décisions mentionnées aux articles L. 123-8 et L. 124-4 du code général de la fonction publique ».

Art. 4. – Le ministre d'État, ministre de l'intérieur, le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le ministre de l'action publique de la fonction publique et de la simplification sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 20 août 2025.

FRANÇOIS BAYROU

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'action publique, de la fonction publique
et de la simplification,*

LAURENT MARCANGELI

*Le ministre d'État,
ministre de l'intérieur,*
BRUNO RETAILLEAU

*Le ministre de l'aménagement du territoire
et de la décentralisation,*

FRANÇOIS REBSAMEN

*La ministre de la transition écologique, de la biodiversité,
de la forêt, de la mer et de la pêche,*

AGNÈS PANNIER-RUNACHER

*La ministre de l'agriculture,
et de la souveraineté alimentaire,*

ANNIE GENEVARD

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ACTION PUBLIQUE, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SIMPLIFICATION

Arrêté du 20 août 2025 portant déconcentration des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat au sens de l'article 15 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements

NOR : APFF2516307A

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur, la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, la ministre de la culture, le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, le ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification et la ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat et à certaines modalités de mise à disposition et de cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 modifié fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 95-979 du 25 août 1995 modifié relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article L. 352-4 du code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2006-1780 du 23 décembre 2006 modifié portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels relevant du ministère de l'intérieur ;

Vu le décret n° 2009-587 du 25 mai 2009 modifié relatif aux missions des secrétaires généraux pour les affaires régionales ;

Vu le décret n° 2013-1041 du 20 novembre 2013 modifié autorisant le ministre chargé du développement durable à déléguer certains de ses pouvoirs de recrutement et de gestion d'agents placés sous son autorité ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 modifié portant charte de la déconcentration, notamment son article 12 ;

Vu le décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 modifié relatif aux emplois de direction de l'Etat ;

Vu le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu l'arrêté du 1^{er} juillet 2013 modifié portant délégation de certains pouvoirs de recrutement et de gestion d'agents relevant des ministres chargés des affaires sociales, de la santé, des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2017 modifié portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des personnels administratifs du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2017 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels techniques et spécialisés du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2019 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion d'agents placés sous son autorité ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2019 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion des membres du corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 13 avril 2023 portant application de l'article 5-I du décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Pour les fonctionnaires exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat mentionnés à l'annexe 1 du présent arrêté et à l'exception des fonctionnaires mentionnés à l'annexe 2 du présent arrêté, sont déléguées aux préfets de région, au préfet de Mayotte et au représentant de l'Etat à Saint-Pierre-et-Miquelon par la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche et la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, chacun en ce qui le concerne, les décisions individuelles relatives :

- 1° Au recrutement de travailleurs handicapés en application du décret du 25 août 1995 susvisé :
 - a) Des ministères chargés de l'économie, des affaires sociales, de la santé et du travail ;
 - b) Des ministères chargés de l'aménagement du territoire et de la transition écologique dans le corps des adjoints administratifs de l'administration de l'Etat ;
 - c) Du ministère chargé de l'agriculture, à l'exception des techniciens supérieurs du ministère chargé de l'agriculture, des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement, et des inspecteurs de santé publique vétérinaire ;
- 2° A l'octroi des autorisations d'absence ;
- 3° A l'ouverture, fermeture et gestion d'un compte épargne-temps ;
- 4° A la gestion du compte personnel de formation et aux décisions relatives aux périodes de professionnalisation ;
- 5° A l'autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel y compris pour raison thérapeutique, sauf pour créer ou reprendre une entreprise et exercer à ce titre une activité privée et à la réintégration à temps plein ;
- 6° A l'autorisation de l'exercice des fonctions en télétravail ;
- 7° A l'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activités prévu par l'article R. 123-8 du code général de la fonction publique ;
- 8° A la reconnaissance de l'imputabilité au service des accidents de service ;
- 9° A l'affectation à un poste de travail au sein du même département ministériel qui n'entraîne ni changement de résidence administrative, ni modification de la situation de l'agent notamment au regard des fonctions ;
- 10° Aux disponibilités de droit et d'office ;
- 11° A la signature de la convention de mise à disposition par l'administration d'accueil, à l'exception des inspecteurs de santé publique vétérinaire ;
- 12° Au renouvellement de détachement, à l'exception des inspecteurs de santé publique vétérinaire ;
- 13° Au renouvellement de la mise en position normale d'activité ;
- 14° A la démission de l'agent, à l'exception des inspecteurs de santé publique vétérinaire ;
- 15° Aux sanctions disciplinaires du premier groupe mentionnées au 1° de l'article L. 533-1 du code général de la fonction publique pour les fonctionnaires titulaires ;
- 16° Aux sanctions disciplinaires mentionnées au 1° et au 2° de l'article 10 du décret du 7 octobre 1994 susvisé pour les fonctionnaires stagiaires ;
- 17° A l'octroi des congés annuels et à la gestion des jours de réduction du temps de travail ;
- 18° A l'octroi des congés de naissance, d'arrivée d'un enfant en vue d'une adoption, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant ;
- 19° A l'octroi du congé de présence parentale ;
- 20° A l'octroi du congé parental ;
- 21° Au congé bonifié ;
- 22° Au congé de maladie, au congé de longue maladie et au congé de longue durée ;
- 23° Au congé pour invalidité temporaire imputable au service au titre de l'article L. 822-21 du code général de la fonction publique pour les fonctionnaires titulaires ;
- 24° Au congé de proche aidant ;
- 25° A l'octroi du congé de solidarité familiale ;
- 26° A l'acceptation du congé de formation professionnelle ;
- 27° A l'octroi du congé pour validation des acquis de l'expérience ;
- 28° A l'octroi du congé pour bilan de compétences ;
- 29° A l'acceptation du congé pour formation syndicale ;
- 30° A l'acceptation du congé pour formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail pour les représentants du personnel siégeant au sein des comités sociaux d'administration ;
- 31° A l'octroi du congé de citoyenneté ;

32° A l'octroi du congé de représentation d'une association ou d'une mutuelle au titre de l'article L. 642-1 du code général de la fonction publique ;

33° A l'octroi des congés prévus aux titres IV et V du décret du 7 octobre 1994 susvisé ;

34° A l'octroi du congé pour l'accomplissement de périodes de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activité dans la réserve de sécurité civile, de périodes d'activité dans la réserve sanitaire et de périodes d'activités dans la réserve civile de la police nationale ;

35° A la réintégration, après les congés mentionnés aux 17° à 33°, dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer ;

36° A l'établissement et signature des cartes d'identités de fonctionnaires et des cartes professionnelles.

Art. 2. – Pour les agents contractuels au sens du code général de la fonction publique, exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat mentionnés à l'annexe 1 du présent arrêté, sont déléguées aux préfets de région, au préfet de Mayotte et au représentant de l'Etat à Saint-Pierre-et-Miquelon, par la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche et la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, chacun en ce qui le concerne, les décisions individuelles relatives :

1° Au recrutement d'un agent contractuel de droit public, pour une durée déterminée, dans les conditions prévues par les articles L. 332-1 et suivants du code général de la fonction publique qui respectent les référentiels de rémunération mis en œuvre dans le cadre des arrêtés ministériels pris en application de l'article 105 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

2° Au licenciement en cours ou au terme de la période d'essai et à la fin de contrat ;

3° A la démission de l'agent ;

4° A l'octroi des autorisations d'absence ;

5° A l'ouverture, la fermeture et la gestion du compte épargne-temps ;

6° A la gestion du compte personnel de formation et des décisions relatives aux périodes de professionnalisation ;

7° A l'autorisation d'exercer des fonctions à temps partiel, y compris pour raison thérapeutique, sauf pour créer ou reprendre une entreprise et exercer à ce titre une activité privée et retour dans l'exercice des fonctions à temps plein ;

8° A l'autorisation de l'exercice des fonctions en télétravail ;

9° A l'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activités prévu par l'article R. 123-8 du code général de la fonction publique ;

10° A la reconnaissance de l'imputabilité au service des accidents du travail ;

11° A l'autorisation de prolongation d'activité au-delà de la limite d'âge ;

12° A l'avertissement, au blâme et à l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours ;

13° A l'octroi des congés annuels et la gestion des jours de réduction du temps de travail ;

14° A l'octroi des congés de maternité, de naissance, d'arrivée d'un enfant en vue d'une adoption, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant ;

15° Au congé de maladie et au congé de grave maladie ;

16° A l'octroi des congés non rémunérés pour raisons familiales ou personnelles prévus au titre V du décret du 17 janvier 1986 susvisé ;

17° A l'acceptation du congé pour formation syndicale ;

18° A l'acceptation du congé pour formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail pour les représentants du personnel siégeant au sein des comités sociaux d'administration ;

19° A l'acceptation du congé de citoyenneté ;

20° A l'acceptation du congé de formation professionnelle ;

21° A l'octroi du congé de représentation au titre de l'article 11 du décret du 17 janvier 1986 susvisé ;

22° A l'octroi du congé pour validation des acquis de l'expérience ;

23° A l'octroi du congé pour bilan de compétences ;

24° A l'octroi du congé pour l'accomplissement de périodes de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activité dans la réserve de sécurité civile, de périodes d'activité dans la réserve sanitaire et de périodes d'activités dans la réserve civile de la police nationale ;

25° Au réemploi, après les congés mentionnés aux 12° à 22°, dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer.

Art. 3. – I. – Pour les fonctionnaires à l'exception de ceux mentionnés aux annexes 2 et 4 du présent arrêté exerçant leurs fonctions dans les préfetures, les sous-préfetures et les secrétariats généraux communs départementaux de leur ressort territorial, sont déléguées aux préfets de région, à l'exception du préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, nonobstant toute disposition contraire prévue par des actes réglementaires et sans préjudice des délégations dont ils disposent en application de ces mêmes actes, par le ministre de l'intérieur, les décisions individuelles relatives :

1° Au recrutement de travailleurs handicapés en application du décret du 25 août 1995 susvisé ;

- 2° Au congé parental ;
- 3° Aux congés prévus aux articles 19, 20 et 21 du décret du 7 octobre 1994 susvisé ;
- 4° Au congé pour l'accomplissement de périodes de service militaire, d'instruction militaire ou d'activités dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activité dans la réserve de sécurité civile, de périodes d'activité dans la réserve sanitaire et de périodes d'activité dans la réserve civile de la police nationale ;
- 5° Aux disponibilités de droit.

II. – Pour les fonctionnaires à l'exception de ceux mentionnés aux annexes 2 et 4 du présent arrêté exerçant leurs fonctions dans les préfetures, les sous-préfetures et les secrétariats généraux communs départementaux d'Ile-de-France, sont déléguées aux préfets de département d'Ile-de-France, pour les personnels placés sous leur autorité, et au préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, pour les personnels affectés à la préfeture de Paris, nonobstant toute disposition contraire prévue par des actes réglementaires et sans préjudice des délégations dont ils disposent en application de ces mêmes actes, par le ministre de l'intérieur, les décisions individuelles relatives :

- 1° Au congé parental ;
- 2° Aux congés prévus aux articles 19, 20 et 21 du décret du 7 octobre 1994 susvisé ;
- 3° Au congé pour l'accomplissement de périodes de service militaire, d'instruction militaire ou d'activités dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activité dans la réserve de sécurité civile, de périodes d'activité dans la réserve sanitaire et de périodes d'activité dans la réserve civile de la police nationale ;
- 4° Aux disponibilités de droit.

III. – Pour les fonctionnaires à l'exception de ceux mentionnés en annexe 2 exerçant leurs fonctions dans les préfetures, les sous-préfetures et les secrétariats généraux communs départementaux de leur ressort territorial, sont déléguées aux préfets de département, nonobstant toute disposition contraire prévue par des actes réglementaires et sans préjudice des délégations dont ils disposent en application de ces mêmes actes, par le ministre de l'intérieur, les décisions individuelles relatives :

- 1° Au congé annuel et à la gestion de jours de réduction du temps de travail ;
- 2° Aux congés de maternité, de naissance, d'arrivée d'un enfant en vue d'une adoption, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant ;
- 3° Au congé de maladie, au congé de longue maladie et au congé de longue durée ;
- 4° Au congé de formation professionnelle ;
- 5° Au congé pour validation des acquis de l'expérience ;
- 6° Au congé pour bilan de compétences ;
- 7° Au congé pour formation syndicale ;
- 8° Au congé pour formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail pour les représentants du personnel siégeant au sein des comités sociaux d'administration ;
- 9° Au congé de citoyenneté ;
- 10° Au congé de solidarité familiale ;
- 11° Au congé de représentation d'une association ou d'une mutuelle au titre de l'article L. 642-1 du code général de la fonction publique ;
- 12° Au congé de présence parentale ;
- 13° Aux congés prévus aux titres IV et V du décret du 7 octobre 1994 susvisé, à l'exception de ceux prévus aux articles 19, 20 et 21 ;
- 14° A la réintégration, après les congés mentionnés du 1° au 15°, du 30° au 32° dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer ;
- 15° Aux autorisations d'absence ;
- 16° A la gestion du compte épargne temps ;
- 17° A l'autorisation d'exercer des fonctions à temps partiel, y compris pour raison thérapeutique, et retour dans l'exercice des fonctions à temps plein ;
- 18° A la gestion du compte personnel de formation et décisions relatives aux périodes de professionnalisation ;
- 19° A l'exercice des fonctions en télétravail ;
- 20° Aux disponibilités d'office ;
- 21° A l'affectation à un poste de travail au sein du même département ministériel qui n'entraîne ni changement de résidence administrative, ni modification de la situation de l'agent notamment au regard des fonctions ;
- 22° A la reconnaissance de l'imputabilité au service des accidents de service ;
- 23° A l'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activités prévu par l'article R. 123-8 du code général de la fonction publique ;
- 24° A l'établissement et la signature des cartes d'identités de fonctionnaires et des cartes professionnelles, à l'exception de celles concernant les emplois régis par l'article 1^{er} du décret du 31 décembre 2019 susvisé ;
- 25° A l'avertissement, au blâme et à l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires ;
- 26° Au congé bonifié pour les personnels dont la résidence administrative est en outre-mer ;
- 27° Au congé et à l'autorisation d'absence pour l'exercice d'un mandat électif local ;

28° Au congé pour invalidité temporaire imputable au service au titre de l'article L. 822-21 du code général de la fonction publique pour les fonctionnaires titulaires ;

29° Au congé de proche aidant ;

30° A la signature de la convention de mise à disposition par l'administration d'accueil ;

31° Au renouvellement de détachement, sauf pour les conseillers d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, les agents principaux des services techniques, les inspecteurs techniques de l'action sociale des administrations de l'Etat, les chefs des services techniques et les chefs de projet en systèmes et réseaux d'information et de communication des administrations de l'Etat ;

32° Au renouvellement de la mise en position normale d'activité ;

33° A la démission de l'agent.

IV. – Pour les inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière et les délégués au permis de conduire et à la sécurité routière, exerçant leurs fonctions dans les préfetures, les sous-préfetures et les secrétariats généraux communs départementaux de leur ressort territorial, sont déléguées aux préfets de département, nonobstant toute disposition contraire prévue par des actes réglementaires et sans préjudice des délégations dont ils disposent en application de ces mêmes actes, par le ministre de l'intérieur, les décisions individuelles mentionnées aux 1°, 6° à 9°, 15°, 16°, 18°, 19°, 23° et 24° du III.

Art. 4. – I. – Pour les fonctionnaires exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat mentionnés à l'annexe 1 du présent arrêté et dans les secrétariats généraux des affaires régionales, à l'exception des fonctionnaires mentionnés à l'annexe 2 du présent arrêté, sont déléguées aux préfets de région, au préfet de Mayotte et au représentant de l'Etat à Saint-Pierre-et-Miquelon par le ministre de l'intérieur les décisions individuelles relatives :

1° Au recrutement de travailleurs handicapés en application du décret du 25 août 1995 susvisé ;

2° Aux autorisations d'absence ;

3° A la gestion d'un compte épargne-temps ;

4° A la gestion du compte personnel de formation et aux décisions relatives aux périodes de professionnalisation ;

5° A l'autorisation d'exercer des fonctions à temps partiel, y compris pour raison thérapeutique, et à la réintégration à temps plein ;

6° A l'autorisation de l'exercice des fonctions en télétravail ;

7° A l'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activités prévu par l'article R. 123-8 du code général de la fonction publique ;

8° A la reconnaissance de l'imputabilité au service des accidents de service ;

9° A l'affectation à un poste de travail au sein du même département ministériel qui n'entraîne ni changement de résidence administrative, ni modification de la situation de l'agent notamment au regard des fonctions ;

10° Aux disponibilités de droit et d'office ;

11° A la signature de la convention de mise à disposition par l'administration d'accueil ;

12° Au renouvellement de détachement à l'exception des emplois mentionnés à l'annexe 3 du présent arrêté ;

13° Au renouvellement de la mise en position normale d'activité ;

14° A la démission de l'agent ;

15° Aux sanctions disciplinaires du premier groupe mentionnées au 1° de l'article L. 533-1 du code général de la fonction publique pour les fonctionnaires titulaires ;

16° Aux sanctions disciplinaires mentionnées au 1° et au 2° de l'article 10 du décret du 7 octobre 1994 susvisé pour les fonctionnaires stagiaires ;

17° Aux congés annuels et à la gestion des jours de réduction du temps de travail ;

18° Aux congés de maternité, de naissance, d'arrivée d'un enfant en vue d'une adoption, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant ;

19° Au congé de présence parentale ;

20° Au congé parental ;

21° Au congé de maladie, au congé de longue maladie et au congé de longue durée ;

22° Au congé pour invalidité temporaire imputable au service au titre de l'article L. 822-21 du code général de la fonction publique pour les fonctionnaires titulaires ;

23° Au congé de proche aidant ;

24° Au congé de solidarité familiale ;

25° Au congé de formation professionnelle ;

26° Au congé pour validation des acquis de l'expérience ;

27° Au congé pour bilan de compétences ;

28° Au congé pour formation syndicale ;

29° Au congé pour formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail pour les représentants du personnel siégeant au sein des comités sociaux d'administration ;

30° Au congé de citoyenneté ;

31° Au congé de représentation d'une association ou d'une mutuelle au titre de l'article L. 642-1 du code général de la fonction publique ;

32° Aux congés prévus aux titres IV et V du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

33° Au congé pour l'accomplissement de périodes de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activité dans la réserve de sécurité civile, de périodes d'activité dans la réserve sanitaire et de périodes d'activités dans la réserve civile de la police nationale ;

34° A la réintégration, après les congés mentionnés aux 17° à 33°, dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer ;

35° A l'établissement et signature des cartes d'identités de fonctionnaires et des cartes professionnelles.

II. – Pour les chargés de mission relevant du décret du 25 mai 2009 susvisé, exerçant leurs fonctions dans les secrétariats généraux des affaires régionales, sont déléguées aux préfets de région, au préfet de Mayotte et au représentant de l'Etat à Saint-Pierre-et-Miquelon, par le ministre de l'intérieur, les décisions individuelles mentionnées aux 1° à 6°, 8° à 10° et 17° à 35° du I.

III. – Pour les inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière et les délégués au permis de conduire et à la sécurité routière, exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat mentionnés à l'annexe 1 du présent arrêté, sont déléguées aux préfets de région, au préfet de Mayotte et au représentant de l'Etat à Saint-Pierre-et-Miquelon, par le ministre de l'intérieur, les décisions individuelles mentionnées aux 2° à 4°, 6°, 7°, 17°, 27° à 30° et 35° du I.

Art. 5. – I. – Pour les agents contractuels exerçant leurs fonctions dans les préfetures et sous-préfetures de leur ressort territorial et dans les secrétariats généraux communs départementaux, sont déléguées aux préfets de département par le ministre de l'intérieur, les décisions individuelles relatives :

1° Au recrutement d'un agent contractuel de droit public, pour une durée déterminée, dans les conditions prévues par les articles L. 332-1 et suivants du code général de la fonction publique et l'arrêté afférent pris en application de l'article 105 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

2° Au licenciement en cours ou au terme de la période d'essai et à la fin de contrat ;

3° A la démission de l'agent ;

4° Aux autorisations d'absence ;

5° A la gestion du compte épargne-temps ;

6° A la gestion du compte personnel de formation et des décisions relatives aux périodes de professionnalisation ;

7° A l'autorisation d'exercer des fonctions à temps partiel, y compris pour raison thérapeutique, et à la réintégration à temps plein ;

8° A l'autorisation de l'exercice des fonctions en télétravail ;

9° A l'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activités prévu par l'article R. 123-8 du code général de la fonction publique ;

10° A la reconnaissance de l'imputabilité au service des accidents du travail ;

11° A l'avertissement, au blâme et à l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours ;

12° Aux congés annuels et la gestion des jours de réduction du temps de travail ;

13° Aux congés de maternité, de naissance, d'arrivée d'un enfant en vue d'une adoption, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant ;

14° Au congé de maladie et au congé de grave maladie ;

15° Aux congés non rémunérés pour raisons familiales ou personnelles prévus au titre V du décret du 17 janvier 1986 susvisé ;

16° Au congé pour formation syndicale ;

17° Au congé pour formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail pour les représentants du personnel siégeant au sein des comités sociaux d'administration ;

18° Au congé de citoyenneté ;

19° Au congé de formation professionnelle ;

20° Au congé de représentation au titre de l'article 11 du décret du 17 janvier 1986 susvisé ;

21° Au congé pour validation des acquis de l'expérience ;

22° Au congé pour bilan de compétences ;

23° Au congé pour l'accomplissement de périodes de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activité dans la réserve de sécurité civile, de périodes d'activité dans la réserve sanitaire et de périodes d'activités dans la réserve civile de la police nationale ;

24° Au réemploi, après les congés mentionnés aux 12° à 22°, dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer.

II. – Les décisions individuelles mentionnées au I du présent article sont également déléguées aux préfets de région, au préfet de Mayotte et au représentant de l'Etat à Saint-Pierre-et-Miquelon par le ministre de l'intérieur pour les agents contractuels exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat mentionnés à l'annexe 1 du présent arrêté et dans les secrétariats généraux des affaires régionales, à l'exception des chargés de mission relevant du décret du 25 mai 2009 susvisé.

III. – Pour les chargés de mission relevant du décret du 25 mai 2009 susvisé exerçant leurs fonctions dans les secrétariats généraux des affaires régionales, sont déléguées aux préfets de région, au préfet de Mayotte et au représentant de l'Etat à Saint-Pierre-et-Miquelon, par le ministre de l'intérieur, les décisions individuelles mentionnées aux 4° à 8°, 10° et 12° à 24° du I.

Art. 6. – I. – Pour les fonctionnaires à l'exception de ceux mentionnés aux annexes 2 et 3 du présent arrêté exerçant leurs fonctions dans les préfetures, les sous-préfetures et les secrétariats généraux communs départementaux de leur ressort territorial, sont déléguées aux préfets de zone de défense et de sécurité, à l'exception du préfet de police, préfet de la zone de défense et de sécurité de Paris, et des préfets sous l'autorité desquels sont placés les secrétariats généraux pour l'administration de la police en outre-mer, nonobstant toute disposition contraire prévue par des actes réglementaires et sans préjudice des délégations dont ils disposent en application de ces mêmes actes, par le ministre de l'intérieur, les décisions individuelles relatives :

- 1° Au recrutement de travailleurs handicapés en application du décret du 25 août 1995 susvisé ;
- 2° Au congé parental ;
- 3° Au congé pour l'accomplissement de périodes de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activité dans la réserve de sécurité civile, de périodes d'activité dans la réserve sanitaire et de périodes d'activité dans la réserve civile de la police nationale ;
- 4° Aux disponibilités de droit ;
- 5° Aux congés prévus aux articles 19, 20 et 21 du décret du 7 octobre 1994 susvisé.

II. – Pour les fonctionnaires à l'exception de ceux mentionnés aux annexes 2 et 3 du présent arrêté exerçant leurs fonctions dans les préfetures, les sous-préfetures et les secrétariats généraux communs départementaux d'Ile-de-France, sont déléguées aux préfets de département d'Ile-de-France, pour les personnels placés sous leur autorité, et au préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, pour les personnels affectés à la préfecture de Paris, nonobstant toute disposition contraire prévue par des actes réglementaires et sans préjudice des délégations dont ils disposent en application de ces mêmes actes, par le ministre de l'intérieur, les décisions individuelles relatives :

- 1° Au congé parental ;
- 2° Aux congés prévus aux articles 19, 20 et 21 du décret du 7 octobre 1994 susvisé ;
- 3° Au congé pour l'accomplissement de périodes de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activité dans la réserve de sécurité civile, de périodes d'activité dans la réserve sanitaire et de périodes d'activité dans la réserve civile de la police nationale ;
- 4° Aux disponibilités de droit.

III. – Pour les fonctionnaires à l'exception de ceux mentionnés aux annexes 2 et 3 du présent arrêté exerçant leurs fonctions dans les préfetures, les sous-préfetures et les secrétariats généraux communs départementaux de leur ressort territorial, sont déléguées aux préfets des départements d'outre-mer, nonobstant toute disposition contraire prévue par des actes réglementaires et sans préjudice des délégations dont ils disposent en application de ces mêmes actes, par le ministre de l'intérieur, les décisions individuelles relatives :

- 1° Au recrutement de travailleurs handicapés en application du décret du 25 août 1995 susvisé ;
- 2° Au congé parental ;
- 3° Aux congés prévus aux articles 19, 20 et 21 du décret du 7 octobre 1994 susvisé ;
- 4° Au congé pour l'accomplissement de périodes de service militaire, d'instruction militaire ou d'activités dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activités dans la réserve de sécurité civile, période d'activité dans la réserve sanitaire et de périodes d'activités dans la réserve civile de la police nationale ;
- 5° Aux disponibilités de droit.

Art. 7. – Pour les fonctionnaires exerçant leurs fonctions dans les directions régionales des affaires culturelles et dans les directions des affaires culturelles, à l'exception de ceux occupant des emplois de direction de l'Etat, sont déléguées aux préfets de région, au préfet de Mayotte et au représentant de l'Etat à Saint-Pierre-et-Miquelon par le ministre chargé de la culture, chacun en ce qui le concerne, les décisions individuelles relatives :

- 1° Aux autorisations d'absence pour suivre des formations continues et formations de préparation aux examens et aux concours administratifs ;
- 2° A l'utilisation des congés accumulés sur un compte épargne-temps ;
- 3° A l'attribution des droits ouverts au titre du droit individuel à la formation ;
- 4° A l'autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel y compris pour raison thérapeutique, et au retour dans l'exercice des fonctions à temps plein ;
- 5° A l'autorisation de l'exercice des fonctions en télétravail ;
- 6° A l'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activités prévu par l'article R. 123-8 du code général de la fonction publique ;
- 7° A la reconnaissance de l'imputabilité au service des accidents de service, à l'exception de ceux survenus aux chefs des services déconcentrés ;
- 8° A l'affectation à un poste de travail au sein du même département ministériel qui n'entraîne ni changement de résidence administrative, ni modification de la situation de l'agent notamment au regard des fonctions ;
- 9° Aux disponibilités de droit, sauf pour les administrateurs de l'Etat ;
- 10° Aux disponibilités d'office, sauf pour les administrateurs de l'Etat ;

11° Aux sanctions disciplinaires du premier groupe mentionnées au 1° de l'article L. 533-1 du code général de la fonction publique pour les fonctionnaires titulaires ;

12° Aux sanctions disciplinaires mentionnées au 1° et au 2° de l'article 10 du décret du 7 octobre 1994 susvisé pour les fonctionnaires stagiaires ;

13° Au congé annuel et à l'attribution de jours de réduction du temps de travail ;

14° Aux congés de maternité, de naissance, d'arrivée d'un enfant en vue d'une adoption, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant ;

15° Au congé de présence parentale ;

16° Au congé parental ;

17° Au congé de maladie, au congé de longue maladie et au congé de longue durée ;

18° Au congé de solidarité familiale ;

19° Au congé de formation professionnelle ;

20° Au congé pour validation des acquis de l'expérience ;

21° Au congé pour bilan de compétences ;

22° Au congé pour formation syndicale ;

23° Au congé pour formation en matière d'hygiène et de sécurité pour les représentants du personnel siégeant au sein des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;

24° Au congé pour participer aux activités des associations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives de plein air ;

25° Au congé de représentation d'une association ou d'une mutuelle ;

26° Aux congés prévus aux titres IV et V du décret du 7 octobre 1994 susvisé ;

27° Au congé pour l'accomplissement de périodes de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activité dans la réserve de sécurité civile, de périodes d'activité dans la réserve sanitaire et de périodes d'activités dans la réserve civile de la police nationale ;

28° A la réintégration, après les congés mentionnés au 13° à 26°, dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer ;

29° A l'établissement et la signature des cartes d'identités de fonctionnaires et des cartes professionnelles, à l'exception de celles concernant les emplois régis par l'article 1^{er} du décret du 31 mars 2009 susvisé.

Art. 8. – Pour les agents contractuels, au sens du code général de la fonction publique exerçant leurs fonctions dans les directions régionales des affaires culturelles et dans les directions des affaires culturelles, à l'exception de ceux occupant des emplois de direction de l'Etat, sont déléguées aux préfets de région, au préfet de Mayotte et au représentant de l'Etat à Saint-Pierre-et-Miquelon par la ministre chargé de la culture, chacun en ce qui le concerne, les décisions individuelles relatives :

1° Au recrutement d'un agent contractuel de droit public, dans les secrétariats généraux pour les affaires régionales, dans les conditions prévues par les articles L. 332-1 et suivants du code général de la fonction publique ;

2° Au licenciement durant la période d'essai pour les contrats visés au 1° du présent article ;

3° Aux autorisations d'absence pour suivre des formations continues et formation de préparation aux examens et aux concours administratifs ;

4° A l'attribution des droits ouverts au titre du droit individuel à la formation ;

5° A l'utilisation des congés accumulés sur un compte épargne-temps ;

6° A l'autorisation d'exercer des fonctions à temps partiel, y compris pour raison thérapeutique, et au retour dans l'exercice des fonctions à temps plein ;

7° A l'autorisation de l'exercice des fonctions en télétravail ;

8° A l'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activités prévu par l'article R. 123-8 du code général de la fonction publique ;

9° A la reconnaissance de l'imputabilité au service des accidents du travail ;

10° A l'avertissement, au blâme et à l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours ;

11° Au congé annuel et à l'attribution de jours de réduction du temps de travail ;

12° Aux congés de maternité, de naissance, d'arrivée d'un enfant en vue d'une adoption, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant ;

13° Au congé de maladie et au congé de grave maladie ;

14° Aux congés non rémunérés pour raisons familiales ou personnelles prévus au titre V du décret du 17 janvier 1986 susvisé ;

15° Au congé pour formation syndicale ;

16° Au congé pour formation en matière d'hygiène et de sécurité pour les représentants du personnel siégeant au sein des comités techniques et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;

17° Au congé pour formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse ;

18° Au congé de formation professionnelle ;

19° Au congé de représentation ;

20° Au congé pour validation des acquis de l'expérience ;

21° Au congé pour bilan de compétences ;

22° Au congé pour l'accomplissement de périodes de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activité dans la réserve de sécurité civile, de périodes d'activité dans la réserve sanitaire et de périodes d'activités dans la réserve civile de la police nationale ;

23° Au congé et à l'autorisation d'absence pour l'exercice d'un mandat électif local pour les contrats visés au 1° du présent article.

Art. 9. – Les préfets, le préfet de Mayotte et le représentant de l'Etat à Saint-Pierre-et-Miquelon peuvent déléguer leur signature aux chefs des services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat mentionnés à l'annexe 1 et à l'article 7 du présent arrêté.

Ces derniers peuvent eux-mêmes subdéléguer leur signature aux responsables chargés de la gestion du personnel.

Art. 10. – L'arrêté du 29 décembre 2016 portant déconcentration des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat au sens de l'article 15 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements est abrogé.

Art. 11. – Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

Art. 12. – Les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 20 août 2025.

*Le ministre de l'action publique, de la fonction publique
et de la simplification,*

LAURENT MARCANGELI

*Le ministre d'État,
ministre de l'intérieur,*

BRUNO RETAILLEAU

*La ministre du travail, de la santé,
des solidarités et des familles,*

CATHERINE VAUTRIN

*Le ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle et numérique,*

ÉRIC LOMBARD

La ministre de la culture,

RACHIDA DATI

*Le ministre de l'aménagement du territoire
et de la décentralisation,*

FRANÇOIS REBSAMEN

*La ministre de la transition écologique, de la biodiversité,
de la forêt, de la mer et de la pêche,*

AGNÈS PANNIER-RUNACHER

*La ministre de l'agriculture,
et de la souveraineté alimentaire,*

ANNIE GENEVARD

*La ministre des sports, de la jeunesse
et de la vie associative,*

MARIE BARSACQ

ANNEXES

ANNEXE 1

SERVICES DÉCONCENTRÉS des administrations civiles de l'Etat concernés
--

<p>Les directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités</p> <p>La direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France</p> <p>La direction de la cohésion sociale, du travail, de l'emploi et de la population de Saint-Pierre-et-Miquelon</p> <p>Les directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement</p> <p>La direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement en région Ile-de-France</p> <p>La direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France</p> <p>Les directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement</p> <p>Les directions de la mer</p> <p>La direction de la mer et du littoral de Corse</p> <p>La direction générale des territoires et de la mer de Guyane</p> <p>La direction des territoires, de l'alimentation et de la mer de Saint-Pierre et Miquelon</p> <p>La direction de l'environnement, de l'aménagement, du logement et de la mer de Mayotte</p> <p>Les directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt</p> <p>Les directions de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt</p> <p>La direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile-de-France</p>
--

ANNEXE 2

- le corps des administrateurs de l'Etat ;
- le corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts ;
- le corps de l'inspection du travail et des contrôleurs du travail, lorsqu'ils concourent aux actions d'inspection de la législation du travail ;
- chargés de mission relevant du décret n° 2009-587 du 25 mai 2009 relatif aux missions des secrétaires généraux pour les affaires régionales ;
- délégués au permis de conduire et à la sécurité routière (décret n° 97-1017 du 30 octobre 1997 modifié relatif au statut particulier du corps des délégués au permis de conduire et à la sécurité routière) ;
- inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière (décret n° 2013-422 du 22 mai 2013 modifié portant statut particulier du corps des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière) ;
- emplois de direction de l'Etat (décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 modifié relatif aux emplois de direction de l'Etat) ;
- conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat (décret n° 2017-1052 modifié du 10 mai 2017 modifié portant statut particulier du corps interministériel des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat).

ANNEXE 3

- adjoints administratifs des administrations de l'Etat (décret n° 2006-1760 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat) ;
- secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer (décret n° 2010-1346 du 9 novembre 2010 modifié portant statut particulier du corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer et relatif aux modalités temporaires d'accès au corps des attachés d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer) ;
- attachés d'administration de l'Etat (décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 modifié portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat) ;
- conseillers d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer (décret n° 2007-1488 du 17 octobre 2007 modifié relatif à l'emploi de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer).

ANNEXE 4

- agents principaux des services techniques (décret n° 75-888 du 23 septembre 1975 modifié portant dispositions applicables aux emplois d'agent principal des services techniques) ;
- inspecteurs techniques de l'action sociale des administrations de l'Etat (décret n° 2017-1053 du 10 mai 2017 relatif à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat) ;
- chef des services techniques (décret n° 2020-1498 du 1^{er} décembre 2020 relatif aux emplois de chef des services techniques du ministère de l'intérieur) ;
- chef de projet en systèmes et réseaux d'information et de communication des administrations de l'Etat (décret n° 2016-81 du 29 janvier 2016 relatif à l'emploi de chef de projet en systèmes et réseaux d'information et de communication des administrations de l'Etat) ;
- infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat (décret n° 94-1020 du 23 novembre 1994 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat) ;
- ingénieurs des services techniques (décret n° 2005-1304 du 19 octobre 2005 modifié portant statut particulier du corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur) ;

- adjoints techniques des administrations de l'Etat (décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat) ;
- techniciens des systèmes d'information et de communication (décret n° 2011-1987 du 27 décembre 2011 modifié portant statut particulier du corps des techniciens des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur) ;
- contrôleurs des services techniques (décret n° 2011-1988 du 27 décembre 2011 modifié portant statut particulier du corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur) ;
- infirmiers de catégorie A des administrations de l'Etat (décret n° 2012-762 du 9 mai 2012 modifié portant dispositions statutaires communes aux corps d'infirmiers de catégorie A des administrations de l'Etat) ;
- assistants de service social (décret n° 2017-1051 du 10 mai 2017 modifié portant statut particulier du corps interministériel des assistants de service social des administrations de l'Etat) ;
- ingénieurs des systèmes d'information et de communication (décret n° 2015-576 du 27 mai 2015 modifié portant statut particulier du corps des ingénieurs des systèmes d'information et de communication).

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ACTION PUBLIQUE, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SIMPLIFICATION

Arrêté du 20 août 2025 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents contractuels exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles

NOR : APFF2516310A

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur, la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le ministre de l'action publique de la fonction publique et de la simplification,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'État et à certaines modalités de mise à disposition et de cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 modifié fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 95-979 du 25 août 1995 modifié relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article L. 352-4 du code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2006-1780 du 23 décembre 2006 modifié portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels relevant du ministère de l'intérieur ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret n° 2013-1041 du 20 novembre 2013 modifié autorisant le ministre chargé du développement durable à déléguer certains de ses pouvoirs de recrutement et de gestion d'agents placés sous son autorité ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 modifié portant charte de la déconcentration, notamment son article 12 ;

Vu le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2017 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des personnels administratifs du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2017 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels techniques et spécialisés du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2019 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion d'agents placés sous son autorité ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2019 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion des membres du corps des adjoints administratifs des administrations de l'État,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Pour les fonctionnaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles, à l'exception des corps mentionnés en annexe 1 du présent arrêté, sont déléguées aux préfets de départements, nonobstant toute disposition contraire prévue par des actes réglementaires et sans préjudice des délégations dont ils disposent en application de ces mêmes actes, par le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, la ministre du travail, de la

santé, des solidarités et des familles, la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, chacun en ce qui le concerne, les décisions individuelles relatives :

- 1° Au recrutement de travailleurs handicapés en application du décret du 25 août 1995 susvisé :
 - a) Des ministères chargés de l'économie, des affaires sociales, de la santé et du travail ;
 - b) Des ministères chargés de l'aménagement du territoire et de la transition écologique dans le corps des adjoints administratifs de l'administration de l'Etat ;
 - c) Du ministère chargé de l'agriculture, à l'exception des techniciens supérieurs du ministère chargé de l'agriculture, des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement et des inspecteurs de santé publique vétérinaire ;
- 2° A l'octroi des autorisations d'absence ;
- 3° A l'ouverture, la fermeture et la gestion d'un compte épargne-temps ;
- 4° A la gestion du compte personnel de formation et aux décisions relatives aux périodes de professionnalisation ;
- 5° A l'autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel, y compris pour raison thérapeutique, sauf pour créer ou reprendre une entreprise et exercer à ce titre une activité privée et à la réintégration à temps plein ;
- 6° A l'autorisation de l'exercice des fonctions en télétravail ;
- 7° A l'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activités prévu par l'article R. 123-8 du code général de la fonction publique ;
- 8° A la reconnaissance de l'imputabilité au service des accidents de service ;
- 9° A l'affectation à un poste de travail au sein du même département ministériel qui n'entraîne ni changement de résidence administrative, ni modification de la situation de l'agent notamment au regard des fonctions ;
- 10° Aux disponibilités de droit et d'office ;
- 11° A la signature de la convention de mise à disposition par l'administration d'accueil, à l'exception des inspecteurs de santé publique vétérinaire ;
- 12° Au renouvellement de détachement, à l'exception des inspecteurs de santé publique vétérinaire ;
- 13° Au renouvellement de la mise en position normale d'activité ;
- 14° A la démission de l'agent, à l'exception des inspecteurs de santé publique vétérinaire ;
- 15° Aux sanctions disciplinaires du premier groupe mentionnées au 1° de l'article L. 533-1 du code général de la fonction publique pour les fonctionnaires titulaires ;
- 16° Aux sanctions disciplinaires mentionnées au 1° et au 2° de l'article 10 du décret du 7 octobre 1994 susvisé pour les fonctionnaires stagiaires ;
- 17° A l'octroi des congés annuels et à la gestion des jours de réduction du temps de travail ;
- 18° A l'octroi des congés de maternité, de naissance, d'arrivée d'un enfant en vue d'une adoption, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant ;
- 19° A l'octroi du congé de présence parentale ;
- 20° A l'octroi du congé parental ;
- 21° Au congé bonifié ;
- 22° Au congé de maladie, au congé de longue maladie et au congé de longue durée ;
- 23° Au congé pour invalidité temporaire imputable au service au titre de l'article L. 822-21 du code général de la fonction publique pour les fonctionnaires titulaires ;
- 24° Au congé de proche aidant ;
- 25° A l'octroi du congé de solidarité familiale ;
- 26° A l'acceptation du congé de formation professionnelle ;
- 27° A l'octroi du congé pour validation des acquis de l'expérience ;
- 28° A l'octroi du congé pour bilan de compétences ;
- 29° A l'acceptation du congé pour formation syndicale ;
- 30° A l'acceptation du congé pour formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail pour les représentants du personnel siégeant au sein des comités sociaux d'administration ;
- 31° A l'octroi du congé de citoyenneté ;
- 32° A l'octroi du congé de représentation d'une association ou d'une mutuelle au titre de l'article L. 642-1 du code général de la fonction publique ;
- 33° A l'octroi des congés prévus aux titres IV et V du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics ;
- 34° A l'octroi du congé pour l'accomplissement de périodes de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activité dans la réserve de sécurité civile, de périodes d'activité dans la réserve sanitaire et de périodes d'activités dans la réserve civile de la police nationale ;
- 35° A la réintégration, après les congés mentionnés aux 17° à 33°, dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer ;
- 36° A l'établissement et signature des cartes d'identités de fonctionnaires et des cartes professionnelles.

Art. 2. – I. – Pour les fonctionnaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles de leur ressort territorial, à l'exception des corps et emplois mentionnés en annexe 2 du présent arrêté, sont déléguées aux préfets de département, nonobstant toute disposition contraire prévue par des actes réglementaires et sans préjudice des délégations dont ils disposent en application de ces mêmes actes, par le ministre de l'intérieur, les décisions individuelles relatives :

- 1° Aux autorisations d'absence ;
- 2° A la gestion d'un compte épargne-temps ;
- 3° A la gestion du compte personnel de formation et aux décisions relatives aux périodes de professionnalisation ;
- 4° A l'autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel, y compris pour raison thérapeutique, et à la réintégration à temps plein ;
- 5° A l'autorisation de l'exercice des fonctions en télétravail ;
- 6° A l'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activités prévu par l'article R. 123-8 du code général de la fonction publique ;
- 7° A la reconnaissance de l'imputabilité au service des accidents de service ;
- 8° A l'affectation à un poste de travail au sein du même département ministériel qui n'entraîne ni changement de résidence administrative, ni modification de la situation de l'agent notamment au regard des fonctions ;
- 9° Aux disponibilités d'office ;
- 10° A la signature de la convention de mise à disposition par l'administration d'accueil ;
- 11° Au renouvellement de détachement à l'exception des emplois mentionnés à l'annexe 3 ;
- 12° Au renouvellement de la mise en position normale d'activité ;
- 13° A la démission de l'agent ;
- 14° Aux sanctions disciplinaires du premier groupe mentionnées au 1° de l'article L. 533-1 du code général de la fonction publique pour les fonctionnaires titulaires ;
- 15° Aux sanctions disciplinaires mentionnées au 1° et au 2° de l'article 10 du décret du 7 octobre 1994 susvisé ;
- 16° Aux congés annuels et à la gestion des jours de réduction du temps de travail ;
- 17° Aux congés de maternité, de naissance, d'arrivée d'un enfant en vue d'une adoption, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant ;
- 18° Au congé de présence parentale ;
- 19° Au congé bonifié pour les personnels dont la résidence administrative est outre-mer ;
- 20° Au congé de maladie, au congé de longue maladie et au congé de longue durée ;
- 21° Au congé pour invalidité temporaire imputable au service au titre de l'article L. 822-21 du code général de la fonction publique pour les fonctionnaires titulaires ;
- 22° Au congé de proche aidant ;
- 23° Au congé de solidarité familiale ;
- 24° Au congé de formation professionnelle ;
- 25° Au congé pour validation des acquis de l'expérience ;
- 26° Au congé pour bilan de compétences ;
- 27° Au congé pour formation syndicale ;
- 28° Au congé pour formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail pour les représentants du personnel siégeant au sein des comités sociaux d'administration ;
- 29° Au congé de citoyenneté ;
- 30° Au congé de représentation d'une association ou d'une mutuelle au titre de l'article L. 642-1 du code général de la fonction publique ;
- 31° Aux congés prévus aux titres IV et V du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 susvisé, à l'exception de ceux prévus aux articles 19, 20 et 21 ;
- 32° A la réintégration, après les congés mentionnés aux 16° à 31°, dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer ;
- 33° A l'établissement et signature des cartes d'identités de fonctionnaires et des cartes professionnelles.

II. – Pour les inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière et les délégués au permis de conduire et à la sécurité routière exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles de leur ressort territorial, sont déléguées aux préfets de département, nonobstant toute disposition contraire prévue par des actes réglementaires et sans préjudice des délégations dont ils disposent en application de ces mêmes actes, par le ministre de l'intérieur, les décisions individuelles mentionnées aux 1° à 3°, 5°, 6°, 16°, 26° à 29° et 33° du I.

Art. 3. – Pour les agents contractuels au sens du code général de la fonction publique exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles, sont déléguées aux préfets de département, nonobstant toute disposition contraire prévue par des actes réglementaires et sans préjudice des délégations dont ils disposent en application de ces mêmes actes, par le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des

familles, la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire chacun en ce qui le concerne, les décisions individuelles relatives :

1° Au recrutement d'un agent contractuel de droit public, pour une durée déterminée, dans les conditions prévues par les articles L. 332-1 et suivants du code général de la fonction publique qui respectent les référentiels de rémunération mis en œuvre dans le cadre des arrêtés ministériels pris en application de l'article 105 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

2° Au licenciement en cours ou au terme de la période d'essai et à la fin de contrat ;

3° A la démission de l'agent ;

4° A l'octroi des autorisations d'absence ;

5° A l'ouverture, la fermeture et la gestion du compte épargne-temps ;

6° A la gestion du compte personnel de formation et des décisions relatives aux périodes de professionnalisation ;

7° A l'autorisation d'exercer des fonctions à temps partiel, y compris pour raison thérapeutique, sauf pour créer ou reprendre une entreprise et exercer à ce titre une activité privée et retour dans l'exercice des fonctions à temps plein ;

8° A l'autorisation de l'exercice des fonctions en télétravail ;

9° A l'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activités prévu par l'article R. 123-8 du code général de la fonction publique ;

10° A la reconnaissance de l'imputabilité au service des accidents du travail ;

11° A l'autorisation de prolongation d'activité au-delà de la limite d'âge ;

12° A l'avertissement, au blâme et à l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours ;

13° A l'octroi des congés annuels et la gestion des jours de réduction du temps de travail ;

14° A l'octroi des congés de maternité, de naissance, d'arrivée d'un enfant en vue d'une adoption, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant ;

15° Au congé de maladie et au congé de grave maladie ;

16° A l'octroi des congés non rémunérés pour raisons familiales ou personnelles prévus au titre V du décret du 17 janvier 1986 susvisé ;

17° A l'acceptation du congé pour formation syndicale ;

18° A l'acceptation du congé pour formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail pour les représentants du personnel siégeant au sein des comités sociaux d'administration ;

19° A l'acceptation du congé de citoyenneté ;

20° A l'acceptation du congé de formation professionnelle ;

21° A l'octroi du congé de représentation au titre de l'article 11 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 susvisé ;

22° A l'octroi du congé pour validation des acquis de l'expérience ;

23° A l'octroi du congé pour bilan de compétences ;

24° A l'octroi du congé pour l'accomplissement de périodes de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activité dans la réserve de sécurité civile, de périodes d'activité dans la réserve sanitaire et de périodes d'activités dans la réserve civile de la police nationale ;

25° Au réemploi, après les congés mentionnés aux 12° à 22°, dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer.

Art. 4. – Pour les agents contractuels exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles de leur ressort territorial, sont déléguées aux préfets de département, nonobstant toute disposition contraire prévue par des actes réglementaires et sans préjudice des délégations dont ils disposent en application de ces mêmes actes, par le ministre de l'intérieur, les décisions individuelles relatives :

1° Au recrutement d'un agent contractuel de droit public, pour une durée déterminée, dans les conditions prévues par les articles L. 332-1 et suivants du code général de la fonction publique et l'arrêté afférent pris en application de l'article 105 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

2° Au licenciement en cours ou au terme de la période d'essai et à la fin de contrat ;

3° A la démission de l'agent ;

4° Aux autorisations d'absence ;

5° A la gestion du compte épargne-temps ;

6° A la gestion du compte personnel de formation et des décisions relatives aux périodes de professionnalisation ;

7° A l'autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel, y compris pour raison thérapeutique, et retour dans l'exercice des fonctions à temps plein ;

8° A l'autorisation de l'exercice des fonctions en télétravail ;

9° A l'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activités prévu par l'article R. 123-8 du code général de la fonction publique ;

10° A la reconnaissance de l'imputabilité au service des accidents du travail ;

11° A l'avertissement, au blâme et à l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours ;

12° Aux congés annuels et la gestion des jours de réduction du temps de travail ;

13° Aux congés de maternité, de naissance, d'arrivée d'un enfant en vue d'une adoption, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant ;

14° Au congé de maladie et au congé de grave maladie ;

15° Aux congés non rémunérés pour raisons familiales ou personnelles prévus au titre V du décret du 17 janvier 1986 susvisé ;

16° Au congé pour formation syndicale ;

17° Au congé pour formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail pour les représentants du personnel siégeant au sein des comités sociaux d'administration ;

18° Au congé de citoyenneté ;

19° Au congé de formation professionnelle ;

20° Au congé de représentation au titre de l'article 11 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 susvisé ;

21° Au congé pour validation des acquis de l'expérience ;

22° Au congé pour bilan de compétences ;

23° Au congé pour l'accomplissement de périodes de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activité dans la réserve de sécurité civile, de périodes d'activité dans la réserve sanitaire et de périodes d'activités dans la réserve civile de la police nationale ;

24° Au réemploi, après les congés mentionnés aux 12° à 22°, dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer.

Art. 5. – Les préfets de département peuvent déléguer leur signature aux directeurs départementaux interministériels.

Ces derniers peuvent eux-mêmes subdéléguer leur signature aux responsables chargés de la gestion du personnel.

Art. 6. – L'arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles est abrogé.

Art. 7. – Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

Art. 8. – Les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 20 août 2025.

*Le ministre de l'action publique, de la fonction publique
et de la simplification,*
LAURENT MARCANGELI

*Le ministre d'État,
ministre de l'intérieur,*
BRUNO RETAILLEAU

*La ministre du travail, de la santé,
des solidarités et des familles,*
CATHERINE VAUTRIN

*Le ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle et numérique,*
ÉRIC LOMBARD

*Le ministre de l'aménagement du territoire
et de la décentralisation,*
FRANÇOIS REBSAMEN

*La ministre de la transition écologique, de la biodiversité,
de la forêt, de la mer et de la pêche,*
AGNÈS PANNIER-RUNACHER

*La ministre de l'agriculture,
et de la souveraineté alimentaire,*
ANNIE GENEVARD

ANNEXES

ANNEXE 1

- le corps des administrateurs de l'Etat ;
- le corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts ;
- le corps de l'inspection du travail et des contrôleurs du travail, lorsqu'ils concourent aux actions d'inspection de la législation du travail.

ANNEXE 2

- le corps des administrateurs de l'Etat ;
- délégués au permis de conduire et à la sécurité routière (décret n° 97-1017 du 30 octobre 1997 modifié relatif au statut particulier du corps des délégués au permis de conduire et à la sécurité routière) ;
- inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière (décret n° 2013-422 du 22 mai 2013 modifié portant statut particulier du corps des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière) ;
- emplois de direction de l'Etat (décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 modifié relatif aux emplois de direction de l'Etat).

ANNEXE 3

- conseillers d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer (décret n° 2007-1488 du 17 octobre 2007 modifié relatif à l'emploi de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer) ;
- agents principaux des services techniques (décret n° 75-888 du 23 septembre 1975 modifié portant dispositions applicables aux emplois d'agent principal des services techniques) ;
- inspecteurs techniques de l'action sociale des administrations de l'Etat (décret n° 2017-1053 du 10 mai 2017 relatif à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat) ;
- chef des services techniques (décret n° 2020-1498 du 1^{er} décembre 2020 relatif aux emplois de chef des services techniques du ministère de l'intérieur) ;
- chef de projet en systèmes et réseaux d'information et de communication des administrations de l'Etat (décret n° 2016-81 du 29 janvier 2016 relatif à l'emploi de chef de projet en systèmes et réseaux d'information et de communication des administrations de l'Etat).

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

Arrêté du 7 août 2025 portant création de la mention « activités de glisse aérotractée et disciplines associées » du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité « éducateur sportif »

NOR : SPOV2523080A

La ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative,

Vu le code du sport, notamment ses articles L. 212-1, R. 212-10-17, D. 212-20 et suivants et A. 212-47 et suivants ;

Vu l'avis de la commission professionnelle consultative « sport et animation » en date du 25 mars 2025,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Il est créé une mention « activités de glisse aérotractée et disciplines associées » du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité « éducateur sportif ».

Art. 2. – Le diplôme mentionné à l'article 1^{er} est obtenu par capitalisation des quatre blocs de compétences suivants :

- bloc de compétences 1 (BC1) : concevoir et mettre en œuvre des projets d'animation dans le cadre de l'organisation de travail d'une structure du champ du sport ou de l'animation ;
- bloc de compétences 2 (BC2) : valoriser les activités et les projets d'une structure du sport ou de l'animation ;
- bloc de compétences 3 (BC3) : concevoir, conduire, en sécurité et évaluer des séances de découverte et des cycles de séances d'apprentissage des activités de glisse aérotractée et disciplines associées dans le cadre du projet et de l'organisation de travail de la structure ;
- bloc de compétences 4 (BC4) : coordonner la sécurisation des activités et le déroulement de l'enseignement au sein d'un établissement proposant des activités de glisse aérotractée et disciplines associées, nautiques et terrestres.

Art. 3. – Les référentiels d'activités, de compétences et d'évaluation des blocs de compétences constitutifs du diplôme mentionnés à l'article D. 212-23 du code du sport figurent en annexe I au présent arrêté.

Art. 4. – Les exigences préalables à l'entrée en formation, prévues aux articles R. 212-10-17, A. 212-35 et A. 212-36 du code du sport et mentionnées à l'article A. 212-47-1 *bis* de ce même code, sont complétées comme suit :

- a) Attester de sa capacité à savoir nager et à s'immerger ;
- b) Attester de la possession du permis de conduire des bateaux à moteur option côtière ;
- c) Attester d'une connaissance du fonctionnement d'une structure effectuant l'enseignement des glisses aérotractées ;
- d) Justifier d'un niveau physique et technique sur différents types de supports de glisse et différents cerfs-volants de traction permettant de garantir la sécurité des pratiquants et des tiers.

Il est procédé à la vérification de ces exigences préalables au moyen de :

a) La production de l'attestation ou de l'un des certificats prévus à l'article A. 322-3-1 du code du sport ou de l'attestation du savoir-nager en sécurité (ASNS) validée dans le temps scolaire mentionnée à l'article D. 312-47-2 du code de l'éducation ou de l'attestation du savoir-nager en sécurité validée hors temps scolaire prévue par l'arrêté du 9 août 2022 relatif à l'attestation du « savoir-nager » en sécurité hors temps scolaire ou de l'attestation scolaire du savoir-nager (ASSN) délivrée avant le 2 mars 2022 ;

b) La production d'une copie du permis de conduire des bateaux à moteur option côtière ou son équivalent ;

c) La production d'une attestation portant sur la réalisation d'un temps d'information-observation d'une structure école en fonctionnement, effectuant de l'enseignement des glisses aérotractées, d'une durée de cinq jours minimum. Cette attestation est délivrée par le responsable juridique de la structure. Le stage est réalisé auprès d'un titulaire d'un diplôme d'Etat relevant du champ de l'activité ;

d) Un test d'exigences préalables consistant en la réalisation des trois épreuves suivantes :

1. Epreuve technique : le candidat est évalué sur tout ou partie des capacités suivantes en fonction des conditions de pratique sur terre et eau pouvant impliquer des démonstrations de glisses dans des vents de 6 à 35 nœuds moyens.

Le candidat doit être capable de :

- s'insérer dans l'espace de pratique ;
- utiliser les différentes zones de préparation et d'évolution en sécurité ;
- naviguer en groupe sur un espace restreint ;
- évoluer avec aisance sur différents types de supports de glisse et différents cerfs-volants de traction. La partie nautique est testée sur au moins deux types de supports distincts (un directionnel et un bidirectionnel) ;
- s'équiper avec tous les éléments de protection individuelle recommandés par les fédérations délégataires ;
- réaliser un arrêt d'urgence : s'arrêter à un point précis et éviter un obstacle ;
- décoller, poser et immobiliser son cerf-volant de traction sans assistance en sécurité ;
- revenir dans la zone de préparation après avoir déclenché le système de sécurité du cerf-volant de traction et effectué un pliage d'urgence dans la zone d'évolution ;
- effectuer des rotations d'au moins 180° sur un bord sans perte de glisse ;
- effectuer des virages à 180° sans rupture de glisse ou de roulage ;
- évoluer dans les vagues en montée et descente sans perte de glisse ;
- exécuter diverses figures d'expression (freestyle) d'un niveau de compétition régionale, du type hooké/dé-hooké, aile haute/aile basse, rotation avant/arrière ;
- naviguer (glisse ou roulage en position debout) sur un parcours orienté à toutes les allures avec aisance (attitude, appuis, regard, contrôle de la vitesse et de la direction, pilotage de l'aile varié et adapté...), avec fluidité et efficacité (optimisation de la traction du cap et de la vitesse en concordance avec les conditions naturelles) ;
- piloter un cerf-volant de traction efficacement pour en développer une traction orientée par action sur les réglages, des mises en mouvement de l'aile, des régulations de l'incidence et des actions de déplacement en concordance avec les conditions naturelles, à pied, en glisse nautique ou terrestre.

2. Epreuve physique terrestre :

Le candidat doit être capable de courir sur la plage huit cents mètres en moins de trois minutes et trente secondes avec mise en sécurité du pratiquant sur le rivage et déclenchement des secours.

3. Epreuve physique aquatique :

Le candidat doit être capable de :

- nager depuis le bord de la plage jusqu'à deux cents mètres du rivage pour ramener un baigneur équipé (combinaison isotherme et aide à la flottabilité) ;
- sortir ce baigneur de l'eau ;
- le mettre en position de sécurité.

Le rectorat de région académique en charge d'établir le calendrier des tests d'exigences préalables à l'entrée en formation peut s'appuyer sur le directeur technique national de la Fédération française de voile et le directeur technique national de la Fédération française de vol libre, ou leur représentant pour la mise en œuvre et l'évaluation du test susmentionné au présent article. La réussite au test d'exigences préalables est attestée par le recteur de région académique.

Art. 5. – Les exigences préalables à la mise en situation professionnelle des personnes en cours de formation prévues à l'article R. 212-10-20 du code du sport sont les suivantes :

- a) Etre capable d'évaluer les risques objectifs liés à la pratique des glisses aérotractées et disciplines associées ;
- b) Etre capable d'anticiper les risques potentiels liés à l'activité pour le pratiquant ;
- c) Etre capable de maîtriser le comportement et les gestes à réaliser en cas d'incident ou d'accident ;
- d) Etre capable de mettre en œuvre deux séquences d'initiation en glisse aérotractée et disciplines associées, en sécurité.

Elles sont vérifiées et attestées par l'organisme de formation, dans les conditions mentionnées dans le dossier d'habilitation prévu à l'article R. 212-10-11 du code du sport, au moyen de la mise en place par le candidat de deux séquences en glisse aérotractée pour deux pratiquants équipés chacun de leur aile :

- a) Une séquence sur terre ou en eau peu profonde ;
- b) Une séquence en eau profonde.

Ces séquences sont réalisées sur une durée de deux heures maximum.

Elles permettent d'apprécier la capacité du candidat à :

- identifier et expliquer les conditions aérologiques et l'état de la mer pour la séance et prévoir leurs évolutions ;
- expliquer le domaine de vol d'un cerf-volant de traction de façon pratique à l'aide d'une aile peu tractive ;
- expliquer comment le cerf-volant génère une force tractive ;

- expliquer les problématiques liées au rapport poids du pilote/force du vent/surface du cerf-volant de traction en relation avec la maîtrise du pilotage ;
- expliquer les montages et les réglages des cerfs-volants de traction ;
- expliquer les circulations dans les diverses zones de préparation et d'évolution ;
- expliquer les distances de sécurité entre les pratiquants dans une zone d'évolution ;
- expliquer les adaptations de l'organisme et reconnaître les signes de fatigue dus à l'effort et aux conditions climatiques ;
- expliquer les modalités d'arrêt et de mise en sécurité ;
- préparer le matériel nécessaire pour un exercice de glissade sur la plage, de premières glisses en eau peu profonde ou de nage tractée en eau profonde ;
- conditionner et charger l'ensemble du matériel nécessaire à l'encadrement en sécurité pour le transport sur les zones de préparation et d'évolution ;
- encadrer deux pratiquants en appliquant les principes exposés préalablement, en situation de glissade sur terre, en nage tractée en eau peu profonde ou eau profonde ;
- proposer des exercices réalisables pour les deux pratiquants ;
- effectuer une rotation entre pratiquants sous un même matériel dans les divers milieux d'évolution ;
- gérer la zone d'évolution des deux pratiquants, en nage tractée en eau peu profonde ;
- gérer depuis le bateau la dérive des deux pratiquants en nage tractée ;
- récupérer les pratiquants avec leur matériel à la fin de la dérive ou d'un déplacement ;
- faire face rapidement à un incident de vol entraînant une traction non maîtrisée du cerf-volant de traction.

Ces séquences sont suivies d'un entretien d'une durée de trente minutes maximum portant prioritairement sur les aspects sécuritaires en glisse aérotractée et disciplines associées.

Art. 6. – Les épreuves certificatives sont évaluées dans les conditions prévues à l'article A. 212-26 du code du sport.

Les modalités de la situation d'évaluation certificative des quatre blocs de compétences mentionnés à l'article 2 figurent en annexe II au présent arrêté.

Art. 7. – Les qualifications des personnes en charge de la formation conduisant à l'obtention du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité « éducateur sportif », mention « activités de glisse aérotractée et disciplines associées » (coordonnateur pédagogique et formateurs permanents), sont conformes à l'annexe II-2-1 du cahier des charges de l'habilitation.

Les qualifications des tuteurs, ainsi que les qualifications des évaluateurs des personnes en formation pour l'obtention du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité, « éducateur sportif », mention « activités de glisse aérotractée et disciplines associées », sont les suivantes :

a) Les tuteurs :

Les tuteurs doivent justifier d'une expérience professionnelle dans le champ de la glisse aérotractée et disciplines associées, *a minima* de deux saisons représentant un minimum de dix mois, et :

- pour la partie de formation en structure d'alternance pédagogique correspondant aux seules activités de glisse aérotractée, être titulaires d'une certification professionnelle *a minima* de niveau 4 dans le champ de la glisse aérotractée ;
- pour la partie de formation en structure d'alternance pédagogique correspondant aux activités d'engins tractés, être titulaires d'une certification professionnelle conférant des prérogatives d'encadrement d'activités avec engins tractés, inscrite soit à l'annexe II-1 du code du sport soit à l'arrêté du 9 mars 2020 modifié fixant la liste des certifications antérieurement inscrites à l'annexe II-1 de l'article A. 212-1 du code du sport permettant l'encadrement des activités physiques ou sportives contre rémunération et modifiant le code du sport.

Le tuteur peut accompagner au maximum deux stagiaires. Plusieurs tuteurs, respectant les conditions précédemment listées, peuvent se relayer au sein d'une équipe tutorale dans l'action auprès du stagiaire. Dans ce cas, l'un des tuteurs doit être défini comme référent ;

b) Les évaluateurs :

Les évaluateurs du bloc de compétences 1 (BC1) « Concevoir et mettre en œuvre des projets d'animation dans le cadre de l'organisation de travail d'une structure du champ du sport ou de l'animation » et du bloc de compétences 2 (BC2) « Valoriser les activités et les projets d'une structure du sport ou de l'animation » sont choisis en raison de leur expérience, de leurs compétences et de leur niveau technique dans le domaine considéré par le brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité « éducateur sportif ».

Les évaluateurs du bloc de compétences 3 (BC3) « Concevoir, conduire, en sécurité et évaluer des séances de découverte et des cycles de séances d'apprentissage des activités de glisse aérotractée et disciplines associées dans le cadre du projet et de l'organisation de travail de la structure » et du bloc de compétences 4 (BC4) « Coordonner la sécurisation des activités et le déroulement de l'enseignement au sein d'un établissement proposant des activités de glisse aérotractée et disciplines associées, nautiques et terrestres » sont titulaires, *a minima*, d'une certification professionnelle de niveau 4 dans le champ des « glisses aérotractées » et justifient d'une expérience professionnelle minimum de trois années dans le champ de l'encadrement sportif des activités de glisses aérotractées.

Sont dispensés de ces exigences, les personnels techniques et pédagogiques relevant du ministère chargé des sports et les professeurs ou les enseignants d'éducation physique et sportive du ministère de l'éducation nationale.

Art. 8. – Le tableau récapitulatif des dispenses des exigences préalables à l'entrée en formation (EPEF), des exigences préalables à la mise en situation professionnelle (EPMSP) et/ou des modalités d'épreuves certificatives, ainsi que des allègements et/ou correspondances de blocs de compétences (BC) avec le brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité « éducateur sportif », mention « activités de glisse aérotractée et disciplines associées », figure en annexe III au présent arrêté.

Art. 9. – Le candidat qui sollicite une validation des acquis de l'expérience en vue de l'obtention du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité « éducateur sportif », mention « activités de glisse aérotractée et disciplines associées », doit satisfaire aux exigences préalables à l'entrée en formation, mentionnées à l'article 4 du présent arrêté. Le justificatif de validation à ces exigences est à joindre à la demande de recevabilité.

1° Le candidat qui souhaite valider le bloc de compétences 3 (BC3) « Concevoir, conduire, en sécurité et évaluer des séances de découverte et des cycles de séances d'apprentissage des activités de glisse aérotractée et disciplines associées dans le cadre du projet et de l'organisation de travail de la structure » doit :

a) Justifier du niveau de maîtrise technique et sécuritaire attendu à travers les tests suivants :

i) Le candidat gère depuis une embarcation motorisée, un collectif de trois pratiquants de glisse aérotractée qui navigue en eau profonde.

Il effectue, *a minima* :

- une mise à l'eau ;
- une récupération ;
- une remise en état de fonctionnement ;
- un reconditionnement du matériel suivi d'une relance d'aile ;
- une remontée au vent d'un pratiquant, aile non dégrée ;
- un déplacement de l'aile dans la fenêtre et un redécollage d'aile ;
- une gestion contrôlée de l'espace où la flotte des pratiquants navigue (espacement, dégagement) ;

ii) Le candidat doit réaliser, après tirage au sort, l'une de ces modalités :

- soit une démonstration technique en kitefoil d'un minimum de dix minutes en évolution. Le parcours à réaliser par le candidat contient, *a minima*, des trajectoires enchaînées aux différentes allures de près de large et de travers au vent permettant d'apprécier la qualité des aulofées et abattées intermédiaires, une transition d'amure de type foiling jibe ou foiling tack. La démonstration est satisfaisante dès lors qu'elle correspond *a minima* au niveau 4 en kiteboard de la carte de progression de la Fédération délégataire ;
- soit une démonstration technique en wingfoil d'un minimum de dix minutes en évolution. Le parcours à réaliser par le candidat contient, *a minima*, des trajectoires enchaînées aux différentes allures de près de large et de travers au vent permettant d'apprécier la qualité des aulofées et abattées intermédiaires, une transition d'amure de type foiling jibe ou foiling tack. La démonstration est satisfaisante dès lors qu'elles correspondent *a minima* au niveau 3 en wing de la carte de progression de la Fédération délégataire ;
- soit le pilotage de bateau tracteur, d'une durée maximum de quinze minutes. Le candidat fait effectuer à des pratiquants un parcours aller-retour sur engins tractés non volants avec deux bouées simultanées puis un ski bus. Le parcours comprend huit traversées de sillage et un 360° à l'extérieur du virage pour le double bouée. La démonstration est satisfaisante dès lors que le candidat adopte une conduite lui permettant de placer les bouées à l'intérieur du sillage du bateau tracteur, au départ et à la fin des évolutions imposées ; qu'il maintient le ski bus à l'intérieur du sillage lors des évolutions, le tout en assurant la sécurité.

L'évaluation de ces tests est réalisée par deux évaluateurs présents, *in situ*, avec le candidat sur le même lieu et au même moment. Elle ne peut pas être réalisée à distance par des moyens de communication audiovisuels.

Le justificatif de satisfaction au niveau de maîtrise technique et sécuritaire susmentionné est à joindre au dossier à l'étape d'évaluation par le jury ;

b) Décrire ses activités de conception, de conduite, en sécurité et d'évaluation de séances de découverte et de cycles de séances d'apprentissage des activités de glisse aérotractée et disciplines associées, dont la conception d'un cycle d'apprentissage visant la progression sportive vers les premiers niveaux de compétition en wingfoil ou glisses aérotractées, dans le dossier de validation conformément à l'article R. 335-8 du code de l'éducation ;

2° Le candidat qui souhaite valider le bloc de compétences 4 (BC4) « Coordonner à la sécurisation des activités et le déroulement de l'enseignement au sein d'un établissement proposant des activités de glisse aérotractée et disciplines associées, nautiques et terrestres » doit :

a) Justifier du niveau de maîtrise technique et sécuritaire attendu au travers d'une situation d'intervention auprès de pratiquants autonomes en difficulté et d'un entretien décrits comme suit :

Dans un premier temps avec son matériel de kite, le candidat récupère un kitesurfeur conscient mais dans l'impossibilité de rentrer seul, il sécurise l'aile et déplace le pratiquant sur une distance de trois cents mètres minimum pour le mettre à un endroit constituant un abri.

Dans un deuxième temps à partir d'une embarcation motorisée, le candidat surveille un groupe de trois pratiquants et récupère un kitesurfeur dans l'impossibilité de rentrer seul :

Suite à un déclenchement du système de sécurité de l'aile, il récupère l'aile :

- il neutralise l'aile et la sécurise ;
- il remonte à bord le pratiquant en état d'inconscience et le sécurise en moins d'une minute ;
- il opère un diagnostic et passe l'alerte.

L'entretien avec les évaluateurs d'une durée de quinze minutes au maximum portant sur l'analyse par le candidat de son intervention.

L'évaluation de cette intervention est réalisée par deux évaluateurs présents, in situ, avec le candidat sur le même lieu et au même moment. Elle ne peut pas être réalisée à distance par des moyens de communication audiovisuels.

Le justificatif de satisfaction au niveau de maîtrise technique et sécuritaire susmentionné est à joindre au dossier à l'étape d'évaluation par le jury ;

b) Décrire son expérience de coordination de la sécurisation des activités et du déroulement de l'enseignement au sein d'un établissement proposant des activités de glisse aérotractée et disciplines associées, nautiques et terrestres, dans le dossier de validation conformément à l'article R. 335-8 du code de l'éducation.

Art. 10. – L'avis du directeur technique national de la Fédération française de voile et l'avis du directeur technique national de la Fédération française de vol libre, prévus à l'article R. 212-10-12 du code du sport sont exigés pour l'habilitation de l'organisme de formation désirant mettre en place des sessions de formations préparant au brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité « éducateur sportif », mention « activités de glisse aérotractée et disciplines associées ».

Art. 11. – Afin d'assurer le maintien des compétences professionnelles en matière de sécurité des pratiquants et des tiers, l'obtention du certificat d'aptitude à l'encadrement en sécurité des activités de glisse aérotractée et disciplines associées, défini par arrêté au sens de l'article R. 212-1 du code du sport, est obligatoire pour le titulaire du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité « éducateur sportif », mention « activités de glisse aérotractée et disciplines associées », dans les cinq ans suivant l'obtention du diplôme.

Art. 12. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 7 août 2025.

Pour la ministre et par délégation :

*Le chef de service,
adjoint à la directrice des sports,
J. FOURNIER*

ANNEXES

ANNEXE I

RÉFÉRENTIEL D'ACTIVITÉS, DE COMPÉTENCES ET D'ÉVALUATION DU BREVET PROFESSIONNEL DE LA JEUNESSE, DE L'ÉDUCATION POPULAIRE ET DU SPORT, SPÉCIALITÉ « ÉDUCATEUR SPORTIF », MENTION « ACTIVITÉS DE GLISSE AÉROTRACTÉE ET DISCIPLINES ASSOCIÉES »

<p>Le titulaire du BPJEPS, spécialité « éducateur sportif », mention « activités de glisse aérotractée et disciplines associées », exerce le métier de moniteur de glisses aérotractées nautiques et terrestres. Il exerce de manière autonome son activité « d'éducateur sportif », dans le cadre du dispositif de surveillance et d'intervention de sa structure, dont il peut être le maître d'œuvre.</p> <p>Il est en capacité de proposer et d'assurer la réalisation des animations en glisse aérotractée et dans les disciplines associées et d'accompagner le développement de l'établissement dans lequel il intervient par l'analyse des besoins des différents publics, l'adaptation des activités à différentes finalités et contextes, la connaissance des disciplines et la compréhension de l'écosystème dans lequel évolue l'établissement.</p> <p>En tant qu'acteur de la vie de l'établissement, il est force de proposition sur l'évolution de l'offre d'activités et est en capacité de mener de nouveaux projets s'inscrivant au service du projet, de la politique et de la stratégie de développement de celui-ci. Il promeut l'offre d'activité de l'établissement et plus généralement favorise et encourage la fidélisation des pratiquants sur les différents supports de glisses aérotractées et disciplines associées.</p> <p>Les principales situations professionnelles des titulaires d'un BPJEPS « activités de glisse aérotractée et disciplines associées » peuvent se décliner auprès des :</p> <ul style="list-style-type: none">– établissements privés relevant du secteur associatif, souvent affiliés aux fédérations ;– établissements privés de loisirs ;– établissements scolaires ;– comités d'entreprise, centres de vacances sportives... <p>Le titulaire du BPJEPS « activités de glisse aérotractée et disciplines associées » conçoit des séances permettant de sécuriser l'activité, d'entretenir la motivation du public et de faire progresser les participants en améliorant leur niveau de pratique sur l'ensemble des supports de glisse aérotractée, stand up paddle et sup foil (à l'exclusion des activités dérivées du surf de mer), wingfoil, parawing, efoil, longe-côte, cerf-volant, engin tractés non volant et supports émergents dans ces champs de pratiques.</p> <p>Il peut conduire :</p> <ul style="list-style-type: none">– des activités de découverte du milieu naturel ;– des activités d'initiation aux glisses aérotractées et disciplines associées ;– des activités d'apprentissage des glisses aérotractées et disciplines associées notamment dans une intention de progression sportive vers les premiers niveaux de compétition tels que définis par les fédérations délégataires concernées. En proposant aux pratiquants des apprentissages permettant une progression sportive, il permet à ces derniers de prendre part, le cas échéant, aux premiers niveaux compétitions et les y accompagne ;– des actions éducatives : sport santé, sport bien être, socialisation par le sport... <p>Il adapte les séances, le matériel disponible, l'environnement de pratique aux caractéristiques des différents publics auxquels il s'adresse : enfants, adolescents, adultes, seniors, personnes en situation de handicap, public scolaire et à une pluralité de finalités dans le champ des glisses aérotractées et disciplines associées. Il anticipe les phénomènes qui peuvent compromettre le bon déroulement de l'activité en tenant compte du niveau et des caractéristiques du public dont il a la charge.</p> <p>Il veille à la sécurité des activités organisées au sein de l'établissement ; pour se faire il prépare, anime et améliore les conditions de mise en œuvre des encadrements des activités nautiques et terrestres dans l'établissement : il peut coordonner la surveillance des activités et diriger les interventions portant assistance et secours, il collabore avec l'équipe encadrante pour assurer la qualité pédagogique auprès des pratiquants, il gère les installations le matériel les espaces utilisés, il intègre l'ensemble des règles en vigueur dans la mise en œuvre des activités.</p>			
RÉFÉRENTIEL D'ACTIVITÉS <i>Descrit les situations de travail et les activités exercées, les métiers ou emplois visés.</i>	RÉFÉRENTIEL DE COMPÉTENCES <i>Identifie les compétences et les connaissances, y compris transversales, qui découlent du référentiel d'activités.</i>	RÉFÉRENTIEL D'ÉVALUATION <i>Les modalités d'évaluation des blocs de compétences sont détaillées en annexe II du présent arrêté</i>	
		MODALITÉS D'ÉVALUATION	CRITÈRES et INDICATEURS D'ÉVALUATION
BC 1 : CONCEVOIR ET METTRE EN ŒUVRE DES PROJETS D'ANIMATION DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DE TRAVAIL D'UNE STRUCTURE DU CHAMP DU SPORT OU DE L'ANIMATION (*)			
A.1.1. Recueil d'informations en vue d'un état des lieux de l'environnement de la structure, des besoins des publics et des financements/-ressources mobilisables dans le champ du sport ou de l'animation	C.1.1.1. Se repérer dans son territoire, en s'appuyant sur ses différentes caractéristiques et l'identification des acteurs locaux, en vue de concourir au développement d'une structure agissant dans le champ du sport ou de l'animation	La situation d'évaluation certificative du bloc de compétences commun 1 (BC 1) est réalisée au moyen de la réalisation d'un entretien à partir de la production par le candidat d'un document écrit personnel explicitant la conception, la mise en œuvre et la réalisation d'un projet d'animation s'inscrivant dans celui de la structure d'alternance pédagogique.	Le candidat identifie les caractéristiques principales du territoire de sa structure, qui peuvent avoir un impact sur les activités de sa structure et son développement. <ul style="list-style-type: none">– Il en présente au minimum trois parmi les suivantes : les acteurs du champ du sport et/ou de l'animation, les collectivités territoriales ou acteurs publics ayant un rôle dans le champ du sport ou de l'animation, la population, les caractéristiques de l'environnement direct de la structure (urbain, semi urbain, périphérique, rural...), les espaces naturels et lieux de pratiques, les caractéristiques économiques et sociales du territoire (activités économiques, emploi, chômage, difficultés sociales éventuelles), les modalités de déplacement (transports en commun, véhicule personnel, réseau de covoiturage).– Il illustre leur impact potentiel sur sa structure en donnant des exemples.
	C.1.1.2. Identifier les différents publics cibles d'une structure du champ du sport ou de l'animation en vue d'identifier leurs besoins, avec une attention particulière pour les publics en situation(s) de handicap		Le candidat présente les caractéristiques des publics visés par la structure. <ul style="list-style-type: none">– Pour chaque type de public visé par le projet, il détaille les principales caractéristiques identifiées.– Il en déduit des besoins vis-à-vis du projet de la structure.

			<ul style="list-style-type: none"> – Il porte une attention particulière aux caractéristiques spécifiques des publics dans son analyse de besoins notamment les publics vulnérables, fragiles ou en situation de handicap.
A.1.2. Proposition de projets dans le cadre de l'organisation de la structure répondant à l'évolution des besoins des publics	C.1.2.1. Repérer les demandes des publics accueillis ou des acteurs du territoire du champ du sport ou de l'animation, en prenant en compte notamment les demandes des publics en situation(s) de handicap, afin de favoriser l'intégration de tous		<p>Le candidat propose différents moyens de recueillir les demandes des publics accueillis ou celles des acteurs du territoire.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il caractérise les différents moyens de recueil possibles parmi notamment les suivants : échanges informels, entretiens, questionnaire, analyse documentaire... – Il sélectionne au moins un moyen de recueil de la demande, et explicite les raisons de son choix, en précisant ce qu'il propose pour repérer les demandes associées à une situation de handicap éventuelle. – Il présente les résultats de son recueil de la demande des publics ou des acteurs du territoire.
	C.1.2.2. Formuler des propositions de projets dans le cadre de l'organisation de la structure du champ du sport ou de l'animation, en tenant compte des objectifs et des ressources mobilisables par la structure et de l'offre d'animation à visée éducative, sociale, culturelle ou sportive présente sur le territoire, afin de répondre aux besoins du public		<p>Le candidat élabore une proposition de projet, à partir des pistes qu'il a identifiées.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il indique à quel public ce projet s'adresse, à quels besoins ou à quelle demande il répond. – Il indique comment ce projet s'inscrit dans l'offre d'animation existante. – Il précise les ressources humaines, matérielles et financières, que sa structure peut mobiliser pour mettre en œuvre ce projet.
A.1.3. Organisation, mise en œuvre et supervision de la réalisation d'un projet dans le cadre de l'organisation de la structure du champ du sport ou de l'animation	C.1.3.1. Planifier et organiser un projet dans le cadre de l'organisation de la structure du champ du sport ou de l'animation, en tenant compte des ressources mobilisables au sein de la structure, et des impacts écologiques potentiels du projet, pour favoriser l'atteinte des résultats attendus		<p>Le candidat mobilise les moyens nécessaires à la conduite du projet qu'il anime.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il identifie les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires à leur réalisation. – Il planifie leur mise en œuvre dans le temps. – Il décline pour chaque activité les résultats attendus. – Il présente au moins deux manières de prendre en compte la dimension écologique du projet notamment parmi la liste suivante : la démarche éco-citoyenne proposée, les conséquences sur l'environnement, la mise en place d'un tri sélectif, la prise en compte du recyclage, la perspective de réemploi, l'initiative en faveur de la protection du site où se déroulent les activités, la préservation de la biodiversité, la mobilité, les énergies renouvelables, ...
	C.1.3.2. Suivre les actions conduites dans le cadre du projet mis en œuvre, en organisant les actions de chaque membre de l'équipe au regard de son rôle dans le projet et de ses besoins particuliers, en vue de s'assurer du bon déroulement du projet		<p>Le candidat s'assure du bon déroulement des activités planifiées.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il vérifie que les activités prévues sont réalisées. – Il s'informe auprès des membres de l'équipe du déroulement des activités. – Il ajuste les actions à réaliser en fonction des résultats attendus. – Il tient compte des situations éventuelles de handicap détectées au sein de l'équipe et des aménagements nécessaires. – Il propose aux membres de l'équipe mobilisés des ajustements susceptibles de favoriser la bonne conduite des activités.
	C.1.3.3. Remplir les obligations administratives liées aux activités sportives ou d'animation, en utilisant différents outils numériques, de manière à permettre leur mise en œuvre		<p>Le candidat met en œuvre les démarches administratives en vigueur dans le cadre de son projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il identifie les démarches administratives à réaliser pour permettre la tenue des animations ou activités sportives. – Il collecte ou retranscrit les informations nécessaires aux démarches administratives de son périmètre. – Il utilise les outils numériques nécessaires aux démarches administratives.
A.1.4. Evaluation du projet dans le champ du sport ou de l'animation et transmission d'informations au	C.1.4.1. Analyser le projet conduit en conservant des traces écrites et en appréciant l'atteinte des		<p>Le candidat réalise le bilan du projet dont il a eu la responsabilité et identifie les perspectives.</p>

sein de la structure sur les publics accueillis	objectifs initiaux au regard des résultats observés, pour rendre compte de ses impacts		<ul style="list-style-type: none"> – Il mobilise les justificatifs des projets conduits et leurs résultats. – Il décrit les résultats obtenus en référence aux objectifs initiaux. – Il illustre les effets du projet, <i>a minima</i> pour deux champs parmi les suivants : social, culturel, sportif, éducatif, économique ou environnemental. – Il formule des propositions d'amélioration pour les prochains projets.
	C.1.4.2. Restituer les conclusions du projet à son responsable, en identifiant les principaux facteurs positifs, les facteurs qui ont fait défaut et les points d'amélioration, afin de favoriser l'évolution des activités		<p>Le candidat rend compte des résultats du projet à son responsable.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il détaille deux facteurs qui ont contribué positivement au projet, notamment parmi les suivants : participation du ou des publics visés, qualité de l'organisation interne, participation de partenaires externes, mobilisation de ressources matérielles, communication. – Il identifie deux facteurs qui ont fait ou auraient pu faire défaut dans le cadre de la mise en œuvre du projet, notamment parmi les suivants : participation du ou des publics visés, qualité de l'organisation interne, participation de partenaires externes, mobilisation de ressources matérielles, communication. – Il formule des propositions d'évolution des activités mises en œuvre.

(*) « Au niveau 4, le professionnel conçoit, propose et met en œuvre des actions et participe à la conception de projets qui s'inscrivent dans l'organisation de travail de sa structure, dans la résolution de problèmes précis et la réponse aux aléas quotidiens. Il ne peut s'agir à ce niveau de solutions à des problèmes nouveaux et/ou qui impacteraient la stratégie de l'ensemble de la structure, de conception de dispositifs nouveaux ou de stratégies à l'échelle de la structure.

La conception telle qu'entendue ici pour le niveau 4 est donc bien distincte de celle associée par l'arrêté du 8 janvier 2019 fixant les critères associés aux niveaux de qualification du cadre national des certifications professionnelles, aux niveaux 5 et suivants.

Ces dispositions interprétatives ne s'appliquent pas aux certificateurs dépourvus de certification de niveau 4 qui se réservent le droit de ne pas établir de correspondances – au sens de l'article L. 6113-7 du code du travail - avec les certifications de niveau 4.

BC 2 : VALORISER LES ACTIVITES ET LES PROJETS D'UNE STRUCTURE DU CHAMP DU SPORT OU DE L'ANIMATION

A.2.1. Information et mobilisation des publics, et de leur entourage, dans le cadre des activités d'une structure du champ du sport ou de l'animation	C.2.1.1. Communiquer des informations sur les activités proposées dans le champ du sport ou de l'animation, en tenant compte des pratiques et consignes en vigueur au sein de la structure, afin de mobiliser les publics visés et, le cas échéant, leur entourage	<p>La situation d'évaluation certificative du bloc de compétences commun 2 (BC 2) est réalisée au moyen de la réalisation d'un entretien conduit à partir de la production par le candidat d'un ou plusieurs supports personnels de son choix présentant deux actions de valorisation d'activité ou de projet qu'il a mises en œuvre au sein de la structure d'alternance.</p> <p>Ce ou ces supports comprennent notamment les outils de communication utilisés.</p>	<p>Le candidat informe les publics visés et, le cas échéant, leur entourage du programme des activités de la structure.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il prend l'initiative d'échanges avec les publics visés. – Il facilite l'expression des intérêts de la ou des personnes. – Il conseille son interlocuteur sur les différentes activités pouvant répondre à ses intérêts. – Il met en valeur ces activités en détaillant ces propositions. – Il valorise la structure en communiquant sur les points forts de la structure, ses valeurs et son programme d'activités.
	C.2.1.2. Adapter sa communication aux caractéristiques et besoins des publics, notamment les publics en situation(s) de handicap, afin de délivrer une information accessible à tous		<p>Le candidat communique avec les publics visés de manière adaptée.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il formule un message à communiquer à un public choisi, en tenant compte de ses caractéristiques. – Il explicite son choix. – Il porte une attention particulière aux besoins des personnes en situation(s) de handicap éventuelle(s), dans son choix de communication. – Il détaille les modalités de sa communication qu'il adapte en fonction du message, des publics visés, et des résultats attendus. – Il tient compte des risques liés à l'utilisation des outils numériques.
A.2.2. Mise en œuvre à destination des publics d'actions de promotion, de valorisation des activités dans le champ du sport ou de l'animation	C.2.2.1. Sélectionner les outils de communication, en tenant compte des objectifs et des cibles des actions de communication, des ressources mobilisables ainsi que du cadre défini par la structure, en vue d'atteindre les publics visés par les activités sportives ou d'animation		<p>Le candidat assure la promotion d'une de ses animations auprès d'un public visé.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il choisit un moyen de communication pour présenter une animation parmi celles dont il a la responsabilité. – Il explicite les raisons de son choix de moyen de communication. – Il précise l'outil ou le support retenu selon les ressources mobilisables au sein de la structure. – Il en argumente l'intérêt par rapport au public visé.

	C.2.2.2. Rédiger des contenus de communication en vue de promouvoir une animation, en les adaptant à l'outil de communication utilisé et aux particularités des publics		Le candidat présente un support de promotion de son animation. <ul style="list-style-type: none"> – Il prend en compte le public visé dans son message. – Il invite au travers du message à participer à l'animation. – Il utilise un message adapté à l'outil de communication choisi.
BC 3 : CONCEVOIR, CONDUIRE, EN SECURITE ET EVALUER DES SEANCES DE DECOUVERTE ET DES CYCLES DE SEANCES D'APPRENTISSAGE (*) DES ACTIVITES DE GLISSE AEROTRACTEE ET DISCIPLINES ASSOCIEES DANS LE CADRE DU PROJET ET DE L'ORGANISATION DE TRAVAIL DE LA STRUCTURE			
A.3.1. Conception de séances de découverte et de cycles de séances d'apprentissage (*), des activités de glisse aérotractée et disciplines associées	C.3.1.1. Elaborer des séances et des cycles de séances des activités de glisse aérotractée et disciplines associées en tenant compte des finalités fixées et des caractéristiques des pratiquants, afin d'adapter les séances aux besoins identifiés et aux différents types de pratiquants éventuellement ceux en situation de handicap	L'épreuve certificative relative aux compétences C.3.1.1, C.3.1.2, C.3.1.3, C.3.1.4, C.3.2.1, C.3.2.2, C.3.3.1, C.3.3.2, C.3.3.3, C.3.3.7, C.3.4.1 et C.3.4.2 consiste en : <ul style="list-style-type: none"> – la production par le candidat d'un document portant sur la conception et la préparation d'une séance positionnée dans un cycle faisant l'objet d'une présentation aux évaluateurs ; – la conduite seul en sécurité, d'une séance d'initiation ou d'apprentissage de la progression sportive des glisses aérotractées, suivie d'un entretien. 	Le candidat prend en compte le contexte dans la dynamique pédagogique de ses séances et de son cycle de séances. <ul style="list-style-type: none"> – Il présente la finalité du cycle de séances. – Il précise en quoi la séance et son intégration dans le cycle de séances s'inscrivent dans le projet d'animation. – Il précise les différents types d'activités déployées (découverte, récréative, apprentissage sportif, éducative, etc.) dans les séances en lien avec les finalités du cycle. – Il explicite par des exemples précis comment il favorise la progression en lien avec la finalité de la séance ou du cycle de séances en cohérence avec les caractéristiques des pratiquants dont éventuellement ceux en situation de handicap.
	C.3.1.2. Définir les objectifs spécifiques, le contenu, les méthodes, les techniques, les outils et le déroulement de séances d'activités de glisse aérotractée et disciplines associées en prenant en compte les caractéristiques liées à la pratique sportive des différents pratiquants, et en agencant les contenus afin de proposer une progression cohérente des séances, et de répondre aux finalités du cycle		Le candidat conçoit sa démarche pédagogique sur au moins quatre séances consécutives d'un même cycle. <ul style="list-style-type: none"> – Il présente et démontre que les objectifs, les contenus, les méthodes, les outils et les déroulements des quatre séances : <ul style="list-style-type: none"> * Tiennent compte des fondamentaux et spécificités techniques des activités de glisse aérotractée et disciplines associées ; * Permettent d'atteindre les finalités du cycle de séances défini par une progression pédagogique cohérente entre les séances notamment dans les aspects sécuritaires ; * Tiennent compte des caractéristiques des pratiquants, liées à la pratique sportive (motivations, niveau de pratique, capacités physiques et cognitives, etc.) ; * Tiennent compte de l'environnement de pratique de l'activité proposée (naturel, technique, technologique, politique de produit, etc.).
	C.3.1.3. Faciliter l'apprentissage des activités de glisse aérotractée et disciplines associées en diversifiant les supports et outils pédagogiques pour répondre à une variété de contextes, de formes d'activités et de pratiquants accueillis		Le candidat adapte sa pédagogie au regard des contextes rencontrés. <ul style="list-style-type: none"> – Il explicite comment il prévoit d'adapter la séance, en fonction des réactions des participants, des conditions naturelles de pratique et des situations de handicap éventuellement identifiées. – Il explique comment il prévoit d'adapter les supports et outils pédagogiques à la variété des contextes, des formes de pratique et des publics. – Il justifie en quoi ses choix facilitent l'apprentissage.
	C.3.1.4. Organiser le cadre d'intervention de la séance d'activités de glisse aérotractée et disciplines associées notamment en s'assurant du respect de la réglementation en vigueur afin de permettre sa réalisation en sécurité		Le candidat prépare un cadre sécurisé pour son intervention. <ul style="list-style-type: none"> – Il explique comment il s'est assuré du respect de la réglementation en vigueur. – Il présente les vérifications de sécurité concernant le lieu, le public, la structure et le matériel nécessaire à la conduite de la séance.
A.3.2. Préparation de séances de découverte et d'apprentissage (*), des activités de glisse aérotractée et disciplines associées	C.3.2.1. Adapter les modalités de réalisation d'une séance d'activités de glisse aérotractée et disciplines associées aux conditions réelles de mise en œuvre, en tenant compte de l'activité, des pratiquants et du lieu de pratique, en vue de permettre		Le candidat adapte les modalités de réalisation d'une séance aux conditions réelles de mise en œuvre. <ul style="list-style-type: none"> – Il explicite, à l'aide de trois exemples, un sur l'adaptation aux conditions naturelles, un sur les caractéristiques des pratiquants et un sur la logique de l'activité, les ajustements réalisés en fonction des conditions réelles de pratique.

A.3.3. Conduite de séances de découverte et de séances de cycles d'apprentissage (*), des activités de glisse aérotractée et disciplines associées	l'atteinte de l'objectif de séance tout en assurant la sécurité		<ul style="list-style-type: none"> – Il justifie que les adaptations proposées permettent la poursuite des objectifs de la séance en toute sécurité.
	C.3.2.2. Vérifier les ressources nécessaires à la réalisation d'une séance d'activités de glisse aérotractée et disciplines associées en tenant compte de son contenu et de son déroulement, pour s'assurer de leur disponibilité ainsi que du bon fonctionnement au moment prévu		<p>Le candidat s'assure de la fonctionnalité des ressources pour le bon déroulement de la séance.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il précise les ressources nécessaires et mobilisables par la structure pour la séance. – Il présente comment il s'assure en amont de la séance, de la disponibilité des ressources et du bon état des matériels et équipements nécessaires à la réalisation de la séance.
	C.3.3.1. Recueillir les demandes et les attentes exprimées par les pratiquants dont éventuellement ceux en situation de handicap, en interagissant avec eux durant la phase d'accueil afin d'ajuster la séance d'activités de glisse aérotractée et disciplines associées initialement prévue		<p>Le candidat accueille les pratiquants pour favoriser les échanges.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il interroge les pratiquants sur l'estimation de leurs niveaux, leurs demandes et leurs attentes. – Il repère et prend en compte les difficultés des pratiquants, éventuellement celles rencontrées par les pratiquants en situation de handicap. – Il argumente au regard de ce recueil les ajustements à opérer le cas échéant, permettant la poursuite des objectifs de la séance et/ou du cycle de séances en toute sécurité.
	C.3.3.2. Présenter les objectifs de la séance d'activités de glisse aérotractée et disciplines associées aux pratiquants en précisant son déroulement et les consignes à respecter notamment en termes de sécurité, en vue de mettre en place une dynamique favorable à leur implication		<p>Le candidat favorise l'engagement des pratiquants dans l'activité.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il présente les objectifs généraux et le déroulement de la séance, il remplace cette dernière dans le cycle de séances. – Il transmet des consignes claires permettant d'assurer la sécurité des pratiquants et celle des tiers, le respect des sites et des espaces de pratique. – Il s'assure de la bonne compréhension du déroulement de la séance et des règles à respecter par les pratiquants et reformule, le cas échéant.
	C.3.3.3. Conduire une séance d'activités de glisse aérotractée et disciplines associées, en prenant en compte les caractéristiques des pratiquants, les conditions de pratique afin de permettre la progression des pratiquants dans les domaines de la technique, de la sécurité, du sens marin et de l'environnement		<p>Le candidat interagit avec les pratiquants au cours de la séance pour poursuivre les objectifs.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il met en œuvre la séance au regard de ce qu'il avait prévu dans la conception et la préparation. – Il développe les valeurs écocitoyennes chez le pratiquant et la prévention des conflits d'usagers en adaptant ses pratiques d'encadrement (exemplarité). – Il communique aux pratiquants des consignes claires sur les règles de navigation à respecter et les actions à réaliser pendant les mises en place et les phases de navigation. – Il supervise l'utilisation des équipements et du matériel nécessaire au déroulement de la séance en sécurité. – Il prend en compte les activités des pratiquants, les conditions de pratique et les projets des institutions pour adapter le contenu de la séance. – Il veille à la sécurité des pratiquants et au respect des règles. – Il intervient en cas de risque identifié ou de situation d'accident. – Il anime une séance qui répond aux objectifs énoncés et favorise la progression. – Il accompagne les pratiquants par différentes modalités pédagogiques (consigne directe, conseil, démonstration, recherche de résultat, résolution de problème, libre découverte, etc.). – Il valorise les réalisations des pratiquants, afin d'entretenir leur motivation et de favoriser leur participation. – Il propose aux pratiquants des temps de retours/réactions durant la séance.
	C.3.3.4. Mettre en œuvre à partir d'une embarcation motorisée les techniques d'encadrement	L'épreuve certificative relative à la compétence C.3.3.4 consiste à la mise en œuvre	<p>Le candidat démontre sa maîtrise des techniques d'encadrement de l'activité en eau profonde.</p>

	de l'activité en eau profonde en assurant sa sécurité et celle des pratiquants afin de permettre la poursuite de l'activité	par le candidat des techniques d'encadrement en eau profonde lors de l'encadrement d'une séance de glisse aérotractée nautique, depuis une embarcation motorisée.	<ul style="list-style-type: none"> - Il met à l'eau et récupère le pratiquant équipé. - Il remet en état de fonctionnement l'aile après un incident de vol ou de manipulation. - Il relance une aile qu'il a préalablement reconditionnée. - Il remonte au vent un pratiquant sans dégrader l'aile. - Il opère le transfert d'une aile entre deux pratiquants. - Il déplace dans la fenêtre et redécote une aile tombée à l'eau. - Il utilise en sécurité une embarcation motorisée en anticipant les déplacements et en assurant la gestion de la flotte.
	C.3.3.5. Mettre en œuvre des activités d'engins tractés en s'appuyant sur les techniques de pilotage pour garantir la sécurité des usagers	L'épreuve certificative relative à la compétence C.3.3.5 consiste en un test de pilotage d'un bateau tracteur.	<p>Le candidat démontre sa maîtrise du tractage d'engins tractés non volants, en sécurité.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il adopte une conduite lui permettant de placer les bouées à l'intérieur du sillage du bateau tracteur, au départ et à la fin des évolutions imposées. - Il maintient le ski bus à l'intérieur du sillage lors des évolutions.
	C.3.3.6. Repérer les risques, les freins ou les difficultés éventuelles rencontrées par les pratiquants tout au long d'une séance d'activités de glisse aérotractée et disciplines associées, en identifiant les spécificités de chacun et de la situation afin de proposer des interventions individuelles et collectives, adaptées permettant leur progression et d'intervenir en cas de situation accidentogène	L'épreuve certificative relative à la compétence C.3.3.6 consiste en un entretien à partir de l'analyse d'une séquence vidéo relative à une pratique de glisse aérotractée permettant au candidat d'effectuer une proposition pédagogique.	<p>Le candidat accompagne la progression des pratiquants en sécurité tout au long de la séance.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il observe et analyse l'activité motrice et technique du pratiquant en s'appuyant sur les fondamentaux de l'activité. - Il repère les besoins individuels en les repositionnant dans la progression. - Il propose des remédiations face aux besoins repérés en précisant les objectifs et les modalités d'apprentissage. - Il adapte les situations pour permettre aux pratiquants d'évoluer en sécurité.
	C.3.3.7. Evaluer le pratiquant des activités de glisse aérotractée et disciplines associées afin de situer son niveau d'autonomie, au regard des domaines de la technique et de la sécurité, du sens marin et de l'environnement en favorisant son auto-évaluation		<p>Le candidat évalue l'autonomie du pratiquant tout au long de la séance.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il repère les acquis dans les domaines de la technique, de la sécurité et du sens marin des pratiquants en cours et en fin de séance en s'appuyant sur des critères objectifs préalablement définis et la carte de progression utilisée dans la structure. - Il vérifie le respect de l'environnement. - Il implique le pratiquant dans sa propre auto-évaluation et le repositionne dans son type de pratique et sa progression pour définir l'objectif de la prochaine séance. - Il synthétise les points clés liés à l'objectif de séance. - Lors des bilans de séance et de fin de cycle, il certifie le niveau d'autonomie atteint et fixe les limites des futures conditions de pratiques.
A.3.4. Evaluation de séances de découverte et de cycles de séances d'apprentissage (*) des activités de glisse aérotractée et disciplines associées	C.3.4.1. Analyser une séance d'activités de glisse aérotractée et disciplines associées, en s'appuyant sur le déroulement initialement prévu, et les observations réalisées, en vue de proposer des améliorations permettant l'adaptation des futures séances et l'évolution des pratiques des pratiquants		<p>Le candidat réalise un bilan de la séance conduite.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il analyse les résultats de son action au regard de la conception, de la préparation, de l'animation de la séance et de la conduite des pratiquants. - Il identifie et argumente un ou plusieurs écarts éventuellement constatés, entre le prévisionnel et le réalisé et émet des hypothèses sur les éléments ayant conduit à ce résultat. - Il précise s'il a observé des progressions ou des blocages de la part des pratiquants au cours de la séance en illustrant ses propos. - Il met en évidence les points forts de son action. - Il identifie et argumente les améliorations à apporter à la séance en vue de faire évoluer son action pédagogique et le niveau des pratiquants.
	C.3.4.2. Evaluer un cycle de séances d'apprentissage des activités de glisse aérotractée et disciplines associées, en vérifiant son adéquation avec les finalités et les objectifs définis		<p>Le candidat réalise le bilan au regard des objectifs et finalités définis du cycle de séances et des résultats obtenus.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il illustre les apprentissages observés durant le cycle de séances en lien avec les finalités et les objectifs définis.

	et en analysant les résultats obtenus, afin de proposer des aménagements lors des prochains cycles et d'identifier des perspectives d'évolution		<ul style="list-style-type: none"> - Il explicite de quelle manière il a tenu compte des besoins des pratiquants accueillis tout au long du cycle de séances. - Il met en perspective les apprentissages qui restent à réaliser, notamment dans le cadre d'une pratique sportive. - Il identifie et argumente les adaptations et les améliorations à apporter au cycle de séances.
<p>(*) Au niveau 4, le professionnel conçoit et met en œuvre des activités d'apprentissage qui peuvent permettre aux pratiquants de progresser dans sa discipline sportive, de se préparer et de prendre part, le cas échéant, aux premiers niveaux compétitions, tels que définis par la Fédération concernée. Ces activités telles qu'entendues ici pour le niveau 4 sont donc bien distinctes de celles associées au niveau 5, pour le DEJEPS, spécialité « perfectionnement sportif ».</p>			
<p>BC 4 : COORDONNER LA SECURISATION DES ACTIVITES ET LE DEROULEMENT DE L'ENSEIGNEMENT AU SEIN D'UN ETABLISSEMENT PROPOSANT DES ACTIVITES DE GLISSE AEROTRACTEE ET DISCIPLINES ASSOCIEES NAUTIQUES ET TERRESTRES.</p>			
A.4.1. Mise en œuvre et participation à l'amélioration d'un dispositif de surveillance et d'intervention dans le cadre du règlement intérieur de l'établissement	C.4.1.1. Préparer les conditions de mise en œuvre de l'encadrement des activités nautiques et terrestres dans l'établissement en prenant en compte les règles en vigueur pour garantir la sécurité des usagers	<p>L'épreuve certificative relative aux compétences C.4.1.1, C.4.1.2, C.4.1.4, C.4.2.1, C.4.2.2, C.4.3.1, C.4.3.2, C.4.3.3, C.4.4.1, C.4.4.2 et C.4.4.3 consiste en un entretien à partir de la production par le candidat d'un document analysant depuis son expérience en structure d'alternance pédagogique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en œuvre et l'actualisation du dispositif de surveillance et d'intervention dans le cadre du règlement intérieur de l'établissement ; - les modalités de coordination et de collaboration dans les mises en œuvre des activités ; - les modalités de gestion des flottes et des parcs matériels participant à l'organisation des activités ; - la gestion des installations, des sites et des espaces de pratique utilisés ; - la mise en œuvre spécifique des disciplines associées aux glisses aérotractées de la mention. 	<p>Le candidat vérifie les éléments participant à la mise en œuvre en sécurité des activités dans le respect des règles et de la réglementation en vigueur.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il applique les réglementations liées aux différents supports. - Il distingue les spécificités des disciplines qui impliquent des modalités de sécurisation adaptées. - Il effectue le suivi administratif des matériels et équipements notamment par rapport aux obligations réglementaires et consigne les vérifications, les entretiens et mises au rebus des équipements. - Il vérifie l'adéquation des aptitudes des encadrants avec les conditions d'encadrement des activités qui leur sont confiées. - Il liste les conduites à tenir pour veiller à l'intégrité des pratiquants sur les divers supports et outils pédagogiques utilisés. - Il précise les procédures d'adaptation au regard de risques identifiés. - Il prépare et vérifie les moyens et les phases des procédures d'intervention en cas d'incident ou d'accident. - Il précise les zones d'évacuation et la chaîne de déclenchement des secours. - Il prévoit des moyens de surveillance et d'intervention adaptés aux activités proposées et définit les modalités les rendant prêts à intervenir en fonction des utilisations envisagées. - Il produit les procédures de réintégration des moyens de surveillances et d'interventions, des équipements et du matériel, après usage pour assurer leur bon état de service (entretien, complétude, stockage).
	C.4.1.2. Entretenir le dispositif de surveillance et d'intervention sur l'ensemble des activités nautiques et terrestres organisées au sein de l'établissement en communiquant les règles et en organisant la surveillance des activités afin de participer à la sécurité des usagers et à la préservation des sites de pratique		<p>Le candidat informe, conseille et surveille les différentes parties prenantes au regard des bons usages.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il vérifie et ajuste l'affichage de l'ensemble des documents obligatoires ou relatifs à la sécurisation de l'activité. - Il met à disposition et rappelle les procédures, les règles d'usage et de fonctionnement de l'établissement, à respecter. - Il précise les règles d'utilisation et de préservation du site de pratique. - Il rappelle les réglementations propres à la navigation et aux zones utilisées. - Il informe les usagers et fait appliquer les parties du dispositif de surveillance et d'intervention correspondant aux divers acteurs. - Il indique les conduites à tenir en fonction de la topographie, des conditions et des prévisions climatiques et météorologiques de la période de navigation et des caractéristiques du public notamment lors de la mise en vol et du posé des ailes, du départ à l'eau et du retour à terre. - Il organise des simulations de mise en œuvre des procédures d'intervention et de secours pour vérifier l'efficacité de la chaîne d'intervenants. - Il coordonne la surveillance permanente de l'ensemble des activités organisées au sein

			<p>de l'établissement en utilisant des procédures et moyens de communication adaptés.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il identifie les effectifs sur l'eau et entretient un comptage continu.
	<p>C.4.1.3. Surveiller la navigation de pratiquants autonomes en glisses aérotractées et disciplines associées en identifiant les cas d'incidents où les pratiquants ou des tiers sont en danger afin de déclencher les secours et d'intervenir personnellement en sécurité en mettant en œuvre les techniques à partir d'une embarcation ou d'un support de glisses aérotractées</p>	<p>L'épreuve certificative relative à la compétence C.4.1.3 consiste en une mise en situation professionnelle d'intervention auprès de pratiquants autonomes en difficulté, suivie d'un entretien.</p>	<p>Le candidat réalise la surveillance d'une navigation et intervient lors des incidents qui mettent en danger le pratiquant ou suspendent son autonomie.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il observe l'activité des pratiquants, des tiers partageant l'espace de pratique et l'évolution de l'environnement naturel. – Il anticipe les déplacements des pratiquants et se positionne dans un endroit approprié pour surveiller et intervenir sans délai. – Il analyse la situation, décide de l'intervention et porte assistance dans un délai réduit par son organisation et sa réactivité. – En cas de danger, il sécurise la situation par une priorisation des actions à réaliser et une intervention spécifique. – Il stabilise la situation en intervenant sur un pratiquant ou son support suite à une perte de contrôle. – Il réalise efficacement les gestes techniques de mise en sécurité des pratiquants et des supports de navigation : les manœuvres et interventions pour préserver les pratiquants, le matériel et sa sécurité sont maîtrisées. – Il déclenche efficacement la chaîne des secours selon la procédure établie, avec clarté et rapidité.
	<p>C.4.1.4. Evaluer les situations ayant présenté un risque et les méthodes employées durant les interventions en utilisant des outils de suivi et d'évaluation afin de proposer des améliorations du processus de sécurisation des activités sur le site</p>		<p>Le candidat analyse les différentes situations à risque qui se sont déroulées dans la structure.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il identifie les situations et la nature du risque en utilisant un outil de suivi des événements passés. – Il analyse les décisions prises en concertation avec les personnes chargées de l'encadrement des activités dans l'identification des causes. – Il propose des évolutions opérationnelles en vue de corriger les défauts existants ou d'intégrer de nouvelles activités.
<p>A.4.2 Coordination du déroulement des activités de glisse aérotractée et disciplines associées mises en œuvre au sein de l'établissement</p>	<p>C.4.2.1. Coordonner l'activité de l'établissement en accompagnant les personnes chargées de l'encadrement des glisses aérotractées et disciplines associées et en précisant les consignes à respecter afin de garantir la sécurité et la qualité pédagogique auprès des pratiquants quelle que soit la diversité des supports et outils pédagogiques utilisés</p>		<p>Le candidat accompagne l'activité des encadrants au sein de l'établissement.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il favorise la compréhension et la mise en œuvre des finalités pédagogiques et projet de la structure poursuivis. – Il fournit les moyens techniques et pédagogiques, adaptés à la poursuite du projet pédagogique en adéquation avec les conditions environnementales et les caractéristiques des publics. – Il prépare des check-lists pour faciliter la mise en œuvre des procédures de vérification, de fonctionnement et de sécurisation. – Il précise les consignes de fonctionnement en fonction des conditions et de l'activité proposée. – Il vérifie la cohérence entre l'offre produite et les propositions d'activité mises en œuvre. – Il partage avec l'équipe les indicateurs de niveau des pratiquants pour favoriser une continuité de pratique et recueille les retours d'expérience des membres de l'équipe et les accompagne dans une démarche d'amélioration.
	<p>C.4.2.2. Mettre en œuvre des actions préventives concrètes impliquant les équipes en s'appuyant sur certains principes de responsabilité sociétale des organisations afin de limiter l'impact environnemental des activités de l'établissement</p>		<p>Le candidat organise les activités en adéquation avec la protection sociale et environnementale.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il prévoit les tâches de préparation et de maintenance du matériel et des équipements. – Il définit la circulation des usagers pour optimiser la gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie. – Il encourage l'usage mesuré des embarcations à moteur dans l'encadrement des navigations en précisant les limites et conditions de mise en œuvre.

A.4.3 Gestion de flottes et de parcs matériels participant à l'organisation des activités	C.4.3.1. Réaliser le suivi de parcs matériels et autres équipements de sécurité, afin de vérifier leur disponibilité, leur fonctionnalité et leur conformité pour garantir la sécurité des usagers		<p>Le candidat effectue le suivi du parc matériel et des équipements qui lui sont attribués.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il recense et évalue la quantité d'éléments nécessaires à la mise en œuvre des projets pédagogiques ou d'animation. – Il contrôle le bon fonctionnement du matériel selon les recommandations d'usage. – Il évalue et s'assure de l'adaptation des éléments aux exigences des projets pédagogiques et d'animation.
	C.4.3.2. Etablir les procédures logistiques en cohérence avec le projet d'animation, le public et le fonctionnement de la structure pour assurer le bon déroulement des activités		<p>Le candidat organise la logistique en vue de faciliter et sécuriser le fonctionnement du service proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il prévoit et adapte les manutentions des matériels. – Il produit les modalités de préparation et de mise à disposition des équipements individuels.
	C.4.3.3. Maintenir en état le matériel en respectant les obligations légales et en surveillant régulièrement les installations et les embarcations afin de garantir son utilisation durable et la sécurité des usagers		<p>Le candidat maintient en état la flotte et le parc matériel qui lui sont attribués.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il organise la surveillance des installations et matériels. – Il réalise l'entretien courant du matériel. – Il réalise des réparations de base (*) en mécanique, composite, matelotage et voilerie.
A.4.4. Préparer les installations, les sites et espaces de pratique utilisés par l'établissement	C.4.4.1. Assurer l'accès aux installations et sites de pratique en vérifiant les règles d'utilisation auprès des propriétaires ou gestionnaires en vue d'une utilisation pérenne		<p>Le candidat s'assure des règles d'utilisation des espaces et installations.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il vérifie les conformités des installations recevant du public et des sites de pratique avec les utilisations envisagées (réglementations, autorisation, partage des usages, aspects techniques et fonctionnels).
	C.4.4.2. Exploiter les sites de pratiques en les partageant avec les autres utilisateurs pour éviter les conflits d'usage		<p>Le candidat gère des espaces dans une perspective durable.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il entretient des relations avec les différents utilisateurs par des rencontres régulières et une communication adaptée. – Il accompagne les responsables de l'établissement dans les démarches administratives.
	C.4.4.3. Protéger l'environnement en proposant des aménagements et modes d'utilisation pour éviter les nuisances et dégradations sur la nature ou les équipements artificiels		<p>Le candidat participe à la préservation de son environnement par ses actions et son comportement.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Il utilise les sites conformément aux autorisations acquises. – Il est force de proposition au sujet des modalités d'utilisation et d'aménagement. – Il participe à la préservation et à l'entretien des espaces à travers les temps de mises en pratique.

(*) **Réparations simples sur des flotteurs de pneumatiques** : Localisation et réparation d'une fuite avec un kit de réparation (colle et rustines) - Pose d'une pièce de renfort sur un accroc ou déchirure (collage de patches en PVC ou en hypalon) - Réparation d'une valve défectueuse (nettoyage, remplacement de joints ou de la valve complète) - Gonflage et dégonflage optimisé pour tester l'étanchéité - Entretien préventif (nettoyage, protection des flotteurs contre l'usure et les UV).

Réparations de base sur les ailes : Réparation d'une déchirure légère du tissu avec un adhésif spécifique et couture manuelle - Renfort des coutures abîmées avec un fil adapté - Pose d'un patch sur une zone fragile ou soumise à ragage - Remplacement et réparation d'un bridage - Equilibrage des lignes et réalisation d'épissure - Réparation d'une vessie de bord d'attaque et de latte défectueuse - Entretien d'un système de sécurité - Remplacement d'un border-choquer.

Détermination et réparation des pannes moteur hors-bord de base : Diagnostic d'une panne simple (moteur hors-bord ne démarre pas, manque de puissance, fumée inhabituelle) - Nettoyage et vérification du carburateur (dépôts bloquants, gicleurs) - Changement des bougies d'allumage ou nettoyage de celles-ci - Vérification et nettoyage du filtre à essence et des durites - Remplacement de l'hélice ou vérification des pales - Contrôle du niveau d'huile et vidange simple - Réglage du trim d'inclinaison.

Détermination et réparation des pannes électriques de base (basse tension en courant continu) : Diagnostic des pannes électriques (mauvais contact, câbles usés, absence de courant) - Vérification et remplacement de fusibles défectueux - Contrôle des batteries (état de charge, cosses oxydées, entretien général) - Réparation ou remplacement d'un câble électrique défectueux - Test et remplacement d'interrupteurs ou de connexions défaillantes - Utilisation d'un multimètre pour vérifier la continuité et les tensions.

Réparations de base en plastique et composite : Réparation d'un éclat ou fissure sur une coque plastique (polyester) : ponçage de la zone abîmée, application d'un mastic polyester ou époxy, finition avec ponçage fin et peinture si nécessaire - Réparation d'un petit trou ou accroc sur une coque composite : application de tissu en fibre de verre avec résine, stratification simple et ponçage de finition - Reprise d'un gelcoat abîmé (petites fissures ou rayures superficielles) - Entretien général des surfaces composites (nettoyage, lustrage et protection).

ANNEXE II

SITUATION D'ÉVALUATION CERTIFICATIVE DES BLOCS DE COMPÉTENCES DU BREVET PROFESSIONNEL DE LA JEUNESSE, DE L'ÉDUCATION POPULAIRE ET DU SPORT, SPÉCIALITÉ « ÉDUCATEUR SPORTIF », MENTION « ACTIVITÉS DE GLISSE AÉROTRACTÉE ET DISCIPLINES ASSOCIÉES »**Situation d'évaluation certificative du bloc de compétences 1 (BC 1)**

La situation d'évaluation certificative du BC 1 est réalisée au moyen de la production d'un document écrit personnel et d'un entretien.

Au plus tard quinze jours ouvrés avant la date de l'épreuve, le candidat transmet à son organisme de formation un document écrit personnel de vingt-cinq pages maximum, explicitant la conception, la mise en œuvre et la réalisation d'un projet d'animation s'inscrivant dans celui de la structure d'alternance pédagogique.

Ce document constitue le support de l'entretien qui permet de vérifier l'acquisition des compétences constitutives du BC1.

L'entretien se déroule en deux temps :

- une présentation orale par le candidat d'une durée de vingt minutes au maximum ;
- un échange avec les évaluateurs d'une durée de trente minutes au maximum.

Situation d'évaluation certificative du bloc de compétences 2 (BC 2)

La situation d'évaluation certificative du BC 2 est réalisée au moyen de la production d'un ou plusieurs support(s) personnel(s) et d'un entretien.

Au plus tard quinze jours ouvrés avant la date de l'épreuve, le candidat transmet à son organisme de formation un ou plusieurs support(s) de son choix présentant deux actions de valorisation d'activité ou de projet qu'il a mis en œuvre au sein de la structure d'alternance pédagogique, auprès de deux publics différents.

Le ou les supports comprennent notamment les outils de communication utilisés et constituent le support de l'entretien qui permet de vérifier l'acquisition des compétences constitutives du BC2.

L'entretien se déroule en deux temps :

- une présentation orale illustrée par le candidat d'une durée de dix minutes au maximum ;
- un échange avec les évaluateurs d'une durée de quinze minutes au maximum.

Situation d'évaluation certificative du bloc de compétences 3 (BC 3)**Prérequis d'accès à la situation d'évaluation certificative du BC3 :**

Peut se présenter à l'épreuve d'évaluation certificative 4 relative à la compétence C.3.3.6 du BC3, le candidat attestant :

1. De la réalisation de deux démonstrations techniques, l'une en wingfoil et l'autre en kitefoil, d'un minimum de cinq minutes chacune en évolution.

Le parcours à réaliser par le candidat contient, *a minima* des trajectoires enchaînées aux différentes allures de près de largue et de travers au vent permettant d'apprécier la qualité des aulofées et abattées intermédiaires, une transition d'amure de type foiling jibe ou foiling tack.

Les démonstrations sont satisfaisantes dès lors qu'elles correspondent *a minima* aux niveaux 3 en wing et 4 en kiteboard des cartes de progression de la Fédération délégataire.

2. Des capacités nécessaires à la conception d'un cycle d'apprentissage visant la progression sportive vers les premiers niveaux de compétition en wingfoil ou glisses aérotractées, à travers un questionnaire écrit ou oral proposé par l'organisme de formation. La progression sportive présentée doit s'appuyer sur les dimensions de la performance telle que l'activité compétitive du moment les définit. Le format des compétitions, l'étagement des niveaux et des techniques afférentes sont pris en compte. Les modalités d'animation et les contenus d'apprentissages concourent à l'adhésion et à la poursuite d'une pratique sportive chez le pratiquant.

La réussite aux prérequis d'accès à l'épreuve d'évaluation certificative 4 relative à la compétence C.3.3.6. du BC3 est attestée par l'organisme de formation.

L'attestation est valable pour la session de formation en cours. Dans les conditions fixées par le recteur de région académique l'organisme de formation transmet à la délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports, cette attestation avec la grille de certification de l'épreuve correspondante.

La situation d'évaluation certificative du BC3 est réalisée au moyen des quatre épreuves suivantes :

Epreuve certificative 1 relative aux compétences C.3.1.1, C.3.1.2, C.3.1.3, C.3.1.4, C.3.2.1, C.3.2.2, C.3.3.1, C.3.3.2, C.3.3.3, C.3.3.7, C.3.4.1 et C.3.4.2 :

L'épreuve consiste en :

- une présentation de dix minutes au maximum par le candidat d'une fiche préparatoire portant sur la conception et la préparation d'une séance d'apprentissage en glisses aérotractées pour un public de trois

pratiquants minimum et six pratiquants maximum, non autonomes mais ayant préalablement débuté leur progression sportive en glisses aérotractées et disciplines associées par une ou deux séances. La fiche expose :

- le projet du pratiquant et de la structure ;
- l'objectif de la séance ;
- sa place dans une progression ;
- les caractéristiques du public visé ;
- les conditions environnementales qu'il prévoit ;
- les supports techniques et pédagogiques préparés ;
- les différents exercices proposés en détail ;
- les alternatives de mise en œuvre envisagées.

Les supports de glisses aérotractées et le nombre d'ailes sont choisis par le candidat en vue d'être adaptés aux situations d'apprentissage, aux contextes réglementaires et environnementaux. La séance doit permettre d'observer des déplacements volontaires des pratiquants tractés par l'aile, en glissade ou sur support terrestre ou aquatique ;

- une mise en situation professionnelle de conduite de la séance susmentionnée pendant une heure trente minimum et trois heures maximum hors déplacement.

Le public de pratiquants ne peut pas être constitué de stagiaires en formation conduisant à une certification professionnelle relevant du champ des activités de glisse aérotractée et disciplines associées. L'évaluation est réalisée par deux évaluateurs présents, in situ, avec le candidat sur le même lieu et au même moment. Elle ne peut pas être réalisée à distance par des moyens de communication audiovisuels ;

- un échange de quarante minutes maximum avec les évaluateurs portant sur l'évaluation de la séance conduite, notamment dans la perspective des apprentissages qui restent à réaliser, et sur la capacité du candidat à se projeter dans des contextes différents.

Epreuve certificative 2 relative à la compétence C.3.3.4. :

Le jour de l'épreuve, le candidat gère depuis une embarcation motorisée, un collectif de trois pratiquants de glisse aérotractée qui navigue en eau profonde.

Il effectue, *a minima* :

- une mise à l'eau ;
- une récupération ;
- une remise en état de fonctionnement ;
- un reconditionnement du matériel suivi d'une relance d'aile ;
- une remontée au vent d'un pratiquant, aile non dégrée ;
- un déplacement de l'aile dans la fenêtre et un redécollage d'aile ;
- une gestion contrôlée de l'espace où la flotte des pratiquants navigue (espacement, dégagement).

Epreuve certificative 3 relative à la compétence C.3.3.5. :

L'épreuve consiste en un test de pilotage d'un bateau tracteur, d'une durée maximum de quinze minutes. Le candidat fait effectuer à des pratiquants un parcours aller-retour sur engins tractés non volants : deux bouées simultanées et un ski bus. Le parcours comprend huit traversées de sillage et un 360° à l'extérieur du virage pour les bouées.

Epreuve certificative 4 relative à la compétence C.3.3.6. :

L'épreuve consiste en la production d'une note d'analyse d'une séquence vidéo relative à une pratique de glisse aérotractée, suivie d'un entretien.

Le candidat dispose de trente minutes maximum, visionnage compris, pour rédiger une note d'analyse et de progression pédagogique visant à favoriser une progression chez le pratiquant.

L'entretien, d'une durée de quarante minutes au maximum, comprend deux parties :

- vingt minutes au maximum durant lesquelles le candidat présente son analyse et ses propositions pédagogiques en s'appuyant sur la note produite pendant le temps de préparation ;
- vingt minutes au maximum d'échanges avec les évaluateurs portant sur l'analyse, les propositions pédagogiques du candidat.

Situation d'évaluation certificative du bloc de compétences 4 (BC 4)

Peut se présenter à l'épreuve d'évaluation certificative 2 relative à la compétence C.4.1.3. du BC4, le candidat attestant :

1. De la réalisation d'un parcours à pied sur la plage d'une distance de cinq cents mètres en deux minutes maximum ;
2. Des capacités nécessaires à porter des secours, telles que définies dans le cadre de la délivrance du PSE1, adaptés aux activités nautiques, à une ou plusieurs victimes, en agissant seul ou au sein d'une équipe, avec ou sans matériel, dans l'attente ou en complément des services publics de secours concernés.

Il doit être capable de :

- évoluer dans le cadre juridique applicable à son action de secours et dans le respect des procédures définies par son autorité d'emploi ;
- assurer une protection immédiate, adaptée et permanente, pour lui-même, la victime et les autres personnes des dangers environnants ;
- réaliser un bilan et d'assurer sa transmission aux services appropriés ;
- réaliser les gestes de premiers secours face à une personne : victime d'une noyade ; victime d'une obstruction des voies aériennes ; victime d'un saignement abondant ; ayant perdu connaissance ; en arrêt cardiaque ; victime d'une détresse respiratoire, circulatoire ou neurologique ; présentant un malaise ; présentant un traumatisme des membres ou de la peau ;
- assister des équipiers secouristes, lors de manœuvres d'immobilisation, de relevage ou de brancardage ;
- adapter son comportement à la situation ou à l'état de la victime.

La réussite aux prérequis d'accès à l'épreuve d'évaluation certificative 2 relative à la compétence C.4.1.3. du BC4 est attestée par l'organisme de formation.

L'attestation est valable pour la session de formation en cours. Dans les conditions fixées par le recteur de région académique l'organisme de formation transmet à la délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports, cette attestation avec la grille de certification de l'épreuve correspondante.

La situation d'évaluation certificative du BC4 est réalisée au moyen des deux épreuves suivantes :

Epreuve certificative 1 relative aux compétences C.4.1.1, C.4.1.2, C.4.1.4, C.4.2.1, C.4.2.2, C.4.3.1, C.4.3.2, C.4.3.3, C.4.4.1, C.4.4.2 et C.4.4.3 :

Au plus tard dix jours ouvrés avant la date de l'épreuve, le candidat transmet à l'organisme de formation un document analysant, depuis son expérience en structure d'alternance pédagogique :

- la mise en œuvre du dispositif de surveillance et d'intervention dans le cadre du règlement intérieur de l'établissement ;
- des modalités de coordination et de collaboration dans les mises en œuvre des activités ;
- des modalités de gestion des flottes et des parcs matériel participant à l'organisation des activités ;
- la gestion des installations, des sites et des espaces de pratique utilisés ;
- la mise en œuvre spécifique des disciplines associées aux glisses aérotractées de la mention.

L'épreuve consiste en un entretien de quinze minutes minimum à trente minutes maximum avec le candidat à partir du document susmentionné.

Epreuve certificative 2 relative à la compétence C.4.1.3 :

L'épreuve consiste en une mise en situation professionnelle d'intervention auprès de pratiquants autonomes en difficulté, suivie d'un entretien.

Dans un premier temps avec son matériel de kite, le candidat récupère un kitesurfeur conscient mais dans l'impossibilité de rentrer seul, il sécurise l'aile et déplace le pratiquant sur une distance de trois cents mètres minimum pour le mettre à un endroit constituant un abri.

Dans un deuxième temps à partir d'une embarcation motorisée, le candidat surveille un groupe de trois pratiquants et récupère un kitesurfeur dans l'impossibilité de rentrer seul :

Suite à un déclenchement du système de sécurité de l'aile, il récupère l'aile :

- il neutralise l'aile et la sécurise ;
- il remonte à bord le pratiquant en état d'inconscience et le sécurise en moins d'une minute ;
- il opère un diagnostic et passe l'alerte.

L'entretien avec les évaluateurs d'une durée de quinze minutes au maximum porte sur l'analyse par le candidat de son intervention.

ANNEXE III

TABEAU RÉCAPITULATIF DES DISPENSES DES EXIGENCES PRÉALABLES À L'ENTRÉE EN FORMATION (EPEF), DES EXIGENCES PRÉALABLES À LA MISE EN SITUATION PROFESSIONNELLE (EPMSP) ET/OU DES MODALITÉS D'ÉPREUVES CERTIFICATIVES, AINSI QUE DES ALLÈGEMENTS ET/OU CORRESPONDANCES DE BLOCS DE COMPÉTENCES (BC) AVEC LE BREVET PROFESSIONNEL DE LA JEUNESSE, DE L'ÉDUCATION POPULAIRE ET DU SPORT SPÉCIALITÉ « ÉDUCATEUR SPORTIF » MENTION « ACTIVITÉS DE GLISSE AÉROTRACTÉE ET DISCIPLINES ASSOCIÉES »

La personne titulaire de l'une des certifications mentionnées dans le tableau figurant ci-après est dispensée des exigences préalables à l'entrée en formation (EPEF), des exigences préalables à la mise en situation professionnelle (EPMSP) et/ou des modalités d'épreuves certificatives, et/ou obtient les allègements et/ou les blocs de compétences (BC) correspondants du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS), spécialité « éducateur sportif », mention « activités de glisse aérotractée et disciplines associées », suivantes :

Vous avez obtenu :	Dispense/allègement			
	EPEF visées à l'article 4	EPMSP visées à l'article 5	BC3	BC4
Le statut de sportif de haut niveau en voile inscrit ou ayant été inscrit sur la liste ministérielle mentionnée à l'article L. 221- 2 du code du sport	uniquement le TEP			
UC (*) 3 et 4 du BPJEPS(*), spécialité « éducateur sportif », mention « glisses aérotractées et disciplines associées » RNCP28573	X (*)	X	X	Dispense de l'épreuve certificative 2
UC (*) 3 ou 4 du BPJEPS, spécialité « éducateur sportif », mention « glisses aérotractées et disciplines associées » RNCP28573	X	X	Allègement de formation (**)	Allègement de formation (**)
BC4 « Coordonner la sécurisation des activités et le déroulement de l'enseignement au sein d'un établissement de voile » du BPJEPS, spécialité « éducateur sportif », mention « voile » RNCP40425				Dispense de l'épreuve certificative 1

(*) UC : unité capitalisable

TEP : test d'exigences préalables

X : dispense totale

(**) Les allègements de formation précisés dans le tableau sont obligatoires. Ils sont établis lors du positionnement du candidat et ne présagent pas des allègements supplémentaires qui pourraient être obtenus au titre de son parcours personnel.

Nota. – Les dispenses des modalités d'épreuves certificatives ainsi que les allègements et/ou correspondances avec les blocs de compétences 1 et 2 communs à l'ensemble des mentions du BPJEPS sont précisés dans un arrêté spécifique.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

Arrêté du 11 août 2025 fixant la liste des substances et méthodes dont la détention est interdite en application de l'article L. 232-26 du code du sport

NOR : SPOV2523208A

La ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative,

Vu le code du sport, notamment son article L. 232-26 ;

Vu le décret n° 2024-1261 du 30 décembre 2024 portant publication de l'amendement à l'annexe I de la convention internationale contre le dopage dans le sport, adopté à Paris le 15 novembre 2024 ;

Vu la délibération n° 2025-13 du 15 mai 2025 de l'Agence française de lutte contre le dopage portant avis sur un projet d'arrêté fixant la liste des substances et méthodes dont la détention est interdite en application de l'article L. 232-26 du code du sport,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Peut faire l'objet des sanctions pénales mentionnées au I de l'article L. 232-26 du code du sport la détention, sans raison médicale dûment justifiée, d'une substance interdite non-spécifiée ou de toute substance, produit, outil ou dispositif contribuant à la mise en œuvre d'une méthode interdite non-spécifiée identifiée sur la liste des interdictions mentionnée à l'article L. 232-9.

Ces substances et méthodes interdites sont les suivantes :

SUBSTANCES INTERDITES

I. – Agents anabolisants

1^o Stéroïdes anabolisants androgènes (SAA) :

Lorsqu'ils sont administrés de manière exogène, y compris, mais sans s'y limiter : **1-androstènediol** (5 α -androst-1-ène-3 β ,17 β -diol) ; **1-androstènedione** (5 α -androst-1-ène-3,17-dione) ; **1-androstérone** (3 α -hydroxy-5 α -androst-1-ène-17-one) ; **1-épiandrostérone** (3 β -hydroxy-5 α -androst-1-ène-17-one) ; **1-testostérone** (17 β -hydroxy-5 α -androst-1-ène-3-one) ; **4-androstènediol** (androst-4-ène-3 β ,17 β -diol) ; **4-hydroxytestostérone** (4,17 β -dihydroxyandrost-4-ène-3-one) ; **5-androstènedione** (androst-5-ène-3,17-dione) ; **7 α -hydroxy-DHEA** ; **7 β -hydroxy-DHEA** ; **7-céto-DHEA** ; **11 β -méthyl-19-nortestostérone** ; **17 α -méthylépithiostanol** (épistane) ; **19-norandrostènediol** (estr-4-ène-3,17-diol) ; **19-norandrostènedione** (estr-4-ène-3,17-dione) ; **androst-4-ène-3,11,17-trione** (11-cétoandrostènedione, adrénostérone) ; **androstanolone** (5 α -dihydrotestostérone,17 β -hydroxy-5 α -androstane-3-one) ; **androstènediol** (androst-5-ène-3 β ,17 β -diol) ; **androstènedione** (androst-4-ène-3,17-dione) ; **bolastérone** ; **boldénone** ; **boldione** (androsta-1,4-diène-3,17-dione) ; **calustérone** ; **clostébol** ; **danazol** ([1,2]oxazolo[4',5' : 2,3]prégna-4-ène-20-yn-17 α -ol) ; **déhydrochlorméthyltestostérone** (4-chloro-17 β -hydroxy-17 α -méthylandrosta-1,4-diène-3-one) ; **désoxyméthyltestostérone** (17 α -méthyl-5 α -androst-2-ène-17 β -ol et 17 α -méthyl-5 α -androst-3-ène-17 β -ol) ; **diméthandrolone** (7 α ,11 β diméthyl-19-nortestostérone) ; **drostanolone** ; **épiandrostérone** (3 β -hydroxy-5 α -androstane-17-one) ; **épi-dihydrotestostérone** (17 β -hydroxy-5 β -androstane-3-one) ; **épitestostérone** ; **éthylestrénol** (19-norprégna-4-ène-17 α -ol) ; **fluoxymestérone** ; **formébolone** ; **furazabol** (17 α -méthyl[1,2,5]oxadiazolo[3',4' : 2,3]-5 α -androstane-17 β -ol) ; **gestrinone** ; **mestanolone** ; **méstérolone** ; **métandiène** (17 β -hydroxy-17 α -méthylandrosta-1,4-diène-3-one) ; **méténolone** ; **méthandriol** ; **méthastérone** (17 β -hydroxy-2 α ,17 α -diméthyl-5 α -androstane-3-one) ; **méthyl-1-testostérone** (17 β -hydroxy-17 α -méthyl-5 α -androst-1-ène-3-one) ; **méthylclostébol** ; **méthylidiénolone** (17 β -hydroxy-17 α -méthylestra-4,9-diène-3-one) ; **méthyl-nortestostérone** (17 β -hydroxy-17 α -méthylestr-4-en-3-one) ; **méthyltestostérone** ; **métribolone** (méthyl-triènonolone, 17 β -hydroxy-17 α -méthylestra-4,9,11-triène-3-one) ; **mibolérone** ; **nandrolone** (19-nortestostérone) ; **norbolétone** ; **norclostébol** (4-chloro-17 β -ol-est-4-en-3-one) ; **noréthandrolone** ; **oxabolone** ; **oxandrolone** ; **oxymestérone** ; **oxymétholone** ; **prastérone** (déhydroépiandrostérone, DHEA, 3 β -hydroxyandrost-5-ène-17-one) ; **prostanazol** (17 β -[(tétrahydropyrane-2-yl)oxy]-1'H-pyrazolo[3,4 : 2,3]-5 α -androstane) ; **quinbolone** ; **stanozolol** ; **stenbolone** ; **testostérone** ; **tétrahydrogestrinone** (17-hydroxy-18 α -homo-19-nor-17 α -prégna-4,9,11-triène-3-

one) ; **tibolone** ; **trenbolone** (17 β -hydroxyestr-4,9,11-triène-3-one) ; **trestolone** (7 α -méthyl-19-nortestostérone, MENT) ;

et autres substances possédant une structure chimique similaire ou un (des) effet(s) biologique(s) similaire(s) ;

2° *Autres agents anabolisants :*

Incluant sans s'y limiter :

Clenbutérol, **modulateurs sélectifs des récepteurs aux androgènes** [(SARMs par ex. **andarine**, **enobosarm** (ostarine), **LGD-4033** (ligandrol), et **RAD140**), **S-23** et **YK-11**], **osilodrostat**, **ractopamine**, **zéranol** et **zilpatérol**.

II. – Hormones peptidiques, facteurs de croissance, substances apparentées et mimétiques

Les substances qui suivent, et les autres substances possédant une structure chimique similaire ou un (des) effet(s) biologique(s) similaire(s) :

1° *Erythropoïétines (EPO) et agents affectant l'érythropoïèse*, incluant sans s'y limiter :

a) **Agonistes du récepteur de l'érythropoïétine**, par ex. **darbépoétine** (dEPO) ; **érythropoïétines** (EPO) ; **dérivés d'EPO** [par ex. EPO-Fc, méthoxy polyéthylène glycol-époétine bêta (CERA)] ; **agents mimétiques de l'EPO et leurs dérivés** par ex. CNTO-530 et péginasatide ;

b) **Agents activateurs du facteur inductible par l'hypoxie (HIF)** par ex. **cobalt** ; **daprodustat** (GSK1278863) ; **IOX2** ; **molidustat** (BAY 85-3934) ; **roxadustat** (FG-4592) ; **vadadustat** (AKB-6548) ; **xénon** ;

c) **Inhibiteurs de GATA**, par ex. **K-11706** ;

d) **Inhibiteurs de la signalisation du facteur transformateur de croissance- β (TGF β)**, par ex. **luspatercept** ; **sotatercept** ;

e) **Agonistes du récepteur de réparation innée**, par ex. **asialo-EPO** ; **EPO carbamylée** (CEPO) ;

2° *Hormones peptidiques et leurs facteurs de libération :*

a) **Peptides stimulant la testostérone interdits chez le sportif de sexe masculin**, incluant sans s'y limiter : **gonadotrophine chorionique (CG)** ; **hormone lutéinisante (LH)** ; **hormone de libération des gonadotrophines hypophysaires (GnRH, gonadoreline)** et ses analogues agonistes (par ex. **busérelina**, **desloréline**, **gosérelina**, **histréline**, **leuproréline**, **nafaréline** et **triptoréline**) ; **kisspeptine** et ses analogues agonistes ;

b) **Corticotrophines** et leurs facteurs de libération par ex. **corticotréline** et **tétracosactide** ;

c) **Hormone de croissance (GH)**, ses analogues et ses fragments incluant sans s'y limiter : **les analogues de l'hormone de croissance**, par ex. **lonapegsomatropine**, **somapacitan** et **somatogon** ; **les fragments de l'hormone de croissance**, par ex. **AOD-9604** et **hGH 176-191** ;

d) **Les facteurs de libération de l'hormone de croissance**, incluant sans s'y limiter : **l'hormone de libération de l'hormone de croissance (GHRH)** et ses analogues, (par ex. **CJC-1293**, **CJC-1295**, **sermoréline** et **tésamoréline**) ; **les sécrétagogues de l'hormone de croissance (GHS)** et leurs **mimétiques**, [par ex. et ses mimétiques, par ex. **anamoréline**, **capromoréline**, **ibutamoren** (MK-677), **ipamoréline**, **lénomoréline** (ghréline), **macimoréline** et **tabimoréline**] ; **les peptides libérateurs de l'hormone de croissance (GHRPs)**, [par ex. **alexamoréline**, **examoréline** (hexaréline), **GHRP-1**, **GHRP-2** (pralimoréline), **GHRP-3**, **GHRP-4**, **GHRP-5** et **GHRP-6**] ;

3° *Facteurs de croissance et modulateurs de facteurs de croissance*, incluant sans s'y limiter :

Facteur de croissance dérivé des plaquettes (PDGF) ; **Facteur de croissance endothélial vasculaire (VEGF)** ; **Facteur de croissance analogue à l'insuline-1 (IGF-1, mécaseprine)** et ses analogues ; **Facteur de croissance des hépatocytes (HGF)** ; **Facteurs de croissance fibroblastiques (FGF)** ; **Facteurs de croissance mécaniques (MGF)** ; **Thymosine- β 4** et ses dérivés, par ex. **TB-500**

et autres facteurs de croissance ou modulateur de facteur(s) de croissance influençant le muscle, le tendon ou le ligament, la synthèse/dégradation protéique, la vascularisation, l'utilisation de l'énergie, la capacité régénératrice ou le changement du type de fibre musculaire.

III. – Modulateurs hormonaux et métaboliques

Les hormones et modulateurs hormonaux suivants :

1° *Agents prévenant l'activation du récepteur IIB de l'activine*, incluant sans s'y limiter :

les **anticorps neutralisant l'activine A** ; les **anticorps anti-récepteurs IIB de l'activine** (par ex. **bimagrumab**) ; les **compétiteurs du récepteur IIB de l'activine** par ex. : **récepteurs leurres de l'activine** (par ex. **ACE-031**) ; les **inhibiteurs de la myostatine** tels que : les **agents réduisant ou supprimant l'expression de la myostatine** ; les **anticorps neutralisant la myostatine ou son précurseur** (par ex. **apitegromab**, **domagrozumab**, **landogrozumab**, **stamulumab**) ; les **protéines liant la myostatine** (par ex. **follistatine**, **propeptide de la myostatine**) ;

2° *Modulateurs métaboliques :*

a) **Activateurs de la protéine kinase activée par l'AMP (AMPK)**, par ex. **AICAR** ; **cadre de lecture ouvert mitochondrial de l'ARN ribosomal 12S de type cytoplasmique (MOTS-c)** ; et **agonistes du récepteur activé par les proliférateurs des péroxysomes delta (PPAR δ)**, par ex. **acide 2-(2-méthyl-4-((4-méthyl-2-(4-(trifluoromé-**

thyl)phényl)thiazol-5-yl)méthylthio) phénoxy) acétique (GW1516, GW501516) et agonistes du récepteur Rev-erb α , par ex. SR9009, SR9011 ;

b) Insulines et mimétiques de l'insuline par ex. S519, S597 ;

c) Meldonium ;

d) Trimétazidine.

IV. – Stimulants

Tous les stimulants suivants, y compris tous leurs isomères optiques, par ex. **d-** et **l-** s'il y a lieu :

adrafinil ; amfépramone ; amfétamine ; amfétaminil ; amiphénazol ; benfluorex ; benzylopipezazine ; bromantan ; clobenzorex ; cocaïne ; cropropamide ; crotétamide ; fencamine ; fénétylline ; fenfluramine ; fenproporex ; fonturacétam [4-phenylpiracétam (carphédon)] ; furfénorex ; hydrafinil (flurénol) ; lisdexamfétamine ; méfénorex ; méphentermine ; mésocarb ; métamfétamine (d-) ; p-méthylamfétamine ; modafinil ; norfenfluramine ; phendimétrazine ; phentermine ; prénylamine ; prolintane.

MÉTHODES INTERDITES

M1. – Manipulation de sang ou de composants sanguins

1. L'administration ou réintroduction de n'importe quelle quantité de sang autologue, allogénique (homologue) ou hétérologue ou de produits de globules rouges de toute origine dans le système circulatoire.

Nota. – Le don de sang ou de composés sanguins, y compris par aphérèse, n'est pas interdit lorsque réalisé dans un centre de collecte accrédité par l'autorité de régulation compétente du pays dans lequel il opère.

2. L'amélioration artificielle de la consommation, du transport ou de la libération de l'oxygène. Incluant sans s'y limiter : les produits chimiques **perfluorés** ; l'**éfaproxiral** (RSR13) ; **voxelotor** et les produits d'**hémoglobine modifiée**, par ex. les substituts de sang à base d'hémoglobine et les produits à base d'hémoglobines réticulées, mais excluant la supplémentation en oxygène par inhalation.

3. Toute manipulation intravasculaire de sang ou composant(s) sanguin(s) par des méthodes physiques ou chimiques.

M2. – Manipulation chimique et physique

La falsification, ou la tentative de falsification, dans le but d'altérer l'intégrité et la validité des échantillons recueillis lors du contrôle du dopage. Incluant sans s'y limiter, la substitution et/ou l'altération d'échantillon, par ex. ajout de protéases dans l'échantillon.

M3. – Dopage génétique et cellulaire

Ce qui suit, ayant la capacité potentielle d'améliorer la performance sportive, est interdit :

1. L'utilisation d'acides nucléiques ou d'analogues d'acides nucléiques qui pourrait modifier les séquences génomiques et/ou altérer l'expression génétique par tout mécanisme. Ceci inclut sans s'y limiter, l'édition génique, le silençage génique et le transfert de gènes ;

2. L'utilisation de cellules normales ou génétiquement modifiées.

Art. 2. – L'arrêté du 18 juin 2024 fixant la liste des substances et méthodes dont la détention est interdite en application de l'article L. 232-26 du code du sport est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 11 août 2025.

Pour la ministre et par délégation :
La directrice des sports,
F. BOURDAIS

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

PREMIER MINISTRE

Décret du 13 août 2025 portant recul de limite d'âge (Cour des comptes) - M. MOUSSON (Olivier)

NOR : CPTP2519095D

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre,

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L. 556-2 ;

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le décret n° 79-156 du 27 février 1979 modifié relatif à certaines modalités de mise à la retraite des fonctionnaires civils et des magistrats ;

Vu le décret du 1^{er} avril 2019 portant nomination ;

Sur la demande de l'intéressé,

Décète :

Art. 1^{er}. – M. Olivier MOUSSON, conseiller maître à la Cour des comptes, bénéficie d'un recul de limite d'âge de deux années, à compter du 11 novembre 2025, et est autorisé à ce titre à poursuivre son activité jusqu'au 10 novembre 2027.

Art. 2. – Le Premier ministre est responsable de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 13 août 2025.

EMMANUEL MACRON

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

FRANÇOIS BAYROU

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

PREMIER MINISTRE

Décret du 14 août 2025 portant recul de limite d'âge (Cour des comptes) - M. TERSEN (Denis)

NOR : CPTP2519090D

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre,

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L. 556-3 ;

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le décret n° 79-156 du 27 février 1979 modifié relatif à certaines modalités de mise à la retraite des fonctionnaires civils et des magistrats ;

Vu le décret du 2 avril 2015 portant nomination ;

Sur la demande de l'intéressé,

Décète :

Art. 1^{er}. – M. Denis TERSEN, conseiller maître à la Cour des comptes, bénéficie d'un recul de limite d'âge, à compter du 24 septembre 2025, et est autorisé à ce titre à poursuivre son activité jusqu'au 31 décembre 2025.

Art. 2. – Le Premier ministre est responsable de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 14 août 2025.

EMMANUEL MACRON

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

FRANÇOIS BAYROU

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

PREMIER MINISTRE

Décret du 18 août 2025 portant recul de limite d'âge (Cour des comptes) - M. ANTOINE (Dominique)

NOR : CPTP2514801D

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre,

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L. 556-2 ;

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le décret n° 79-156 du 27 février 1979 modifié relatif à certaines modalités de mise à la retraite des fonctionnaires civils et des magistrats ;

Vu le décret du 1^{er} avril 2019 portant nomination ;

Sur la demande de l'intéressé,

Décète :

Art. 1^{er}. – M. Dominique ANTOINE, conseiller maître à la Cour des comptes, bénéficie d'un recul de limite d'âge d'une année à compter du 13 février 2026 et est autorisé à ce titre à poursuivre son activité jusqu'au 12 février 2027.

Art. 2. – Le Premier ministre est responsable de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 18 août 2025.

EMMANUEL MACRON

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

FRANÇOIS BAYROU

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

PREMIER MINISTRE

Décret du 21 août 2025 portant recul de limite d'âge (Cour des comptes) - M. COLIN (Christian)

NOR : CPTP2519096D

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre,

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L. 556-2 ;

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le décret n° 79-156 du 27 février 1979 modifié relatif à certaines modalités de mise à la retraite des fonctionnaires civils et des magistrats ;

Vu le décret du 1^{er} avril 2019 portant nomination ;

Sur la demande de l'intéressé,

Décète :

Art. 1^{er}. – M. Christian COLIN, conseiller maître à la Cour des comptes, bénéficie d'un recul de limite d'âge d'une année, à compter du 3 février 2026, et est autorisé à ce titre à poursuivre son activité jusqu'au 2 février 2027.

Art. 2. – Le Premier ministre est responsable de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 21 août 2025.

EMMANUEL MACRON

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

FRANÇOIS BAYROU

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

PREMIER MINISTRE

Arrêté du 7 août 2025 portant admission à la retraite (administrateurs de l'Etat)

NOR : PRMG2522767A

Le Premier ministre,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2021-1550 du 1^{er} décembre 2021 modifié portant statut particulier du corps des administrateurs de l'Etat,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Mme CABALLERO (Jocelyne), administratrice de l'Etat du grade transitoire, affectée au ministère de l'Europe et des affaires étrangères, est admise à faire valoir ses droits à la retraite, par limite d'âge, à compter du 29 mars 2026.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 7 août 2025.

Pour le Premier ministre et par délégation :

*L'adjointe au sous-directeur
de la politique salariale
et des parcours de carrière,*

D. GILBERT

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

PREMIER MINISTRE

Arrêté du 20 août 2025 portant réintégration et admission à la retraite (chambres régionales des comptes)

NOR : CPTP2518700A

Le Premier ministre,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le décret n° 79-156 du 27 février 1979 modifié relatif à certaines modalités de mise à la retraite des fonctionnaires civils et des magistrats ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions, notamment le *b* de l'article 44 ;

Vu le décret du 7 juin 1996 portant nomination et titularisation (chambres régionales des comptes) ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 2021 portant mise en disponibilité (chambres régionales des comptes) ;

Vu les demandes de l'intéressé des 10 et 17 juin 2025,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Il est mis fin, à compter du 1^{er} décembre 2025, à la disponibilité de M. Guy-Pierre SACHOT, premier conseiller de chambre régionale de comptes. A compter de cette même date, M. SACHOT est réintégré, pour ordre, dans le corps des magistrats de chambre régionale des comptes et admis à faire valoir ses droits à la retraite, sur sa demande.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 20 août 2025.

Pour le Premier ministre et par délégation :
*Le directeur, adjoint à la secrétaire générale
du Gouvernement,*
G. ODINET

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

PREMIER MINISTRE

Arrêté du 21 août 2025 portant nomination au conseil prévu à l'article L. 4139-15-1 du code de la défense

NOR : PRMG2522741A

Le Premier ministre,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4139-15-1 et R. 4139-63 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 114-1 ;

Sur proposition du vice-président du Conseil d'Etat,

Arrête :

Art. 1^{er}. – M. Jacques LAUNAY, conseiller d'Etat en service extraordinaire, est renouvelé dans ses fonctions de président du conseil prévu à l'article L. 4139-15-1 du code de la défense.

Art. 2. – M. Richard SENGHOR, conseiller d'Etat, est nommé membre du conseil prévu à l'article L. 4139-15-1 du code de la défense, en qualité de suppléant du président.

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 21 août 2025.

Le Premier ministre,

Pour le Premier ministre et par délégation :
*Le directeur, adjoint à la secrétaire générale
du Gouvernement,*

G. ODINET

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Décret du 19 août 2025 portant nomination et affectation (enseignement supérieur)

NOR : MENH2522497D

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 952-1 et L. 952-6 ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences, notamment le 1° et le 4° de l'article 46 ;

Vu l'arrêté du 24 février 2025 fixant les nombres d'emplois offerts à la mutation, au détachement et au recrutement par concours des professeurs des universités et des maîtres de conférences jusqu'au 31 décembre 2025 ;

Vu les avis des instances compétentes des établissements,

Décète :

Art. 1^{er}. – Les personnes dont les noms suivent, admises aux concours de recrutement de professeurs des universités ouverts en application du 1° de l'article 46 du décret du 6 juin 1984 susvisé, sont nommées en qualité de professeur des universités titulaire et affectées dans les établissements d'enseignement supérieur désignés ci-après, à compter de la date de leur installation au cours de l'année universitaire 2025-2026 :

7° section :

Mme Sophie ANQUETIL, université de Limoges.

9° section :

M. Buata BUNDU MALELA, université de Limoges.

Mme Camille ESMEIN-SARRAZIN, université de Poitiers.

14° section :

M. Davy DESMAS LOUBARESSE, université de Limoges.

Mme Anaïs FABRIOL, université de Brest ;

16° section :

Mme Amandine DUBOIS, université de Brest.

17° section :

M. Bruce BÉGOUT, université Bordeaux III.

Mme Céline JOUIN, Institut d'études politiques de Bordeaux.

18° section :

Mme Corinne MAURY, université de Poitiers.

22° section :

M. Guillaume BLANC, Institut d'études politiques de Bordeaux.

23° section :

Mme Marion CHARBONNEAU, université de Pau.

25° section :

M. Jürgen ANGST, université de Brest.

26^e section :

M. Thomas CLUZEAU, université de Limoges.

28^e section :

M. Xavier MILHET, université de Poitiers.

30^e section :

M. Ludovic GROSSARD, université de Limoges.

M. Sylvain RIVET, université de Brest.

33^e section :

M. Youssef EL HAFIANE, université de Limoges.

M. Pascal MARCHET, université de Limoges.

35^e section :

Mme France FLOCH, université de Brest.

36^e section :

Mme Anne BATTANI, université de Pau.

60^e section :

M. Ion Octavian POP, université de Limoges.

63^e section :

M. Edson MARTINOD, université de Limoges.

64^e section :

M. Christophe ROCHER, université Bretagne Sud.

66^e section :

Mme Karelle LÉON, université de Brest.

67^e section :

Mme Claire GESLIN, université de Brest.

73^e section :

Mme Argia OLÇOMENDY, université Bordeaux III.

74^e section :

M. Nasser REZZOUG, université de Poitiers.

Art. 2. – La personne dont le nom suit, admise aux concours de recrutement de professeurs des universités ouverts en application du 4^o de l'article 46 du décret du 6 juin 1984 susvisé, est nommée en qualité de professeur des universités titulaire et affectée dans l'établissement d'enseignement supérieur désigné ci-après, à compter de la date de son installation au cours de l'année universitaire 2025-2026 :

23^e section :

Mme Simona-Luminita TEODOREANU-NICULESCU, université de Brest.

Art. 3. – Le Premier ministre, la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, et le ministre auprès de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 19 août 2025.

EMMANUEL MACRON

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

FRANÇOIS BAYROU

*La ministre d'État, ministre de l'éducation nationale,
de l'enseignement supérieur et de la recherche,*

ÉLISABETH BORNE

*Le ministre auprès de la ministre d'État,
ministre de l'éducation nationale,
de l'enseignement supérieur et de la recherche,
chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche,*

PHILIPPE BAPTISTE

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Décret du 21 août 2025 portant radiation (enseignement supérieur)

NOR : MENH2521588D

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 550-1 et L. 551-1 ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'État, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;

Vu l'arrêté du 15 juillet 2025 portant intégration de M. Gennaro TOSCANO dans le corps des conservateurs généraux des bibliothèques de l'État ;

Vu la lettre du 23 juin 2025 de M. Mikaël PETITJEAN présentant sa démission,

Décète :

Art. 1^{er}. – M. Gennaro TOSCANO, professeur des universités, en détachement, précédemment affecté à l'université de Lille, est radié du corps des professeurs des universités, à compter du 1^{er} août 2025, date de son intégration dans le corps des conservateurs généraux des bibliothèques de l'État.

Art. 2. – La démission présentée par M. Mikaël PETITJEAN, professeur des universités, affecté à l'université polytechnique des Hauts-de-France, est acceptée, à compter du 1^{er} septembre 2025. Il est radié du corps des professeurs des universités à cette date.

Art. 3. – Le Premier ministre, la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, et le ministre auprès de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 21 août 2025.

EMMANUEL MACRON

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

FRANÇOIS BAYROU

*La ministre d'État, ministre de l'éducation nationale,
de l'enseignement supérieur et de la recherche,*

ÉLISABETH BORNE

*Le ministre auprès de la ministre d'État,
ministre de l'éducation nationale,
de l'enseignement supérieur et de la recherche,
chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche,*

PHILIPPE BAPTISTE

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Décret du 19 août 2025 portant nomination (magistrature)

NOR : JUSB2520250D

Le Président de la République,

Sur le rapport de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, et du ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu le décret n° 2025-504 du 10 juin 2025 pris en application de l'article 2 du décret n° 59-178 du 22 janvier 1959 relatif aux attributions des ministres ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature lors de ses séances du 26 juin 2025 et 1^{er} juillet 2025,

Décète :

Art. 1^{er}. – Sont nommés :

COUR D'APPEL DE PARIS

Conseillers :

Mme Bérengère DELBOSC D'AUZON, vice-présidente chargée de l'application des peines au tribunal judiciaire de Nanterre.

Mme Marie-Albanie TERRIER, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

Mme Marie CHABROLLE, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

Mme Camille SIMON-KOLLER, première substitute à l'administration centrale du ministère de la justice

Mme Naima RHIYOURHI, vice-présidente au tribunal judiciaire de Paris.

M. Michaël GIHR, vice-président chargé de l'instruction au tribunal judiciaire de Paris.

Mme Agnès LAMBRET, vice-présidente au tribunal judiciaire de Saint-Pierre de La Réunion.

Vice-présidente placée auprès du premier président : Mme Camille SOULAS, substitute à l'administration centrale du ministère de la justice.

COUR D'APPEL D'ANGERS

Conseillers :

M. Stéphane LORENTZ, vice-président chargé de l'instruction au tribunal judiciaire de Nantes.

Mme Marlene PHAM LE NGOC BICH, vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire du Mans.

Tribunal judiciaire d'Angers

Vice-présidente : Mme Anne-Laure BRISSON, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

COUR D'APPEL DE PAPEETE

Tribunal de première instance de Papeete

Vice-présidente chargée de l'application des peines : Mme Martine DANIELOU, vice-présidente chargée des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Cayenne.

Art. 2. – La ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, et le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 19 août 2025.

EMMANUEL MACRON

Par le Président de la République :

*Le ministre d'État, garde des sceaux,
ministre de la justice,*
GÉRALD DARMANIN

*La ministre d'État, ministre de l'éducation nationale,
de l'enseignement supérieur et de la recherche,*
ÉLISABETH BORNE

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Décret du 21 août 2025 portant nomination (magistrature)

NOR : JUSB2520003D

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature lors de ses séances des 26 juin, 1^{er} juillet 2025 et 2 juillet 2025,

Décète :

Art. 1^{er}. – Sont nommés :

COUR D'APPEL DE PARIS

Tribunal judiciaire de Paris

Première vice-présidente adjointe : Mme Anne-Claire SCHMITT, conseillère référendaire à la Cour de cassation.

Vice-présidentes :

Mme Marie HIRIBARREN, conseillère chargée du secrétariat général de la cour d'appel de Nancy.

Mme Elisette ALVES ANTUNES, vice-présidente au tribunal judiciaire de Nanterre.

Mme Marie PIET, première substitue à l'administration centrale du ministère de la justice.

Vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants : Mme Marie LEAL-MARTINI, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

Vice-présidentes chargées de l'instruction :

Mme Stéphanie CAPRIN, vice-présidente chargée de l'instruction au tribunal judiciaire de Pontoise.

Mme Laurence BEGON-BORDREUIL, première substitue à l'administration centrale du ministère de la justice.

Mme Anne-Clémence COSTA DE BEAUREGARD, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

Mme Selma MULLER-DOUIHECH, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

Vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection : Mme Laure TOUCHELAY, vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Dunkerque.

Juge : Mme Charlotte DE CADIER DE VEAUCE LARUAS, juge au tribunal judiciaire de Nanterre.

Juge des enfants : Mme Manon SURCIN, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel de Paris.

Juges d'instruction :

Mme Caroline PONS, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Versailles.

Mme Clara CASTELLO, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Bobigny.

Juge de l'application des peines : Mme Julie TAUZIN, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel de Paris.

Juge des contentieux de la protection : Mme Cyrine TAHAR, juge au tribunal judiciaire de Créteil.

Première vice-procureure de la République : Mme Caroline GAUDEFROY, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

Vice-procureur de la République : M. Philippe OLIVIER, substitut à l'administration centrale du ministère de la justice.

Vice-procureurs de la République antiterroristes :

Mme Aude MOREL, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

M. Maxime DOLIVEUX, auditeur à la Cour de cassation.

Substitute du procureur de la République : Mme Agathe BATEL, substitute placée auprès du procureur général près la cour d'appel de Paris.

Tribunal judiciaire de Bobigny

Juge de l'application des peines : M. Nuno Miguel DE FRIAS GOMES, magistrat du second grade placé en position de service détaché.

Vice-procureur de la République chargé du secrétariat général : M. Pierre FERMANTEL, vice-procureur de la République près ledit tribunal.

Substitute du procureur de la République : Mme Caroline GRABER, substitute du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Beauvais.

Tribunal judiciaire de Créteil

Vice-présidente : Mme Laura LABAT, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Paris.

Vice-présidente chargée de l'application des peines : Mme Ana FERREIRA-NETO, vice-présidente chargée de l'instruction au tribunal judiciaire de Bobigny.

Juge : Mme Ekrame KBIDA, juge au tribunal judiciaire d'Evry.

Juge des enfants : M. Marien GIRAL, juge au tribunal judiciaire de Bobigny.

Tribunal judiciaire d'Evry

Juge d'instruction : M. Thomas PINEAUD, juge placé auprès du premier président de la cour d'appel de Reims.

Tribunal judiciaire de Meaux

Vice-présidente : Mme Fabienne CAUQUIL, juge des enfants au tribunal judiciaire de Créteil.

Tribunal judiciaire de Melun

Premier vice-président : M. Frédéric JAPPONT, vice-président chargé de l'application des peines au tribunal judiciaire de Créteil.

Juge de l'application des peines : Mme Blanche GUERRIER, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel de Paris.

COUR D'APPEL DE VERSAILLES

Première présidente de chambre : Mme Sophie MOLLAT-FABIANI, présidente de chambre à la cour d'appel de Paris.

Tribunal judiciaire de Nanterre

Vice-présidente chargée du secrétariat général : Mme Léa DESNEUF, vice-présidente audit tribunal.

Vice-présidents :

Mme Élise GUEDON, magistrate du premier grade placée en position de disponibilité.

M. Gyslain DI CARO-DEBIZET, juge au tribunal judiciaire de Paris.

Vice-présidente chargée de l'instruction : Mme Aude CRISTAU-BRONZINI DE CARAFFA, conseillère à la cour d'appel d'Orléans.

Vice-présidente chargée de l'application des peines : Mme Christina RINALDIS, vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants au tribunal judiciaire de Paris.

Vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection affectée au tribunal de proximité de Colombes : Mme Hélène TOURNEUR, juge des enfants au tribunal judiciaire de Bobigny.

Juge : M. Guillaume DU PUY-MONTBRUN, substitut du procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Evry.

Tribunal judiciaire de Pontoise

Vice-présidentes :

Mme Angelika LEMAIRE, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Beauvais.

Mme Fabienne JOSON, juge au tribunal judiciaire de Versailles.

Vice-présidente chargée de l'application des peines : Mme Sara BISCEGLIA, juge de l'application des peines audit tribunal.

Vice-président chargé des fonctions de juge des libertés et de la détention : M. Cedric LEMOINE, juge des contentieux de la protection audit tribunal.

Substitute du procureur de la République : Mme Morgane ELION, substitute placée auprès du procureur général près la cour d'appel de Versailles.

Tribunal judiciaire de Versailles

Vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants : Mme Alice DHOUAILLY, juge audit tribunal.

Substitute du procureur de la République : Mme Domitille ROUSSELLE, substitute placée auprès du procureur général près la cour d'appel de Versailles.

COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE

Conseillère : Mme Anne TERTIAN, vice-présidente au tribunal judiciaire de Marseille.

Vice-présidentes placées auprès du premier président :

Mme Rachel LECUYER, vice-procureure de la République antiterroriste près le parquet national anti-terroriste de Paris.

Mme Sarah FLORANT, juge au tribunal judiciaire de Toulon.

Tribunal judiciaire d'Aix-en-Provence

Juge de l'application des peines : M. Nicolas BLANC, magistrat du second grade placé en position de disponibilité.

Tribunal judiciaire de Draguignan

Vice-président : M. Jean-Baptiste SIRVENTE, substitut du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Toulon.

Vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection affectée au tribunal de proximité de Fréjus : Mme Sophie GUICHON, vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Grasse affectée au tribunal de proximité d'Antibes.

Tribunal judiciaire de Marseille

Juge : Mme Virginie RAYMOND, juge au tribunal judiciaire de Béthune.

Vice-procureure de la République : Mme Clémence CHARRIERE, juge d'instruction au tribunal judiciaire du Havre.

Tribunal judiciaire de Nice

Vice-présidente chargée de l'application des peines : Mme Ambre ROLANDO, juge des enfants au tribunal judiciaire de Pointe-à-Pître.

Vice-procureur de la République : M. Étienne MOREAU, substitut du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Pointe-à-Pître.

COUR D'APPEL D'AMIENS

Avocat général : M. Guillaume DONNADIEU, procureur de la République près le tribunal judiciaire de Laon.

COUR D'APPEL D'ANGERS

Substitut du procureur général : M. Gregory MARTIN-DIT-NEUVILLE, substitut à l'administration centrale du ministère de la justice.

Tribunal judiciaire d'Angers

Vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants : Mme Bérengère NAULEAU, juge au tribunal judiciaire de Nantes.

Juge : Mme Noémie LEMAY, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Chaumont.

Tribunal judiciaire de Laval

Vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection : Mme Amélie HERPIN, juge au tribunal judiciaire du Mans.

Tribunal judiciaire du Mans

Vice-présidente : Mme Françoise GUYOMARD-TOURIN, vice-présidente placée auprès du premier président de la cour d'appel d'Orléans.

COUR D'APPEL DE BASTIA*Tribunal judiciaire de Bastia*

Juge : Mme Julia DEPETRIS, substitute du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Montbéliard.

COUR D'APPEL DE BESANÇON

Président de chambre : M. Raphaël VINCENT, conseiller à la cour d'appel de Lyon.

Conseillère : Mme Sandra LEROY, conseillère à la cour d'appel de Paris.

COUR D'APPEL DE BORDEAUX

Conseillère : Mme Caroline MARTIN DUBROCA, vice-présidente au tribunal judiciaire de Bordeaux.

Tribunal judiciaire de Bergerac

Mme Edwige BIT, vice-présidente, est déchargée des fonctions de juge des contentieux de la protection, et chargée des fonctions de l'instruction.

Vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection : Mme Josette PHILIPPE, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel de Bordeaux.

Tribunal judiciaire de Bordeaux

Vice-présidente : Mme Morgane REVEL, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Saint-Denis de La Réunion.

Vice-présidentes chargées des fonctions de juge des contentieux de la protection :

Mme Aurélie BAIL, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

Mme Delphine BIRMELE, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Limoges.

Tribunal judiciaire de Libourne

Vice-président chargé des fonctions de juge des enfants : M. Sébastien BAUMERT-STORTZ, vice-procureur de la République chargé du secrétariat général près le tribunal judiciaire de Bordeaux.

Tribunal judiciaire de Périgueux

Mme Marianne DESCORNE, vice-présidente, est chargée des fonctions de l'application des peines.

COUR D'APPEL DE BOURGES

Conseillère : Mme Catherine FARGETTON, vice-présidente au tribunal judiciaire de Nevers.

Tribunal judiciaire de Châteauroux

Vice-président à compter du 18 octobre 2025 : M. Cyril LAPEYRONNIE, magistrat du premier grade placé en position de congé parental.

COUR D'APPEL DE CAEN

Conseillère : Mme Géraldine THOMAS, magistrate du premier grade placée en position de congé de longue durée.

COUR D'APPEL DE COLMAR*Tribunal judiciaire de Mulhouse*

Substitute du procureur de la République : Mme Audrey UZUREAU, substitute placée auprès du procureur général près la cour d'appel de Colmar.

Tribunal judiciaire de Strasbourg

Juge : M. Michaël DA LOZZO, juge des enfants au tribunal judiciaire de Cayenne.

COUR D'APPEL DE DIJON

Vice-procureure de la République placée auprès du procureur général : Mme Zunilda CARVAJAL-DEL MAR, substitute du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Dijon.

Tribunal judiciaire de Chalon-sur-Saône

Vice-présidente : Mme Anne COURCET-DESVAUX, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

COUR D'APPEL DE DOUAI

Présidents de chambre :

M. Christophe LE GALLO, magistrat du premier grade placé en position de service détaché.

M. Laurent DUVAL, conseiller référendaire à la Cour de cassation.

Avocats généraux :

Mme Isabelle ARNAL, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

M. Augustin JOBERT, substitut du procureur général près la cour d'appel de Cayenne.

Tribunal judiciaire de Béthune

Procureure de la République adjointe : Mme Émilie DROIT, substitue générale chargée du secrétariat général près la cour d'appel de Douai.

Tribunal judiciaire de Boulogne-sur-Mer

Premiers vice-présidents :

Mme Aude BUBBE, conseillère à la cour d'appel de Douai.

M. Hicham MELHEM, vice-président au tribunal judiciaire de Nice.

Tribunal judiciaire de Dunkerque

Vice-présidente chargée de l'instruction : Mme Julie AUDEBERT, juge d'instruction audit tribunal.

Vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection à compter du 17 septembre 2025 : Mme Samantha CONSTANTIN, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Douai.

Tribunal judiciaire de Lille

Substitut du procureur de la République : M. Hugo SELLIER, substitut placé auprès du procureur général près la cour d'appel d'Amiens.

COUR D'APPEL DE GRENOBLE*Tribunal judiciaire de Valence*

Vice-présidente : Mme Laurence CANAVERO, vice-présidente au tribunal judiciaire de Privas.

Tribunal judiciaire de Vienne

Vice-présidente chargée des fonctions de juge des libertés et de la détention : Mme Vanessa PERROCHEAU, vice-présidente au tribunal judiciaire de Valence.

COUR D'APPEL DE LIMOGES

Substitue générale chargée du secrétariat général : Mme Zoé CHAUMONT, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

COUR D'APPEL DE LYON

Conseillères :

Mme Albane GUILLARD, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

Mme Valérie SAGNE, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

Tribunal judiciaire de Lyon

Première vice-présidente : Mme Anne GLOANEC-CHAMBELLANT, présidente du tribunal judiciaire d'Albertville.

Vice-procureure de la République : Mme Marion LOUBET-POULET, vice-procureure de la République placée auprès du procureur général près la cour d'appel de Lyon.

Substitue du procureur de la République : Mme Sonia MOREIRA, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Bourg-en-Bresse.

Tribunal judiciaire de Villefranche-sur-Saône

Juge : M. Romuald DI NOTO, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Saint-Etienne.

COUR D'APPEL DE METZ

Conseillère chargée du secrétariat général : Mme Héloïse FERRARI, vice-présidente au tribunal judiciaire de Thionville.

Vice-présidente placée auprès du premier président : Mme Catherine MICHEL, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Sarreguemines.

Tribunal judiciaire de Sarreguemines

M. Ludovic MOURGUE-GRUNING, vice-président, est chargé des fonctions de juge des libertés et de la détention.

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

Vice-président placé auprès du premier président : M. Manuel CARIUS, premier vice-président au tribunal judiciaire de Cayenne.

Tribunal judiciaire de Béziers

Vice-procureure de la République : Mme Amélie DONNETTE, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Narbonne.

Tribunal judiciaire de Montpellier

Vice-procureure de la République : Mme Audrey GALAUD, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Rennes.

Substitute du procureur de la République : Mme Justine MORLANS, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel de Dijon.

Tribunal judiciaire de Narbonne

Vice-présidente : Mme Chloé HAUSS, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Béziers.

Tribunal judiciaire de Perpignan

Vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection : Mme Marie BERLIOZ, juge des contentieux de la protection audit tribunal.

COUR D'APPEL DE NANCY

Substitute du procureur général : Mme Sarah ROUY, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

Tribunal judiciaire de Val-de-Briey

Juge des contentieux de la protection à compter du 1^{er} décembre 2025 : M. Étienne THOMAS, magistrat du second grade placé en position de congé parental.

Tribunal judiciaire d'Epinal

Substitute du procureur de la République : Mme Juliette ACHER, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Evreux.

COUR D'APPEL DE NÎMES

Conseillère : Mme Aude VENTURINI, vice-présidente chargée de l'application des peines au tribunal judiciaire de Nîmes.

Tribunal judiciaire d'Avignon

Vice-présidente chargée de l'instruction : Mme Alice HENRIROUX, juge d'instruction au tribunal judiciaire de Paris.

Tribunal judiciaire de Carpentras

Juge des enfants : Mme Julie FRANCOZ, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire d'Aix-en-Provence.

Tribunal judiciaire de Nîmes

Première vice-présidente : Mme Anne DAVID, première vice-présidente au tribunal judiciaire de Clermont-Ferrand.

Vice-présidente chargée de l'application des peines : Mme Vanessa JEAN-AMANS, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Montpellier.

Tribunal judiciaire de Privas

Juge : Mme Léa DERENNE, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Valence.

COUR D'APPEL D'ORLÉANS

Présidente de chambre : Mme Audrey DEBEUGNY-LEMONNIER, conseillère à la cour d'appel de Bourges.

Tribunal judiciaire de Blois

Vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection : Mme Marine MARTINEAU, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire d'Orléans.

Tribunal judiciaire de Montargis

Vice-présidente chargée des fonctions de juge des libertés et de la détention : Mme Hélène LEGUE, juge d'instruction au tribunal judiciaire d'Evry.

Tribunal judiciaire de Tours

Vice-président chargé des fonctions de juge des contentieux de la protection : M. Benoit DELHAYE, juge au tribunal judiciaire d'Agen.

COUR D'APPEL DE POITIERS

Vice-présidente placée auprès du premier président : Mme Karima DJEMALI, première substitue à l'administration centrale du ministère de la justice.

Tribunal judiciaire de La Roche-sur-Yon

Vice-présidente chargée de l'instruction : Mme Gwenaëlle DUBOIS, juge d'instruction au tribunal judiciaire des Sables-d'Olonne.

Tribunal judiciaire de Saintes

Vice-présidente : Mme Stéphanie JARA, vice-présidente placée auprès du premier président de la cour d'appel de Poitiers.

COUR D'APPEL DE REIMS*Tribunal judiciaire de Châlons-en-Champagne*

Juge : Mme Ségolène MARES, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Versailles.

COUR D'APPEL DE RENNES

Vice-présidente placée auprès du premier président : Mme Katell BAUDIMANT, vice-présidente chargée des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Laval.

Tribunal judiciaire de Lorient

Vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants : Mme Isabelle DE COUX, vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants au tribunal judiciaire de Quimper.

Tribunal judiciaire de Nantes

Vice-présidente : Mme Céline MASSE-BARBÉY, vice-présidente au tribunal judiciaire d'Angers.

Vice-présidente chargée de l'instruction : Mme Céline CUQUEMEL, vice-présidente chargée de l'instruction au tribunal judiciaire de la Roche-sur-Yon.

Tribunal judiciaire de Saint-Nazaire

Vice-procureure de la République : Mme Myriam CORRET, juge au tribunal judiciaire de Saint-Denis de La Réunion.

COUR D'APPEL DE RIOM*Tribunal judiciaire de Clermont-Ferrand*

Première vice-présidente : Mme Laurence BEDOS-COUDERC, conseillère à la cour d'appel de Riom.

Vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants : Mme Clotilde GONTHIER, vice-présidente au tribunal judiciaire de Cusset.

Vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection affecté au tribunal de proximité de Riom : Mme Véronique BORDES-HUBERT, juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Clermont-Ferrand.

COUR D'APPEL DE ROUEN

Conseillère : Mme Véronique PROIX, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

Tribunal judiciaire de Rouen

Procureure de la République adjointe : Mme Marie-Valérie ALBERT, vice-présidente chargée du secrétariat général au tribunal judiciaire de Toulouse.

COUR D'APPEL DE TOULOUSE

Présidente de chambre : Mme Hélène SIGALA, première vice-présidente au tribunal judiciaire de Cayenne.

Tribunal judiciaire de Toulouse

Vice-président chargé du secrétariat général : M. Emeric KORN LOZDOWSKI, vice-président chargé des fonctions de juge des contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Perpignan.

Vice-président : M. Jean-Michel GAUCI, vice-président chargé des fonctions de juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Mamoudzou.

Vice-procureur de la République : M. Christian DAUDENS, vice-procureur de la République près le tribunal judiciaire de Béziers.

COUR D'APPEL DE CAYENNE

Avocat général : M. Yvon CALVET, avocat général près la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

Tribunal judiciaire de Cayenne

Premiers vice-présidents :

M. Guillaume BOURIN, conseiller à la cour d'appel de Poitiers.

Mme Hélène MARTRON, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

Juge : M. Elie PAVOT, juge placé auprès du premier président de la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

Substituts du procureur de la République :

Mme Juliette PENLOUP, juge de l'application des peines au tribunal judiciaire de Brest.

M. Belkacem AIT AZZOUZENE, substitut du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris.

COUR D'APPEL DE NOUMÉA

Président de chambre : M. Hubert HANSENNE, président de chambre à la cour d'appel de Bordeaux.

Avocat général : M. Pierre-Yves MICHAU, procureur de la République près le tribunal judiciaire de Chambéry.

Tribunal de première instance de Nouméa

Vice-présidents :

Mme Virginie BENECH, vice-présidente au tribunal judiciaire de Mamoudzou.

Vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants : Mme Virginie CRAMESNIL DE LALEU, magistrate du premier grade placée en position de disponibilité.

Vice-procureure de la République : Mme Fatou DIOP, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

COUR D'APPEL DE PAPEETE*Tribunal de première instance de Papeete*

Vice-président chargé de la présidence de la section détachée d'Uturoa : M. Michel SORIANO, conseiller à la cour d'appel de Nîmes.

COUR D'APPEL DE SAINT-DENIS DE LA RÉUNION*Tribunal judiciaire de Mamoudzou*

Vice-présidente : Mme Céline POIRIER, vice-présidente chargée de l'instruction au tribunal judiciaire de Marseille.

Vice-procureur de la République : M. Karim MAMERI, vice-procureur de la République près le tribunal judiciaire de Grasse.

Tribunal judiciaire de Saint-Denis de La Réunion

Vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants : Mme Maliga MOUTOUVIRIN, vice-présidente au tribunal judiciaire de Dunkerque.

Vice-présidente chargée de l'application des peines : Mme Anne-Charlotte LEGROIS, vice-présidente placée auprès du premier président de la cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion.

Procureure de la République adjointe : Mme Saliha HAND OUALI, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

Tribunal judiciaire de Saint-Pierre de La Réunion

Vice-président : M. Barthélémy HENNUYER, magistrat du premier grade placé en position de service détaché.

COUR D'APPEL DE BASSE-TERRE*Tribunal judiciaire de Basse-Terre*

Juge des contentieux de la protection affecté au tribunal de proximité de Saint Martin : M. Benjamin BLANC LAROZE, substitut du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris.

ADMINISTRATION CENTRALE

Première substitue à l'administration centrale du ministère de la justice : Mme Céline BRION, première vice-procureure de la République près le tribunal judiciaire de Nanterre.

Premiers substituts à l'administration centrale du ministère de la justice, à compter du 1^{er} septembre 2025 :

Mme Cécile MOINON-GORNER, vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants au tribunal judiciaire de Lyon.

M. Kevin GENEST, vice-président chargé de l'instruction au tribunal judiciaire de Nanterre.

M. Amarale JANEIRO, conseiller chargé du secrétariat général de la cour d'appel de Metz.

Mme Pauline GIRERD, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

Mme Fathia ZEGHOUDI, magistrate du premier grade placée en position de service détaché.

Mme Jia-Xin WANG-COSTER, vice-présidente au tribunal judiciaire de Cayenne.

Mme Pascaline COLOMBIER, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Bobigny.

Mme Éva LORELLE, juge au tribunal judiciaire de Fort-de-France.

Substituts à l'administration centrale du ministère de la justice, à compter du 1^{er} septembre 2025 :

M. Florian DURET, juge d'instruction au tribunal judiciaire de Paris.

Mme Chafika GARDAM, substitue du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Charleville-Mézières.

Mme Mélissa BLANCHE, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel de Paris.

Mme Élise POURON, juge au tribunal judiciaire de Créteil.

Mme Alexia DE ROCQUIGNY, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel d'Amiens.

INSPECTION GÉNÉRALE DE LA JUSTICE

Inspecteur général de la justice : M. Philippe FAISANDIER, avocat général près la cour d'appel de Nouméa.

Art. 2. – La dispense prévue aux articles L. 111-10, L. 111-11 et R. 111-3 du code de l'organisation judiciaire est accordée à :

Mme Claire ISRAEL, conseillère référendaire à la Cour de cassation, et M. Nicolas RENUCCI, avocat général référendaire près ladite cour.

Mme Anne-Claire SCHMITT, première vice-présidente adjointe au tribunal judiciaire de Paris, et M. Olivier CORTES, vice-président chargé de l'instruction audit tribunal.

M. Jean-Baptiste SIRVENTE, vice-président au tribunal judiciaire de Draguignan, et M. Jean-Luc PAIN, vice-président chargé des fonctions de juge des libertés et de la détention audit tribunal.

Mme Ambre ROLANDO, vice-présidente chargée de l'application des peines au tribunal judiciaire de Nice, et M. Étienne MOREAU, vice-procureur de la République près ledit tribunal.

M. Cyril LAPEYRONNIE, vice-président au tribunal judiciaire de Châteauroux, et Mme Sophie LEGRAND, vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection audit tribunal.

M. Elie PAVOT, juge au tribunal judiciaire de Cayenne, et Mme Missiva MEDJKANE, juge audit tribunal.

Mme Anne-Charlotte LEGROIS, vice-présidente chargée de l'application des peines au tribunal judiciaire de Saint-Denis de La Réunion, et M. Stéphane DUCHEMIN, premier vice-président audit tribunal.

Art. 3. – Le Premier ministre et le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 21 août 2025.

EMMANUEL MACRON

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

FRANÇOIS BAYROU

*Le ministre d'État, garde des sceaux,
ministre de la justice,*

GÉRALD DARMANIN

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté du 12 août 2025 portant admission à la retraite (magistrature)

NOR : JUSB2523212A

Par arrêté du ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 12 août 2025, Mme Elise VIGNIER, magistrate du premier grade, en position de disponibilité, est réintégrée dans le corps judiciaire, à compter du 1^{er} août 2026, date à laquelle elle sera admise, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté du 12 août 2025 portant admission à la retraite (magistrature)

NOR : JUSB2523219A

Par arrêté du ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 12 août 2025, Mme Pascale LOUE-WILLIAUME, magistrate hors hiérarchie, en position de disponibilité, est réintégrée dans le corps judiciaire, à compter du 1^{er} mars 2026, date à laquelle elle sera admise, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté du 12 août 2025 portant cessation de fonctions (magistrature)

NOR : JUSB2523233A

Par arrêté du ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 12 août 2025, M. Charles PROST, substitut au tribunal judiciaire de Chalon-sur-Saône, maintenu en activité en application des dispositions du II de l'article 76-1-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature, est admis, sur sa demande, à cesser ses fonctions, à compter du 1^{er} janvier 2026.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté du 18 août 2025 relatif à une société civile professionnelle (officiers publics ou ministériels)

NOR : JUSC2523476A

Par arrêté du ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 18 août 2025 :

Mme ROSTOUCHER (Sandrine), ayant pour nom d'usage GIRARD, est nommée notaire associée, membre de la société civile professionnelle « SCP Vallée du Gapeau, Notaires Associés », pour exercer dans l'office dont cette dernière est titulaire à la résidence de Solliès-Pont (Var).

Le retrait de Mme VINAI (Laurence, Nathalie, Annie), notaire associée, membre de la société civile professionnelle « SCP Vallée du Gapeau, Notaires Associés », est accepté.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté du 18 août 2025 portant nomination d'une notaire associée (officiers publics ou ministériels)

NOR : JUSC2523477A

Par arrêté du ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 18 août 2025, Mme ROSSELOT (Marie, Nicole, Malou, Catherine) est nommée notaire associée, membre de la société par actions simplifiée « EFFICIENCE ROUEN », pour exercer dans l'office dont cette dernière est titulaire à la résidence de Rouen (Seine-Maritime).

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté du 19 août 2025 relatif à la composition du jury des concours de recrutement direct dans le corps des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel au titre de l'année 2026

NOR : JUSE2523425A

Le vice-président du Conseil d'Etat,

Vu le code de justice administrative, notamment son article R. 233-9 ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 30 mai 2025 autorisant au titre de l'année 2026 l'ouverture des concours externe et interne de recrutement direct dans le corps des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Est nommée présidente du jury des concours de recrutement direct dans le corps des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel autorisés au titre de l'année 2026, en sa qualité de présidente de la mission d'inspection des juridictions administratives : Mme Brigitte Phémolant, conseillère d'Etat.

Art. 2. – Sont nommés membres du jury des concours de recrutement direct dans le corps des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel autorisés au titre de l'année 2026 :

Mme Nathalie Massias, conseillère d'Etat ;

M. Robert Parneix, conseiller honoraire à la Cour de cassation ;

M. Pierre Bourdon, professeur des universités ;

Mme Delphine Costa, professeure des universités ;

Mme Naïla Boukheloua, présidente du corps des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel ;

M. Rudolph d'Haëm, président du corps des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.

Art. 3. – En cas d'empêchement de Mme Brigitte Phémolant, Mme Nathalie Massias est désignée en qualité de présidente suppléante, en vue d'assurer les fonctions de présidente du jury.

Art. 4. – Sont nommés correcteurs adjoints du jury des concours de recrutement direct dans le corps des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel autorisés au titre de l'année 2026 :

M. Aurélien Gloux-Saliou, maître des requêtes au Conseil d'Etat ;

Mme Marie Lehman, maîtresse des requêtes en service extraordinaire au Conseil d'Etat ;

M. Boris Kuperman, président de section du corps des magistrats des chambres régionales et territoriales des comptes ;

Mme Cheyenne Mathé, première conseillère du corps des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel ;

Mme Hélène Pilidjian, première conseillère du corps des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel ;

M. Michaël Thomas, premier conseiller du corps des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.

Art. 5. – Le secrétaire général du Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 19 août 2025.

D.-R. TABUTEAU

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté du 20 août 2025 portant réintégration et affectation (tribunaux administratifs et cours administratives d'appel)

NOR : JUSE2522785A

Par arrêté du vice-président du Conseil d'Etat en date du 20 août 2025, M. Gilles DUFRESNE, premier conseiller du corps des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, en service détaché, est réintégré dans son corps d'origine, à compter du 1^{er} septembre 2025.

A la même date, M. Gilles DUFRESNE est affecté au tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté du 20 août 2025 fixant la liste des rapporteurs pouvant être désignés par le président du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche statuant en matière disciplinaire (tribunaux administratifs et cours administratives d'appel)

NOR : JUSE2523643A

Par arrêté du vice-président du Conseil d'Etat en date du 20 août 2025, Mme Barbara AVENTINO, M. Mohammed BOUZAR, Mme Maguy FULLANA-THÉVENET, M. Rémi GRAND, M. Arnaud KIECKEN, M. Guillaume LEFEBVRE, M. Laurent MARTHINET, Mme Alice MINET, M. Ivan PERTUY, Mme Nolwenn PETON, M. Gaël RAIMBAULT et M. Joël SEYTEL sont inscrits sur la liste de rapporteurs prévue au quatrième alinéa de l'article R. 232-36 du code de l'éducation.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 20 août 2025 portant nomination (directions départementales interministérielles)

NOR : INTP2523506A

Le Premier ministre et le ministre d'État, ministre de l'intérieur,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 modifié relatif aux emplois de direction de l'État ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2009 modifié fixant la liste et le classement par groupes des emplois de direction des directions départementales interministérielles ;

Vu les avis de vacance publiés au *Journal officiel* de la République française et par voie électronique sur le site *Choisir le service public* ;

Vu la candidature de l'intéressé ;

Vu l'avis du préfet de région,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – M. Olivier ASSAILLY, directeur du travail, est nommé directeur départemental adjoint de l'emploi, du travail et des solidarités de la Loire-Atlantique, pour une durée de quatre ans, avec une période probatoire de six mois, à compter du 15 septembre 2025.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 20 août 2025.

Le Premier ministre,

Pour le Premier ministre et par délégation :
*Le directeur, adjoint à la secrétaire générale
du Gouvernement,*

G. ODINET

*Le ministre d'État,
ministre de l'intérieur,*

BRUNO RETAILLEAU

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Arrêté du 31 juillet 2025 portant nomination à la Commission supérieure du numérique et des postes

NOR : ECOI2521620A

Par arrêté du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, du ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie, et de la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique, en date du 31 juillet 2025, Mme DEMERLE (Maxence), directrice du numérique au MEDEF, est nommée membre de la Commission supérieure du numérique et des postes, au titre de personnalité qualifiée dans le secteur des postes et des communications électroniques, à compter du 17 septembre 2025.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DES ARMÉES

Arrêté du 18 août 2025 portant admission à la retraite (ingénieurs civils de la défense)

NOR : ARMH2523501A

Par arrêté du directeur du centre ministériel de gestion de Metz en date du 18 août 2025, M. Cyr FERNANDEZ-ORTIZ, ingénieur civil de la défense, est admis à faire valoir ses droits à la retraite, sur sa demande, à compter du 1^{er} janvier 2026.

A cette même date, l'intéressé est radié des cadres du ministère des armées.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DES ARMÉES

Liste du 20 août 2025 modifiant la liste du 31 juillet 2025 des candidats admis par ordre de mérite au concours pour l'admission d'élèves officiers de carrière à l'école de santé des armées en qualité d'élève praticien au titre de l'année 2025

NOR : *ARMK2523522K*

La liste du 31 juillet 2025 des candidats admis par ordre de mérite au concours pour l'admission d'élèves officiers de carrière à l'école de santé des armées en qualité d'élève praticien au titre de l'année 2025 est modifiée comme suit :

Au I après les mots :

« Grenier (Julie, Louise, Angéline). »,

insérer les mots :

« Epissard (Gabriel) ;

« Richer de Forges (Alexandre). »

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA DÉCENTRALISATION

Arrêté du 14 août 2025 mettant fin aux fonctions d'une régisseuse d'avances auprès du service de l'Etat de l'aviation civile aux îles Wallis et Futuna (budget annexe) de la direction des services de la navigation aérienne, échelon central

NOR : ATDA2522821A

Par arrêté du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation en date du 14 août 2025, il est mis fin aux fonctions de Mme Malia-Nive MAILEHAKO en qualité de régisseuse d'avances auprès de la régie d'avances auprès du service d'Etat de l'aviation civile aux îles Wallis et Futuna (budget annexe) de la direction des services de la navigation aérienne, à compter du 1^{er} janvier 2026.

L'arrêté du 8 décembre 2010 portant nomination d'une régisseuse d'avances auprès du service d'Etat de l'aviation civile aux îles Wallis et Futuna (budget annexe) de la direction des services de la navigation aérienne est abrogé à compter du 1^{er} janvier 2026.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Arrêté du 19 août 2025 portant cessation et nomination au cabinet du ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de la francophonie et des partenariats internationaux

NOR : EAEC2523498A

Le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de la francophonie et des partenariats internationaux,

Vu le décret n° 2017-1098 du 14 juin 2017 relatif aux collaborateurs du Président de la République et des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2024-892 du 23 septembre 2024 modifié relatif à la composition des cabinets ministériels ;

Vu le décret du 13 décembre 2024 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret du 23 décembre 2024 relatif à la composition du Gouvernement,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Il est mis fin aux fonctions de M. Anthony CHAUMUZEAU, conseiller francophonie, culture, affaires globales et Asie, à compter du 18 août 2025.

Art. 2. – Mme Anne-Sophie TRAVERT, est nommée conseillère chargée des affaires globales et de la diplomatie féministe, du ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de la francophonie et des partenariats internationaux, à compter du 18 août 2025.

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 19 août 2025.

THANI MOHAMED SOILIH

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Arrêté du 19 août 2025 portant nomination au cabinet du ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de la francophonie et des partenariats internationaux

NOR : EAEC2523505A

Le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de la francophonie et des partenariats internationaux,

Vu le décret n° 2017-1098 du 14 juin 2017 relatif aux collaborateurs du Président de la République et des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2024-892 du 23 septembre 2024 modifié relatif à la composition des cabinets ministériels ;

Vu le décret du 13 décembre 2024 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret du 23 décembre 2024 relatif à la composition du Gouvernement,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Mme Alexandra MENGUE est nommée conseillère francophonie, culture, coopération régionale et migrations au cabinet du ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de la francophonie et des partenariats internationaux, à compter du 18 août 2025.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 19 août 2025.

THANI MOHAMED SOILIH

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Arrêté du 21 août 2025 portant nomination (administration centrale)

NOR : EAEA2521998A

Le Premier ministre et le ministre de l'Europe et des affaires étrangères,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 modifié relatif aux emplois de direction de l'Etat ;

Vu l'avis de vacance d'un emploi de sous-directeur publié au *Journal officiel* de la République française du 15 février 2025 et sur le site internet *Choisir le service public* ;

Vu la demande de l'intéressé,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – M. Benoît LEROSEY, administrateur de l'Etat du premier grade, est nommé sous-directeur du développement et de l'investissement solidaire et durable (groupe B) à la direction du pilotage et de la stratégie au ministère de l'Europe et des affaires étrangères, à compter du 1^{er} septembre 2025, pour une durée de trois ans, avec une période probatoire de six mois.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 21 août 2025.

Le Premier ministre,

Pour le Premier ministre et par délégation :
*Le directeur, adjoint à la secrétaire générale
du Gouvernement,*

G. ODINET

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des ressources humaines,

E. LE HARIVEL DE GONNEVILLE

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Arrêté du 8 août 2025 portant admission à la retraite (ingénieurs généraux des ponts, des eaux et des forêts)

NOR : AGRS2523500A

Par arrêté de la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche et de la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire en date du 8 août 2025, Mme Véronique VISSAC-CHARLES, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts de classe exceptionnelle, est réintégrée et admise à faire valoir ses droits à la retraite, à compter du 1^{er} octobre 2025.

L'intéressée est radiée des cadres à cette même date.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Arrêté du 11 août 2025 portant nomination du président et du vice-président de la commission thématique interfilières « agricole et agro-alimentaire internationale » de FranceAgriMer

NOR : AGRT2522600A

Par arrêté de la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire en date du 11 août 2025, M. Jean-François LOISEAU est nommé président de la commission thématique interfilières « agricole et agro-alimentaire internationale » de FranceAgriMer et M. David LE MANOUR est nommé vice-président de la commission thématique interfilières « agricole et agro-alimentaire internationale » de FranceAgriMer.

Naturalisations et réintégrations

Décret du 19 août 2025 portant naturalisation, réintégration, mention d'enfants mineurs bénéficiant de l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents et francisation de noms et de prénoms

NOR : INTN2523278D

En application de l'article L. 221-14, et des articles R. 221-15 et R. 221-16 pris après avis de la CNIL, du code des relations entre le public et l'administration, les actes individuels relatifs à l'état et à la nationalité des personnes ne peuvent être publiés au Journal officiel de la République française, que dans des conditions garantissant qu'ils ne font pas l'objet d'une indexation par des moteurs de recherche.
Les actes concernés sont accessibles sur le site Légifrance en "Accès protégé"

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Avis relatif au recrutement d'un travailleur handicapé par la voie contractuelle dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat au ministère de la justice au titre de l'année 2025

NOR : JUST2522656V

En application de l'article L. 352-4 du code général de la fonction publique, un recrutement de travailleur handicapé par la voie contractuelle dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat au ministère de la justice est ouvert au titre de l'année 2025.

Les candidats doivent satisfaire aux conditions générales d'accès à la fonction publique :

- être de nationalité française ou ressortissant d'un des Etats membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ;
- jouir de leurs droits civiques ;
- être en position régulière au regard du code du service national ;
- satisfaire aux conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction, compte tenu des possibilités de compensation du handicap ;
- ne pas avoir de mentions au bulletin n° 2 du casier judiciaire incompatibles avec l'exercice des fonctions.

Les candidats doivent de plus établir un dossier de candidature comportant les éléments suivants :

1. Un *curriculum vitae* précisant l'état civil, le parcours d'études suivi et le parcours professionnel détaillé du candidat (avec l'indication des employeurs, des fonctions assurées et des dates d'exercice) ;
2. Une lettre de motivation précisant le lieu d'affectation et le poste recherché ;
3. Un certificat établi par un médecin agréé, seul habilité à établir l'attestation de la compatibilité du handicap avec le poste envisagé. Pour ce faire, le candidat est invité à contacter le département des ressources humaines et de l'action sociale de la délégation interrégionale du secrétariat général du ressort dans lequel il souhaite postuler afin d'obtenir la liste de ces praticiens (voir en annexe) ;
4. Une photocopie d'une pièce d'identité en cours de validité ;
5. Une photocopie de l'attestation d'affiliation à la sécurité sociale ;
6. Un état signalétique des services militaires ou les pièces constatant la situation au regard du code du service national, le cas échéant ;
7. La photocopie du ou (des) titre(s) ou diplôme(s) ou de toute pièce attestant du niveau reconnu équivalent ;
8. La photocopie des attestations de travail, le cas échéant ;
9. Une attestation sur l'honneur certifiant que le candidat n'appartient pas à un corps ou un cadre d'emploi de l'une des trois fonctions publiques ;
10. L'attestation de la reconnaissance de travailleur handicapé délivrée par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) reconnaissant la qualité de travailleur handicapé ou tout autre document administratif justifiant d'un handicap prévu à l'article L. 5212-13 du code du travail ;
11. Une copie du livret de famille pour les candidats ayant élevé ou élevant trois enfants ou plus, le cas échéant ;
12. La reconnaissance de sportif de haut niveau, le cas échéant.

La localisation, la période d'inscription et la date limite de dépôt du dossier de candidature sont précisées ci-dessous :

Affectation	Emploi	Département	Localisation	Nombre de postes	Inscriptions	Date limite de dépôt du dossier de candidature
ENAP	Adjoint.e à la cheffe de département des services financiers	47	Agen	1	Du 25 août au 25 septembre 2025	25 septembre 2025

Le dossier de candidature est à transmettre au plus tard aux dates indiquées ci-dessus, délai de rigueur, soit :

- par voie électronique à l'adresse suivante : concours-sg-a@justice.gouv.fr (au plus tard à 23 h 59) ; ou
- par voie postale sous pli suivi ou en recommandé avec accusé de réception (le cachet de la poste faisant foi) à l'adresse suivante :

Recrutement voie contractuelle, ministère de la justice, secrétariat général/service des ressources humaines/sous-direction de la stratégie, de l'attractivité et de l'accompagnement des évolutions professionnelles/bureau du recrutement, de l'attractivité et de la fidélisation, 13, place Vendôme, 75042 Paris Cedex 01.

Tout dossier transmis ou posté hors délai ou incomplet ne sera pas pris en considération.

Il sera procédé à une présélection parmi les candidatures déposées et recevables. Les candidats présélectionnés seront invités à un entretien de recrutement destiné à vérifier leur aptitude à occuper l'emploi sollicité.

Les auditions sont programmées selon le calendrier ci-dessous et les candidats retenus recevront une convocation de la part du service des ressources humaines. En outre, la date des résultats et la prise de fonction prévisionnelles sont les suivantes :

Emploi	Dates des auditions par la commission	Date prévisionnelle de parution des résultats	Date prévisionnelle de prise de fonctions
Adjoint.e à la cheffe de département des services financiers	7 octobre 2025	9 octobre 2025	1 ^{er} décembre 2025

Tout candidat résidant dans l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution ou à l'étranger, en situation de handicap, en état de grossesse ou dont l'état de santé le nécessite, bénéficie, à sa demande, du recours à la visioconférence pour passer son audition de recrutement dans les conditions prévues par l'arrêté du 8 juillet 2024 fixant les conditions de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique de l'Etat.

La demande écrite doit être adressée au service des ressources humaines à l'adresse suivante : concours-sg-a@justice.gouv.fr au plus tard trois semaines avant le début de l'audition.

De plus, la demande devra être accompagnée d'un certificat médical délivré par un médecin agréé par l'administration et comportant la mention de l'aménagement relatif à la visioconférence.

Le candidat retenu sera recruté en qualité d'agent contractuel de droit public. Il bénéficiera d'un contrat pour une période correspondante à celle du stage prévu par le statut des attachés d'administration de l'Etat au ministère de la justice dans lequel il a vocation à être titularisé, soit un an. A l'issue de cette période renouvelable, l'agent pourra être titularisé sur proposition du supérieur hiérarchique et après avis d'une commission.

Pour tous renseignements complémentaires, les candidats pourront se reporter à la page dédiée au recrutement sur le site internet du ministère de la justice : <https://lajusticerecrute.fr/metiers/recrutement-par-la-voie-contractuelle-pour-les-travailleurs-handicapes>

ANNEXE

Coordonnées du référent handicap du ressort concerné par le recrutement :

Service	Régions administratives concernées	Adresse et coordonnées référent(e) handicap
Ministère de la justice Secrétariat général Délégation interrégionale du Sud	Occitanie et département du Lot-et-Garonne	Département des ressources humaines et de l'action sociale 1, place Emile-Blouin 31952 Toulouse Cedex 9 Courriel : cyprien.cheuret@justice.gouv.fr Tél. : 05-62-20-61-04

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Avis relatif à l'ouverture au titre de l'année 2026 d'un examen professionnel d'accès au corps des secrétaires administratifs relevant du ministre chargé de l'agriculture

NOR : AGRS2518726V

Un examen professionnel d'accès au corps des secrétaires administratifs relevant du ministre chargé de l'agriculture est organisé au titre de l'année 2026.

Le nombre total de places offertes est fixé à 11.

Peuvent faire acte de candidature les fonctionnaires appartenant à un corps de catégorie C régi par le décret n° 2006-1760 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat, relevant du ministre chargé de l'agriculture ou affectés dans ce ministère ou dans les établissements publics pour lesquels les agents sont rattachés à cette même autorité et justifiant, au 1^{er} janvier 2026, d'au moins sept années de services publics. Les agents rattachés à l'Office national des forêts ne peuvent faire acte de candidature.

Les inscriptions se feront par internet sur le site <https://concours.agriculture.gouv.fr/> du 2 septembre au 2 octobre 2025 à minuit (heure de Paris). La date limite de téléversement des pièces justificatives est fixée au 16 octobre 2025.

Les candidats téléverseront le dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP) dans leur espace candidat, par internet sur le site : <https://concours.agriculture.gouv.fr/> . La date limite d'envoi de ces dossiers est fixée au 16 octobre 2025, dernier délai.

Le modèle de dossier de RAEP ainsi que son guide d'aide au remplissage sont téléchargeables à l'adresse suivante : <https://concours.agriculture.gouv.fr/>, rubrique « inscription aux concours et examens et téléchargement de la documentation d'inscription ».

En cas d'impossibilité de s'inscrire par voie électronique, les candidats pourront obtenir un dossier d'inscription sur demande écrite, en recommandé simple, au ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, secrétariat général, service des ressources humaines, SDDPRS, bureau des concours et des examens professionnels, 8, rue de Varenne, 75349 Paris 07 SP.

La date limite de retour des dossiers papier d'inscription est fixée au 2 octobre 2025 (le cachet de la poste faisant foi). Ils devront être renvoyés obligatoirement par voie postale et en recommandé simple à l'adresse mentionnée ci-dessus.

La date limite de retour des pièces justificatives est fixée au 16 octobre 2025, dernier délai, selon les mêmes modalités.

Aucun dossier posté hors délai ne sera pris en compte.

Les candidats devront donc veiller à demander leur dossier d'inscription suffisamment tôt pour tenir compte des délais d'acheminement du courrier.

La sélection sur dossiers de RAEP pour l'admissibilité se déroulera à Paris à partir du 3 novembre 2025.

La liste des résultats d'admissibilité sera publiée à partir du 10 novembre 2025 sur le site <https://concours.agriculture.gouv.fr/>, rubrique « résultats des concours et examens ».

L'épreuve orale d'admission se déroulera à Paris à partir du 8 décembre 2025.

La liste des résultats d'admission sera publiée à partir du 15 décembre 2025 sur le site <https://concours.agriculture.gouv.fr/>, rubrique « résultats des concours et examens ».

Conformément au décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap, les candidats en situation de handicap qui demandent un aménagement de l'épreuve orale doivent fournir un certificat médical établi par un médecin agréé par l'administration. Le certificat médical, qui doit avoir été établi moins de six mois avant le déroulement des épreuves, précise la nature des aides humaines et techniques ainsi que des aménagements nécessaires pour permettre aux candidats, compte tenu de la nature et de la durée de l'épreuve, d'y participer dans des conditions compatibles avec leur situation. Le candidat doit téléverser le certificat médical dans son espace

candidat, par internet sur le site <https://concours.agriculture.gouv.fr/>, dès l'inscription et au plus tard 3 semaines avant le déroulement de l'épreuve, soit le 14 novembre 2025.

Tout candidat résidant dans l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution ou à l'étranger, en situation de handicap, en état de grossesse ou dont l'état de santé le nécessite bénéficie, à sa demande, du recours à la visioconférence pour passer l'épreuve orale dans les conditions prévues par l'arrêté du 8 juillet 2024 fixant les conditions et les modalités de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique.

Sa demande écrite doit être adressée au bureau des concours et des examens professionnels au plus tard le 14 novembre 2025 :

1° Soit par voie électronique à l'adresse suivante : concours.sg@agriculture.gouv.fr ;

2° Soit par voie postale à l'adresse suivante : ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, secrétariat général, service des ressources humaines, SDDPRS, bureau des concours et des examens professionnels, 78, rue de Varenne, 75349 Paris 07 SP.

Par ailleurs, les candidats en situation de handicap, en état de grossesse ou dont l'état de santé le nécessite, ayant demandé à bénéficier du recours à la visioconférence, devront produire à la même adresse, dans les meilleurs délais et au plus tard 15 jours avant le début des épreuves orales, soit le 21 novembre 2025, un certificat médical délivré par un médecin agréé par l'administration et comportant la mention de l'aménagement relatif à la visioconférence.

Pour obtenir des renseignements relatifs à cet examen professionnel, les candidats s'adresseront à Mme Hélène DELQUIGNIES, mél : helena.delquignies@agriculture.gouv.fr, tél. : 01-49-55-48-55.

Avis et communications

AVIS DIVERS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Avis relatif à la composition du Tribunal des conflits

NOR : JUSE2521298V

Mme Céline Guibé, maîtresse des requêtes, a été élue, en application de l'article 4 de la loi du 24 mai 1872, par l'assemblée générale du Conseil d'Etat le 3 juillet 2025 afin de remplacer Mme Karin Ciavaldini comme rapporteure publique près le Tribunal des conflits, à compter du 1^{er} septembre 2025.

Avis et communications

AVIS DIVERS

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ,
DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES

**Avis relatif aux prix
de spécialités pharmaceutiques**

NOR : TSSS2523112V

En application de la convention entre le comité économique des produits de santé et la société NOVARTIS PHARMA SAS, les prix des spécialités pharmaceutiques visées ci-dessous sont les suivants à compter du 1^{er} septembre 2025 :

N° CIP	Présentation	PFHT	PPTC
34009 301 983 7 7	BEOVU 120 mg/ml (brolucizumab), solution injectable en flacon + 1 aiguille-filtre (B/1) (laboratoires NOVARTIS PHARMA SAS)	303,52 €	348,68 €
34009 301 983 8 4	BEOVU 120 mg/ml (brolucizumab), solution injectable en seringue préremplie (B/1) (laboratoires NOVARTIS PHARMA SAS)	303,52 €	348,68 €

Avis et communications

AVIS DIVERS

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ,
DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES

**Avis relatif à la tarification des moniteurs cardiaques implantables LUX-DX
et LUX-DX II+ visés à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale**

NOR : TSSS2523487V

En application de la convention entre le comité économique des produits de santé et la société BOSTON SCIENTIFIC, les tarifs et les prix limites de vente au public en € TTC (PLV) des produits visés ci-dessous sont fixés comme suit et prennent effet à compter du treizième jour suivant la date de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la République française :

CODE	DÉSIGNATION	Tarif/PLV en € TTC	Nouveau tarif/PLV en € TTC au 1 ^{er} juin 2026
3439937	Moniteur ECG implantable, BOSTON, LUX-DX.	1 359,46	1 339,07
3411790	Moniteur ECG implantable, BOSTON, LUX-DX II+.	1 359,46	1 339,07

Avis et communications

AVIS DIVERS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Avis relatif à l'ouverture d'une procédure d'enquête publique sur la demande d'homologation d'un cahier des charges pour l'indication géographique « Tournerie et tabletterie du massif du Jura »

NOR : ECOI2523668V

Le syndicat professionnel Creativewood, sis à la Chambre des métiers et de l'artisanat du Jura, 17, rue Jules-Bury, 39000 Lons-le-Saunier, a déposé auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), conformément à l'article L. 721-3 du code de la propriété intellectuelle, une demande d'homologation de cahier des charges pour l'indication géographique :

« Tournerie et tabletterie du massif du Jura »

En application des articles L. 721-3 (2°) et R. 721-3 du code de la propriété intellectuelle, cette demande d'homologation est soumise à une procédure d'enquête publique d'une durée de deux mois, à compter de la publication du présent avis.

Le projet de cahier des charges de l'indication géographique « Tournerie et tabletterie du massif du Jura » peut être consulté, dans le délai de deux mois prévu ci-dessus, sur le site internet de l'INPI à l'adresse : <https://base-indications-geographiques.inpi.fr/fr/enquetes-publiques-en-cours>

Pendant ce délai, toute personne peut formuler des observations en utilisant le formulaire accessible depuis la page mentionnée ci-dessus du site internet de l'INPI.

Avis et communications

AVIS DIVERS

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER ET DE LA PÊCHE

**Avis n° 4 relatif à la réouverture de certains quotas
et/ou sous-quotas de pêche pour l'année 2025**

NOR : *TECM2523598V*

Le sous-quota de thon rouge (*Thunnus thynnus*) de calibre de plus de 30 kg attribué en Méditerranée aux navires non-adhérents à une organisation de producteurs et immatriculés dans les Alpes-Maritimes (06) est ré-ouvert à compter de la date de publication de cet avis.

La pêche du thon rouge de calibre de plus de 30 kg est donc de nouveau autorisée en Méditerranée pour les navires non-adhérents à une organisation de producteurs et immatriculés dans les Alpes-Maritimes (06) à compter de la date de publication de cet avis.

La conservation à bord, le transbordement et le débarquement de thon rouge de calibre de plus de 30 kg, pêché en Méditerranée après cette réouverture, sont également autorisés pour les navires non-adhérents à une organisation de producteurs et immatriculés dans les Alpes-Maritimes (06).

ANNONCES

Les annonces sont reçues à la direction de l'information légale et administrative

Demandes de changement de nom : téléprocédure sécurisée

Fiche pratique disponible sur <https://psl.service-public.fr/mademarche/pub-changement-nom/demarche>

Autres annonces : annonces.jorf@dila.gouv.fr

ou

DILA, DIRE JOURNAUX OFFICIELS, TSA N° 71641, 75901 PARIS CEDEX 15

(L'Administration décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces.)

DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

(textes 76 à 90)

En application de l'article L. 221-14, et des articles R. 221-15 et R. 221-16 pris après avis de la CNIL, du code des relations entre le public et l'administration, les actes individuels relatifs à l'état et à la nationalité des personnes ne peuvent être publiés au Journal officiel de la République française, que dans des conditions garantissant qu'ils ne font pas l'objet d'une indexation par des moteurs de recherche.

Les actes concernés sont accessibles sur le site Légifrance en "Accès protégé"